

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



SOMMAIRE

	PAGES
FREDERICK B. ARTZ. <i>L'enseignement technique en France pendant l'époque révolutionnaire (1789-1815) (1^{er} article)</i>	257
ANDRÉ AYMARD. <i>La Grèce centrale au III^e siècle avant J.-C., d'après des livres récents</i>	297
GASTON ZELLER. <i>A quoi sert la Société de l'Histoire de France?</i>	317
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire d'Angleterre (Moyen Age). Publications des années 1940 à 1945, par EDOUARD PERROY</i>	323
COMPTES RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>).	356
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	368
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	375
CHRONIQUE	379

70^e année — T. CXCVI

Juillet-Septembre 1946

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

P. RENOUVIN

MEMBRE DE L'INSTITUT
PROFESSEUR À LA SORBONNE

COMITÉ DE RÉDACTION :

André **AYMARD**, professeur à la Sorbonne; Georges **BOURGIN**, directeur honoraire des Archives de France; Édouard **DHORME**, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études; Henri **Hausen**, professeur honoraire à la Sorbonne; Gabriel **LE BRAS**, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études; Georges **LEFÈVRE**, professeur honoraire à la Sorbonne; Paul **MANTOUX**, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève; Ch.-Edmond **FRANZ**, professeur à la Sorbonne; Charles **PETIT-DUTAILLIS**, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Écoles françaises; André **PICANOL**, professeur au Collège de France; Augustin **RENAUDET**, professeur à la Sorbonne; Pierre **RENOUVIN**, professeur à la Sorbonne.

Secrétaires généraux de la Rédaction : Ch.-André **JULIEN** et Maurice **CROUZET**

Secrétaire de la Rédaction : MARC-BONNET

RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France),
le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Revue trimestrielle

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1946

France et Colonies : **350 francs** — Étranger : **300 francs**

Le numéro, 75 francs

Comptes de chèques postaux : **Paris 392-33**

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cinq francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Pages
Georges MÉAUTIS . Mythes inconnus de la Grèce antique (Paul Cloché)	356
V. H. H. GREEN . Bishop Reginald Pecock, a study in ecclesiastical History and Thought (Ch. Petit-Dutailis)	357
J. C. GEMPERLE . Belgische und Schweizerische Städteverfassungsgeschichte im Mittelalter. Eine vergleichende Studie (Id.)	358
F. L. GANSHOFF . Over stadsontwikkeling tusschen Loire en Rijn gedurende de middeleeuwen (E. Coornaert)	359
Gerhard RITTER . Die Weltwirkung der Reformation († H. Hauser)	360
Pierre GENEVYAT . L'administration et la vie ecclésiastique dans le grand diocèse de Toulouse pendant les dernières années de l'Empire et sous la Restauration (G. Bourgin)	362
Reginald COUPLAND . The Indian problem, 1833-1935 (Jacques Vallette)	365
Id. Indian politics, 1936-1942 (Id.)	365
Id. The future of India (Id.)	365

es de
Hau-
bit de
e des
direc-
Pra-
hono-
er ou
seur

ment

ad-

PAGE

356

357

358

359

360

362

365

365

365



c
s
n
v
h
e
e
s
h
f
A
d
n

n
l
f
à
p
d

a
a

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EN FRANCE

PENDANT L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

(1789-1815)¹

1. — L'INSTRUCTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES, 1789-1815

La grande idée des penseurs français du XVIII^e siècle avait été de croire que l'homme pourrait améliorer son sort en modifiant le système social². Pour cette grande tâche d'amélioration humaine, un certain nombre d'écrivains avaient insisté sur la nécessité de créer une nouvelle éducation. Aux yeux des réformateurs, les écoles de type ancien, bien qu'assez nombreuses, étaient mal coordonnées et, ce qui est pire, elles encourageaient les croyances superstitieuses et les vues politiques et sociales réactionnaires. Une nouvelle pédagogie devait être fondée sur la raison plutôt que sur la foi religieuse et l'autorité de l'Église. Elle devait satisfaire aux besoins d'une société refaçonée et être confiée à un corps enseignant sympathique à la philosophie de l'époque. Aussi, avec la réunion des assemblées révolutionnaires, tous les types d'éducation aptes à créer un meilleur type de citoyen, et par là une meilleure société, étaient-ils sûrs de recevoir une étude approfondie.

Les deux premières assemblées révolutionnaires émirent un certain nombre de projets de réforme; puis, après 1792, cette discussion sur l'éducation devint si extensive et si doctrinaire — une improvisation faisant suite à une autre — que Marat comparait ceux qui la tenaient à des généraux s'amusant à planter et transplanter des arbres qui pourraient porter des fruits pour le ravitaillement futur de soldats à demi morts d'inanition³. Plus tard, Taine ne devait trouver dans toute

1. La première partie de cette étude, sur la période 1500-1700, a été publiée dans la *Revue d'histoire moderne*, 1937; la deuxième partie, relative aux années 1700-1789, dans la *Revue d'histoire moderne*, 1938.

2. A. MATHIEZ, *Les origines des cultes révolutionnaires* (Paris, 1904), 15.

3. *Moniteur*, 20 décembre 1792.

cette discussion qu'un long bavardage abstrait¹ — jugement de parti pris, quoique compréhensible.

Les premiers projets importants sur la réforme scolaire figurent dans un certain nombre de discours de Mirabeau². Ses propositions d'améliorer les écoles existantes sont parsemées de suggestions de réformes relatives à l'enseignement scientifique et technique. Tout en considérant l'étude des sciences inférieure à celle des lettres, qui nous révèle les premiers modèles de poésie, d'art oratoire, de philosophie et de politique, Mirabeau pense qu'on devrait donner, à ceux qui ont des dispositions scientifiques, l'occasion de les développer. Sa proposition la plus intéressante est celle d'un grand *Lycée* national, où les meilleurs professeurs donneraient, à une centaine de jeunes gens, des cours d'algèbre, de géométrie, de physique et chimie, de physiologie et d'histoire naturelle³.

Bien plus significatives sont les propositions de Talleyrand en 1791⁴. Il prévoit d'abord une école primaire dans chaque canton, école dont les classes seraient ouvertes aux enfants des travailleurs et des paysans, puis une série d'écoles secondaires dans les principaux centres urbains, des écoles spéciales professionnelles de théologie, de droit, de médecine et de science militaire, et, enfin, une université nationale à Paris. Il a en vue de former les citoyens d'un État libéral, suivant l'im-

1. TAINE, Préface à la *Correspondance de Mallet du Pan*, éd. par A. Michel (Paris, 1884). ix.

2. G. COMPAYRÉ, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France* (5^e éd., 2 vol., Paris, 1885), II, 250 et suiv. Cf., sur les discussions pédagogiques des assemblées révolutionnaires, divers articles dans F. BUISSON, *Dictionnaire de pédagogie* (4 vol., 2 tomes, Paris, 1887-1888), notamment ceux des principaux partisans des réformes scolaires et ceux qui concernent les *Assemblées nationales* et la *Convention*; également J. RUTTENBERG, *An Examination of the important educational projects presented in the French revolutionary assemblies* (Ithaca, 1927). Les collections suivantes de documents sont utiles : *Recueil des lois et règlements concernant l'instruction publique depuis l'édit d'Henri IV en 1598* (vol. I-IV, Paris, 1814; vol. V-IX, Paris, 1820-1828); le volume IX est un index de cette série; elle est assez complète jusqu'à 1800; après cette date, les documents sont fragmentaires; elle s'arrête à 1815. La collection est continuée par le *Bulletin universitaire* (18 vol., Paris, 1828-1849). Pour les années 1802-1830, on peut consulter le volume I de *Circulaires et instructions de l'administration relatives à l'instruction publique* (Paris, 1863, vol. I et O. GRÉARD, éd. *La législation de l'enseignement primaire (1789-1833)* (2^e édition, Paris, 1890); DION, éd. *Recueil complet de la législation de l'enseignement secondaire* (3^e édition, Paris, 1935); et vol. I de A. de BEAUCHAMP, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur, 1789-1849* (Paris, 1880). Ces documents doivent être confrontés; chacun d'eux pris séparément n'est pas sûr, et il est aussi préférable de les contrôler par le *Bulletin de lois*.

3. COMPAYRÉ, *op. cit.*, II, 254-256, et *Archives parlementaires* 30 : 512-554. L'article sur « Mirabeau », dans BUISSON, *op. cit.*, est bon.

4. Le rapport de Talleyrand est dans *Arch. parl.* 30 : 447-512. Avant de préparer ce rapport, Talleyrand dit avoir consulté, entre autres, Lagrange, Laplace, Monge et Condorcet, TALLEYRAND, *Mémoires* (5 vol., Paris, 1891-1892), I, 134.

pér
avo
de
écol
la r
inst
tiqu
logi
tect
les
raie
mar
riqu
Lill
d'au
ture
de
con
tifi
et c
dét
T
plus
bien
san
gée
ent
nat
est
de
ne
laq
lus,
tion
1.
2.
502-
série
3.
4.
1883

pératif de Montesquieu que, dans une société libre, tout citoyen doit avoir assez de vertu pour modérer ses passions et observer les limites de ses droits¹. Talleyrand propose pour ses écoles secondaires — les *écoles de district* — de la géométrie, l'algèbre nécessaire à comprendre la mécanique et des rudiments de chimie et de botanique. Dans son institut national, une instruction poussée sera donnée en mathématiques spéciales, astronomie, physique et mécanique, chimie, minéralogie et géologie, botanique, anatomie, médecine, agriculture, architecture, et dans l'art de l'ingénieur civil, militaire et naval². Dans les écoles militaires, Talleyrand propose, pour des élèves qui y entreiraient entre quatorze et seize ans, deux ans de cours d'anglais, allemand, géographie, histoire, mathématiques et science militaire théorique et pratique. Des écoles militaires supérieures seraient établies à Lille, Metz, Strasbourg, Besançon, Grenoble et Perpignan. Parmi d'autres propositions, retenons une série de conférences sur l'agriculture, avec équipement scientifique, fermes et jardins expérimentaux, de peur qu'elles ne deviennent une simple addition à tant d'inutiles conférences des *collèges*, *Jardin du roi* et autres établissements scientifiques, depuis longtemps mal équipés en bibliothèques, laboratoires et collections de modèles. Tous ces projets ne sont qu'esquissés, les détails restant dans le vague³.

Talleyrand distinguait nettement la nécessité d'un enseignement plus scientifique et technique. Dans les arts mécaniques, écrit-il, combien de perfectionnements ne faudrait-il pas introduire? Qui ne voit pas sans regrets cette multitude d'artisans attachés à une routine ni dirigée ni corrigée par aucun principe? Il nous faut grouper des théoriciens entraînés et des artisans habiles, Voilà qui élèverait notre industrie nationale à un degré de perfection auquel la France a montré qu'elle est capable de prétendre⁴. Les projets de Talleyrand ne présentent pas de progrès marqué sur plusieurs autres élaborés au XVIII^e siècle; ils ne furent jamais sérieusement discutés par l'*Assemblée législative* à laquelle ils furent présentés en septembre 1791. Mais ils furent très lus, et la presse et les pamphlets leur accordèrent beaucoup d'attention; leur principal intérêt pour nous est dans le fait qu'ils résument

1. MONTESQUIEU, *Esprit des Loix*, livre IV.

2. Quelques détails sur le contenu de ces cours peuvent être trouvés dans *Arch. parl.* 30 : 502-503, 507-511. Dans une édition séparée du rapport de Talleyrand (1791) se trouve une série de grandes tables en dépliant, donnant un exposé général de ses projets.

3. *Arch. parl.* 30 : 461-462.

4. C. HIPPEAU, *Instruction publique en France pendant la Révolution* (2 vol., Paris, 1881-1883), I, 174-175.

l'opinion libérale en matière scolaire, à l'ouverture de la Révolution¹.

Le troisième grand programme d'enseignement fut celui de Condorcet²; son projet n'est pas seulement celui qui, du point de vue général, a eu le plus d'influence, au cours de la période révolutionnaire, mais encore il est le premier à mettre plus d'accent sur les études scientifiques que sur les humanités. Le but principal de Condorcet, le même que chez les autres réformateurs de l'époque des Lumières, est de construire une société démocratique. Une constitution libre, dit-il, qui n'est pas accompagnée de l'éducation de tous les citoyens, se détruira d'elle-même après quelques orages et dégénérera en une de ces formes de gouvernement qui peuvent aisément imposer l'ordre parmi un peuple ignorant et corrompu³. Son système prévoit des écoles d'État, ouvertes aux deux sexes. Il propose cinq degrés d'enseignement; Talleyrand n'en proposait que quatre. Des écoles primaires dans les villes de quatre cents habitants ou plus, telle sera la base du système; dans les villes d'au moins quatre mille habitants, une école secondaire. Au-dessus, cent dix *Instituts*, au moins un par département, et neuf *Lycées* (universités) répartis dans toute la France. Condorcet a des sympathies pour les Girondins, d'où son souhait de décentraliser l'enseignement supérieur. Il propose, enfin, de mettre à la tête de tout le système d'éducation nationale une *Société nationale des arts et sciences* à Paris. Tout cela ressemble à une première esquisse de l'*Université de France* napoléonienne.

Tout au long de son plan, Condorcet met la science en relief parce que, dit-il, la science apprend aux jeunes à penser clairement et, de plus, est fort utile à la société. Les sciences sont un remède contre le préjugé et la mesquinerie. Elles sont utiles dans toutes les professions. Les temps sont proches où leur utilité pratique atteindra un degré dépassant tous les espoirs. Les progrès des sciences physiques devraient produire une heureuse révolution dans les arts, et le plus sûr moyen d'étendre cette révolution est de propager les connaissances scientifiques dans toutes les classes⁴. S'il avait vécu, Condorcet eût certainement

1. Pour la discussion contemporaine des propositions scolaires de Talleyrand, cf. *L'ami des patriotes*, III, n° 48, 499-516; *Révolution de Paris*, IX, n° 114, 467; *La feuille villageoise*, IV, n° 10; *Moniteur*, 27 septembre 1791. Cf. art. Talleyrand, dans Buisson, *op. cit.*

2. *Arch. parl.* 55 : 197 et suiv., et CONDORCET, *Œuvres* (13 vol., Paris, 1848-1849), VII, 464-573. Cf. F. VIAL, *Condorcet et l'éducation démocratique* (Paris, 1903). Le plan de Condorcet atteignit le plus grand nombre de ses lecteurs par une première ébauche parue en cinq articles publiés en 1791 dans la *Bibliothèque de l'homme public*.

3. COMFAYRÉ, *op. cit.*, II, 276.

4. *Arch. parl.* 55 : 201.

eu sa part dans la fondation du *Conservatoire des arts et métiers* et de l'*École polytechnique*, et, quelques années plus tard, dans l'établissement des *Écoles centrales* de Napoléon.

Dans les écoles primaires de Condorcet, l'accent doit être mis sur l'arithmétique, quelques notions de base en agriculture et industrie, et la connaissance des produits régionaux. Dans les écoles secondaires, on enseignera les principes des arts mécaniques, les éléments pratiques du commerce et du dessin, en plus des cours de mathématiques, physique et histoire naturelle, et leurs relations avec l'agriculture et le commerce. Dans les *Instituts* et, au-dessus, les *Lycées*, l'étude des sciences, aussi bien théoriques que pratiques, sera facilitée par l'usage des meilleurs laboratoires et bibliothèques. Enfin, la *Société nationale* consacrerait l'une de ses quatre sections aux sciences théoriques et appliquées¹. D'un bout à l'autre de l'enseignement, il faudra éviter de séparer science théorique de science appliquée, et une science d'une autre, car les sciences, pense-t-il, se développent en se fertilisant mutuellement ; cette idée réapparaîtra bientôt dans l'organisation de l'*École polytechnique*, qui nourrira toutes les sciences et leurs applications pratiques. L'enseignement, à tous ses échelons, doit être un grand organe d'utilité sociale.

Le grand projet de Condorcet, comme celui de Talleyrand, fut présenté vers la fin d'une session de la Législative et ne reçut pas tout de suite l'attention qu'il méritait. Mais, quelques années plus tard, ce projet et quelques autres écrits de Condorcet servaient de base à la *Loi de 1795* ; plus tard, on peut observer son influence sur les réformes scolaires de Napoléon, Guizot, Duruy, Ferry et Buisson. En ce qui concerne l'enseignement technique, il a touché à presque tous les aspects de la question ; mais, dans le domaine pratique, il ne va pas plus loin que certains théoriciens prérévolutionnaires. Son importance est plutôt dans le fait qu'il rassemble leurs suggestions et les présente d'une manière claire, succincte, énergique.

Après la réunion de la *Convention* en 1792, le nombre des plans de réforme scolaire s'accrut ; des projets littéralement innombrables furent présentés par des collectivités et par des individus. Dans un plan préparé par lui, Lakanal déclarait que les enfants des deux sexes devraient apprendre les rudiments du travail manuel, comme la ma-

1. Arch. parl. 55 : 216-219, et CONDORCET, *Œuvres*, VII, 536-538, aussi 380-412. [Note du traducteur : ici, citations de Condorcet que je n'ai pas cru devoir retraduire.]

On trouve d'intéressantes remarques sur les idées pédagogiques de Condorcet dans E. DURKHEIM, *L'évolution pédagogique de la France* (2 vol., Paris, 1938), II, 152-156.

nière de se servir du compas, du niveau, des poids et mesures et de la poulie ; on devrait leur montrer les travaux de la ferme et les procédés des artisans. Bourbou proposait, en 1792, de transformer toutes les écoles primaires de Paris en *écoles d'apprentissage*, chacune dotée d'une série d'ateliers. Le plan de Beauquier (1793) prévoyait, en termes très généraux, l'ouverture d'un grand nombre d'écoles élémentaires d'arts et métiers. Après leur établissement, quiconque n'aurait pas appris un métier utile devrait être privé de ses droits de citoyen pendant dix ans ! La plupart des projets exposés à la *Convention* insistent sur la valeur éducative du dessin, des mathématiques, de la physique, mécanique et chimie pour les artisans et ouvriers qualifiés¹.

Au cours de la discussion de ces projets scolaires des années 1792-1795, plusieurs savants de l'époque, dont certains collaborèrent à la fondation de l'*École polytechnique*, montrèrent par leurs critiques qu'ils avaient une compréhension infiniment plus exacte des besoins réels de l'enseignement technique que les théoriciens jacobins, auteurs des projets. Tous voulaient créer un enseignement utile à la société ; tous étaient plus ou moins intéressés par les progrès sociaux résultant d'une science et d'une technologie améliorées, mais les savants étaient plus exactement au fait de ce qu'il convenait précisément de faire dans le domaine de la préparation scientifique et technique. Le chimiste Hassenfratz tournait en ridicule les propositions de fêtes nationales figurant dans presque tous les projets scolaires ; pendant que l'on s'occuperait des fêtes, les voisins n'organiseraient-ils pas leur industrie, entraînant la ruine des manufactures et du commerce français ? Ce n'était pas par des fêtes que les Anglais avaient acquis une grande prépondérance dans l'équilibre européen ou que les États-Unis étaient devenus une nation florissante. La plus belle fête que l'on pourrait offrir au peuple français serait d'organiser l'enseignement professionnel et de donner un vigoureux élan à l'industrie nationale². Hassenfratz fut aussi parmi les signataires d'une pétition à la *Conven-*

1. Des résumés des projets les plus importants seront trouvés dans J. RUTTENBERG, *op. cit.*, dans O. GRÉARD, éd. *La législation de l'instruction primaire en France depuis 1789* (2^e éd., 2 vol., Paris, 1890), I, 24-127, et dans C. HIPPEAU, éd. *Instruction publique en France pendant la Révolution* (2 vol., Paris, 1881-1883). Certains rapports sont publiés en entier dans *Arch. parl.*, pour Lepelletier, 68 : 661-675 ; 72 : 124-127 ; pour Romme, 77 : 25-26, 575-576, 709-711 ; 78 : 59-61 ; pour Bouquier. Cf. J. GUILLAUME, éd. *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale* (6 vol., Paris, 1891 et suiv.), III, 567 et suiv. ; et pour Bourbou, cf. E. BERTRAND, *L'enseignement technique en Allemagne et en France* (Montpellier, 1913), 214.

2. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux, etc.*, I, 578-580 ; *Arch. parl.* 68 : 210-211.

tion soutenant avec force que, pour améliorer les manufactures françaises, le meilleur moyen était de développer l'enseignement technique¹. Au même moment, le grand mathématicien Monge, dans l'introduction à un de ses livres, proposa l'ouverture, dans les grandes villes de France, d'écoles où serait enseignée la géométrie descriptive². Le chimiste Lavoisier esquissa, en 1793, un plan de deux types d'enseignement secondaire, l'un pour les fonctionnaires qui feraient du droit et des lettres, l'autre pour les jeunes gens s'intéressant aux sciences et à la mécanique³. Fourcroy, un autre chimiste, proposa de cultiver, à côté de la science, l'habileté en mécanique dans les écoles secondaires ; les professeurs devraient faire ressortir toutes les applications des sciences, utiles à la subsistance, la défense, l'habillement et l'alimentation de l'homme, et aussi à la création de manufactures⁴. Il nous faut, dit-il ailleurs, des ingénieurs militaires pour la construction et l'entretien des fortifications, et pour l'attaque et la défense ; des ingénieurs pour les ponts et les routes, l'établissement et le maintien des communications ; des géographes pour faire les cartes ; des ingénieurs des mines pour l'exploitation de nos ressources minières ; des ingénieurs pour la marine⁵. Heureusement, malgré la mort de Lavoisier, ce furent des savants comme lui, plutôt que des théoriciens politiques, qui créèrent les grandes institutions scientifiques comme l'École polytechnique et le Conservatoire des arts et métiers⁶.

1. J. GUILLAUME, *op. cit.*, II, 426-427. Il est intéressant de noter que le témoignage de Hassenfratz ne contient pas grand'chose qui n'ait déjà été dit dans d'autres rapports des XVIII^e et XVIII^e siècles ; on est frappé par la continuité de la tradition française dans tous ces domaines.

2. Préface à MONGE, *Traité de géométrie descriptive*.

3. E. GRIMAUD, *Lavoisier* (Paris, 1888), 248-253.

4. J. GUILLAUME, *op. cit.*, III, 103.

5. *Moniteur*, 22 septembre 1793.

6. Il y avait à la Convention quelques courants d'obscurantisme égalitaire. Un membre de la Convention aurait dit à Lavoisier : « La République n'a pas besoin de savants. » D'autres attaquaient l'enseignement comme créant des distinctions factices dans la société ; les sciences détachent de la société tous ceux qui s'y consacrent, COMPAYRÉ, *op. cit.*, II, 305, et E. ALLAIN, *L'œuvre scolaire de la Révolution, 1789-1802* (Paris, 1891), 32, 36. Certains savants furent persécutés sous la Révolution et Condorcet, Lavoisier et Bailly furent exécutés. L'Académie des Sciences fut fermée en 1793 et le *Journal des savants* cessa de paraître. J.-B. BIOT, admirateur de Napoléon, dans son *Essai sur l'histoire des sciences pendant la Révolution* (Paris, 1803), a tenté de démontrer que les Jacobins détestaient la science. Mais ceci a été prouvé inexact ; la Convention a créé l'École polytechnique et le Conservatoire des Arts et Métiers, elle a réorganisé d'autres institutions scientifiques et donné son patronage à la recherche technologique. J. GUILLAUME, « Un mot légendaire », dans *La Révolution française* (1900), 38 : 385-399 ; G. POUCHET, *Les sciences pendant la Terreur*, éd. par J. Guillaume (Paris, 1896) ; C. BALLOT, *L'introduction du mécanisme dans l'industrie française* (Paris, 1923) ; T. S. PATTERSON, *Soda, Nicolas Leblanc and the French Revolution* (Glasgow, 1925) ;

Si l'on passe de ce rapide examen des projets théorique à l'étude de ce qui fut réalisé dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire entre 1789 et 1815, presque tout paraît médiocre. La période débuta par une destruction presque totale des écoles existantes. La suppression de la dime et des octrois municipaux, la confiscation des biens du clergé et l'abolition des ordres monastiques priva les écoles de leurs moyens de subsister. La *Constitution civile du Clergé*, à laquelle beaucoup de prêtres refusèrent de prêter serment, les priva ensuite de leurs maîtres¹. Tandis que se poursuivait cette destruction de 1789 à 1795, ses fâcheux résultats étaient obscurcis par les interminables et brillantes discussions sur un nouvel et utopique enseignement, et par une série de lois restées lettre morte, ordonnant l'ouverture de nouvelles écoles. La plus importante de ces lois fut celle du 25 octobre 1795.

A. LABOUCHÈRE, *Oberkampf (1738-1815)* (Paris, 1866); J. PIGEIRE, *La vie et l'œuvre de Chaptal* (Paris, 1932); A. MATHIEZ, *La victoire de l'an II* (Paris, 1916) et C. RICHARD, *Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre* (Paris, 1922). En outre, l'activité scientifique était maintenue par certains. Cf. L. DE LAUNAY, *Un grand Français, Monge* (Paris, 1933); J. MASCART, *La vie et les travaux du chevalier Jean-Charles de Borda* (Lyon, 1919); G. DARBOUX, *Notice historique sur le général Meunier* (Paris, 1910); G. BOUCHARD, *Gupton Morveau, chimiste et conventionnel, 1737-1816* (Paris, 1938), et S. J. FRENCH, *Torch and crucible, the life and death of Antoine Lavoisier* (Princeton, 1941). Le travail de ces savants et d'autres encore montre que, malgré les difficultés et les obstacles, une activité scientifique, faible, mais persistante, se continua durant les années les plus troublées de la Révolution. L'initiative privée reprit en main une grande partie de ce que l'État avait jadis créé et dirigé. A Paris, le *Lycée*, fondé en 1780, continua sous différents noms à donner sur la science d'excellentes conférences publiques. C. DEJOB, *De l'établissement connu sous le nom de Lycée et d'Athénée, et de quelques établissements analogues* (Paris, 1889). Même chose pour la *Société d'histoire naturelle* et, plus importante encore, la *Société philomathique*, qui comptait Vauquelin, Berthollet, Fourcroy, Monge, Lamarck et Lavoisier. En 1791, ce groupe commença à diffuser un bulletin mensuel manuscrit, puis imprimé quelques années plus tard. M. BERTHELOT, « Origine et histoire de la Société philomathique », dans *Mémoires publiés par la Société philomathique à l'occasion du centenaire de sa fondation, 1788-1888* (Paris, 1888). Tous les savants de la Révolution étaient plus ou moins des libéraux, aucun n'émigra. Mais ils étaient bien moins intéressés par la politique que par les sciences théoriques et appliquées, et par la construction d'une société moderne dirigée par une élite intellectuelle. Ils étaient nettement dans la ligne des penseurs des XVII^e et XVIII^e siècles et, en même temps, étaient les précurseurs de Saint-Simon et Comte. Leur grand idéal était celui de l'utilité sociale. Cf. H. GOUHIER, *La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme* (2 vol., Paris, 1936), et J. BELIN, *Les démarches de la pensée sociale* (Paris, 1939). Les conférences données dans les diverses *Facultés des Sciences* de l'Université de Paris de Napoléon aidèrent, après 1808, à garder vivant l'intérêt pour les sciences et à diffuser les idées scientifiques. A. AULARD, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire* (Paris, 1911), 325-329, 354. Pour certaines parties de cette note et quelques autres suggestions, je me suis inspiré de l'excellente communication lue à la réunion de l'American Historical Association (Chicago, décembre 1941) par mon ami le Dr. Henry E. Guerlac, de Cornell University.

1. Le travail destructif, spécialement des années 1789 à 1793, est exposé avec une assez grande acrimonie cléricale dans ALLAIN, *op. cit.*, ch. I.

Résumé des projets et lois précédents, elle est souvent appelée le testament scolaire de la Convention. Une ou plusieurs écoles élémentaires devaient être installées dans chaque canton, une école secondaire (*école centrale*) dans chaque département, et une école normale dans la capitale. Pour compléter le système serait créé un institut national. Des écoles privées seraient autorisées, sous le contrôle de l'État. La France possédait, au moins, l'ébauche d'un système complet d'éducation nationale.

La loi de 1795 limitait le travail dans les écoles primaires à la lecture, l'écriture, l'arithmétique et l'instruction civique et morale. L'État fournirait aux instituteurs une maison et un jardin ; les droits payés par les élèves complèteraient ce revenu, cependant que l'État entretiendrait un certain nombre de bourses gratuites¹. Ce système d'écoles élémentaires publiques resta, en grande partie, sur le papier. On manquait de fonds et de personnel, le pays était occupé par de nombreux problèmes intérieurs et par les guerres, et les parents catholiques refusèrent bientôt vivement d'envoyer leurs enfants aux nouvelles écoles publiques. En 1797, dans cinquante-six écoles primaires publiques pour le département de la Seine, on comptait seulement de mille à douze cents élèves, bien qu'il y eût plus de vingt mille enfants d'âge scolaire.

Après 1795, le nombre des écoles privées — et par là il faut presque toujours entendre des écoles dirigées par des religieux — s'accrut rapidement². Le *Directoire* ne l'entendit pas ainsi et fit promulguer des lois restreignant les droits des écoles privées. Mais l'éducation primaire était accessible à si peu d'enfants qu'en 1802 Napoléon augmenta les droits des écoles privées et, bientôt, les *Frères des écoles chrétiennes* et d'autres ordres ouvraient des écoles primaires. La solution napoléonienne, ce vaste plan d'un seul ordre d'enseignement, l'*Université de France* (1808), essaya de combiner le contrôle de l'État avec une politique libérale à l'égard des écoles privées. Fontanes, grand maître de l'*Université*, fut si large que non seulement les écoles religieuses se multiplièrent rapidement, mais que de nombreux élèves laïques purent entrer au séminaire pour les études préliminaires à la prêtrise. Ils recevaient là une éducation primaire sous une direction purement ecclésiastique.

1. G. H. VAN DUZER, *Contribution of the Ideologues to French Revolutionary Thought* (Baltimore, 1935), 108-109, 115 ; ALLAIN, *op. cit.*, 23-25, 58-59 ; A. AULARD, *op. cit.*, 1-3.

2. R. NIDERST, *L'enseignement primaire en France, 1789-1914* (Strasbourg, 1935), 11-20 ; VAN DUZER, *op. cit.*, 132 ; ALLAIN, *op. cit.*, 79 ; AULARD, *op. cit.*, 16-17.

Les résultats nets de vingt-cinq ans d'expériences (1789-1815), dans le domaine de l'enseignement primaire, furent, d'une part, que le cléricalisme avait rendu impossible le contrôle par l'État de l'enseignement, et en second lieu que les écoles primaires françaises, en qualité et en quantité, étaient inférieures en 1815 à celles de 1789¹. C'était même encore vrai en 1830. L'état arriéré de l'éducation primaire après 1789 fit qu'au moins deux générations grandirent avec moins de chances d'apprendre à lire, écrire et compter qu'elles n'en auraient eu sous l'Ancien Régime. Cette situation de l'enseignement primaire entraîna un retard inévitable des formes plus élevées d'instruction, y compris la préparation technique. Cet arrêt fut en partie compensé, en ce qui concerne l'enseignement technique, par la création de plusieurs écoles techniques, élémentaires et supérieures, par les gouvernements révolutionnaires.

L'histoire de l'enseignement secondaire, pendant la période révolutionnaire, suit un cours presque parallèle à celui de l'instruction primaire. Les gouvernements rédigèrent des programmes qui durent être modifiés à cause de la confusion de l'époque, du manque de fonds et de personnel capable, et de l'opposition religieuse. Des lois de 1795 et 1796 créèrent dans les villes des *Écoles centrales* secondaires, au moins une par département. Quatre-vingt-dix-huit environ furent installées. Dans ces nouvelles écoles secondaires, les sciences formaient l'essentiel du programme, et les humanités étaient enseignées — autant que possible — du point de vue moral, et de manière aussi à montrer aux élèves comment améliorer leur style. Il y avait trois séries de cours, chacune de deux ans. L'élève commençait en général à douze ans pour finir à dix-huit. Les différents cours des *Écoles centrales* étaient donnés par des professeurs spécialistes; l'élève pouvait choisir la plupart de ses cours et aussi décider du nombre d'années qu'il passerait à l'école. Dans chaque cas, cela dépendait des capacités de l'élève, de ce qui l'intéressait le plus et de son passé scolaire. La vieille méthode des *collèges* de l'Ancien Régime, où tous suivaient les mêmes cours dans le même ordre, était donc abandonnée. De plus, les cours étaient maintenant

1. NIDERST, *op. cit.*, 21-23; VAN DUZEN, *op. cit.*, 133-134; AULARD, *op. cit.*, 48-49, 52-56, 190-191, 239-248, 261-265. Sur le travail des écoles religieuses élémentaires, cf. aussi A. CHEVALIER, *Les Frères des écoles chrétiennes et l'enseignement primaire, 1799-1830* (Paris, 1887); L. COMBAREIU, *Instruction primaire dans le département du Lot pendant la Révolution* (Cahors, 1882); H. LIBOIS, *Instruction primaire dans le département du Jura pendant la Révolution* (Lons-le-Saunier, 1897); P. GRÉGOIRE, *Les écoles et la Révolution* (Nantes, 1911); J. TRAMOND, *L'instruction primaire de 1789 à 1815 dans une commune du Bas-Limousin* (Tulle, 1905), et M. SOULICE, *L'instruction primaire dans les Basses-Pyrénées, 1385-1880* (Paris, 1881).

donnés par des professeurs différents — innovation frappante — et les élèves allaient d'un professeur à un autre comme dans les lycées ou collèges modernes¹.

Le programme des *Écoles centrales*, mettant l'accent sur des études scientifiques et d'une utilité sociale supposée, donnait corps à plusieurs des idées favorites des réformateurs du XVIII^e siècle. Mathématiques, physique et chimie, langues et littérature, instruction civique et morale, telle était la répartition fondamentale des sujets. Le contenu de chaque cours montre le but pratique des auteurs du plan. Le dessin était spécialement développé avec les cours de sciences, car, disait Lacroix, tous les arts d'imitation et de construction ont le dessin pour base². Le dessin, dit un autre en substance, sert non seulement le peintre et le sculpteur, mais aussi l'architecte, l'ingénieur, l'officier de l'armée et de la marine, le médecin, l'arpenteur, voire le simple artisan ; il montre aussi à la jeunesse comment observer avec exactitude, car il est la géométrie de l'œil comme la musique est celle de l'oreille³. Voilà qui dérive clairement de la philosophie sensualiste ; si les idées dérivent

1. La discussion la plus complète des *Écoles centrales* est une étude sympathisante de VIAL, *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire* (Paris, 1936), livre II ; cf. aussi L. LIARD, *L'enseignement supérieur en France, 1789-1889* (2 vol., Paris, 1888, 1894) ; G. WEILL, *Histoire de l'enseignement secondaire en France, 1801-1920* (Paris, 1921), ch. I et II, et E. DURKHEIM, *op. cit.*, II, 158-168. Le rôle de Destutt de Tracy et des idéologues dans la délimitation des programmes est discuté par VAN DUZEN, *op. cit.*, surtout ch. III et IV. Trois travaux de l'époque, sur les *Écoles centrales*, ont une importance particulière : DESTUTT DE TRACY, *Observations sur le système actuel d'instruction publique* (Paris, an IX) ; A. FOURCROY, *Rapport sur la résolution du 8 messidor an IV, relatif au placement des Écoles centrales* (Paris, an IV), et LACROIX, *Essai sur l'enseignement en général et sur celui des mathématiques en particulier* (2^e éd., Paris, 1816) ; pour les autres écrits contemporains, cf. la bibliographie de VAN DUZEN, *op. cit.*, 167-169. L'*Enquête de l'an IX* sur l'éducation secondaire en France est reproduite en entier dans un appendice à ALLAIN, *op. cit.*, 349-432. Il existe de bonnes monographies sur certaines des *Écoles centrales* : G. QUIGNON, *L'École centrale de l'Oise* (Beauvais, 1913) ; A. TROUX, *L'École centrale du Doubs* (Besançon, 1926), et J. DUTHÉIL, *Histoire de l'École centrale de la Creuse* (Gap, 1933). Cf. aussi L. DE LAUNAY, *Le grand Ampère* (Paris, 1925), ch. v. Les histoires de quelques écoles secondaires dont toute l'évolution est étudiée contiennent des indications sur les *Écoles centrales* : J. QUICHERAT, *Histoire de Sainte-Barbe* (3 vol., Paris, 1860-1864) ; M. BERTHOMÉ, *L'enseignement secondaire dans la Haute-Vienne, 1789-1804* (Paris, 1913) ; C. CHABOT et M.-S. CHARLÉTY, *Histoire de l'enseignement secondaire dans le Rhône de 1789 à 1900* (Paris, 1901) ; A. GAIN, « L'enseignement supérieur à Nancy de 1789 à 1896 », dans *Annales de l'Est* (1933-1934) ; GODART, « L'École centrale de Seine-et-Oise », dans *Revue de l'histoire de Versailles* (1909-1911) ; J. PETER, *L'Enseignement secondaire dans le département du Nord pendant la Révolution* (Lille, 1912), et E. QUERNAU-LAMERIE, « L'instruction secondaire pendant la Révolution : le collège et les écoles d'Angers », dans *Revue de la Révolution* (1887).

2. LACROIX, *op. cit.*, 63.

3. J. GUILLAUME, éd., *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale* (6 vol., Paris, 1891-1907), V, 305-306 ; DESTUTT DE TRACY, *op. cit.*, 10.

des sens, les études devraient commencer par l'observation et la reproduction des objets. Les cours de dessin étaient les plus suivis, dans les *Écoles centrales*¹. Les cours d'histoire naturelle étaient consacrés à la structure et aux fonctions des plantes et des animaux, en faisant un appel important au dessin². Ceux de mathématiques comprenaient arithmétique, algèbre, géométrie et trigonométrie ; les problèmes étudiés étaient, en général, de ceux qui pouvaient se présenter dans des transactions commerciales, la construction de machines, les métiers du bâtiment et autres applications industrielles. Ici encore, une théorie philosophique était réunie à une perspective pratique : les mathématiques devaient enseigner aux jeunes à penser clairement. Les mêmes idées s'exprimaient dans la manière d'enseigner la physique et la chimie³. Pour l'étude de l'histoire naturelle, de la physique et de la chimie, chaque école, en plus d'une bibliothèque, devait disposer d'un jardin botanique, d'une collection d'histoire naturelle, de laboratoires de physique et chimie et d'un musée de machines et modèles pour les arts et métiers industriels. Malheureusement, la pénurie de fonds et le manque de professeurs limitèrent sérieusement cet intéressant programme d'enseignement scientifique⁴.

L'enseignement des langues et littératures nous montre à son tour l'intérêt et les penchants des fondateurs des *Écoles centrales*. Le latin, base du programme des *collèges* de l'Ancien Régime, était encore enseigné, mais le temps qui lui était consacré était sévèrement réduit, et l'accent était mis sur son utilité pour la connaissance du français. L'étude de la composition et de la littérature françaises était développée et l'on enseignait d'autres langues modernes, italien et espagnol dans le Midi, anglais et allemand dans le Nord et l'Est⁵. Enfin, les cours d'histoire et de « législation » étaient destinés à faire de bons libéraux. Ce qu'on apprenait de l'histoire n'était plus, comme dans les vieux *collèges*, limité à l'histoire ancienne et à celle de l'Église ; on insistait sur l'histoire moderne et contemporaine, et sur les changements advenus dans le gouvernement et dans les théories et conditions sociales depuis le xvi^e siècle. Les cours de « législation » expliquaient les buts et l'organisation de la nation française ; ils enseignaient aussi la morale personnelle et la morale sociale, indépendamment de tout

1. VIAL, *op. cit.*, 77, 110 ; AULARD, *op. cit.*, 23.

2. VIAL, *op. cit.*, 77.

3. LACROIX, *op. cit.*, 65-68 ; VIAL, *op. cit.*, 106-108 ; FOURCROY, *op. cit.*, 10 et suiv.

4. AULARD, *op. cit.*, 24 ; ALLAIN, *op. cit.*, 128.

5. LACROIX, *op. cit.*, 69-70 ; VIAL, *op. cit.*, 79-80, 90-91, 108-109.

système religieux¹. Trois autres cours avaient été proposés en addition au programme des *Écoles centrales* : des cours d'hygiène, de méthodologie scientifique et logique, et d'arts industriels appliqués, mais l'idée fut abandonnée². Des conférences publiques sur des sujets d'utilité pratique devaient, d'après la loi, être faites tous les mois dans chaque *École centrale*³.

Les *Écoles centrales* ne subsistèrent que quelques années, de 1795 à 1802, et les résultats sont difficiles à juger. Les principaux sujets étudiés concernent les étudiants se préparant à des carrières administratives, industrielles, militaires et navales, ou à des écoles spéciales comme l'*École polytechnique* : dessin, mathématiques, physique et chimie ; les cours de sciences sociales et les humanités étaient moins populaires et languissaient souvent. Peu d'*Écoles centrales* avaient un ensemble convenable de professeurs ; dans ces dernières disciplines, on manquait de maîtres capables. Peu d'écoles avaient suffisamment de salles de classe, de laboratoires et de livres. En outre, les écoles primaires étaient si désorganisées que les élèves qui entraient dans les *Écoles centrales* étaient, d'ordinaire, mal préparés. Enfin, par parti pris religieux, et parce que les *Écoles centrales* ne prenaient que des externes et pas de pensionnaires, beaucoup de parents envoyaient leurs enfants à des écoles secondaires privées. Comme le personnel des *Écoles centrales* vivait en partie de ce que payaient les élèves, l'absence ou le retrait d'un grand nombre de jeunes gens réduisait presque certains professeurs à mourir de faim. Beaucoup dépendait du préfet ; avec sa sympathie, l'*École centrale* florissait. S'il était indifférent ou hostile, elle languissait généralement⁴. Malgré leur disparition, les *Écoles centrales* représentent l'expérience la plus intéressante dans l'enseignement secondaire français, entre la fondation des écoles des Jésuites au xviii^e siècle et l'ouverture des lycées modernes dans la seconde moitié du xix^e siècle. Le lycée moderne a, de plus, hérité des *Écoles centrales* plusieurs de leurs méthodes⁵.

1. VIAL, *op. cit.*, 91-99, 109. J'ai étudié les programmes des *Écoles centrales* assez longuement parce qu'ils montrent très bien les tendances de l'enseignement de l'époque.

2. VIAL, *op. cit.*, 100.

3. VAN DUZER, *op. cit.*, 106.

4. VAN DUZER, *op. cit.*, 130, 133, 136, 139, 142 ; AULARD, *op. cit.*, 30-33 ; WEILL, *op. cit.*, 14-16. On trouve quelques statistiques intéressantes et quelques documents relatifs aux *Écoles centrales* dans ALLAIN, *op. cit.*, 349-432. Le jugement de Vial sur les *Écoles centrales* est très favorable ; pour un point de vue défavorable, cf. ALLAIN, *op. cit.*, 49-51, 60-62, 115-116, note 120, 134-138, 141, 150, 152.

5. Pour un jugement définitif des *Écoles centrales*, cf., outre les œuvres citées plus haut, A. COURNOT, *Des institutions d'instruction publique en France* (Paris, 1864) ; P. ARBELET, *La*

Avant la fermeture des *Écoles centrales* (1802), le *Directoire*, puis le *Consulat* essayèrent par des réformes de mettre un frein aux critiques du public. Mais ces écoles secondaires étaient l'œuvre de la *Convention*; leur dissolution fut entraînée par la réaction catholique croissante, à laquelle s'ajoutèrent l'indifférence, puis l'opposition de Bonaparte. Les *Écoles centrales* furent remplacées par des *Lycées*, créés par l'État (loi du 1^{er} mai 1802), et par des *Écoles secondaires*, préparant aux *Lycées* et gérées soit par les municipalités, soit par des personnes ou des groupes privés; les *Écoles secondaires* furent, par la suite, placées sous le contrôle public, et celles dirigées par les municipalités reçurent le nom de *Collèges*. Le latin reprit une place importante dans le programme, la religion chrétienne fut remise à l'honneur; le choix des cours, pratiqué dans les *Écoles centrales*, et le régime consistant à faire enseigner chaque sujet par un professeur différent furent remplacés, dans les nouveaux *Lycées* et *Écoles secondaires*, par l'ancien programme fixe et le système des classes des *collèges* de l'Ancien Régime¹.

Des matières scientifiques enseignées dans les *Écoles centrales*, seules les mathématiques ne subirent pas de réduction dans les nouveaux *Lycées*; ceci parce qu'elles étaient nécessaires aux officiers de l'armée et de la marine, comme aux étudiants devant entrer à l'*École polytechnique* et aux écoles militaires et navales. Les leçons de mathématiques des *Lycées* faisaient quelque place à la physique, chimie, astronomie et minéralogie, et les exercices pratiques comprenaient le dessin de cartes, de plans de bâtiments et fortifications, un peu de dessin de machines et l'étude de l'utilisation des minéraux. Les mathématiques — théoriques et appliquées, malgré l'absence habituelle de travaux pratiques — étaient la seule science dont Bonaparte pût comprendre l'importance. On admettait de nombreux pensionnaires, et toutes les écoles secondaires furent placées sous une discipline militaire qui devint plus rigide après 1808; le *Lycée* surtout se mit à tenir de la caserne et du couvent². En 1806, il y avait trois cents *Écoles secondaires* publiques,

jeunesse de Stendhal (2 vol., Paris, 1919), I, 283 et suiv.; les documents de F. ROCQUAIN, *L'état de la France au 18 Brumaire* (Paris, 1874), et un remarquable rapport manuscrit de FOURCROY, *Arch. nat.*, A. F. IV. 1018.

1. Durkheim fait remarquer que, de 1802 à 1887, il y eut au moins soixante-quinze changements notables dans le programme des écoles secondaires françaises, E. DURKHEIM, *op. cit.*, II, 172-175.

2. VIAL, *op. cit.*, 170-181. Cf. les premières pages des *Confessions d'un enfant du siècle* de A. DE MUSSET. Fourcroy s'inquiétait des lacunes qu'entraînait la suppression du travail de laboratoire par lequel, au lieu de cours de physique et d'histoire naturelle, un démonstrateur montre quelques phénomènes électriques et magnétiques, quelques expériences dans

trois cent soixante-dix-sept écoles privées du même rang et quatre mille cinq cents autres écoles secondaires privées d'un genre ou d'un autre. Les écoles qui n'étaient pas gérées par le gouvernement devaient avoir de l'État une licence spéciale que le *Consulat* et l'*Empire* accordèrent libéralement¹. En 1808 existaient trente-sept *Lycées* sur quarante-cinq prévus. Chacun avait, au moins, huit professeurs et une bibliothèque de quinze cents volumes. Les laboratoires, jardins botaniques, collections de modèles, de machines et d'histoire naturelle des *Écoles centrales* furent abandonnés².

L'histoire des *Lycées* et des *Écoles secondaires* montre qu'ils eurent à compter avec une concurrence régulièrement croissante de toutes sortes d'écoles secondaires privées, la plupart religieuses. Les parents reprochaient aux écoles publiques l'insuffisance de l'instruction religieuse et, plus encore, l'intention visible du gouvernement de consacrer une grande partie de l'instruction à former des soldats. Cette intention transparaisait dans la discipline stricte, dans le fait aussi que, sur environ six mille quatre cents bourses accordées à des pensionnaires des *Lycées*, entre 1802 et 1808, à peu près deux mille quatre cents furent données à des fils de soldats ou de fonctionnaires³.

La croissance étonnamment rapide des écoles privées, primaires et secondaires, conduisait finalement à l'établissement de l'*Université de France* par des lois de 1806 et 1808. Ce nouveau système national d'enseignement organisé — au moins sur le papier — de manière à tout comprendre, de l'école primaire aux universités, visait à créer un corps enseignant public, assez semblable à la Compagnie de Jésus. Toutes les écoles privées devaient être lourdement taxées et devaient subir de l'État un contrôle très strict. En fait, Fontanes et l'administration centrale de l'*Université* napoléonienne ne firent jamais appliquer ces ordonnances ; en 1815, moins de la moitié des écoles secondaires françaises étaient publiques. Les écoles privées se plaignaient surtout, non d'un déplaisant contrôle de l'État, mais des taxes qu'elle devaient payer⁴.

le vide, la circulation du sang d'une grenouille et la façon dont les objets sont agrandis par le microscope, AULARD, *op. cit.*, note 78, 112.

1. La loi établissant les *Lycées* et *Écoles secondaires* mit les écoles privées sous le contrôle de l'État, AULARD, *op. cit.*, 62-63, 67, 69-74, et WEILL, *op. cit.*, 20-21. Sur l'organisation et l'administration des écoles secondaires en France de 1802 à 1815, l'étude d'Aulard est la meilleure.

2. AULARD, *op. cit.*, 84-85, 87, 97-99, 103.

3. WEILL, *op. cit.*, 18-19, 40-41 ; AULARD, *op. cit.*, 105-109. Le premier modèle des *Lycées* avait été une école militaire préparatoire, AULARD, *op. cit.*, 33-35.

4. WEILL, *op. cit.*, 22-26, 32-38 ; AULARD, *op. cit.*, 140-145, 164-167, 170-172, 180-188,

Il n'est pas fait mention de la fermeture d'une seule école privée par l'État après 1806. Le développement des *petits séminaires* était une preuve plus frappante encore de l'influence du clergé dans l'enseignement primaire et secondaire. Établis dans chaque diocèse, ces séminaires étaient supposés se consacrer à l'éducation élémentaire de garçons qui, plus tard, dans les séminaires proprement dits, recevraient une formation de futurs prêtres. En fait, ils acceptaient de nombreux enfants qui n'avaient pas l'intention de devenir prêtres¹. Entre autres avantages, du point de vue des parents, l'enseignement était gratuit. L'accroissement rapide du nombre des élèves laïques dans les *petits séminaires* peut être considéré comme un symbole de l'impuissance du gouvernement à améliorer ou contrôler l'enseignement primaire et secondaire, durant toute la période de 1795 à 1815.

A la chute de l'Empire en 1815, il y avait moins d'élèves dans les écoles primaires et secondaires françaises qu'il n'y en avait eu durant le dernier demi-siècle d'Ancien Régime; et encore moins de la moitié de ces élèves étudiaient dans des écoles publiques². L'importance de l'époque révolutionnaire dans l'histoire de l'enseignement primaire et secondaire en France ne s'exprime certes pas par des résultats immédiats. Mais l'étude de l'enseignement français au xix^e siècle fait ressortir qu'il s'est, en grande partie, développé à partir des programmes tracés entre 1789 et 1815. Du point de vue de l'enseignement scientifique et technique, les écoles primaires et secondaires de la France révolutionnaire furent dans l'ensemble un échec, à l'exception peut-être des éphémères *Écoles centrales*. Cet échec fut, il est vrai, compensé par l'établissement de toute une série d'écoles spéciales techniques, élémentaires et avancées, comme les *Écoles d'arts et métiers*, le *Conservatoire des arts et métiers*, l'*École polytechnique* et plusieurs écoles publiques militaires et navales.

2. — LES ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS

Les *Écoles d'arts et métiers* eurent pour origine les *Écoles de dessin* du xviii^e siècle et, plus spécialement, l'école d'apprentissage établie, juste avant la Révolution, par un grand philanthrope, le duc de La

268-276, 289-294, 305-313, 363-370. Le préjugé contre l'enseignement scientifique, qui faisait partie de la réaction antijacobine après 1808, souleva une vigoureuse protestation de Cuvier dans le *Moniteur*, reproduite dans la *Revue internationale de l'enseignement*, X.

1. AULARD, *op. cit.*, 298-299; WEILL, *op. cit.*, 45-46.

2. A. TILLEY, éd. *Modern France* (Cambridge, 1922), 380-381.

Rochefoucauld-Liancourt. Cette école, près du village de Liancourt, avait été reconnue par ordonnance royale de 1786 ; la lecture, l'écriture, l'arithmétique et un certain nombre de métiers, tels que ceux de tailleur, cordonnier et charpentier, devaient y être enseignés à une centaine de garçons de seize ans, qui devaient faire dans l'armée une période de huit ans¹. En fait, les cours ne commencèrent pas avant 1788 ; à cette date, vingt orphelins de soldats du régiment du duc commencèrent à suivre les leçons d'officiers subalternes et du cordonnier, du tailleur et du forgeron du régiment. La discipline était militaire, sévère. Les premières années de la Révolution laissèrent l'école inchangée, comme bien d'autres, et, en 1791, elle comptait quatre-vingts élèves². A partir de 1793, cependant, les difficultés se firent plus nombreuses : le duc, protecteur de l'école, avait émigré ; il était malaisé de s'approvisionner en nourriture et matériel, la situation était parfois difficile et le gouvernement changeait souvent les règlements. Pourtant, un rapport fait à la Convention en 1795 montre qu'outre lecture, écriture, calcul et dessin, les métiers de tailleur, cordonnier, charpentier, ébéniste et serrurier étaient enseignés à deux cent cinquante élèves³.

En 1800, l'école de Liancourt fut transférée à Compiègne ; elle devint l'une des trois écoles spéciales (Paris, Saint-Cyr et Compiègne) destinées à l'éducation des enfants d'officiers : l'ensemble des trois écoles fut appelé le *Prytanée français*. Toutes, sauf celle de Compiègne, étaient des écoles militaires élémentaires ; à Compiègne fut installée une véritable école d'apprentissage, sur les plans de Liancourt. Les garçons

1. Sur les *Écoles de dessin*, cf. ISAMBERT, éd. *Recueil général des anciennes lois françaises* (29 vol., Paris, 1833 et suiv.), XXVIII, 223-224.

2. H. BARNARD, *Systems, institutions and statistics of scientific instruction* (New-York, 1872), 453. Il existait plusieurs autres petites écoles d'apprentissage privées comme celle de Liancourt, C. DE MONTZÉY, *Institutions d'éducation militaire* (2 vol., Paris, 1866-1867), II, 7-9, 51-52.

3. GUILLAUME, *op. cit.*, VI, 217-221, 295, 712 ; F. DREYFUS, *La Rochefoucauld-Liancourt* (Paris, 1903), 234-237. Les difficultés rencontrées à l'école de Liancourt sont rappelées dans E.-F. JOMARD, *Discours sur Wilhelm* (Paris, 1842). Cf. aussi P. CROUZET, *Observations justificatives sur l'école nationale de Liancourt* (Paris, 1798) ; J.-B. MESTRE, « La fondation de la première école d'arts et métiers et son séjour à Compiègne », dans *Bulletin de la Société historique de Compiègne*, XVIII, 149-170, et les articles « Wilhelm » et « Crouzet » dans F. BUISSON, *op. cit.* Il existe une bonne histoire générale des *Écoles d'arts et métiers* avec beaucoup de documents importants cités, A. GUETTIER, *Histoire des Écoles d'arts et métiers* (2^e éd., Paris, 1880), cf. surtout ch. II et les documents correspondants. Pour la liste des noms de tous les élèves des différentes *Écoles d'arts et métiers* jusqu'à 1900, cf. *Société des anciens élèves des Écoles nationales d'arts et métiers. Liste générale alphabétique... des anciens élèves* (Paris, 1900).

étaient divisés en classes, d'après leur âge et leur degré d'instruction. Bonaparte visita l'école peu après le transfert à Compiègne. Lorsqu'il demanda aux garçons les plus âgés quelle carrière ils voulaient suivre, ils répondirent « celle de soldat ». Cette réponse déplut au Premier Consul, alors absorbé par des plans de reconstruction intérieure et par des réformes pacifiques. Bonaparte déplorait l'ignorance, chez beaucoup d'ouvriers qualifiés, du dessin et des principes scientifiques, bases de leurs métiers. C'était, selon lui, un grand défaut et il y porterait remède. Chaptal, lui aussi, s'intéressa à l'école de Compiègne ; en 1803, celle-ci fut définitivement appelée l'*École des arts et métiers* et ses cours furent réorganisés par un savant comité qui comprenait Monge, Berthollet et Laplace. L'année suivante, une seconde école d'apprentissage était fondée à Beaupréau ; elle fut transférée, en 1815, à Angers ; une troisième fut créée à Aix, en 1843.

En 1805, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, revenu d'exil, visita son ancienne école, maintenant à Compiègne ; il ne l'avait pas revue depuis le transfert de Liancourt. Les plus jeunes, de huit à douze ans, y apprenaient la lecture, l'écriture, la grammaire, l'arithmétique, le dessin et les premiers éléments de la géométrie. Les garçons plus âgés étudiaient la géométrie descriptive et la trigonométrie, et continuaient le dessin. Les uns et les autres faisaient du travail d'atelier sous la direction de forgerons, tourneurs, fondeurs, charpentiers, ébénistes et charrons. Bien qu'en partie satisfait du travail accompli, il fit la remarque suivante — appliquée déjà à toutes les écoles techniques depuis le xvii^e siècle : trop d'élèves y étaient admis, qui ne savaient ni lire ni écrire ! En 1806, l'école de Compiègne, à présent bien organisée, fut transférée à Châlons-sur-Marne par Bonaparte avec sa brusquerie habituelle, et installée dans un vieux séminaire. Pendant le voyage, une partie du matériel de l'école fut détruit ou perdu. Cependant, tout nous montre que l'école fonctionnait peu de temps après, faisant même des progrès. De 1812 à 1815, l'école fut à court d'équipement et beaucoup d'étudiants furent mobilisés. De 1806 à 1812, l'*École d'arts et métiers* de Châlons semble avoir été la meilleure école élémentaire d'apprentissage d'Europe. Son succès est dû en grande partie à l'excellence de ses professeurs, leur habileté à équilibrer le travail théorique et le travail d'atelier, et au refus, après 1806, d'admettre des élèves trop jeunes ou trop peu avancés pour pouvoir profiter des cours.

Les élèves restaient à l'école pour une durée de trois à dix ans, décidée par l'administration de l'école. Un rapport de 1807, actuellement

aux *Archives nationales*, montre que l'enseignement comprenait quatre parties : d'abord des mathématiques (arithmétique supérieure, algèbre, géométrie, coniques, géométrie descriptive, trigonométrie et calcul intégral avec applications pratiques et problèmes); en second lieu, le dessin de machines et de constructions, dans leur ensemble et leurs détails; puis la grammaire et, enfin, la physique et chimie. Parmi les livres utilisés figuraient la *Mécanique* de Bossut, les ouvrages de chimie de Fourcroy et de Chaptal, et le traité sur les constructions de bois de Hassenfratz. Le travail d'atelier, comme celui de classe, était soigneusement gradué et partout lié au travail théorique. Les ateliers les plus importants en 1807 étaient les forges où l'on travaillait fer et cuivre, les ateliers de charpentiers et d'ébénistes, de charrons et de tisserands. Les horaires différaient suivant l'avancement des élèves. Voici la journée d'un élève de classe supérieure : 6 à 8, travail d'atelier; 8 à 9, petit déjeuner; 9 à 12.30, travail d'atelier; 12.30 à 1.30, déjeuner; 1.30 à 7, travail théorique; 7 à 8, diner; 8 à 9, étude — une journée bien remplie. En général, les élèves travaillaient de deux à cinq heures et demie par jour dans les classes, et de six à huit heures par jour dans les ateliers. On envoyait les élèves les plus avancés faire des stages dans les meilleures manufactures de France; ceux qui allaient à Paris étaient invités à visiter le *Conservatoire des arts et métiers* qui venait d'y être fondé¹.

1. L'école de Beaupréau, créée près de la Vendée dans le but d'améliorer l'économie de cette région, avait moins d'élèves et était moins bien équipée que l'école de Compiègne. Le budget de 1808 montre que le gouvernement dépensa 250.000 francs pour l'école de Compiègne, transférée à Châlons-sur-Marne, autant, la même année, que pour l'*École polytechnique* de Paris, mais 50.000 francs seulement pour l'école de Beaupréau, AULARD, *op. cit.*, 138. Aulard donne un résumé du budget de toutes les écoles spéciales en 1808. Sur l'école de Beaupréau, cf. GUETTIER, *op. cit.*, 85-88, 116-124. D'autres détails sur les écoles de Liancourt-Compiègne-Châlons dans DREYFUS, *op. cit.*, 372-405; dans F. EUVRARD, *Historique de l'École nationale d'arts et métiers de Châlons* (Châlons-sur-Marne, 1895), surtout 3-28; quelques documents importants sont reproduits dans E. P. CUBBERLEY, *Readings in the history of education* (Boston, 1920), 491-492. Un rapport manuscrit développé sur les *Écoles d'arts et métiers* se trouve sous le n° *Arch. nat.*, F¹² 1085. L'école de Compiègne avait été transférée à Châlons parce que cette dernière ville était plus accessible à la fois de Paris, de Reims et de Troyes, et le coût de la vie y était bas. On trouve des projets de nouvelles *Écoles d'arts et métiers* pour l'Empire napoléonien hors de France, à Trèves, Laibach et Prato, dans *Arch. nat.*, F¹² 1227. Seule l'école de Trèves fut ouverte. Une loi du 1^{er} mai 1802 proposa la création de quatre écoles d'histoire naturelle, de physique et de chimie avec quatre professeurs chacune, deux écoles d'arts mécaniques avec trois professeurs chacune, et une école supérieure d'arts appliqués. Chacune devait être à proximité d'un *Lycée* dont elle partageait le matériel scolaire; aucun de ces projets ne fut réalisé, AULARD, *op. cit.*, 117-119, 128. Les *Écoles d'arts et métiers* en France continuèrent à fonctionner et à faire du bon travail si l'on en croit un rapport du Second Empire. *Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux*

Les premiers partisans et administrateurs des *Écoles d'arts et métiers* s'étaient efforcés de trouver quelque chose pour remplacer l'ancien système d'apprentissage. Car cette méthode, jadis en honneur pour enseigner les divers métiers aux jeunes gens, avait été abolie — au moins sur le papier — avec les corporations, au début de la Révolution. Les *Cahiers* du Tiers État, en 1789, avaient contenu de nombreuses demandes d'alléger les conditions d'apprentissage des jeunes gens se préparant à gagner leur vie avec un métier manuel. Au lieu d'essayer des réformes, le gouvernement supprima les corporations ; comme elles réglaient et contrôlaient l'apprentissage, tout règlement de rapports effectifs et uniformes entre apprentis et maîtres disparut aussi. Ces rapports devinrent alors purement privés. En 1803, le gouvernement essaya de régler les conditions de l'apprentissage par l'intermédiaire d'une *Chambre des arts et manufactures*. Il ne faut voir là qu'un geste bien intentionné. L'apprentissage ne se termina pas avec la Révolution ; il subsista dans bien des industries, mais dans des conditions plus chaotiques qu'avant 1789. Trop peu de jeunes gens apprenaient certains métiers, alors que d'autres étaient encombrés. Certains jeunes gens étaient honteusement exploités par leurs familles et les maîtres chez lesquels leurs parents les avaient mis en apprentissage. L'absence de règlement pour les apprentis visait à améliorer rendement et justice : en fait, leur sort était pire que sous l'Ancien Régime¹.

L'apparition du machinisme dans divers types de manufactures aurait créé de nouvelles difficultés dans le domaine de l'apprentissage, même avec un système bien réglé où l'apprenti serait resté sous le contrôle des anciennes corporations ou celui de l'État, ou encore des deux. En l'absence de tout contrôle effectif, c'était le règne du chaos. Les problèmes de l'adaptation des jeunes gens aux divers métiers ne furent guère résolus par les nouvelles *Écoles d'arts et métiers* ; elles étaient trop peu nombreuses. On en suggéra d'autres ; par exemple, en 1800, il fut sérieusement question d'ouvrir six écoles spéciales de couture, coupe et broderie pour jeunes filles, pour fournir du personnel aux couturiers

publics. *Enquête sur l'enseignement professionnel* (2 vol., Paris, 1864-1865), I, 220, 388-389, 402-408 ; II, 583-589. Cf. aussi *L'éducation technique en France, étude publiée à l'occasion de l'exposition de 1900* (5 vol., Paris, 1900), I, 271-275.

1. J.-H. CAGNINACCI, *L'instruction professionnelle de l'ouvrier* (Paris, 1910), 8-9 ; J. HAYEM, *Histoire de l'apprentissage* (Paris, 1868), 63 ; J. MARCELIN, *Écoles professionnelles* (Paris, 1900), 4-5, et J.-B. PAQUIER, *L'enseignement professionnel en France* (Paris, 1908), 22 et suiv.

de Paris. Ce projet, comme bien d'autres, resta sur le papier. Une *École nationale de dessin pour les jeunes filles* fut fondée par initiative privée en 1803 à Paris et prise en charge par l'État en 1810. Après 1800, des *Écoles de dessin* pour jeunes gens, semblables à celles du XVIII^e siècle, furent créées dans le nord et l'est de la France, dans les districts comptant le plus de manufactures. Certaines étaient subventionnées par l'État, d'autres par les municipalités, d'autres encore par souscription privée. En 1810, des *Écoles de dessin* fonctionnaient avec succès à Strasbourg, Metz, Mulhouse, Colmar, Bar-le-Duc, Besançon, Reims, Nancy, Dijon, Langres et Saint-Étienne. Toutes avaient un caractère élémentaire; elles n'avaient ni assez d'élèves ni assez d'équipement pour couvrir les besoins des métiers et industries mécaniques en ouvriers spécialistes. Dans plusieurs grandes villes furent créées des chaires de professeurs de chimie et de physique appliquées; leur succès dépendait de l'appui des autorités locales et de la valeur des professeurs. Quelques écoles professionnelles, surtout des cours du soir, furent ouvertes dans les grandes villes. Comparé à ce qu'il eût fallu, ces efforts, certes bien intentionnés, restaient trop irréguliers, localisés, et sans appui convenable de l'État¹.

Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, compétent en la matière, se rendit compte aussi clairement que les autres réformateurs scolaires de l'époque de la nécessité et des grands avantages d'une bonne éducation technique primaire et secondaire. Dans un mémoire manuscrit du 15 janvier 1807, actuellement aux *Archives nationales*, il dit de l'école de Châlons, la meilleure école d'apprentissage de France, que le but de cette institution est de placer dans les ateliers de France des artisans expérimentés et adroits qui soient capables de raisonner sur leur travail, au lieu de travailleurs stupides qui agissent mécaniquement, comme la majorité de ceux d'aujourd'hui. Ainsi nous perfectionnerons les arts industriels. L'instruction industrielle donnera aux jeunes toutes les connaissances nécessaires pour devenir des artisans qualifiés, et des contremaîtres capables et éclairés. L'instruction ne devrait pas être trop théorique — le but n'est pas de préparer des savants — ni non plus réduite à enseigner l'usage routinier des outils². L'*École*

1. *Arch. nat.*, F¹⁷ 1144; BARNARD, *op. cit.*, 409-411; AULARD, *op. cit.*, 136-137, et PAQUIER, *op. cit.*, 27.

2. *Arch. nat.*, F¹² 1085. D'autres aussi étaient conscients de ces nécessités. Chaptal par exemple, PIGEIRE, *op. cit.*, 261, 268-269, 270-273. Dans un des premiers numéros du *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale* (1804), III, 4, Chaptal écrit que la seule différence entre l'artiste qualifié de « pratique » et le savant que nous appelons « théo-

d'arts et métiers de Châlons-sur-Marne réalisa le but de son fondateur, bien qu'elle eût seulement de cent à deux cents élèves par an, chiffre bien inférieur aux besoins de l'industrie française.

De nombreux et intéressants projets d'écoles commerciales furent échafaudés entre 1800 et 1815. Des écoles de ce genre avaient fonctionné en Italie depuis le ^{xii}^e siècle et en France depuis la Renaissance. Celles de France étaient en général de faible importance. En 1800, Roux, homme d'affaires très lancé à Paris et qui avait été régent de la *Banque de France*, publia une étude sur les possibilités pour le gouvernement d'améliorer le commerce. Un chapitre est consacré à l'enseignement commercial. Il commence par l'affirmation que les jeunes gens, occupés maintenant à gagner de l'argent par des spéculations aventureuses, verront bientôt, lorsque la paix sera revenue, que de telles occasions auront disparu. La fortune, depuis quelque temps résultat du hasard et de l'intrigue, deviendra la récompense du travail sérieux et de l'adresse. Alors il sera nécessaire d'avoir de solides connaissances, et l'on verra combien le nombre des hommes d'affaires compétents est minime. En outre, des études théoriques sérieuses aideront à remplacer les hommes d'affaires tués ou ruinés par la Révolution.

Roux convient que l'instruction scolaire ne peut remplacer l'expérience pratique, mais elle permet à un jeune homme d'utiliser celle-ci plus judicieusement. La comptabilité, les échanges internationaux, les méthodes commerciales françaises et étrangères et le droit commercial ont été, depuis des siècles, enseignés avec succès, surtout en Italie, dans

ricien » est que le premier commence par la pratique et arrive par son expérience à créer une théorie, alors que le second arrive à la pratique par l'application des lois dérivées antérieurement de la pratique. Il n'y a pas de différences, sinon au point de départ... Pour être un bon artisan, on doit avoir une bonne préparation pratique..., mais on doit aussi avoir un savoir théorique donnant des moyens d'observer et de juger la pratique.

Il ne semble pas que les Français auteurs d'études sur l'éducation technique, ni les organisateurs d'écoles techniques (1789-1815), aient porté quelque attention sur ce qui se faisait, ailleurs, particulièrement dans les États allemands et en Suisse, bien que quelques Français, comme le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, eussent voyagé dans ces pays, GUETTIER, *op. cit.*, XXIV. La plupart des écoles d'apprentissage allemandes et suisses étaient petites et très élémentaires ; elles visaient à une culture générale plus qu'en France, les *Écoles d'arts et métiers*. Les Français auraient, cependant, pu s'inspirer sur certains points de l'Institut Francke, de Halle, et d'une douzaine de *Realschulen* allemandes du ^{xviii}^e siècle. Cf. L. F. ANDERSON, *History of manual and industrial school education* (New-York, 1926), ch. iii et iv, et. C. A. BENNETT, *History of manual and industrial education up to 1870* (Peoria, Ill., 1926), ch. iii et viii, aussi les références dans ch. i et ii de cette étude. Les seules influences étrangères importantes sur l'enseignement technique français avant 1815 s'exercèrent dans le domaine de l'enseignement minier.

les Flandres et dans les États allemands. Roux appuie longuement sa démonstration sur une école commerciale de Gand dont il avait étudié l'organisation. Les étudiants étaient répartis en compagnies supposées de nationalités différentes. Des problèmes pratiques leur étaient posés, problèmes de vente et d'achat, ou portant sur l'organisation des transports et des paiements. L'ensemble des étudiants formait une bourse.

Roux propose la création en France d'une école semblable dont les cours dureraient deux ans. La première partie serait consacrée à l'étude des transactions simples, les étudiants étant groupés en compagnies sur le type des compagnies françaises engagées dans le commerce intérieur. Durant cette même période, on enseignerait aux étudiants les bases de la comptabilité, les formes de la correspondance commerciale, les rudiments du droit commercial et le mécanisme des différents types de transactions intérieures. La théorie et la pratique iraient de pair et, tous les six mois, une révision générale serait faite. Les plus avancés s'attacheraient aux problèmes de la banque et du commerce international. Tous les étudiants devraient être invités à travailler par eux-mêmes et tout devrait être fait pour encourager l'émulation entre étudiants. Il sera difficile, pense-t-il, de trouver des professeurs compétents et d'organiser les cours ; quant aux livres de classe, ils n'ont pas encore été écrits sur ces sujets. Mais ces difficultés, d'après Roux, ne seront pas insurmontables¹.

Boucher, un autre homme d'affaires, publia en 1807 un projet analogue, bien que moins détaillé. Il fit remarquer que Paris avait maintenant de nombreuses écoles de sciences appliquées, mais aucune école spéciale de commerce, alors qu'il en existait même dans des pays comme le Portugal et la Russie. Un fonctionnaire, Davillier, ajouta des commentaires au projet de Boucher et, en 1807, le ministère de l'Intérieur envoya aux préfets le plan Boucher-Davillier². Les réponses, maintenant aux *Archives nationales*, ne durent pas être encourageantes. Un préfet de la grande cité commerciale de Gênes, à ce moment sous contrôle français, écrivit que l'économie politique était trop sujette à

1. Pour une bonne étude générale de l'histoire de l'enseignement commercial, voir E. GOTTMANN, *Die Wirtschaftsschule und ihre Entwicklung* (Eisfeld, 1932). Le plan de Roux est exposé dans son ouvrage : *De l'influence du gouvernement sur la prospérité du commerce* (Paris, 1800), 306-337.

2. P.-B. BOUCHER, *Projet de l'établissement d'une école de commerce à Paris* (Paris, 1807) ; le seul exemplaire accessible de ce rare opuscule se trouve à la bibliothèque de la *Chambre de Commerce de Paris*. Il contient le commentaire des projets de Boucher par Davillier. Boucher et Davillier, sans citer le livre de Roux, l'ont certainement lu.

controverse pour être enseignée ; la main du tyran se faisait sans doute plus lourde. D'autres rapports, des Chambres de Commerce d'Avignon, Toulouse, Marseille, Lyon, Bruges et Anvers, soulèvent d'autres objections : de telles écoles seraient trop coûteuses, l'exercice dans une bonne maison de commerce était une meilleure préparation aux affaires qu'aucun enseignement scolaire, les cours de quelques écoles commerciales flamandes étaient trop compliqués, car il suffisait d'enseigner la comptabilité, la tenue des livres, le commerce avec l'étranger et les méthodes bancaires. Quelqu'un répondit que l'idée était bonne : si les jeunes gens avaient des connaissances théoriques, ils progresseraient plus rapidement dans les banques et les maisons de commerce. Pour le moment, ils reçoivent dans ces établissements des tâches peu importantes et routinières, si bien qu'ils n'ont pas l'occasion de comprendre l'organisation générale ; du travail et du temps sont perdus, ce dont souffrent aussi bien les jeunes gens que le commerce français. Presque tous les rapports étaient sceptiques ou défavorables ; les bureaux ne portèrent d'intérêt à l'idée que pour la détruire¹. Ici, comme dans les autres branches de l'enseignement, quelques personnages de chaque génération redécouvrent — en y faisant quelques additions — des théories déjà connues, et pourtant la période s'achève sans aucun résultat pratique.

3. — LES PREMIÈRES ANNÉES DU CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS (1794-1815) ET DES ENTREPRISES ANALOGUES

L'organisation du *Conservatoire des arts et métiers* de Paris, qui devint bientôt le plus grand musée industriel d'Europe, montre à nouveau le vivant intérêt que portent des hommes de science et quelques membres de la *Convention* à organiser des institutions capables d'améliorer la qualité des manufactures et de l'agriculture française. Le *Conservatoire* devait être un autre organe utile à la société, vieux rêve des Français ; c'était la réalisation de « la maison de Salomon » de Francis Bacon et du musée des machines de Descartes.

La collection de modèles et de machines par des sociétés savantes et par de riches dilettantes avait formé un chapitre intéressant de l'histoire intellectuelle des *xvii^e* et *xviii^e* siècles. Une grande partie du matériel des collections de l'*Académie des Sciences* avait été décrite dans

1. *Arch. nat.*, F¹² 618 et F¹² 2470.

une série d'imprimés — notamment les machines et modèles couronnés par l'Académie — et dans une longue série de monographies sur les procédés industriels, parus en supplément à l'*Encyclopédie*. Mais le public n'avait pas été admis librement dans les musées de l'État ni dans la plupart des musées industriels privés ; la suggestion de Bachelier, le grand avocat des *Écoles de dessin*, que des conférences publiques fussent données sur les collections scientifiques, resta vaine. Un riche inventeur, Vaucanson, avait en 1775 installé ses collections dans l'*Hôtel de Mortagne*, faubourg Saint-Antoine ; il avait admis le public à les visiter. Quand ces collections, particulièrement riches en machines à filer et à tisser, furent léguées au roi en 1782, elles furent partagées entre l'*Académie des Sciences*, qui reçut ce qui était pures curiosités, et l'*Administration des finances*, ce qui était utile à l'industrie. Le gouvernement acheta l'*Hôtel de Mortagne* et nomma Vandermonde, un membre de l'*Académie des Sciences*, directeur de la section industrielle de la collection de Vaucanson. De 1785 à 1792, Vandermonde y ajouta plus de cinq cents modèles et machines, dont plusieurs anglais et hollandais. Le but de la collection n'était pas seulement d'améliorer les manufactures et, à un moindre degré, l'agriculture française, mais aussi de permettre au gouvernement de mieux connaître les inventions nouvelles, pour pouvoir encourager et récompenser les inventeurs qui ne remettraient plus leurs inventions à l'étranger, comme cela s'était souvent produit.

Une seconde exposition de machines et modèles fut ouverte en 1793 à l'*Hôtel d'Aiguillon*, rue de l'Université ; les décrets des 15 et 18 août avaient chargé le *Comité d'Instruction publique* de la *Convention* d'en rechercher les éléments dans les dépôts publics et les collections privées. L'année suivante, la *Convention*, sur proposition de l'abbé Grégoire, vota l'utilisation de ces machines et modèles de l'*Hôtel d'Aiguillon* comme base d'un immense musée scientifique et industriel. L'acte de fondation, du 13 octobre 1794, dit qu'il sera créé à Paris, sous le nom de *Conservatoire des arts et métiers*, une collection de machines, modèles, outils, dessins, descriptions et livres de tous arts et toutes sciences. Les originaux des instruments et machines inventés et perfectionnés seront déposés au *Conservatoire*. D'autres articles prévoient trois démonstrateurs et un dessinateur pour expliquer l'exposition au public. Les collections s'accrurent rapidement, les inventeurs devant y remettre les modèles ou les copies de leurs inventions, et aussi par dons, achats et confiscations. Des additions particulièrement importantes furent la collection d'horloges de Berthoud, les appareils de l'abbé

Nollet dont le laboratoire de physique, dans l'un des *collèges* de Paris, avait été avant 1789 l'un des meilleurs de France, et une partie des instruments du chimiste Lavoisier. Mais, jusqu'en 1798, on n'avait pas de local convenable pour exposer ces collections. Une partie restait dans les vieilles salles de l'*Académie des Sciences* au Louvre, une autre à l'*Hôtel de Mortagne* de Vaucanson, et presque tout le reste entassé à l'*Hôtel d'Aiguillon*. Enfin, par une loi du 10 juin 1798, le vieux prieuré de *Saint-Martin-des-Champs* et ses magnifiques bâtiments datant du *xiii^e* au *xvii^e* siècle furent retenus. Le choix de *Saint-Martin-des-Champs* était de nouveau dû surtout à l'abbé Grégoire ; il fit ressortir l'inutilité des pièces rassemblées si elles ne pouvaient être convenablement regardées et étudiées. Le gouvernement commença, en avril 1799, l'installation d'une grande quantité d'objets, dont une magnifique bibliothèque provenant de sources diverses, parmi lesquelles, au moins, dix maisons religieuses fort riches. Après quelques délais, toutes les collections dispersées entre l'*Hôtel de Vaucanson*, l'*Académie des Sciences* et l'*Hôtel d'Aiguillon* y furent agréablement réunies et exposées.

L'administration de ce vaste musée fut confiée, de 1794 à 1801, à un comité comprenant trois démonstrateurs et un dessinateur. En 1801, ce comité de contrôle fut dissous et, de 1801 à 1816, Molard, l'un des quatre, devint directeur. Il était capable et énergique, et le musée lui doit beaucoup de son succès initial. Molard avait, en 1796, dans les locaux bondés de l'*Hôtel d'Aiguillon*, donné la première série de conférences offertes par le nouveau Conservatoire, un cours de dessin appliqué aux arts industriels. En 1806, l'énergique Chaptal, ministre de l'Intérieur, organisa une série de cours de dessin, de géométrie appliquée et de statistique, tous assez élémentaires. De 1804 à 1814, une école de tissage, créée par Chaptal, fonctionna parallèlement au Conservatoire. Des nombreuses personnes qui suivirent ces premiers cours du *Conservatoire des arts et métiers*, quelques-unes devinrent inventeurs, d'autres fondèrent ou dirigèrent d'importantes fabriques ; Schneider, le directeur des grandes métallurgies du Creusot, et Jacquard, l'inventeur du célèbre métier à tisser les étoffes de soie qui fit la richesse de Lyon, furent parmi les premiers élèves. D'autres devinrent plus tard professeurs à l'*École des mines*, l'*École des ponts et chaussées* et l'*École polytechnique*. Dès 1810, trois cents étudiants étaient inscrits régulièrement à ces cours ; en 1811, des prix furent décernés pour la première fois au meilleur travail¹.

1. L'histoire du *Conservatoire* a été assez bien étudiée, cf. notamment : *Notice historique*

Le *Conservatoire des arts et métiers* fut le premier musée industriel important du monde moderne. Il réunissait un vaste ensemble d'expositions de sciences appliquées, une grande bibliothèque scientifique et technique, un groupe de savants éminents et plusieurs laboratoires de recherches et d'expériences. Admiré par de très nombreux Français, il attirait aussi les étrangers visitant Paris. Il fut largement imité dans le monde entier. Ses collections, du point de vue de l'histoire des découvertes, restent encore les meilleures¹.

Bien des raisons qui entraînèrent la création des *Écoles d'arts et métiers* et du *Conservatoire* firent aussi établir une série d'entreprises scolaires entre 1793 et 1803. La croyance que tout métier pouvait être amélioré en étant enseigné par une école détermina l'ouverture d'écoles pour soldats, marins, sages-femmes, pharmaciens, vétérinaires, instituteurs, aveugles, sourds-muets, étudiants des beaux-arts, de musique et de langues orientales vivantes, mineurs et agriculteurs. Cette floraison d'écoles spécialisées allait-elle soudain réaliser tous les types d'écoles professionnelles imaginées ou rêvées depuis 1500²? Beaucoup d'entre elles, malheureusement, ne dépassèrent guère l'état de projet.

Le désir d'accroître la qualité et la quantité des manufactures par l'application de la science à l'industrie et par l'éducation des travailleurs se traduisit par moments par une fiévreuse agitation. En 1793, Monge proposa la création de cours « éclairs » pour les ouvriers des

sur l'ancien prieuré de Saint-Martin-des-Champs et sur le *Conservatoire national des arts et métiers* (Paris, 1882), 24-41 ; E.-M. LÉVY, « Le Conservatoire national des arts et métiers. La création », dans *Annales du Conservatoire* (4^e série, numéro spécial 1933) ; *L'enseignement technique en France* (5 vol., Paris, 1900), I, 1-90, un compte-rendu complet. Les lois relatives au *Conservatoire* ont été publiées, *Recueil des lois, décrets, ordonnances, etc., relatifs... au Conservatoire, etc.* (Paris, 1889), les notes explicatives contiennent des renseignements tirés des archives de l'institution, et les appendices des listes, complètes jusqu'en 1889, de tous les administrateurs et professeurs du *Conservatoire*. Certaines des discussions du Comité de la Convention qui étudia la création du *Conservatoire* sont dans GUILLAUME, *op. cit.*, V, surtout 61-65. Les buts des fondateurs sont exposés d'une manière vivante dans un discours de Grégoire au Conseil des Cinq-Cents (15 mai 1798), reproduit dans le *Recueil des lois, etc.*, 28-40. Chaptal était d'avis d'augmenter le nombre des cours. PIGEIRE, *op. cit.*, 427. Quelques excellentes images du *Conservatoire* dans *l'Illustration*, 19 août 1933.

1. *L'Institution royale* de Grande-Bretagne, fondée en 1796 par le comte Rumford, s'inspira du *Conservatoire* français, A. WOLF, *A history of science, technology and philosophy in the XVIIIth century* (London, 1938), 42-44.

2. La plupart de ces propositions ne donnèrent pas de résultats substantiels ; ainsi, malgré de nombreuses discussions sur les écoles d'agriculture dont on avait grand besoin, aucun progrès important ne fut fait entre 1789 et 1815. Dans l'important domaine de l'enseignement agricole, la Restauration et la Monarchie de Juillet continuent l'œuvre de l'Ancien Régime plutôt que l'époque révolutionnaire.

usines de guerre. Ces cours furent donnés, plusieurs années durant, à Paris et en province. Des travailleurs étaient mis en congé pour suivre les conférences et les démonstrations, d'habitude en séries de sept ou huit, une par jour. Des hommes éminents, Monge, Fourcroy, Hassenfratz, étaient parmi les professeurs. Huit conférences sur le salpêtre traitaient des sujets suivants : nature et propriété du salpêtre, art d'isoler le salpêtre, son raffinage et ses différents emplois dans les manufactures de munitions. Pour les fabriques de canons, les conférences et démonstrations portaient sur les méthodes d'extraction du fer, la fonte, les procédés généraux des fonderies et les méthodes de fonte, de finissage et d'essai d'un canon. A la fin de chaque série de cours, des résumés — deux ou trois pages pour chaque conférence — étaient distribués aux étudiants-ouvriers. Le gouvernement rejeta la proposition d'étendre ces cours à un ou deux mois¹. Les mêmes méthodes rapides, nous le verrons, furent en usage dans une grande école militaire, l'*École de Mars*, et dans une série d'écoles navales. L'expérience éphémère de ces cours industriels ne fut pas oubliée ; elle fut reprise, après 1815, dans les cours populaires organisés pour les travailleurs par des hommes comme le baron Dupin et par les premiers instituts de mécanique.

Le gouvernement était plus proche de l'origine du *Conservatoire des arts et métiers* quand il s'efforçait de mettre sur pied des expositions industrielles développées. Des expositions analogues avaient été tenues avant 1789 ; elles étaient maintenant bien plus vastes en étendue et en portée. Remarquables furent les expositions de 1798, 1801, 1802 et 1806 ; celles de 1801 et 1802 furent surtout dues au travail de l'infatigable et habile Chaptal². Les guerres incessantes pesèrent sur ces expositions comme sur le reste du programme gouvernemental d'amélioration de la recherche scientifique.

En 1801, un groupe de savants, d'hommes d'affaires et de fonctionnaires, comprenant Monge, Berthollet, Fourcroy, Ternaux, Chaptal et Montgolfier, démonstrateur au *Conservatoire des arts et métiers*, fonda la *Société d'encouragement pour l'industrie nationale*. Cette société, en

1. C. RICHARD, *Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur* (Paris, 1922), 469-486 ; L. DE LAUNAY, *Un grand Français, Monge* (Paris, 1933), 113. D'autres renseignements dans les travaux de Ballot, Patterson, Pigeire et Mathiez cités ci dessus, p. 263, note 6, et dans G. PINET, *Histoire de l'École polytechnique* (Paris, 1887), 353-356. Sur les grands progrès réalisés dans la fabrication des poudres en France avant 1789, cf. R. PAYANT, *L'évolution d'un monopole, industrie des poudres avant la loi du 13 fructidor an V* (Paris, 1934).

2. DREYFUS, *op. cit.*, 417.

partie modelée sur une société anglaise, se proposait par ses prix et ses publications d'encourager les progrès des manufactures, du commerce et de l'agriculture. Chaptal en fut le président pendant trente et un ans, et de Gérando le secrétaire pendant quarante-deux ans¹. Les publications régulières de la *Société* étaient spécialisées dans les études de tous les progrès possibles de la technologie ; elles étaient illustrées et bien présentées. Elles étaient diffusées dans toute l'Europe et les Amériques, et ont continué de paraître jusqu'à maintenant.

Le même désir de vulgariser les connaissances pratiques conduisit à transformer le vieux *Jardin du roi* en *Muséum d'histoire naturelle*. En 1635, sous le règne de Louis XIII, époque à laquelle Richelieu créait l'*Académie française*, le jardin botanique royal, la ménagerie royale et le musée d'histoire naturelle étaient réunis en un *Jardin du roi*. Ses collections étaient célèbres dans toute l'Europe, et elles s'accrurent rapidement. En 1636, dix-huit cents plantes différentes y étaient cultivées et, en 1665, le nombre s'élevait à quatre mille. Durant le XVIII^e siècle y furent donnés des cours remarquables de botanique, pharmacie, chimie et anatomie, et les membres du personnel enseignant publièrent une longue série d'études scientifiques. Buffon devint le directeur du *Jardin* en 1739 ; il agrandit les collections, attira de nombreux étudiants aux cours et, par son enseignement et ses publications, en fit le plus grand centre d'histoire naturelle d'Europe. Les collections s'accrurent beaucoup au début de la Révolution ; la plupart des additions venaient d'autres sources royales, mais l'enseignement fut interrompu et les collections souffrirent des changements rapides dans l'administration et de la négligence. Le travail de reconstruction est dû en grande partie à Lakanal, qui persuada la *Convention* de changer le nom en celui de *Muséum d'histoire naturelle*. Des fonds plus importants furent consacrés à son entretien et des séries de conférences furent données en géologie (deux séries), minéralogie, chimie générale, botanique (deux séries), horticulture, agriculture, zoologie, anatomie (deux séries) et dessin. En 1802, le Muséum fonctionnait bien ; parmi les professeurs se trouvaient Fourcroy, Lamarck, Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire. Sous l'Empire, on ajouta des cours d'anthropologie et de paléontologie, et la bibliothèque atteignit cent cinquante cinq mille volumes, une des meilleures bibliothèques scientifiques du monde. En dehors des centaines d'élèves suivant les cours, qui devaient être très généraux, et des milliers de curieux, le travail des conférences attei-

1. DREYFUS, *op. cit.*, 419 ; PIGEIRE, *op. cit.*, 399-402.

gnait un vaste cercle de lecteurs, grâce aux monographies publiées par les professeurs et à un périodique, les *Annales du Muséum d'histoire naturelle*, qui débuta en 1802 et qui, sous des noms différents, a poursuivi sa publication jusqu'à nos jours¹.

Frederick B. ARTZ,
Professeur à Oberlin (Ohio).

(Sera continué.)

1. J.-P.-F. DELEUZE, *Histoire et description du Muséum royal d'histoire naturelle* (2 vol., Paris, 1823), I, 6-100, et GUILLAUME, *op. cit.*, I, 476-486, V, 276-279. La liste des professeurs est dans E. ALLAIN, *op. cit.*, 203, note 2; cf. aussi E.-T. HAMY, *Les derniers jours du Jardin du Roi et la fondation du Muséum d'histoire naturelle* (Paris, 1893), et du même auteur, *Le Muséum d'histoire naturelle il y a un siècle* (Paris, 1896); DRESCH, « La première œuvre de Lakanal. Organisation du Musée d'histoire naturelle », dans *Revue Soc. Ariégeoise*, 1897-1898; *Muséum d'histoire naturelle. Le centenaire de la fondation* (Paris, 1893). Également quelques paragraphes intéressants dans le « Discours préliminaire de E. Geoffroy Saint-Hilaire », *Études progressives d'un naturaliste* (Paris, 1835), et dans P. CAP, *Le Muséum d'histoire naturelle, histoire de sa fondation et des développements successifs de l'établissement* (Paris, 1854).

MÉLANGES

LA GRÈCE CENTRALE AU III^e SIÈCLE AVANT J.-C.

D'APRÈS DES LIVRES RÉCENTS

Il faut avouer que l'histoire de la Grèce européenne au III^e siècle avant J.-C. est peu faite pour attirer le profane. La fragmentation politique du pays, moindre qu'à d'autres époques, demeure suffisante pour la rendre confuse. Les sources littéraires la simplifient, mais fâcheusement : au vrai, leur pénurie et leur médiocrité la maintiennent dans une obscurité parfois totale. Il y a plus, d'ailleurs, et qui tient à sa texture intime. Elle n'est marquée par aucun de ces événements retentissants qui semblent imprimer un cours nouveau à l'évolution politique ou à la civilisation. L'avenir, en outre, ne s'y prépare que de façon indirecte, puisqu'il dépendra avant tout d'une puissance qui se trouve alors étrangère à la Grèce : Rome, dont les interventions commencent à la fin du siècle. Le comportement propre des Grecs, leurs guerres et leurs réconciliations, leur richesse et leur misère, tout cela n'influe sur leur destinée proche et sur celle du monde antique qu'en contribuant à créer le milieu où s'introduit et où s'imposera souverainement la force romaine.

Mais, si le profane hésite ou se rebute, la confusion même et l'obscurité de cette histoire sollicitent les efforts des érudits. Ils sont surtout attirés par les sources épigraphiques, qui ne deviennent vraiment abondantes qu'à partir de l'époque hellénistique et dont des découvertes, des publications, des lectures ou des restitutions nouvelles augmentent incessamment le nombre et l'intérêt. Seules, les inscriptions ne permettent que dans des cas exceptionnels de reconstruire l'histoire. Associées et confrontées aux sources littéraires qu'elles complètent, précisent et, au besoin, corrigent, elles sont d'un inappréciable secours.

Une telle volonté de confrontation est à l'origine et au cœur de la thèse récente de M. Michel FEYEL, *Polybe et l'histoire de Béotie au III^e siècle avant notre ère*¹. La connaissance des inscriptions béotiennes doit beaucoup à l'auteur. Il a mené des fouilles au sanctuaire du héros Ptoios et à celui d'Apollon Ptoios. Il a recueilli des textes inédits ; il en a soumis beaucoup d'autres à une revision minutieuse. Et ces recherches épigraphiques, aux-

1. Bibl. Éc. fr. Athènes et Rome, fasc. 152 (Paris, 1942).

quelles il a déjà consacré, en dehors de ce livre, maints travaux de détail plus techniques¹, lui permettent d'éclairer sur plus d'un point l'histoire de la Béotie, sinon dans la première, qui demeure encore pratiquement impénétrable, du moins dans la seconde moitié du III^e siècle. A un moindre degré, il en est de même des thèses, plus récentes encore, que son collaborateur aux fouilles du Ptoion, M. Pierre GUILLON, a consacrées à l'étude des trépieds des sanctuaires². Aussi la lecture de ces ouvrages invite-t-elle à reprendre en mains la thèse un peu plus ancienne de M. Robert FLACELIÈRE, *Les Aitolians à Delphes. Contribution à l'histoire de la Grèce centrale au III^e siècle avant J.-C.*³. La proximité dans le temps comme dans l'espace y invite, car le sous-titre adopté par R. Flacelière aurait pu l'être aussi par M. Feyel, qui ne manque pas de faire le rapprochement. Ils abordent plus d'une fois les mêmes controverses, en utilisant les mêmes sources, textes littéraires et épigraphiques mêlés. Ces livres vont donc de pair et on voudrait ici, sans revenir ni empiéter sur les comptes-rendus qui en ont été ou en seront présentés dans cette *Revue*⁴, examiner quelques-unes des questions qu'ils posent ou suggèrent, choisies parmi celles dont la portée est la plus générale et la répercussion la plus large.

* * *

La première doit être la question de la chronologie, puisque sa solution peut seule fournir la charpente sur laquelle on assemblera les matériaux. Mais la grande misère de l'histoire grecque du III^e siècle a précisément pour origine l'incertitude de la chronologie, demeurée jusqu'ici rebelle aux efforts, inlassables pourtant et subtils, qui lui ont été consacrés. Lorsque l'année de l'archontat athénien de Polyeuktos, notamment, aura été définitivement établie, se clora un des plus longs débats de l'érudition hellénistique. Peut-être, alors, ne sera-t-il pas inutile d'en écrire une histoire détaillée, s'attachant à en suivre la marche hésitante, traversée de brusques retours et riche en rebondissements imprévus : rien, assurément, ne pourra procurer de plus fructueuses et vivantes leçons de méthode. L'heure n'est point encore venue, malheureusement, de tirer les enseignements généraux que

1. Divers mémoires du *Bull. Corr. Hell.* : t. LVIII, 1934, p. 501-505, *Note sur une inscription de Thespies*; t. LX, 1936, p. 11-36, *Nouvelles inscriptions d'Akraiphia*; p. 175-183, 389-415, et t. LXI, 1937, p. 217-235, *Études d'épigraphie béotienne : Les baux publics de Thespies au III^e siècle*; t. LXII, 1938, p. 149-166 (avec N. Platon), *Inventaire sacré de Thespies trouvé à Chostia*. — Un livre : *Contribution à l'épigraphie béotienne*, fasc. 95 des *Public. Fac. Lettres Strasbourg* (Le Puy, 1942).

2. *Bases et colonnes de trépieds retrouvées au Ptoion et Les trépieds du Ptoion : dispositif matériel ; signification historique et religieuse*, fasc. 153 et 153 bis, *Bibl. Éc. fr. Athènes et Rome* (Paris, 1943). Sur ces livres, on lira avec fruit l'article de M. FEYEL, *Recherches sur les antiquités du Ptoion*, dans *Rev. Ét. gr.*, t. LVI, 1943, p. 348-366.

3. *Bibl. Éc. fr. Athènes et Rome*, fasc. 143 (Paris, 1937).

4. Cf. t. CXC, 1940, P. CLOCHÉ, *Bull. d'hist. gr.*, p. 48. Je me permets de renvoyer au compte rendu que j'ai donné du livre de M. FEYEL, *Rev. Ét. anc.*, t. XLV, 1943, p. 156-159.

comporte cette controverse, une fois de plus actuellement rouverte après avoir un moment paru close.

Avant 220, où commencent vraiment¹ les *Histoires* de Polybe, la documentation littéraire est trop déficiente pour fournir une chronologie sûre. Des faits d'importance capitale dans l'évolution du monde hellénistique demeurent flottants à quelques années près² et, pour certains d'entre eux, leur nature exacte, sinon leur réalité même, peut être contestée³. Mais, ici ou là, le hasard ou les fouilles ont mis en possession de nombreux documents épigraphiques locaux. Parfois, ceux-ci font connaître les noms de titulaires régulièrement renouvelés, de charges à durée limitée; parfois, ils concernent des réunions ou des fêtes périodiques. On peut ainsi tenter de les ordonner en séries ou en fragments de séries, dont l'intérêt devient considérable, si modeste que soit leur ressort géographique et mesquin leur objet propre, pour peu qu'ils se relient par un biais quelconque à un événement de l'histoire générale.

Le livre de M. Feyel en apporte précisément un bon exemple. A l'entrée de l'isthme et sur les bords du golfe de Corinthe, deux agglomérations, Pagai et Aigosthéna, ont longtemps constitué de simples bourgades du territoire de Mégare. Aussi leur faisait-on ordinairement partager, au III^e et au début du II^e siècle, le sort de cette ville qui, en 224 ou l'une des deux années voisines, passa de la Confédération achaienne à la Confédération béotienne pour redevenir ensuite achaienne. Mais une étude récente de M. Louis Robert⁴ a prouvé que Pagai, à une date d'ailleurs indéterminée, était achaienne, alors qu'Aigosthéna était béotienne. Les diverses parties de la Mégaride ont donc pu relever d'organismes politiques distincts et les recherches de M. Feyel le confirment. En classant à nouveau, avec une méthode et un sens critiques qui inspirent pleine confiance, tous les archontes béotiens connus pour cette époque, il se trouve contraint, en effet, de dater au plus tard de 228⁵ une inscription d'Aigosthéna, où l'un de ces archontes

1. Sur le résumé introductif de l'œuvre de Polybe, cf., en dernier lieu, M. GELZER, *Die hellenische προκατασκευή im zweiten Buche des Polybios*, dans *Hermes*, t. LXXV, 1940, p. 27-37.

2. Je n'en citerai qu'un exemple : la victoire remportée par Antigonos Gonatas sur la flotte égyptienne à Cos, pour laquelle aboutissent encore à des dates différentes (261 et 256) É. BIKERMAN, *Sur les batailles navales de Cos et d'Andros*, dans *R. É. A.*, t. XL, 1938, p. 369-383, et W. PEREMANS, *La date de la bataille navale de Cos*, dans *L'Ant. class.*, t. VIII, 1939, p. 401-408.

3. Ainsi, une autre bataille navale livrée à Andros, sans doute par Antigonos Gonatas : « nous ne connaissons », conclut BIKERMAN, *op. cit.*, p. 383, « ni sa date, ni à quel adversaire elle a été livrée ».

4. *Hellenica*, I, *Inscriptions de Pagai en Mégaride relatives à un arbitrage*, dans *Rev. de philol.*, t. LXV, 1939, p. 97-122.

5. De même que, pour dater le passage de Mégare à la Confédération béotienne, je viens d'employer une formule prudente en raison de l'incertitude, qui dure encore, au moins en principe, sur la date de Sellasia, je corrige ici, pour être plus strict, les dates 233, 234 et même 235, adoptées par FEYEL, p. 45, 93 et 100.

est éponyme. Il s'ensuit que la bourgade a été rattachée à la Confédération béotienne plusieurs années au moins avant Mégare, dont l'adhésion ne peut pas être antérieure à 225. Précision insignifiante, semble-t-il, mais qui se charge de sens lorsqu'on la rapproche d'une occupation de la Mégaride par un roi de Macédoine que M. Feyel, à l'issue d'une démonstration, peut-être un peu moins décisive, conclut avoir été Démétrios II¹. La politique de ce souverain en Grèce centrale apparaît dès lors à la fois très forte et très habile : en guerre contre les Aitoliens et les Achaïens tout ensemble, il obtient l'alliance des Béotiens et, traversant leur territoire, occupe d'abord la Mégaride entière, mais leur permet par la suite, afin de s'attacher solidement ses nouveaux alliés, d'annexer Aigosthéna.

Malheureusement, la longue et minutieuse enquête à laquelle s'est livré M. Feyel sur la chronologie des archontes béotiens ne l'a conduit à aucun autre résultat important. Il se croit en mesure, il est vrai, d'établir un second fait historique dont il se réserve de montrer tout l'intérêt dans l'ouvrage qu'il annonce prochain sur la Béotie au II^e siècle : une ville voisine, au nord, de la Confédération béotienne, Opous, lui aurait appartenu « à un certain moment compris entre 192 et 190 environ ». Mais les arguments sur lesquels il fonde sa conviction supportent mal la comparaison avec ceux dont il a usé pour Aigosthéna. Les examiner ici dans le détail serait hors de propos et une brève remarque suffira sans doute. Son raisonnement, en effet, repose en grande partie sur la date de 192 assignée au retour de Mégare à la Confédération achaienne. Or, ayant invoqué naguère² des raisons qui me paraissent encore très fortes pour dater cet événement, non pas de 192 avec la plupart des historiens modernes, mais de 206/205, il est naturel que j'attende, avant de modifier mon opinion sur ce point, que la date de 192 ait été elle-même étayée par une nouvelle et solide argumentation.

Quant aux archontes fédéraux proprement dits, M. Feyel ne se flatte ni ne nous berce d'aucune illusion. Le tableau qu'il finit par dresser des quelque soixante-quinze noms connus pour la période comprise entre 365 et 172 est formellement affirmé par lui très approximatif et les dates les moins incertaines qu'il propose — encore n'en fait-il bénéficier qu'un tiers environ de ces archontes, dans les trente-cinq dernières années du III^e siècle — sont simplement enserrées entre deux *termini* séparés par un intervalle d'une quinzaine d'années au moins. A ce compte, nous voici assurément fort loin encore d'une chronologie qui puisse rendre de réels services.

1. On nuancera et on précisera sur ce point la démonstration de FEYEL, p. 85 et suiv., grâce aux indications de P. GUILLON, *Études béotiennes* (dans *J. d. Sav.*, 1943, p. 72-87), p. 77-80. Certaines remarques présentées par G. DAUX, *Rev. Ét. gr.*, t. LVI, 1943, p. 253, et dans sa *Chronologie delphique* (cf. plus loin, p. 294), p. 29, ad K 21, sur l'incertitude de l'argumentation prosopographique et paléographique utilisée par FEYEL, ne sont pas sans ébranler quelque peu l'adhésion que je lui ai donnée dans *R. É. A.*, t. XLV, 1943, p. 157.

2. *Bibl. Univ. Midi*, fasc. XXII (Bordeaux, 1938), *Les premiers rapports de Rome et de la Confédération achaienne (198-189 avant J.-C.)*, p. 14, n. 7, et p. 322, n. 38. — Sur l'intérêt que la date de 192 revêt pour lui, cf. FEYEL, p. 61-68 et p. 76.

Faudra-t-il donc accuser de complaisance P. Guillon, en le voyant déclarer¹ « qu'on peut aujourd'hui accepter les résultats de ces travaux, souvent fort précis, avec toute la sécurité qu'on puisse souhaiter »? Certes, non. Les besoins, et par conséquent l'optique, de l'archéologue diffèrent de ceux de l'historien. On conçoit que, pour le classement des bases de trépieds portant une dédicace avec le nom d'un archonte fédéral, de tels résultats approchés lui paraissent suffire. Néanmoins, peut-être s'expose-t-il à de fâcheuses surprises en asseyant un raisonnement sur la date de 228-227-226, à laquelle M. Feyel aboutit, dans un autre livre², pour la reconnaissance de privilèges au sanctuaire d'Apollon Ptoios et pour la réorganisation de son administration et de ses concours. Car la nature des arguments invoqués par celui-ci s'accommode mal, semble-t-il, d'une telle rigueur. Au vrai — et son auteur ne le dissimule pas — la chronologie béotienne de M. Feyel, résultat ingrat d'un long et méritoire effort, ne fournit encore qu'un cadre très élastique.

L'inscription du Ptoion, qu'il place entre 228 et 226, reproduit le texte d'un décret amphictyonique. Aussi, bien qu'elle ait été retrouvée dans un sanctuaire béotien, la question chronologique qu'elle pose relève-t-elle pratiquement de la chronologie delphique beaucoup plus que de la chronologie béotienne. A plusieurs autres reprises, c'est à cette même chronologie delphique que M. Feyel doit se reporter. Tant est vraie l'affirmation de G. Klaffenbach, éditeur des inscriptions aitolienes dans l'*editio minor* des *Inscriptiones graecae*, que « l'histoire de Delphes représente l'histoire de toute la Grèce centrale³ ».

Pour tenter d'établir la chronologie delphique, les documents sont plus abondants, à coup sûr, que pour toute autre chronologie hellénistique. Les fouilles de Delphes ont fourni en très grand nombre des listes de hiéromnémones amphictyoniques, ainsi que des noms d'archontes et de boulevants proprement delphiens du III^e siècle. Ce qui rend leur classement difficile, c'est l'isolement de ces textes, ou au moins l'extrême rareté de leurs liaisons extérieures : seules, celles-ci pourraient fournir des éléments de datation, l'histoire interne des communautés delphiques étant à peu près négligée par les sources littéraires. Nul, assurément, n'a consacré plus de peine et de science à ce problème délicat que R. Flacelière, dont G. Klaffenbach écrit avec raison qu'« une place prééminente lui revient parmi les édificateurs de la chronologie delphique du III^e siècle⁴ ». Mais, en des pages d'une

1. *Trépieds*, p. 64.

2. *Contrib. à l'épigr. béot.*, p. 140-147; il s'agit du texte *I. G.*, t. VII, n° 4135 = *Sylloge*², t. II, n° 635 A; la démonstration ne peut pas être stricte parce qu'elle repose sur deux simples probabilités (contemporanéité de deux décrets amphictyoniques analogues dans leur formulaire; identité de deux personnages appelés Ptoïoklès, nom « fort commun » dans la prosopographie béotienne), avant même d'invoquer la chronologie delphique. — Sur l'usage qu'en fait GUILLON, cf. *Trépieds* p. 78 et suiv., 127 et suiv., 152-153.

3. *Zur Gesch. Aetoliens und Delphis im 3. Jahrhundert v. Chr.* (recension de la thèse de R. Flacelière), *Klio*, t. XXXII, 1939, p. 189.

4. *Ibid.*, p. 195. Cf. aussi l'éloge du même érudit, *I. G.*², t. IX, 1, 1 (1932), p. LIII : Flace-

inégalable clarté, auxquelles il faut se borner à renvoyer¹, R. Flacelière a montré que le choix entre diverses solutions définies par lui aussi précisément que possible dépendait, au moins en grande partie, de l'année où Athènes accepta, Polyeuktos étant archonte, des fêtes célébrées à Delphes, les *Sotéria*, sous une forme nouvelle que leur avaient donnée les Aitolien. La chronologie delphique, qui commande tant de choses, se trouve donc elle-même commandée sur ce point par la chronologie attique.

Malheureusement, celle-ci demeure très hésitante. On a bien reconnu l'existence théorique d'une succession régulière, d'un « cycle » des tribus pour le choix du secrétaire. Mais on ne parvient pas à s'accorder sur les dérogations que ce cycle a subies au cours du III^e siècle². Le plus remarquable en l'espèce, d'ailleurs, est moins l'opposition des opinions que la fréquence de leurs revirements, clair indice de leur incertitude.

Tenons-nous-en ici aux plus récentes et caractéristiques hésitations. En 1928, R. Flacelière avait adopté, non sans prudentes réserves, la date de 255/254 pour l'archontat de Polyeuktos et cette solution, dans les années suivantes, avait rallié bon nombre d'érudits³. Mais une meilleure interprétation et la revision d'un texte épigraphique⁴ révélèrent que Smyrne n'avait accepté qu'après 246 les nouvelles fêtes delphiques. Deux voies s'ouvraient donc et s'ouvraient seules ; R. Flacelière s'y engagea successivement. En 1933, il se montrait tenté par une hypothèse de W. S. Ferguson⁵ disjoignant dans le temps l'acceptation par Athènes des fêtes réorganisées et leur acceptation par Smyrne : ainsi, le décret athénien et, par conséquent, l'archontat de Polyeuktos pouvaient demeurer antérieurs à 246. En 1937, au contraire, dans sa thèse, après un nouvel et minutieux examen de cette question, « où », selon son expression⁶, « les preuves font défaut et où l'on est réduit à raisonner uniquement sur des vraisemblances », il plaçait, avec de fortes réserves encore, l'archontat de Polyeuktos en 243/242. Cette

lière, qui praeter ceteros optime meritis est de constituenda archontum tertii a. Chr. n. saeculi serie... Des travaux de R. FLACELIÈRE antérieurs à sa thèse, je me borne à citer ici les principaux : *Notes de chronologie delphique*, dans *B. C. H.*, t. LII, 1928, p. 179-224 ; *Remarques sur les Sotéria de Delphes*, *ibid.*, p. 256-291 ; *Recueil des listes amphictioniques de Delphes à l'époque de la domination aitolienne*, dans *B. C. H.*, t. LIII, 1929, p. 430-490 ; *La chronologie du III^e siècle av. J.-C. à Delphes*, dans *R. É. A.*, t. XXXV, 1933, p. 321-328.

1. *Les Ait. à Delphes*, p. 126 et suiv.

2. Dans l'intervalle qui sépare la publication de ses deux livres mentionnés plus loin, W. B. DINSMOOR relève quatre-vingt-dix-neuf articles ou livres touchant à cette question. Elle passionne surtout les érudits américains, émules de leur compatriote W. S. FERGUSON, l'inventeur du *tribal cycle*, sur lesquels elle exerce, au dire de DINSMOOR, *all the fascination of a detective story*.

3. Références données par FLACELIÈRE, *Ait. à Delphes*, p. 172.

4. Le mérite en revient à L. ROBERT, *Sur les Sotéria de Delphes*, dans *B. C. H.*, t. LIV, 1930, p. 322-332, et *Smyrne et les Sotéria de Delphes*, dans *R. É. A.*, t. XXXVIII, 1936, p. 5-23. Le décret d'acceptation rendu par Abdère, dont J. Bousquet, *B. C. H.*, 1940-1941, p. 100-107, a publié un fragment, n'apporte aucune lumière nouvelle.

5. *Athenian tribal cycles in the Hellenistic age*, Cambridge (Mass.), 1932, p. 128 et suiv.

6. *Ait. à Delphes*, p. 176.

opinion parut définitivement établie lorsqu'en 1938 B. D. Meritt, qui avait précédemment adopté la date de 255/254, eut publié un décret athénien mis au jour par les fouilles américaines de l'Agora, d'où il crut pouvoir tirer la conclusion que Polyuktos avait été archonte en 243/242¹. Mais, dès 1939, W. B. Dinsmoor, utilisant une autre trouvaille épigraphique des mêmes fouilles relative à l'archonte Kydénor, remettait tout en cause et présentait un nouveau classement des archontes, où l'année 248/247 était affectée à Polyuktos². Tel est, du moins selon les publications parvenues en France au moment où ces lignes sont écrites³, l'état actuel de la question. Ces incessantes et brusques variations interdisent évidemment de conclure.

D'autant qu'on ne doit pas, tout bien pesé, s'exagérer la précision ni la rigueur des résultats chronologiques auxquels conduit l'adoption de telle ou telle date pour Polyuktos. L'archontat de celui-ci serait-il fixé avec sécurité que le classement des documents de Delphes demeurerait encore très indécis. Une courte et nécessaire statistique suffit à le montrer⁴. Sur les cent un archontes delphiens qui exercèrent leur charge de 300/299 à 200/199, un seul, le dernier, est daté avec une entière certitude, indépendamment de la date de Polyuktos. R. Flacelière a retrouvé quatre-vingt-douze autres noms et s'est efforcé de les ordonner. La grande majorité, cinquante-sept exactement, ne sont classés par lui qu'avec une très large approximation : « assez souvent », reconnaît-il, ils « peuvent être déplacés sans invraisemblance de vingt ou trente ans et même davantage ». Dix-sept « conservent un jeu de quelques années » et dix-huit seulement reçoivent une

1. *Greek inscriptions*, dans *Hesperia*, t. VII, 1938, n° 24, p. 121 et suiv. ; sur son opinion antérieure, cf. *Hesperia*, t. IV, 1935, p. 584-585. Ses conclusions de 1938 ont été tout d'abord acceptées sans discussion : cf. *Rev. Ét. gr.*, t. LI, 1938, p. 422, n° 54 ; G. KLAFFENBACH, *Klio*, 1939, p. 197 ; G. DAUX, *Delphes et l'amphictionie sous la domination étolienne* (recension de la thèse de Flacelière), *J. d. Sav.*, 1939, p. 117 et 121.

2. *The Athenian archon list in the light of recent discoveries* (New-York, 1939), p. 140. Dans un livre antérieur, *The archons of Athens in the Hellenistic age*, Cambridge (Mass.), 1931, p. 112 et suiv., le même auteur avait d'abord adopté l'année 249/248.

3. Je réserve par là les nouveautés que peut apporter le livre de W. K. PRITCHETT et B. D. MERITT, *The chronology of Hellenistic Athens*, Cambridge (Mass.), 1940. — L'exposé qui précède néglige sciemment bon nombre de travaux dont, pour une raison ou une autre, l'intérêt paraît moindre : cf., par exemple, sur un mémoire d'U. KAHRESTEDT, *Zu den delphischen Soterienurkunden*, dans *Hermes*, t. LXXII, 1937, p. 369-403, l'observation rapide, mais décisive, de G. KLAFFENBACH, *Klio*, 1939, p. 196, n. 1. Mais tout aussi significative pour l'évolution des opinions serait la comparaison des mémoires vieux d'une dizaine d'années de W. KOLBE, *Der Salamisstein und die Polyuktosgruppe* (dans *Nachr. Ges. Göttingen*, 1933, p. 493-504), *Die Stiftung der ätolischen Soterien in Delphi* (dans *Hermes*, t. LXVIII, 1933, p. 440-456) et *Zu den ätolischen Soterien* (*ibid.*, t. LXIX, 1934, p. 217-222), où Polyuktos était placé en 277/276, avec ses mémoires plus récents, *Die vierjährigen Soterien der Äioler et Zwei Grundtatsachen der attischen und delphischen Chronologie*, dans *Hermes*, t. LXXV, 1940, p. 54-63 et 379-409, ainsi que *Die ätolischen Soterien und die attische Archontenforschung*, dans *Sitz.-Ber. Heidelberg*, 1942-1943, I, où, jugeant trop tardive la date de 243/242, il se rallie à une date voisine de 246.

4. Les éléments en sont pris à l'appendice II de R. FLACELIÈRE, *Ait. à Delphes*, p. 419 et suiv.

date ferme, qui dépend elle-même, d'ailleurs, des postulats auxquels il s'est finalement rallié quant à l'archontat de Polyeuktos et à la forme prise par les *Sotéria* après leur réorganisation. Encore convient-il de ne pas négliger une indication de M. Feyel¹, qui ne cache pas qu'un contrôle du classement de R. Flacelière, en adoptant pour Polyeuktos la même année 243/242, l'a conduit « à des conclusions assez différentes ».

L'instabilité extrême qui affecte toute cette chronologie ressort mieux encore lorsqu'on manie le précieux répertoire intitulé *Chronologie delphique*, que M. Georges Daux vient² d'ajouter en fascicule hors série au tome III, consacré à l'épigraphie, de la publication *Fouilles de Delphes* entreprise par l'École française d'Athènes. Non seulement ce critique a contribué et contribue encore pour une large part à la publication des inscriptions de Delphes dans ce recueil³, en même temps qu'il procédait à leur mise en œuvre historique pour l'époque de la République romaine⁴; il est incontestablement celui qui connaît le mieux aujourd'hui l'ensemble des problèmes d'épigraphie delphique, largement étaiés, avec une densité naturellement inégale, du v^e siècle avant J.-C. jusqu'au iv^e siècle de notre ère. Nul ne se trouvait donc plus qualifié pour procurer un tel instrument de travail, dominant et signalant, chaque fois qu'elles le méritent encore, toutes les hypothèses et toutes les controverses, en dressant le bilan scrupuleux et aboutissant à des *indices* d'une exemplaire commodité. Grâce à lui, « les textes publiés jusqu'en 1943 et la plupart des textes inédits » sont répartis en quatorze groupes « qui correspondent à la nature variée de notre documentation⁵ ». Quatre de ces groupes recouvrent la période qui, de 315 environ⁶, s'étend jusqu'en 200/199 ou 199/198. Dans l'essai de répartition interne pour chaque groupe, G. Daux multiplie, plus fermement et clairement encore qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, les avertissements et les réserves. L'unique date rigoureusement assurée demeure celle de 200/199 pour l'archonte Mantias. Toutes les autres, sans exception, sont flottantes. Cinquante et un noms d'archontes sont accostés d'un simple point d'interrogation qui matérialise notre ignorance absolue en dehors de leur appartenance à un groupe plus ou moins large. Vingt-deux autres se voient attribuer une date; mais celle-ci est également suivie du même point d'interrogation qu'il faut interpréter de façon à peu près aussi large. Quant à ceux qui restent, ils sont toujours datés avec une marge plus ou moins grande, souvent égale

1. Polybe et l'histoire de Béotie, p. 94.

2. Le fascicule porte le millésime 1943; il a été distribué dans l'été de 1944.

3. Au tome III, il est l'éditeur du fasc. 3, *Inscriptions depuis le trésor des Athéniens jusqu'aux bases de Gélon*, et y a déjà donné les deux premières livraisons, l'une (avec A. Salac) en 1932, l'autre en 1943 (distribuée dans l'été de 1944).

4. *Delphes au II^e et au I^{er} siècle*, fasc. 140, *Bibl. Éc. fr. Athènes et Rome* (Paris, 1936).

5. *Chronologie delphique*, p. 1 et 2.

6. En réalité de 317/316 au plus tôt à 304/303 au plus tard (p. 17 et 22): là est la véritable coupure, et non pas en 300/299, où, en raison des Aitolien dont il voulait étudier les rapports avec Delphes, R. Flacelière avait fixé son point de départ.

ou supérieure à dix ans. Le plus grave, d'ailleurs, est le scepticisme au moins relatif dont on se sent armé, après avoir pratiqué ce répertoire, pour accueillir bon nombre d'arguments jusqu'alors fréquemment invoqués, afin de dégager ne fût-ce qu'une approximation. Soumis ici ou là à l'examen critique par le savant le mieux à même d'éprouver leur valeur, parce qu'il a abordé et pénétré toutes les discussions, le moins qu'on puisse dire d'eux, qu'il s'agisse de l'écriture, de la position relative des textes sur les pierres ou des rencontres onomastiques, est qu'ils n'autorisent que dans des cas infiniment rares une conclusion stricte. L'utilité de la publication de G. Daux est donc évidente, même après les précautions prises par R. Flacelière. Elle met en garde magistralement et, on veut le croire, définitivement tous les chercheurs contre le glissement inconscient, si fréquent pour peu qu'il soit utile à une démonstration, d'une possibilité à une probabilité comme d'une impression à un indice digne d'être retenu et invoqué. Elle ne détruit pas tout espoir de voir un jour résolu de si complexes et délicats problèmes. Mais elle en fait dépendre la réalisation de découvertes nouvelles en même temps que d'« une étude minutieuse des *Sotèria*, de leurs listes d'acteurs ou de vainqueurs, et des listes amphictioniques du III^e siècle¹ ».

En présence de tels résultats, on voit clairement que, si l'archontat de Polyuktos constitue une des clefs essentielles du problème chronologique, il ne suffit pas à en faire jouer aisément tous les ressorts. L'espoir de résoudre une irritante difficulté en recourant à une chronologie jugée au premier abord moins impénétrable que la chronologie delphique, l'abondance des textes athéniens et leur enrichissement par les fouilles récentes ont mis cette controverse au premier plan. Mais il y aurait danger à perdre de vue la relativité des corollaires qu'entraînerait sa solution définitive. Fixant la date de la réorganisation des *Sotèria*, elle ne préciserait notamment pas pour autant quelle fut, à partir de cette date, la périodicité de ces fêtes, précision qui commande le classement ultérieur, jusqu'à la fin du III^e siècle, des textes delphiques. Elle laisserait encore en suspens beaucoup d'autres questions, dont l'importance est considérable pour l'histoire, non seulement de Delphes et de l'amphictyonie, mais de toute la Grèce hellénistique au III^e siècle.

* * *

Il est pourtant des questions générales dont l'examen s'accommode, à la rigueur, d'une chronologie simplement approximative : celle, notamment, des formes d'organisation politique. Aucune histoire, sans doute, n'a été plus féconde en variétés de groupements humains, dont chacun possède son parfum d'originalité. Après l'ère classique des cités et des « ligues » soumises à une puissance hégémonique, le III^e siècle apparaît en Grèce

1. *Chronologie delphique*, p. 43.

propre comme le siècle des Confédérations, plus exactement des États fédéraux réunissant, pour une action extérieure commune, plusieurs États municipaux¹. Mais, malgré l'intensité croissante des relations de tout ordre entre les peuples à cette époque, une diversité infinie, née de la souplesse et de la subtilité de l'imagination hellénique, demeure la règle. On ne saurait donc recueillir avec trop de soin les précisions nouvelles sur l'organisation ou le comportement de l'une quelconque des Confédérations hellénistiques.

L'étude minutieuse dont les inscriptions découvertes à Delphes ont été l'objet impose dès maintenant certaines conclusions sur les rapports entre la Confédération aitolienne et Delphes. D'un côté, l'État fédéral aitolien, qui constitue pendant la plus grande partie du III^e siècle la principale puissance en Grèce centrale ; il entoure de ses territoires et protège Delphes qu'il se vante d'avoir sauvée de l'invasion gauloise ; il englobe, avec des cités et des peuples qui ne possèdent à Delphes aucun droit particulier, bon nombre des peuples qui composent l'amphictyonie delphique, alors qu'en vertu d'un principe qui est une base fondamentale de son existence même², il se réserve la gestion de la politique extérieure au nom de tous ses États — membres solidaires. En face, ce que G. Daux³ a justement appelé « le complexe delphique », c'est-à-dire le dieu, ses biens et son sanctuaire⁴ fréquenté par tous les Grecs et même par des étrangers, — la cité de Delphes, minuscule en tant que corps politique, inexistante militairement, mais tirant un prestige incontestable du sanctuaire dont ses citoyens vivent d'ailleurs, grâce à l'afflux des pèlerins, — enfin l'amphictyonie, conseil international auquel siègent les représentants de certains États, y compris ceux de Delphes même, qui défend les intérêts moraux et matériels du dieu et qui partage leur administration avec la cité selon des modalités qui nous échappent, peut-être parce qu'elles n'ont jamais été bien précisées ni strictement appliquées, peut-être parce qu'elles ont varié avec les circonstances. Curieux problème, donc, et susceptible de solutions multiples, que celui des relations entre organismes aussi enchevêtrés. Ce n'est pas un mince résultat que de l'avoir, dans une large mesure, résolu.

Il peut être, en effet, considéré comme acquis que le gouvernement central aitolien a agi en propriétaire unique et légitime des droits amphic-

1. Sur l'emploi des mots et expressions « Ligue », « Confédération », « État fédéral », cf. mes *Assemblées de la Confédération achaienne* (fasc. XXI de la *Bibl. Univ. Midi*, Bordeaux, 1938), p. 2, n. 1. A ces mêmes mots, l'index *Institutions* de ce volume (p. 433 et suiv.) donnera, sur plusieurs questions que j'aurai à aborder ici, des références que je ne reprendrai pas dans les pages qui suivent.

2. Ce n'est pas formellement attesté pour la Confédération aitolienne. Mais le concept d'État fédéral l'implique : cf. plus loin, p. 306.

3. Cf. *Delphes*, p. 9 et suiv. ; *J. d. Sav.*, 1939, p. 119 ; cf. aussi *Notes d'épigraphie étolienne et delphique* (dans *Rev. Phil.*, 1938, p. 149-162), p. 153.

4. Pour simplifier, je néglige le culte et le sanctuaire de Déméter Pylaia aux Thermopyles : cf. FLACELIÈRE, *Ait. à Delphes*, p. 31 et suiv. ; 217, n. 1.

tyoniques revenant aux États qui, de gré ou de force, adhéraient à la Confédération. Il les exerçait par l'intermédiaire de hiéromnémon désignés par lui seul, choisis parmi l'ensemble de ses ressortissants¹ sans considération de leur origine ethnique, confondus sous l'appellation commune d'« Aitoliens » dans les documents officiels de Delphes bien que les Aitoliens proprement dits qui avaient constitué le noyau primitif de la Confédération n'eussent jamais été membres de l'amphictyonie. Il y a là un cas vraiment frappant d'absorption, dans un domaine trop spécial pour qu'une exception y eût été inconcevable, des droits particuliers d'un État — membre par la communauté dans laquelle il entre². La Confédération finit ainsi par déléguer, aux environs de 225, jusqu'à quinze hiéromnémon dans un conseil dont l'effectif théorique était seulement de vingt-quatre.

Plus contestable est la correction que R. Flacelière³ attribue aux Confédérés dans le cas où les hasards de la guerre leur enlevaient des territoires dont les citoyens possédaient traditionnellement un ou deux suffrages amphictyoniques. Il estime que, si cette amputation territoriale n'avait été consacrée par aucun traité dont ils reconnaissaient la validité, les Aitoliens se bornaient à retenir la voix ou l'une des deux voix lorsqu'ils conservaient, « si petite fût-elle », une portion du territoire. Mais le soupçon naît sur la solidité de cette interprétation, lorsqu'on s'aperçoit qu'elle n'a d'autre fondement que la possibilité de tout expliquer sans avoir besoin de la dépasser. C'est donc accorder, semble-t-il, trop grande confiance à une chronologie insuffisamment certaine et à la répartition géographique, nécessairement hypothétique, qu'on se croit autorisé à faire des suffrages groupés sous le nom global d'« Aitoliens ». La prudence exige que le jugement sur ce point demeure encore réservé.

D'autant que certains agissements aitoliens sont loin de témoigner en faveur d'un respect toujours scrupuleux des formes extérieures. De toute façon, et même lorsque le nombre des hiéromnémon aitoliens n'atteignait pas la majorité absolue des suffrages au conseil amphictyonique, celui-ci a été, pendant presque tout le III^e siècle, un instrument docile aux désirs du gouvernement fédéral. Des représentants d'États amis ou privés d'in-

1. La possibilité n'est pas détruite (FLACELIÈRE, p. 315-316, 318, 375 et n. 1; FEYEL, *Polybe*, p. 174, n. 1) de la désignation d'un citoyen d'une cité ne faisant pas ou ne faisant plus partie de la Confédération. Je pense que l'explication fournie dans mes *Assemblées*, p. 116 et suiv., permettrait de résoudre bien des difficultés.

2. C'est ainsi seulement qu'il faut interpréter la mention « Aitoliens » et il n'y a pas lieu d'y voir, comme FLACELIÈRE, p. 364, 374 et 376, une in correction des Confédérés. — Sur l'origine ethnique des hiéromnémon aitoliens au III^e siècle, les textes classés par FLACELIÈRE dans son *App.* I, n^{os} 38 b et suiv., interdisent d'adopter l'interprétation de DAUX, *Delphes*, p. 308 et n. 1. La suppression de l'appellation « Aitoliens » dans la liste amphictyonique de 178 se justifie amplement par la défaite que Rome a infligée à la Confédération, mais le recrutement ethnique de ces délégués est aussi arbitraire qu'auparavant.

3. *Ait. à Delphes*, p. 322, 375. Des réserves sont justement exprimées par F. W. WALBANK, *Journ. of Hell. Stud.*, 1937, p. 272, et G. KLAFFENBACH, *Klio*, 1939, p. 207.

dépendance réelle fournissaient aisément l'appoint nécessaire. Au reste, la majorité théorique différerait de la majorité pratique, en raison d'abstentions plus ou moins nombreuses, les unes systématiquement répétées afin de ne pas reconnaître la prépondérance aitolienne, les autres occasionnelles, dues à une hostilité passagère ou à une cause inconnue¹. Jamais, à aucune session du conseil durant le III^e siècle, le nombre des hiéromnémones présents ne paraît avoir dépassé dix-neuf² et cet état de choses simplifiait singulièrement la formation d'une majorité complaisante. Mais la Confédération ne s'en tint pas là. Au moins en deux occasions³, elle prit de sa propre autorité, sans se couvrir d'un vote du conseil qu'elle eût pourtant obtenu à sa guise, la décision d'attribuer un suffrage amphictyonique à un État qui n'en possédait auparavant aucun. R. Flacelière pense qu'elle s'arrogea alors le droit de disposer d'un suffrage depuis longtemps inemployé par suite d'abstention malveillante⁴. Ce n'est pas sûr et l'origine de la voix ainsi octroyée échappe à toute démonstration décisive. S'il s'agissait de l'un des suffrages dont les Aitoliens se trouvaient à ce moment légitimes détenteurs, l'incorrection du procédé serait moins forte. Elle ne disparaîtrait pourtant pas. Le fait demeure patent d'un mépris conscient et affiché à l'égard d'une légalité dont le respect apparent confinait à l'hypocrisie. Mais il ne doit provoquer aucune surprise⁵. Car l'évolution qu'il exprime, et qui se fût poursuivie si Rome n'y avait pas mis un terme au début du II^e siècle, était évidemment fatale. En s'y refusant malgré la longue durée de leur domination, les Aitoliens auraient fourni un exemple à peu près unique de modération débonnaire à laquelle les États de toute structure et de tout régime ne s'astreignent pas de leur plein gré. Dans un cas de ce genre, le désir de sauvegarder les formes juridiques finit toujours par s'effacer devant celui de les modeler sur la réalité, comme si cette réalité pouvait trouver un surcroît de solidité dans l'aveu public qu'en font ses bénéficiaires et dans la reconnaissance plus ou moins explicite que lui apportent ceux qu'elle lèse, mais qui, momentanément, ne peuvent rien contre elle.

1. Les observations de FEYEL, *Polybe*, p. 95-96, ont à cet égard une rigidité excessive, qui saute aux yeux lorsqu'on les compare à celles des p. 178-179 sur un autre cas difficile.

2. Cf. le tableau des listes amphictyoniques dressé par FLACELIÈRE, p. 367-368.

3. *I. G.²*, t. IX, 1, n° 4 c (pour Magnésie-du-Méandre), qui dicte l'interprétation de *Suppl. Epigr. Gr.*, t. II, n° 258, l. 12 et suiv. (pour Chios) : cf. FLACELIÈRE, p. 324, 228 et suiv. Dans le cas des suffrages reçus par Képhallania et les Athamanes, nous ignorons qui prit la décision et FLACELIÈRE (p. 284, 296) se hasarde trop en l'attribuant d'emblée à la Confédération. — Je me borne au fait essentiel en matière d'empiétements aitoliens ; d'autres textes, moins topiques, seraient plus longs à examiner : FLACELIÈRE, p. 214 et suiv. (cf. DAUX, *Rev. Phil.*, 1938, p. 150 et suiv.), 260-265, 326-329.

4. Elle se serait, en outre, attachée à n'attribuer le suffrage qu'à un peuple possédant « une parenté certaine ou possible » (p. 376) avec celui auquel elle l'enlevait. — Cf. aussi, du même auteur, *R. É. A.*, t. XLII, 1940 (*Mél. G. Radet*), p. 148.

5. FLACELIÈRE, *Ait. à Delphes*, p. 377 : « Ce qui est surtout étonnant... »

A l'égard de la cité de Delphes¹, le gouvernement aitolien a adopté une attitude dont la différence apparente ne dissimule pas l'analogie foncière. On doit admettre, avec P. Roussel, G. Daux et R. Flacelière, qu'il ne l'a jamais fait adhérer à la Confédération. Les Delphiens ont toujours conservé leur représentation distincte de deux hiéromnémones au conseil amphictyonique. Leur indépendance théorique est donc formellement affirmée. Mais elle n'empêche pas pratiquement les interventions aitoliennes, que nul ne prend la peine de déguiser, dans les affaires purement intérieures de la ville. La plus caractéristique est, vers la fin du III^e siècle, la désignation par les Confédérés, à cinq reprises au moins, sinon de façon régulière, d'un « épimélète du sanctuaire et de la cité », c'est-à-dire d'un gouverneur ou commissaire, chargé de veiller à leur sécurité militaire, mais aussi de maintenir la concorde en arbitrant les conflits surgis dans la population civique et étrangère. Il ne fait donc aucun doute que la domination des Aitoliens sur la ville même de Delphes était aussi totale que sur l'amphictyonie et que, ici comme là, l'évolution tendait à négliger les ménagements de forme sans doute primitivement observés.

Il eût fallu, pour conserver la moindre illusion devant une équivoque si peu soigneusement entretenue, une naïveté dont savaient bien se garder les adversaires de la Confédération, lorsque, en 220, ils la sommaient de « restituer aux Amphictyons leurs lois et leur autorité sur le sanctuaire que les Aitoliens avaient maintenant détournée à leur profit, dans leur volonté d'être les maîtres de ce qui concernait le sanctuaire² ». Les Aitoliens trouvaient-ils, dans l'exercice de leur toute-puissance sur le centre du plus célèbre des cultes panhelléniques, une contre-partie matérielle, politique ou morale aux reproches auxquels leur conduite se prêtait si manifestement? A vrai dire, elle s'aperçoit malaisément, à cette époque où le dieu et son oracle ont perdu toute influence politique, où les foudres amphictyoniques n'émeuvent plus personne, en tout cas plus aucun État, et où la religion n'a pratiquement d'action que sur l'homme en tant qu'individu. R. Flacelière pense découvrir cette contre-partie dans la psychologie des Aitoliens eux-mêmes, délivrés du complexe d'infériorité que leur imposait l'obscurité de leur passé historique, identifiant leur propre fortune à celle d'une domination qui constituait « leurs titres de noblesse » et les désignait « comme les héritiers des peuples glorieux qui avaient successivement dirigé les destinées de la Grèce³ ». L'idée est subtile à souhait. Peut-être, pourtant, semble-t-elle faire bon marché du rôle antérieur d'Athènes

1. Cf. P. ROUSSEL, *Les épimélètes aitoliens à Delphes*, dans *B. C. H.*, t. L, 1926, p. 124-134; DAUX, *Delphes*, p. 213 et suiv.; *Rev. Phil.*, 1938, p. 154-155; FLACELIÈRE, p. 222 et suiv., 332 et suiv.

2. POL., IV, 25, 8. Dès 280, le récit de JUSTIN, XXIV, 1, 2-6, montre également l'usage fait de l'argument contre les Aitoliens.

3. C'est la conclusion de FLACELIÈRE, p. 382-383.

qui avait dû, et pour cause, se passer de Delphes. Mais la vérité historique importe moins, en l'espèce, que la conception qu'on s'en faisait alors et qui, après quelques générations, eût été excusable de la schématiser. En réalité, la réserve essentielle porterait sur l'étroitesse de la question ainsi posée. En effet, quel État hellénistique, exception faite de la Confédération achaienne dont l'abstention scrupuleuse à Olympie s'explique par des motifs très particuliers¹, s'est désintéressé des affaires d'un sanctuaire situé dans son domaine territorial et possédant ou susceptible d'acquérir une réputation internationale, si modeste fût-elle? C'est que, comme le dit G. Daux², « les noms ont une force, les « ombres » ont un prestige » et que les gouvernements croiraient manquer à leur devoir en laissant inemployé un élément quelconque, même anachronique et pratiquement inefficace, de leur patrimoine national.

* * *

Les travaux de M. Feyel et P. Guillon renseignent sur un autre État fédéral, la Confédération béotienne. Moins étendue et moins puissante extérieurement que la Confédération aitolienne, elle est aussi moins solide intérieurement. Un défaut congénital l'affaiblit : la méfiance des cités-membres à l'égard de l'influence prédominante de l'une quelconque d'entre elles, et surtout à l'égard de Thèbes, dont la supériorité matérielle, moins grande qu'autrefois et pourtant réelle, s'aggrave du souvenir laissé par ses agissements autoritaires dans le passé. De là, des précautions contre toute prééminence éventuelle, d'autant plus aisément prises que Thèbes, détruite par Alexandre en 335, ne fut restaurée qu'en 316 par Kassandros, qui dut obtenir à cet effet le consentement des Confédérés, et ne fut admise de nouveau dans la Confédération qu'en 312³. De là, peut-être, une organisation fédérale plus lâche et une moindre concentration des forces, en tout cas un soin plus jaloux apporté par les cités à la défense de leurs droits particuliers. De là, enfin, des tiraillements toujours latents, des rivalités et des discordes qui n'attendent qu'une occasion de s'affirmer. Si obscure que demeure l'histoire de la Béotie hellénistique, certains faits, suffisamment élucidés dans les publications récentes, apparaissent à cet égard probants.

P. Guillon, par exemple, attire de nouveau l'attention sur les textes d'auteurs anciens relatifs aux travaux d'assèchement du lac Copaïs⁴. Il

1. J'ai examiné cette question *Ann. Inst. phil. et hist. or. et slaves*, t. IV, 1936 (*Mél. Fr. Cumont*), p. 24 et suiv.

2. *Delphes*, p. 215.

3. *Diod.*, XIX, 54, 1; cf. HOLLEAUX, *Études d'ép. et d'hist. gr.*, t. I, p. 15-18; BUSOLT², *Swoboda, Gr. Staatsk.*, t. II, p. 1431-1432. On relèvera encore le désaccord qui se manifeste en 227 entre Thèbes, d'une part, et les autres cités béotiennes, de l'autre, sur la politique à suivre envers la Macédoine.

4. *STRAB.*, IX, 2, 18, p. 407, principalement. Cf. GUILLON, p. 126, 175 et suiv. (app. sur

était devenu traditionnel d'attribuer la plus grande partie, sinon la totalité de ces travaux, dont les vestiges ne se laissent pas indubitablement interpréter, aux Préhellènes minyens. Au vrai, rien n'autorise cette attribution, simplement née de la tendance trop répandue à qualifier de préhistorique « tout ce qui apparaît d'abord comme grandiose et même quelque peu surhumain ». L'étude archéologique, encore très imprécise, ne s'inscrit jamais en faux contre les sources littéraires antiques et celles-ci ne parlent de ces travaux que pour les attribuer à Cratès de Chalcis, un ingénieur contemporain et sans doute aux ordres d'Alexandre, puisqu'il rendit compte au roi de son action que des troubles survenus en Béotie vinrent interrompre. Ces précisions trahissent, avec l'ampleur de vues grandiose d'un Alexandre, son désir d'assurer la prospérité de la Béotie après la destruction de Thèbes, en favorisant particulièrement la Béotie du Nord qui, avec sa ville principale Orchoménos, avait subi le plus lourdement le poids de la domination thébaine. Elles montrent aussi, après l'effort considérable des débuts qui postule une efficace collaboration des cités, leur désunion finale qui provoqua l'arrêt de l'entreprise. Ainsi, outre son intérêt pour l'histoire d'Alexandre dont l'œuvre économique demeure si mal connue que son étude déçoit les plus enthousiastes, l'incident est caractéristique de certaines données fondamentales de la vie béotienne.

Autre exemple, sur les détails duquel M. Feyel et P. Guillon se sont mis finalement d'accord¹ : l'histoire du sanctuaire d'Apollon Ptoios, situé sur le territoire de la petite ville d'Akraiphia, non loin de la rive sud-est du lac Copais. Avant 335, Thèbes domine Akraiphia, qui est privée de toute véritable autonomie. Elle exerce également un contrôle absolu sur le sanctuaire, peut-être au nom de la Confédération béotienne. En 335, la disparition de Thèbes libère Akraiphia et le culte d'Apollon Ptoios devient incontestablement, s'il ne l'était pas déjà, un culte fédéral. Mais la Confédération, réorganisée tout d'abord sans Thèbes et contre Thèbes, se montre beaucoup plus généreuse envers le dieu que ne l'avait été Thèbes. Le sanctuaire est aménagé, un temple construit. Une autre innovation est l'adoption d'un rite nouveau en ce lieu, l'offrande du trépied au nom de la Confédération. Les inscriptions gravées sur les trépieds² enseignent que l'of-

Les travaux d'assèchement du lac Copais dans l'Antiquité et Note sur l'histoire de l'appareil polygonal dans les constructions de la Béotie du Nord-Ouest. Sur Cratès, cf. H. BERVE, *Alexanderreich*, t. II, p. 227, n° 448.

1. FEYEL, *Contr. ép. béot.*, p. 133 et suiv. ; *Polybe*, p. 254-256 ; *R. É. G.*, 1943, p. 355 ; GUILLON, *J. d. Sav.*, 1943, p. 86-87 ; *Trépieds*, p. 73 et suiv., 116 et suiv. Le désaccord primitif, disparu par le ralliement de Feyel à l'interprétation de Guillon, portait sur les dates relatives de l'oracle de Trophonios et du décret amphictyonique, le premier texte étant gravé après le second sur la pierre trouvée au Ptoion (*J. G.*, t. VII, n° 4135-4136 = *Syll.*³, t. II, n° 635). — Dans l'exposé qui suit, je néglige sciemment les questions, intéressantes mais étrangères à mon propos actuel, de l'origine du culte d'Apollon sur le territoire d'Akraiphia et l'histoire du sanctuaire voisin consacré au seul héros Ptoios.

2. *J. G.*, t. VII, n° 2723 et 2724 a-d.

frande a été ordonnée par l'oracle du sanctuaire que consultait un *mantis* originaire de Thespies, doublé en une occasion d'un autre *mantis* originaire d'Orchoménos, donc par un ou deux personnages agissant pour la Confédération. Elles enseignent aussi que l'offrande a été réalisée par des magistrats fédéraux, les aphédiates, donc au nom de l'ensemble des Béotiens. Mieux encore : c'est également sur l'ordre de l'oracle d'Apollon Ptoios que le même rite est introduit et appliqué, des trépieds érigés par les mêmes magistrats dans d'autres sanctuaires béotiens¹.

Mais le culte d'Apollon Ptoios ne conserve pas plus d'un siècle environ ce caractère fédéral. Le *mantis* disparaît tout d'abord. Puis, vers 228/226 (si on souscrit à une argumentation de M. Feyel sur laquelle des réserves ont été présentées plus haut) ou un peu plus tard², la cité d'Akraiphia, invoquant une consultation d'un autre oracle béotien, celui de Trophonios à Lébadeia, obtient du conseil amphictyonique de Delphes la reconnaissance de son droit à administrer le sanctuaire conjointement avec la Confédération. En fait, c'est d'elle seule que tout dépend désormais et, notamment, les trépieds offerts au dieu le sont en son seul nom, par ses seuls magistrats municipaux³.

Au moins dans ses lignes générales, cette évolution se laisse, semble-t-il, assez aisément interpréter. D'une part, l'effort de la Confédération béotienne pour revivifier et entourer de quelque éclat un culte jusqu'alors très modeste se révèle intéressé autant que pieux, car l'oracle d'Apollon Ptoios, devenu oracle fédéral officiel, l'autorisait à pénétrer avec un rite unificateur dans les autres sanctuaires béotiens. D'autre part, puisque les ruines ni les inscriptions ne trahissent alors, de la part des autorités fédérales, aucun abandon grave et prolongé du sanctuaire dont Akraiphia aurait pu excoier pour évincer la Confédération, l'attitude de la ville est un trait du particularisme vigilant des cités béotiennes. Rien ne nous permet de savoir⁴ si, en consultant l'oracle de Trophonios, puis en remettant la décision à l'amphictyonie, elle tentait de satisfaire une aspiration depuis longtemps refoulée ou bien si, inquiète des progrès vers l'hégémonie que réalisaient Thèbes ou Orchoménos sous le couvert de missions fédérales, elle désirait y couper court par une heureuse contre-offensive. Rien ne permet d'avan- tage de comprendre⁵ comment et pourquoi la Confédération, que le décret

1. *I. G.*, t. VII, n° 3207 (Orchoménos), 1795 (Thespies), 1672-1674 (Platéas). Cf. GUILLON, p. 160 et suiv. ; FEYEL, *R. É. G.*, 1943, p. 362.

2. *Supra*, p. 301. Une observation de G. Daux a amené M. Feyel à descendre au besoin jusque vers 220 (*R. É. G.*, 1943, p. 355, n. 1). On était auparavant descendu jusque dans le premier quart du II^e siècle (FEYEL, *Contr. ép. béot.*, p. 142).

3. *I. G.*, t. VII, n° 4156-4157, et sans doute 4158 ; L. BIZARD, *B. C. H.*, t. XLIV, 1920, p. 245-246, n° 6 et 7. P. GUILLON (*Bases*, p. 53, App. I) publie deux textes inédits d'interprétation certaine pour l'un (base XXV), possible pour l'autre (base XXIII [et non XX]).

4. Hésitations entre les trois hypothèses chez GUILLON, *Trépieds*, p. 79 et 127-128. FEYEL, *R. É. G.*, 1943, p. 360, n. 1, invoque seulement la crainte des empiètements de Thèbes.

5. Personne n'a, me semble-t-il, posé la question jusqu'ici, évidemment parce qu'elle est

amphictyonique n'excluait nullement du sanctuaire, s'en laissa pratiquement exclure par la petite cité que le décret lui associait : une réponse à cette question — mais elle exigerait une fixation préalable de la chronologie — éclairerait probablement bien des choses. Un fait, du moins, est sûr et éloquent : Akraiphia a saisi avec empressement, sinon provoqué elle-même, puis elle a exploité avec succès une occasion d'écarter la mainmise fédérale sur un culte qu'elle considérait comme sien et de s'en réserver le contrôle.

L'étude des institutions béotiennes n'aboutit malheureusement pas à des résultats aussi caractéristiques et M. Feyel s'est peut-être un peu hâté d'expliquer, au moins partiellement, la décadence politique de la Béotie par une décentralisation excessive due à la déficience du sens collectif¹. En réalité, sur plusieurs des points qu'il a retenus, la comparaison avec des États fédéraux contemporains, dont le rôle international ne fut nullement paralysé par l'anarchie, lui eût évidemment montré l'insécurité de son raisonnement.

C'est ainsi que, dans la longue liste des magistrats municipaux élus à Thespies, la présence des chefs militaires commandant les différentes catégories de soldats que la cité peut lever, mercenaires ou citoyens mobilisables, lui paraît un indice révélateur d'inévitable faiblesse². D'une part, il s'agit de véritables officiers subalternes, puisque la liste mentionne jusqu'à quatre *ilarques* (chefs d'escadrons de cavalerie), quatre *archikynègoi* (chefs d'hommes entretenant des chiens pour la garde des remparts), un chef d'archers et un autre de frondeurs (corps auxiliaires peut-être formés de mercenaires, en tout cas de faible effectif) : leur élection « par leurs concitoyens, c'est-à-dire par les soldats placés directement sous leurs ordres », ne garantissait pas leur compétence et diminuait leur autorité. D'autre part, « bien que les Béotiens fussent destinés à ne jamais combattre ailleurs que dans l'armée fédérale, leur armée était organisée comme si les cités s'étaient proposé de faire la guerre séparément... Chacun des corps de cette armée se composait de petits détachements très inégaux entre eux ; il ne pouvait pas être homogène ». Enfin, « si la majorité, dans telle ou telle cité, était opposée à la politique du *koinon*, ne courait-on pas le risque de voir, sur les champs de bataille, les officiers de cette cité faire défection avec leur contingent ? »

encore insoluble, même en se satisfaisant de vraisemblances. On aurait pourtant pu concevoir, sur les offrandes, la mention conjointe de délégués fédéraux et municipaux, comme à Orchoménos (*I. G.*, t. VII, n° 3207, interprété de façon trop unilatérale par GUILLON, p. 127 et n. 3). Il est difficile de ne pas songer *a priori* à l'utilisation par Akraiphia d'une crise subie par la Confédération à l'occasion d'une guerre de la fin du III^e ou du début du II^e siècle. Mais la détermination des dates des trépieds d'Akraiphia, fondée sur les seuls caractères de l'écriture (BIZARD, *B. C. H.*, 1920, p. 246 ; GUILLON, p. 77 et n. 3), demeure beaucoup trop incertaine.

1. Approuvé par GUILLON, *J. d. Sav.*, 1943, p. 86, n. 1.

2. Cf. p. 200 et suiv. Les citations qui vont suivre sont empruntées à la p. 205.

Dans ce développement ingénieux, les données de fait ne sont pas toutes d'égale qualité. Tout d'abord, l'assimilation des électeurs avec les soldats placés directement sous les ordres des élus relève d'une dialectique plus spéculative que solide. Les petites unités thespiennes n'élisent pas séparément, à l'instar des compagnies de la garde nationale sous la monarchie de Juillet, les chefs qui les commandent. Ceux-ci sont désignés par l'ensemble des électeurs, qui ne se confond même nullement avec l'ensemble des soldats. Mercenaires et esclaves — ce que sont peut-être les *kynègoi* — en demeurent exclus. Exclus, aussi et surtout, les soldats-citoyens qui n'ont pas atteint l'âge minimum donnant légalement le droit de vote. Nous ignorons quel il était alors en Béotie. Mais il n'y aurait pas lieu d'être surpris s'il avait été fixé à trente ans. Il serait de toute façon exceptionnel qu'il coïncidât avec l'âge (vingt ans) où commençait le devoir militaire¹. En revanche, les vieillards votent, qui ne sont point soldats, et leur influence morale dépasse leur proportion numérique. Voilà, assurément, qui peut corriger certains inconvénients du système. On n'oubliera pas non plus que l'élection des chefs d'unité existait déjà, dans l'Athènes du IV^e siècle², pour les dix taxiarques de l'infanterie, les deux hipparques comme les dix phylarques de la cavalerie, les périoparques des troupes qui gardaient frontières et forteresses de l'Attique. Et, à y bien réfléchir, pourquoi, parfaitement conforme à la logique constitutionnelle, aurait-elle donné nécessairement ici comme là des résultats pires³, toutes choses égales d'ailleurs, que la désignation des officiers par le ou les chefs suprêmes de l'armée, c'est-à-dire par des magistrats politiques élus après une lutte plus ou moins ardente de programmes ou de personnes?

Ensuite, on ne doit pas s'exagérer la fragmentation pratique de l'armée fédérale. Dans la liste des unités thespiennes que celle des magistrats permet de dresser, combien d'unités factices, n'existant qu'en théorie ou dont le nom survit à une réforme, c'est-à-dire destinées uniquement à parer leurs chefs de titres honorifiques? Combien d'unités de parade ne se manifestant qu'aux défilés des jours de fête? Combien — puisque le soin principal de leur défense propre, notamment en cas de siège ou d'attaque par surprise, incombe naturellement aux cités elles-mêmes — d'unités telles que celles

1. Vingt ans pour le service militaire en Béotie : cf. FEYEL, *Polybe*, p. 189 et n. 1. Trente ans, ailleurs, pour l'exercice du droit de vote, cf. mes *Assemblées*, p. 43-45 et 139-141 ; P. ROUSSEL, *Étude sur le principe de l'ancienneté dans le monde hellénique du V^e siècle av. J.-C. à l'époque romaine* (dans *Mém. Ac. Inscr. et B.-L.*, t. XLIII, 2, 1942), p. 20 et suiv.

2. ARIST., *Ath. pol.*, 61, 3-5 : il est vrai que les taxiarques nomment eux-mêmes les lo-changes ; mais nous ignorons jusqu'à quel grade descendait l'élection dans le corps principal de l'infanterie à Thespies (FEYEL, p. 202). — Sur les périoparques athéniens, cf. BUSOL³-SWOBODA, *Gr. Staatsk.*, t. II, p. 1195, n. 3.

3. On sait comment, à Athènes au IV^e siècle, en régime de démocratie avancée, les stratèges eux-mêmes furent souvent élus bien davantage en raison de leurs qualités techniques que de leur opinion politique (cf., par exemple, ISOCA., *Sur la Paix*, 54-56). Le système électif ne vicie pas nécessairement tout ce à quoi il est appliqué.

de *kynègoi* servant seulement sur le territoire municipal¹? Enfin, sauf le cas exceptionnel de levée en masse, la composition de l'armée fédérale dépend des décisions des organismes fédéraux, elles-mêmes variables selon les besoins prévus, selon le théâtre et le caractère de la campagne qui s'ouvre. Et, sans doute, pour les corps fondamentaux, cavalerie et phalange, le souci d'une équitable répartition des charges impose, au moins le plus souvent, l'appel à toutes les cités. Mais, pour les troupes auxiliaires et spéciales, au reste souvent représentées par des mercenaires que le gouvernement central engage directement, ne peut-il s'accommoder d'un appel par roulement entre les cités? Simples hypothèses, assurément, mais toutes plausibles : elles interdisent de trop insister sur l'hétérogénéité de l'armée béotienne.

Pourtant l'objection la plus grave est autre. Faiblesse et force ne constituent pas des concepts absolus, mais relatifs. Pour qu'on pût admettre que leur organisation militaire, quelle qu'elle ait été dans son principe et dans ses détails, a contribué à affaiblir les Béotiens, il faudrait être sûr au préalable que des États similaires et contemporains, militairement non négligeables, en avaient adopté une autre. Or, ou bien cette preuve manque, ou bien une similitude indéniable s'observe. Ce n'est pas seulement en Béotie, en effet, mais dans tous les États fédéraux de cette époque, que « l'armée fédérale n'est que la somme des petites armées fournies par les différentes cités » et que « chaque contingent a sa propre organisation, ses propres officiers ». Seule, l'armée de l'État unitaire peut être assise sur une base différente ; mais où sont alors en Grèce les grands États unitaires républicains? Les *apotelèioi* des cités achaïennes², l'un pour les fantassins, l'autre pour les cavaliers, ne diffèrent pas essentiellement des officiers thespiens : impossible de ne pas faire plier l'idéal militaire abstrait devant le principe fondamental de l'organisation politique. Assurément, le système pouvait faciliter les défections, ou plutôt les abstentions lorsque l'ordre de mobilisation était lancé. Mais, du moment qu'on laissait subsister les cités avec leurs assemblées délibérantes et leurs magistrats élus particuliers sans y installer des représentants des autorités fédérales pourvus, afin d'assurer l'exécution des ordres de celles-ci, d'une force matérielle ou morale suffisante, de tels incidents demeuraient inévitables³. Le risque était donc identique dans tous

1. Bien que la tentation soit forte, je renonce à me servir ici de POL., IV, 60, 4-5 et 10 (cf. mes *Assemblées*, p. 166, n. 4), interprété trop largement par E. BIKERMAN, *Notes sur Polybe*, II, (*R. É. G.*, 1943), p. 290. Car il se peut que le remboursement des dépenses n'eût été prévu par la loi fédérale achaïenne que si le gouvernement central donnait au préalable son assentiment à l'engagement de mercenaires par la cité. Rien n'y indique non plus que, si la cité renonçait au remboursement, elle pût engager à sa guise des mercenaires : pourtant, cette solution est possible, et même probable.

2. Cf. mes *Assemblées*, p. 167, n. 4.

3. Ils sont à craindre même dans un État unitaire, si on y applique le recrutement régional. Or, la Macédoine l'applique à la plus belle époque, celle de Philippe et d'Alexandre. Admi-

les États fédéraux hellénistiques et il se trouve précisément que les seuls cas connus de refus du contingent et de la contribution financière à cause de reproches adressés au gouvernement central ou de dissentiments sur la politique à suivre proviennent de la Confédération achaienne¹, et non pas de la Confédération béotienne. A l'affaiblissement de cette dernière, on ne découvre donc en cet ordre d'idées aucune cause, même secondaire.

M. Feyel estime également² que « chaque cité avait le droit d'entretenir des relations directes avec les étrangers, et même avec les puissances étrangères ». Cela revenait à leur permettre de mener une politique extérieure indépendante, qui n'était pas nécessairement conforme à celle de la Confédération. « Il y avait donc là un germe de discorde et d'impuissance. » A vrai dire, il aperçoit cette fois l'objection possible, fondée sur l'existence, ailleurs, de pratiques similaires à celles qu'il relève dans ses sources. Mais il s'attache surtout à l'exemple fourni par le royaume séleucide, « où l'indépendance formelle des cités n'empêchait pas le roi d'exercer en fait son autorité ». Examiner de plus près ce qui se passait dans d'autres États fédéraux contemporains eût été sans doute plus expédient et plus instructif. Il y eût trouvé une situation exactement inverse, l'absence d'indépendance extérieure des cités ne les empêchant pas de mener pratiquement, en certains cas ou pour un certain ordre de questions, des relations directes avec l'étranger. Et je ne doute pas que, placé en face des deux interprétations possibles de l'état de choses qu'il apercevait en Béotie, il eût rejeté sans hésiter celle à laquelle il s'est rallié.

En effet, des recherches effectuées sur la compétence des autorités fédérales ou municipales, une doctrine s'est dès à présent dégagée³. Dictée par des textes formels relatifs à la Confédération achaienne⁴, s'harmonisant au mieux avec ce qu'on peut apercevoir d'autres Confédérations, elle s'accorde trop logiquement avec l'idée théorique de l'État fédéral⁵ pour que sa

nistrés, il est vrai, à part du royaume propre, les Thessaliens firent défection pendant la guerre lamiaque.

1. POL., IV, 60, 4 et suiv.; V, 30, 5; 91, 4. Il me paraît difficile qu'à l'automne 198 les contingents de Dymai, Mégalopolis et Argos aient participé à l'attaque de Corinthe (cf. mes *Premiers rapports*, p. 96 et 106, n. 6) : qu'ils n'aient pas été convoqués ou qu'ils n'aient pas répondu aux ordres fédéraux, le résultat était identique quant à la force de l'armée fédérale.

2. Polybe, p. 270-271.

3. Cf. M. HOLLEAUX, *Études d'ép. et d'hist. gr.*, t. I, p. 248; H. SWOBODA, *Studien zu den gr. Bünden*, III (*Klio*, 1912), p. 23-25; BUSOLT³-SWOBODA, *Gr. Staatsk.*, t. II, p. 1317 (généralités); 1521, 1531 (Aitolien); 1551-1552 (Achaïens); W. SCHWANN, *Real-Enc.*, t. IV A 1, col. 1187 (généralités); 1207-1208 (Aitolien); 1249 (Achaïens); mes *Assemblées*, p. 166, n. 3. Certaines phrases d'E. BIERMAN, *R. E. G.*, p. 290, devraient être plus nuancées; mais l'essentiel concorde.

4. Le plus net est POL., II, 48, 6-7 et 50, 2.

5. La variété est grande parmi les États fédéraux (cf. mes *Assemblées*, p. 175-176) et, par exemple, le royaume de Bavière conserva une représentation diplomatique distincte après 1871. Mais je n'entends parler que de la solution normalement adoptée dans un État de ce genre.

revision ne s'entoure pas d'exceptionnelles garanties. Elle admet que la politique extérieure est en principe réservée au seul pouvoir fédéral, mais que celui-ci peut autoriser les cités-membres à entrer directement en rapports avec l'étranger dans des circonstances particulières et pour une affaire déterminée. Cette règle juridique a subi, dans la pratique, plus d'une entorse. Mais principalement de deux sortes. Les unes, violentes, flagrantes, allant jusqu'à contrecarrer la politique de la Confédération, constituent des trahisons que le gouvernement fédéral blâme et, quand il en a la possibilité, châtie. Les autres demeurent anodines, et donc impunies, soit parce que l'initiative de la cité appuie la politique fédérale, soit parce qu'elles n'ont, en réalité, aucune portée diplomatique ni politique. C'est notamment le cas des gestes de pieuse courtoisie que finissent par représenter, à cette époque¹, l'envoi et l'acceptation d'ambassades religieuses ou bien l'annonce et la reconnaissance de fêtes, de privilèges à un sanctuaire, etc. On conçoit sans la moindre peine que le gouvernement fédéral ait alors tacitement laissé faire, afin de simplifier une procédure de pure forme². Ces deux catégories d'exceptions enlevées, il peut subsister un résidu, mais infime, et, pour chacun de ses éléments, il est facile de supposer que, seuls, un souci de brièveté ou un défaut d'information ont conduit nos sources à ne pas mentionner la préalable autorisation fédérale. Voilà aujourd'hui l'*opinio communis*.

Or, la Confédération béotienne ne procure certainement pas, à cet égard, une impression différente. Les exemples qu'invoque M. Feyel trouvent aisément une explication plausible parmi celles qui viennent d'être présentées. Les violations plus ou moins apparentes du principe général de l'exclusive compétence fédérale n'y sont ni plus nombreuses ni plus lourdes de sens juridique qu'ailleurs. Ni plus graves, assurément. Car, si un État fédéral fut lésé et menacé dans son existence même par les relations directes de ses cités avec des puissances étrangères, ce fut plus que tout autre la Confédération achaïenne, du fait du roi de Macédoine et des Romains, alliés ou, pour mieux dire, protecteurs trop puissants pour qu'on pût les rappeler au respect de la loi fédérale et châtier les cités de s'être adressées à eux³. Elle n'en est pas moins l'État sur les institutions et l'histoire duquel se fonde la doctrine généralement admise. Je concéderai que le hasard préside seul à la répartition de nos connaissances. Mais par quelles hypothèses arbi-

1. Cf. L. ROBERT, *R. É. A.*, 1936, p. 18-19; É. BIKERMAN, *ibid.*, 1938, p. 373 et suiv.

2. Le raisonnement de FEYEL, *Contr. ép. béot.*, p. 15, est beaucoup trop strict, d'après lequel, puisqu'on possède un décret d'acceptation de fête étrangère par la Confédération béotienne, tous les décrets béotiens de même nature sont, tant que la Confédération existe, nécessairement des décrets fédéraux. Il se peut que la décision appartienne, en l'espèce, à l'État solliciteur, non à l'État sollicité : si bien que les requêtes seraient adressées tantôt à la Confédération, tantôt à telle ou telle cité.

3. Pour Philippe V, POL., IV, 67, 8. Pour les Romains, BUSOLT³-SWOBODA, p. 1551, n. 3, et SCHWAB, *loc. cit.* (dont toutes les références ne sont pas aussi topiques); mes *Premiers rapports*, p. 330.

traies compléter notre documentation? Impossible, donc, de se dérober et de comparer la Confédération béotienne au royaume séleucide. La logique impose de lui prêter des institutions analogues, en l'espèce, à celles des autres États fédéraux hellénistiques. Mais il s'ensuit qu'aucune considération de cet ordre ne doit servir à expliquer sa décadence.

Pourtant, lorsqu'on poursuit l'enquête, certains organes des institutions fédérales, qui n'ont pas à cet égard suffisamment retenu l'attention de M. Feyel, apparaissent originaux en même temps que peu favorables à l'efficacité d'une action commune. Sans subtilité excessive, leur maintien ou leur adoption se justifient seulement par une défiance consciente à l'égard du pouvoir central et par la volonté de l'organiser de telle sorte qu'il fût peu enclin à empiéter sur la liberté des cités ou qu'au moins la résistance éventuelle de celles-ci bénéficiât de particulières facilités.

En premier lieu, les béotarques¹. Certainement, pendant toute la première moitié du III^e siècle, ils dirigent la politique fédérale et commandent l'armée. L'existence du stratège béotien n'est pas mentionnée antérieurement à 197 et M. Feyel, avec toutes les réserves nécessaires d'ailleurs, incline à dater tardivement la création de cette magistrature confiée à un seul homme. De toute façon, son apparition n'entraîne pas la suppression des béotarques. Ils subsistent au début du II^e siècle et ne se trouvent nullement réduits au rôle de figurants², bien que le stratège les surclasse : ils sont au moins en situation de surveiller celui-ci et de s'opposer aux projets dangereux. Or, ces béotarques forment un collège composé normalement de sept membres. S'ils sont élus par l'assemblée fédérale tout entière³, chacun d'eux est originaire d'une cité différente dont le choix obéit à des règles inconnues de nous, mais assurément destinées à maintenir un minimum d'égalité entre les cités. Dans ce système, l'influence des traditions historiques est évidente, car un collège de béotarques existait dès l'époque de la seconde guerre médique. Mais il avait subi, depuis le V^e siècle, plus d'une modification profonde, notamment quant à la répartition et au mode de désignation de ses membres⁴. Il eût été possible d'aller plus loin encore, dans l'intérêt du renforcement et de l'unité de l'action fédérale. Les Béotiens ne s'y sont pas hasardés. Ainsi, les réformes incomplètes qu'ils ont réalisées donnent plus

1. BUSOLT²-SWOBODA, p. 1436; FEYEL, *Polybe*, p. 197-198, 265-266.

2. Il n'est pas sans intérêt, à cet égard, de relever à la fois l'élection d'un Brachyllas comme béotarque en 197 et l'émotion provoquée par cette élection dans le parti adverse : POL., XVIII, 43, 3 et suiv.; LIV., XXXIII, 27, 8 et suiv.

3. BUSOLT²-SWOBODA, p. 1435, n. 5; FEYEL, p. 265-266, ajoute un argument qui consolide sérieusement cette opinion.

4. BUSOLT²-SWOBODA, p. 1418 et 1429. Au V^e siècle, l'élection appartient aux cités; le changement, évidemment capital, correspond à la réorganisation de l'État béotien après 378. De même, certaines cités avaient eu plus d'un béotarque : Thèbes, quatre aux V^e et IV^e siècles; Orchoménos et Thespies, deux au V^e; la réforme, qui révèle la défiance à l'égard des grandes cités, est rendue possible par les malheurs qui, au IV^e siècle, les atteignent successivement.

de relief à leur fidélité au double principe de la collégialité et du recrutement local des béotarques. Son explication la plus naturelle n'est-elle pas que ce principe leur paraissait une garantie contre des tentatives de centralisation abusive?

Ensuite, les aphédriates¹. Ces magistrats, dont le rôle exact, probablement religieux avant tout sinon exclusivement, échappe à toute précision, semblent être une création de la Confédération réorganisée après 335. Eux aussi sont normalement au nombre de sept et originaires de cités différentes, les unes représentées constamment, les autres seulement à tour de rôle. Le raisonnement que suggère le collège des béotarques s'applique naturellement à celui-ci. Mais il trouve un singulier renfort dans un détail dont M. Feyel a justement signalé l'intérêt : l'aphédriate de Thespies figure sur la liste des magistrats thespiens, ce qui implique son élection par les seuls citoyens de Thespies. Ainsi, chaque aphédriate est lié plus étroitement encore qu'un béotarque à la cité qu'il représente et dont les droits traditionnels et la personnalité possèdent en lui, par conséquent, un défenseur naturel.

C'est là (pourquoi le nier?) un assez maigre butin, et inégal à notre attente. L'insuffisance et le morcellement de nos connaissances en portent à coup sûr la responsabilité. Mais, bien plus encore, cette vérité éternelle que l'organisation théorique des institutions ne suffit nulle part à restituer la réalité politique. Elle fournit seulement un mécanisme, que les mœurs et les tendances individuelles et collectives parviennent toujours à assouplir s'il les gêne, animent librement et font jouer pratiquement de façon souvent inattendue. Des formules décentralisatrices ne mettent pas en péril un peuple qui connaît le prix et veut le maintien de son unité ; mais des institutions unitaires ne parviennent pas à conjurer la désunion lorsqu'elle s'est installée dans les âmes. Précisément, en Béotie, aux III^e et II^e siècles, les soupçons réciproques étaient trop profonds et anciens et les courants politiques hostiles, surexcités par les propagandes étrangères rivales², se sont à plusieurs reprises trop violemment heurtés pour que le système fédératif ait pu rendre au pays le rang et le rôle qu'il n'avait, d'ailleurs, tenus en Grèce que très éphémèrement, au IV^e siècle, par le seul génie d'un Épaminondas.

* * *

Enfin, le livre de M. Feyel introduit dans un autre domaine, celui de la vie économique et sociale, dont les difficultés propres ont également contribué à paralyser l'action extérieure des Béotiens.

1. Sur ces magistrats, cf. HOLLEAUX, *Dédicaces nouvelles de la Conf. béot.*, dans *B. C. H.*, 1889, p. 19 et suiv. ; BUSOLT-SWOBODA, p. 1432, n. 6 ; 1433, n. 4 ; 1437, n. 1 ; FEYEL, p. 265 et 267.

2. Notamment en 227 (POL., XX, 5, 5 et suiv.), en 197 (LIV., XXXIII, 1 ; POL., XVIII, 43 ; LIV., *ibid.*, 27, 5 et suiv.), en 171 (LIV., XLII, 43, 5 et suiv.).

Leur faiblesse militaire et politique avait frappé Polybe, qui nous en a laissé un tableau fort sombre¹, brossé à très grands traits puisqu'il prétend s'appliquer à une période d'un demi-siècle, émaillé néanmoins de quelques faits précis. Il lui attribuait deux causes. D'une part, la démagogie des principaux hommes d'État béotiens qui, à la dévotion et même à la solde des rois de Macédoine après 227, parviennent et se maintiennent aux affaires par des flatteries envers les basses classes sociales, en suspendant le cours régulier de la justice et en instituant des allocations pour les indigents. D'autre part, le désordre des mœurs, se traduisant dans les classes aisées par des excès de table et le gaspillage des biens patrimoniaux. Le résultat est la perte des qualités physiques et morales de la nation entière, qui pratique une veule neutralité ou prend parti à contretemps dans les grandes crises de l'hellénisme. Ainsi, une diatribe de Polybe, violente et méprisante. M. Feyel s'est attaché à la contrôler, faisant de ce contrôle l'un des buts de sa thèse. Car, en même temps qu'une contribution à l'histoire de la Grèce centrale, il a voulu fournir une contribution à la connaissance de Polybe et préciser les limites de la confiance qu'il mérite.

Voici ses conclusions quant à la décadence béotienne. Elle commence vers 220 seulement, et non pas dès 245 comme l'affirme Polybe. Au contraire, les années 245-220 représentent l'apogée de la Confédération qui réalise alors d'heureuses réformes et mène une politique extérieure active et profitable. Tout change à partir de 220, lorsque Philippe V succéda en Macédoine à Antigonos Doson. Par l'intermédiaire de certains dirigeants ou par des interventions directes, le nouveau roi pousse à la démagogie : c'est qu'il a formé « le projet machiavélique de ruiner par le dedans les forces de ses alliés pour les mettre un jour plus facilement sous sa coupe » ; « peut-être aussi le plaisir de faire du mal, de détruire l'ordre social chez ses voisins, n'était-il pas sans attrait pour cette âme compliquée et capable de cruauté² ». Ainsi, la décadence apparaît et se précipite, avec les manifestations que Polybe signale et que M. Feyel confirme, avec d'autres aussi qu'il aperçoit là où Polybe les a ignorées ou bien négligées. Il a, en effet, recherché partout des faits précis en même temps que symptomatiques d'une situation générale bonne ou mauvaise. Mais la sympathie qu'inspire cette volonté d'enquête approfondie en matière économique et sociale ne doit pas empêcher de se demander à quoi, pratiquement, il est parvenu.

A l'épineuse question des monnaies, il consacre quelques pages denses et intéressantes. On savait que la Béotie ne participait guère au commerce maritime de l'Égée ; elle n'a frappé qu'un très petit nombre de pièces égales en poids aux tétradrachmes attiques et macédoniens qui constituaient la pièce type des échanges dans cette région du monde hellénistique ; la rareté

1. XX, 4, 1-7, 2 ; il faut en rapprocher XXII, 4, 1-3. Le premier morceau est traduit par FEYEL au début de sa thèse, p. 14-18 ; un détail de sa traduction est contesté par DAUX, *R. É. G.*, 1943, p. 252-253.

2. Citations prises aux p. 299 et 300.

des trouvailles de pièces béotiennes hors de la Grèce continentale est extrême et il n'en figure même aucune dans un trésor découvert à Anthédon, le principal port béotien. Mais la Confédération a tenu ailleurs une place honorable. Vers le milieu du III^e siècle, elle a réformé son système monétaire, afin de faciliter les échanges entre le système éginétique auquel elle demeurait fidèle et le système attico-macédonien. Sa solution, originale, fut d'adopter comme unité légale et de frapper en séries abondantes une drachme éginétique de poids légèrement réduit pour la rendre équivalente aux $4/3$ d'une drachme attique, ce qui simplifiait les calculs grâce à la division de la drachme en 6 oboles. Or, l'examen des trésors monétaires révèle que ces pièces ont circulé pendant près d'un siècle en Grèce centrale et dans le Péloponnèse, territoires relevant des Confédérations aitolienne et achaienne qui usaient également du système éginétique. Ce fait désigne clairement les régions avec lesquelles le commerce béotien n'était pas frappé d'infériorité trop manifeste ; mais ce sont là des pays assez pauvres et il n'a pas dû pouvoir atteindre avec eux un grand développement.

Au demeurant, ni ses aptitudes naturelles ni ses traditions n'orientaient la Béotie vers l'activité commerciale ; tout la vouait à l'agriculture, qui doit donc éveiller surtout notre curiosité. M. Feyel utilise ici plusieurs inscriptions de Thespies. Toute une série d'entre elles montre, dans le troisième quart du III^e siècle environ, une classe rurale assez prospère, affirmant avec empressement des lots mis à la portée des paysans modestes par le morcellement systématique des propriétés des dieux ou de la cité. Au contraire, une inscription de la fin du siècle relate l'affermage en bloc, à un membre de la bourgeoisie municipale dirigeante, d'un grand domaine qui vient d'être acheté grâce à une donation des souverains égyptiens. Deux périodes et deux méthodes, conclut M. Feyel, qui eût pu, d'ailleurs, étoffer et nuancer davantage sa conclusion. En effet, si son interprétation générale était exacte, on ne se trouverait pas seulement en présence d'une crise économique dont les gros possédants tirent avantage aux dépens des classes moyennes. On saisirait également sur le vif un renversement des tendances de la classe dirigeante, aboutissant à un égoïsme pervers très voisin de celui qu'il croit découvrir chez Philippe V : entre 245 et 220, une politique sociale sympathique aux petites gens et s'efforçant de mettre à leur portée des moyens de vivre par leur libre labeur ; après 220, sous le couvert d'une démagogie démoralisante encourageant les pauvres à l'oisiveté, mainmise de la classe aisée sur l'exploitation des biens de la communauté. Resterait, il est vrai, à trouver la cause d'un tel revirement, ce qui serait probablement malaisé. Si l'avènement de Philippe V à la fin de 221 peut modifier les influences extérieures que subit la Béotie, il ne suffit certainement pas à expliquer l'évolution de la bourgeoisie thespienne abandonnant vers la même date une politique dévouée au bien général pour des pratiques machiavéliques qu'inspire un subtil égoïsme de classe.

Il y a là une difficulté qui, déjà, éveille la défiance. Mais, avant de s'éver-

tuer à rendre compte du contraste, il importe de s'assurer qu'il est solidement établi. Or, trop de données manquent dans ces textes thespiens, dont l'absence interdit de pousser bien loin la comparaison de part et d'autre d'une date au reste singulièrement incertaine. Il y a terre et terre, d'emplacement plus ou moins favorable, dont le travail et le bon rendement nécessitent une main-d'œuvre et des soins différents, avec ou sans bâtiments d'exploitation qui peuvent être eux-mêmes très variés¹. On ne pourrait compenser l'insuffisance de nos informations sur tous ces points que par une multiplicité de cas d'espèce d'où se dégagerait une moyenne. Mais l'inscription de la fin du III^e siècle, demeurant isolée, constitue un cas unique dont il est hardi de généraliser les enseignements, même pour Thespies, *a fortiori* pour la Béotie tout entière. Ces textes trop peu explicites et trop rares fournissent une base fragile à des conclusions de portée élargie.

Malheureusement, les raisonnements rigoureux et quelque peu schématiques auxquels procède M. Feyel appellent assez souvent des réserves analogues. — De la décadence après 220 de l'armée béotienne fortement améliorée en 245 par l'adoption de l'armement macédonien et l'organisation d'une phalange, il ne peut invoquer d'autre signe tangible que les économies réalisées par les cités sur les frais de gravure des listes annuelles de conscrits. Il ne peut également lui assigner d'autre processus que l'artifice, destiné à suspendre en fait le fonctionnement de la justice, des fréquentes convocations totales ou partielles de l'armée, dont la multiplication aurait conduit les citoyens à ne plus prendre au sérieux l'indispensable entraînement militaire. Mais une saine critique a d'autres exigences. — En matière de crédit, il est malaisé de tirer quoi que ce soit d'une comparaison entre des documents concernant Thèbes et Thespies en 229, dans une affaire qui touche à la politique internationale², et d'autres documents concernant des cités différentes à des dates très approximatives, dans des affaires purement municipales. — Si les Béotiens rénovent, développent, multiplient même les jeux organisés à l'occasion de leurs fêtes religieuses, l'amour des plaisirs auquel ils s'abandonnent n'a pu ni les corrompre ni les ruiner de façon dangereusement originale, puisqu'un courant identique se manifeste alors partout dans le monde grec. — Quant aux interventions du roi Philippe V dans la vie intérieure des cités béotiennes, l'unique fait allégué comme preuve manque aussi de force vraiment décisive³.

1. Une terre porte des arbres : *B. C. H.*, 1936, p. 178, l. 4 ; une location concerne un « jardin » : *ibid.*, p. 182, l. 10 et 22 ; certaines parcelles possèdent des « bâtiments » (*ibid.*, p. 179, l. 29 et 38 ; p. 180, l. 46) et le grand domaine également (*HOLLEAUX, Etudes*, t. I, p. 101, l. 11).

2. Ces deux cités semblent avoir réuni aisément l'argent qu'elles ont prêté à Athènes en 229 pour lui permettre d'acheter le départ d'une garnison macédonienne : *FEYEL, Contr. épigr. béot.*, p. 19-37. Mais, en cette circonstance, un effort exceptionnel est possible et même probable.

3. Même si l'inscription *I. G.*, t. VII, n° 2433, doit bien s'interpréter comme la liste qui termine l'inscription *Sylloge*², t. II, n° 543, ce qui est déjà discutable, le raisonnement de

Il s'ensuit que le contraste entre les années qui précèdent et celles qui suivent 220 demeure insuffisamment établi. Bien plutôt, les choses ne devaient pas aller très brillamment avant 220 et elles n'ont pas tourné brusquement à la catastrophe. Qu'il y ait eu, en quelques domaines, surtout dans le domaine militaire, un effort réformateur après 245, le fait semble évident. Mais on n'aperçoit pas qu'il ait eu, pratiquement, d'importants résultats. La situation empire peut-être, mais elle ne change pas du tout au tout à partir de 220. Si bien que la responsabilité de Philippe V n'apparaît, en bonne justice, ni exclusive ni même particulièrement lourde : rien ne prouve qu'elle ne se ramène pas simplement à avoir laissé ses partisans agir à leur guise.

Mais Polybe ? Il est constant qu'il a poussé au noir un tableau pour lequel la réalité lui fournissait des couleurs déjà sombres et qu'il n'a rien dit des tentatives de redressement. Aussi ne raiera-t-on aucune des critiques que lui adresse M. Feyel. Au contraire, on lui fera par surcroît le grave reproche d'avoir en ce passage réservé au moins tacitement à la Béotie le monopole de l'affaiblissement des mœurs privées. Ailleurs, et maintes fois, ce sont tous les Grecs qu'il accuse. Chacun connaît la page célèbre où il dénonce dans la Grèce entière la dénatalité consciente, née du désir de donner une éducation plus délicate à des enfants moins nombreux et de les laisser après soi dans une plus large aisance¹. J'y ajoute simplement, parmi tant d'autres affirmations péjoratives, celle qui dit d'un Romain qu'« il avait emprunté aux mœurs grecques ce qu'elles avaient de pire : car il aimait le plaisir et détestait l'effort² ». Pourquoi donc avoir brusquement manifesté tant de rigueur aux Béotiens ?

M. Feyel fournit une raison de cette partialité. Le nationalisme de l'Achaïen Polybe le pousse à dissimuler ou à déformer certains aspects de la vérité. Sa malveillance est « un écho fidèle des rancunes » provoquées par les Béotiens lorsqu'ils mirent à profit les embarras de la Confédération achaienne pour annexer Mégare en 224³. L'explication est certainement juste, même si on enlève à l'annexion de Mégare le caractère d'un chantage trop direct et éhonté à l'égard de voisins dans la gêne. Bien rares sont les peuples grecs que Polybe, ici ou là, ne saisisse l'occasion d'égratigner, sinon de vilipender. Il serait amusant et facile de montrer comment le cercle de ses éloges s'élargit ou s'étrécit selon que l'emporte en lui tel ou tel sentiment : Achaïen, et à une époque où la Confédération achaienne embrasse le Péloponnèse tout entier, il loue l'ensemble des Péloponnésiens ; mais, ailleurs, parce que sa ville natale est Mégalopolis en Arcadie, il critique durement d'autres Péloponnésiens et restreint l'éloge aux Arcadiens, quand

FEYEL, p. 298, est l'arbitraire même. — L'analyse psychologique des actes attribués à Philippe V, fournie par les citations données plus haut, est terriblement audacieuse.

1. XXXVI, 17, 5 et suiv.

2. XXXIX, 1, 10.

3. Polybe, p. 305. Cf. aussi p. 127 et suiv., à propos de Mégare.

ce n'est pas aux seuls Mégalo-politains¹. Des siècles d'histoire, long chapelet de querelles de frontière, de rivalités et de trahisons, ont multiplié les rancunes entre peuples également jaloux de leur indépendance et avides de domination. Il ne sait pas s'en libérer et ses jugements doivent donc être toujours suspects de sympathie ou d'antipathie préalables dictées par ses préjugés mégalo-politains, arcadiens ou achiens.

Mais il faut joindre à celui-ci un autre motif de suspicion, dont n'a rien dit M. Feyel : le conservatisme social.

Ce tableau de la Béotie contient, sur la politique sociale des magistrats béotiens de la fin du III^e et du début du II^e siècle, des faits matériels précis que rien ne permet de mettre en doute : la distribution, non pas constante, d'ailleurs, mais occasionnelle, aux indigents de secours pris sur les fonds publics et l'arrêt par des artifices variés du cours normal de la justice pendant vingt-cinq ans. Le premier fait est clair par lui-même²; quant au second, Polybe prend soin d'expliquer que la suspension des procès était un moyen d'empêcher la punition des délits et l'exécution des débiteurs défaillants. La Béotie souffre donc à cette époque d'une grave crise économique et sociale, dont il est bien connu que se trouvent également atteints alors de nombreux autres États grecs³. Les solutions qu'elle tente d'y appliquer ne sont même pas originales, au moins dans leur principe. La lenteur irritante des procès se retrouve souvent ailleurs. Si Rome, après ses victoires, ne s'était pas opposée au bouleversement social et si la pratique de l'appel à des juges étrangers⁴ indifférents aux querelles et à l'abri des représailles locales ne s'était pas répandue un peu partout, la paralysie de la justice eût inévitablement conduit à une abolition plus ou moins légale des dettes, accompagnée d'autres mesures révolutionnaires. Mais, en face d'un état de choses qui mettait en cause les fondements mêmes de la société, la plupart des individus et des États n'ont pas pu demeurer neutres, réserver leur jugement ou leur politique. Ils ont pris parti, avec plus ou moins de netteté ou de nuances, selon l'accord ou la contradiction

1. Par exemple, pour les Péloponnésiens, V, 106, 4; Arcadiens, IV, 20, 1 et suiv.; Mégalo-politains, II, 55, 8; 61, 2 et suiv.

2. La comparaison avec les *misthoi* athéniens (FEYEL, p. 280) n'est pas très juste, puisqu'il s'agit ici seulement des indigents.

3. Les renseignements et les travaux sont surtout nombreux sur Sparte. Exposés plus généraux par W. W. TARN, *The social question in the third century* (dans J. B. BURY, etc., *The Hellenistic age*, Cambridge, 1923) et *La civilisation hellénistique* (trad. fr., 1936), p. 117 et suiv. — L'interprétation uniquement politique d'A. PASSERINI, *Studi di storia ellenistico-romana*, VI, *I moti politico-sociali della Grecia e i Romani* (dans *Athenaeum*, t. XI, 1933, p. 309-335), est inacceptable : cf., sur le Spartiate Nabis (p. 315-318), mes *Premiers rapports*, p. 34 et suiv.; sur les dirigeants béotiens (p. 320-322), FEYEL, *Polybe*, p. 279-280.

4. Sur les juges étrangers, en attendant le livre d'ensemble de L. ROBERT, cf., par exemple, le chapitre de DAUX, *Delphes*, p. 473 et suiv., et celui de FEYEL, *Contr. épigr. béot.*, p. 38 et suiv.

des tendances auxquelles ils étaient sensibles en matière nationale et en matière sociale¹.

Or, chez Polybe, on ne discerne jamais trace, sur ce point, d'hésitation ni de repentir, car l'accord des deux tendances est parfait. Pour ce citoyen de Mégalopolis, ville fondée contre Sparte et sans cesse en conflit avec elle pour des contestations frontalières, pour cet Achaien de la classe dirigeante qui a dû défendre contre les rois spartiates Cléoménès et Nabis l'existence même de la Confédération, le principal péril national se confond avec le principal péril révolutionnaire : l'un et l'autre ont le même nom, celui de Sparte qui donne l'exemple de profondes réformes sociales et qui, pour réaliser ses ambitions territoriales, trouve fréquemment chez ses adversaires l'appui des mécontents². Condamner les discours et les actes qui menacent l'ordre social traditionnel, c'est servir la cause nationale achaienne. Aussi, en même temps que le patriote est porté à critiquer les Béotiens, le conservateur n'est-il pas mieux disposé envers une Béotie dont les gouvernants adoptent, afin de satisfaire aux plaintes des basses classes, des expédients qui lui répugnent. Impunité aux délinquants et aux débiteurs insolvables, allocations aux pauvres : ce sont, à son avis, des pratiques déplorables en elles-mêmes, des exemples pernicieux pour les États voisins exposés à la contagion, des symptômes d'anarchie et d'irréversible décadence. La suite du raisonnement se devine sans plus de peine. Pour que les « modérés », les « mieux pensants »³ s'abstiennent de réagir, il faut qu'eux-mêmes soient viciés. Par quoi, sinon par le goût des plaisirs qui les entraîne à des gaspillages scandaleux et énerve en eux tout ressort ? Dès lors, point n'est besoin de chercher davantage les causes de l'impuissance politique et militaire à laquelle est réduite la Confédération béotienne : abandonnée par la veulerie des « riches » à la démagogie qui, pour flatter les « mauvais », détruit toutes les forces de l'État, la voici réduite à l'inertie, privée de toute indépendance réelle, en un mot perdue sans recours. Tels sont visiblement les sentiments qui guident Polybe dans cette longue digression sur les affaires béotiennes.

1. J'ai, à cet égard, attiré l'attention sur des nuances indispensables : *Premiers rapports*, p. 135, n. 16.

2. Cf. mes *Premiers rapports*, p. 30 et suiv., et mes *Assemblées*, p. 56, n. 4 ; 335-336 ; 405. — Il est impossible de comprendre uniquement comme la lutte de deux impérialismes (J. V. A. FINE, *The background of the social war*, dans *Am. J. of Phil.*, t. LXI, 1940, p. 146-147) la guerre entre les Achaïens et Cléoménès : elle n'est que cela pour le roi spartiate, mais elle revêt aussi un autre aspect pour les dirigeants achaiens. — É. BIKERMAN (*R. É. G.*, 1943, p. 299-300) interprète trop étroitement POL., II, 49 : il pouvait être inopportun, et pour bien des motifs, d'invoquer le danger révolutionnaire ; quant à Kerkidas (U. VON WILAMOVITZ-MÖLLENDORF, *Sitz.-Ber. Berlin*, 1918, p. 1138 et suiv.), on n'oubliera pas qu'au plein de la crise il a commandé le contingent mégalopolitain à Sellasia (POL., II, 65, 3).

3. Ces mots, et ceux qui viendront un peu plus loin, sont utilisés par POLYBE : X, 26, 5, et XXII, 4, 3.

Un enseignement se dégage de ces remarques. Elles imposent de ne jamais oublier, en utilisant ce qui nous reste des *Histoires*, les déchirements sociaux dont souffre la Grèce hellénistique, la netteté du parti pris antirévolutionnaire de Polybe et, par conséquent, le préjugé conservateur s'ajoutant au préjugé nationaliste pour affecter l'interprétation donnée aux faits, l'enchaînement des causes et des effets, ainsi que les jugements portés sur les hommes. Précaution non seulement salubre, mais fructueuse. Car notre compréhension des faits et des hommes s'enrichit de tout ce que trahit sur leur véritable signification la déformation qu'ils ont subie et la partialité du jugement qui les condamne ou qui les loue.

Peut-être également cette analyse devrait-elle, en un autre sens, inciter à la prudence. Si les jugements de Polybe ont aujourd'hui un intérêt, c'est qu'en permettant de mieux connaître et lui-même et les passions de son temps et de sa classe, ils prennent eux aussi valeur de faits historiques. Rendus par un moderne, nul ne s'en soucierait, au moins dans le domaine de l'histoire. A quoi bon, donc, s'acharner à les rectifier, leur opposer d'autres jugements qu'on s'imagine de bonne foi plus équitables, *a priori* faussés, pourtant, par l'obscurité qui entoure tant d'événements et d'hommes? De plus, au nom de quels principes, établis par quelle autorité, décerner l'éloge ou le blâme à Philippe V de Macédoine comme à ses partisans béotiens? On voit quelles graves questions générales se trouvent ainsi évoquées : il faudra bien qu'un jour elles soient traitées dans leur ensemble, dans un large débat entre historiens de l'Antiquité et même entre historiens tout court.

André AYMARD,
Professeur à la Sorbonne.

P.-S. — La rédaction de ces pages, commencée depuis bien longtemps, avait été interrompue durablement dans l'attente de nouvelles sur le sort de Michel Feyel, qui, maître de conférences à la Faculté des lettres de Strasbourg, avait été déporté en Allemagne. En cette fin de 1945 où elle s'achève, Michel Feyel n'est pas revenu, n'a pas donné signe de vie et l'incertitude officielle ne laisse place à aucun espoir raisonnable de le revoir. A ce qu'il avait pu réaliser de son œuvre, l'ampleur même de l'examen qui précède rend un hommage mérité, dépouillé de cette banale complaisance qui eût fait horreur à la sincérité de son esprit critique. L'hommage s'impose, en outre, au caractère de l'homme ainsi qu'à la bravoure de l'officier qu'il fut en 1939/1940. Mais comment ne pas songer surtout ici, puisqu'il a disparu sans avoir achevé sa trente-quatrième année, aux magnifiques promesses d'avenir qu'il apportait à l'épigraphie et à l'histoire grecques, et qu'il ne pourra plus tenir? — A. A.

A QUOI SERT LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE?

Il y a une douzaine d'années, la Société de l'Histoire de France a célébré son centenaire. Elle a profité de l'occasion, comme il était naturel, pour attirer sur elle l'attention du public. Son œuvre a été magnifiée par la grande presse. Il y a eu des banquets, des discours... Et puis, alourdie par l'âge, elle a repris sa petite existence tranquille, invariablement rythmée par ses assemblées générales annuelles et la parution de quelques rares volumes¹.

Les immenses services qu'elle a rendus jadis à nos études ne sauraient être mis en question. Aucun historien du moyen âge ou des temps modernes qui ne lui doive beaucoup, et qui ne soit prêt à reconnaître tout ce qu'il lui doit. On ne peut cependant s'empêcher de constater que la qualité des textes mis par elle à la disposition des travailleurs a progressivement baissé, soit que le choix, à la longue, ait été plus limité, soit qu'il n'ait pas toujours été fait avec le même discernement. Depuis une vingtaine d'années, nombre de volumes sont sortis des presses, sous l'égide de la Société, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne méritaient assurément pas toute la peine et tout l'argent qu'ils ont dû coûter.

Nous n'avons pas l'intention d'en dresser ici le catalogue. Mais notre propos est de ceux qui ne sauraient se passer de justification. Mentionnons donc, tout d'abord, les *Grandes Chroniques de France*, dont l'édition, achevée depuis peu, ne compte pas moins de dix volumes. De très sérieuses réserves ont été faites, ici et là, touchant l'utilité de la publication. Ce n'est qu'une compilation de textes déjà connus, ont noté tous les critiques : ce qu'elle apporte de nouveau est insignifiant².

Combien discutable aussi l'impression des *Voyages en France de François de la Rochefoucauld (1781-1783)*. Né en 1765, l'auteur n'a pas plus de seize ans quand il part à la découverte de la France, sous la direction de son précepteur. Quelle valeur peuvent bien avoir les impressions de ce jeune homme ? Et comment les comparer à celles d'Arthur Young, l'agronome anglais qui, vers le même moment, parcourt notre pays ? Aussi bien, l'éditeur déploie-

1. De 1920 à 1940, la Société de l'Histoire de France a publié quarante volumes, soit en moyenne deux par an. Pendant les mêmes vingt années, la Commission des publications de la Faculté des lettres de Strasbourg en a publié cent trente-six, c'est-à-dire annuellement plus de six. Simple rapprochement, bien entendu, et dont nous ne prétendons pas tirer autrement argument.

2. Voir, en dernier lieu, M. HALPHEN, dans la *Revue historique*, t. CLXXXVII, 1939, p. 113. — On trouvera une réponse à ces diverses critiques dans le rapport pour 1938 du secrétaire permanent de la Société (*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1938, p. 88 et suiv.).

tail, à rectifier les erreurs de fait qui abondent, une érudition digne d'un meilleur objet.

Avec les *Commentaires des guerres en la Gaule Belgique*, de François de Rabutin, nous tombons incontestablement plus bas. On ne voit guère ce qui pourrait être dit en faveur de ce volume¹. Franchement, il se classe au-dessous du médiocre. D'abord, l'œuvre est en elle-même d'un intérêt extrêmement limité (j'en parle en connaissance de cause, pour l'avoir longuement pratiquée). Ce ne sont que dénombrements d'effectifs, itinéraires d'armées, récits de menues opérations. Et, d'autre part, on ne s'explique pas le choix de l'éditeur, visiblement inférieur à la tâche qu'il a assumée. Un énorme quiproquo l'a fait passer à côté de l'ouvrage qui lui aurait fourni sur les événements de 1552 autour de Metz la documentation la plus complète et la plus neuve. Sur ceux de 1554 aux frontières de Picardie et de Hainaut, il est aussi mal renseigné : il ne connaît pas les relations émanant de combattants du parti adverse, qui ont été publiées en Belgique²; aussi est-il hors d'état de porter la moindre appréciation sur l'exactitude ou la véracité de Rabutin. Enfin, l'annotation est, dans l'ensemble, d'une rare indigence : des points d'interrogation accompagnent trop souvent les noms propres qu'on n'a pas pu, ou su, identifier. Quant aux cartes annexées au volume, elles sont tout simplement d'un écolier, et qui n'aurait pas mérité le prix de dessin³.

Jamais encore la Société de l'Histoire de France n'avait eu la main aussi malheureuse. Et l'on invoquera peut-être à sa décharge l'accident, la malchance... Cependant, il n'y a pas non plus grand cas à faire de la *Correspondance du maréchal de Vivonne relative à l'expédition de Messine*, ni de la *Correspondance de l'amiral La Roncière le Noury avec sa femme et sa fille*. La personnalité des éditeurs, ici, n'est pas en cause. Mais les textes sont-ils vraiment de ceux dont il valait la peine de faciliter l'accès à un public étendu? Parmi tous les généraux de Louis XIV, Vivonne n'est assurément pas un des plus marquants. Et les opérations auxquelles il s'est trouvé mêlé n'ont qu'un caractère épisodique. A la place de cette correspondance d'un subordonné sans relief, combien eût mieux fait notre affaire la moindre partie de celle de Louvois, le ministre impérieux que nous déplorons toujours de ne pouvoir juger sur pièces. De l'amiral La Roncière le Noury, qui joua sous Napoléon III un rôle de second plan, ce sont des lettres intimes

1. Le tome I a seul paru jusqu'ici. Le tome II est annoncé depuis longtemps.

2. L. TONRS, *Campagnes de Charles-Quint et de Philippe II (1554-1557). Relations contemporaines traduites du flamand* (Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique, t. XXIV, 1868).

3. Contre pareils mécomptes la Société est en principe garantie par l'institution d'un « commissaire responsable », choisi parmi ses membres les plus compétents. Le commissaire responsable du Rabutin était le regretté Pierre DE VAÏSSIÈRE, spécialiste éprouvé du xvi^e siècle. Sans doute n'avait-il jeté qu'un coup d'œil distrait sur le manuscrit qui lui était communiqué.

qu'on nous donne. Impressions, descriptions, anecdotes, il est douteux que tous ces à-côté d'une campagne navale puissent être d'un profit sérieux pour l'histoire.

Bornons-nous à ces quelques exemples typiques. Et contentons-nous d'appeler l'attention sur deux autres publications : celle des *Mémoires d'émigration de l'abbé de Fabry*, œuvre purement biographique et anecdotique, et celle des *Papiers du comte de Modène*, agent du comte de Provence pendant l'émigration, ramassis de nouvelles, vraies ou fausses, venues des quatre coins de l'horizon, l'horizon borné d'un émigré. Sur l'intérêt de ce qu'on y trouve, chacun pourra aisément se faire une opinion.

Que dire, enfin, du périodique publié par la Société? Aux termes de ses statuts de 1834 (article 2), un *Bulletin* doit paraître annuellement, dans lequel « il sera rendu compte des travaux de la Société et des autres publications relatives à l'histoire de France ». Religieusement attachée à ses statuts, dont elle a longtemps reproduit le texte en tête de son *Bulletin*, la Société n'a cependant pas fait honneur à cette obligation. Dans le *Bulletin*, dénommé bizarrement jusqu'à 1942 *Annuaire-Bulletin*, le travailleur et le curieux d'histoire ne trouvent qu'une maigre provende. Chaque fascicule comprend les procès-verbaux du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, le discours du président en exercice, celui du secrétaire permanent, le rapport des censeurs sur la situation financière, le texte d'une « lecture » faite devant l'Assemblée générale, et enfin (dans une dernière partie, la plus courte) un article d'érudition qui constitue le seul apport effectif à l'histoire. De comptes-rendus bibliographiques, point.

Au surplus, tout ceci n'est qu'un aspect accessoire du procès que nous entendons faire à la Société de l'Histoire de France. Le principal grief qu'il convient d'articuler contre elle, c'est que, née sous la monarchie de Juillet, elle soit demeurée, au xx^e siècle, ce qu'elle était à ses débuts, de par la volonté expresse de ses fondateurs, une Société « littéraire ».

Tout se passe, à la Société de l'Histoire de France, comme si Guizot, Thiers et Mignet continuaient à régenter les études historiques. Le souvenir de ces ombres vénérables plane sur les assemblées générales, où le dernier carré des champions de l'histoire narrative semble tenir salon. La traditionnelle « lecture », toute semblable à un discours académique, n'est-elle pas un persistant hommage à leurs habitudes, à leurs goûts? Et, dans le choix des publications de la Société, la prédilection affirmée pour les chroniques, journaux et mémoires, pour tout ce que nous appelons aujourd'hui « sources narratives », n'est-elle pas l'affirmation d'un durable attachement à une forme d'histoire dont ils furent en leur temps les plus brillants représentants?

Entre le temps de Guizot, de Thiers et de Mignet et le nôtre, il existe cependant plus d'une différence. Si la Société de l'Histoire de France n'a pas changé, les sciences historiques, elles, ont évolué. Et, dans cette immo-

bilité, qui tend à un immobilisme de principe, les historiens d'aujourd'hui, ceux qui vivent avec leur temps, ne peuvent s'empêcher d'apercevoir une sorte de scandale. En vain dira-t-on que la Société de l'Histoire de France, association privée, n'a de comptes à rendre à personne. De ce qu'elle a obtenu la reconnaissance d'utilité publique — elle le fait sonner assez haut — de ce qu'elle ne peut guère œuvrer sans l'aide de subventions officielles, elle ne saurait se soustraire au contrôle de l'opinion. Nos jugements sur elle sont dictés par la seule considération de l'intérêt général. Nos critiques sont désintéressées. Nous voudrions seulement l'aider à réfléchir sur ce qu'elle est et sur ce qu'elle pourrait être.

Les études historiques en sont arrivées à un point où, si elles doivent progresser, ce ne pourra guère être — tous les esprits réfléchis seront sans doute d'accord sur ce point — que par le moyen du travail collectif. Il y a des années déjà que des périodiques, parmi les plus vivants de ceux qui sont consacrés à l'histoire — la *Revue de Synthèse*, les *Annales d'histoire économique et sociale* — en affirment et en démontrent la nécessité. Dans des secteurs tels que les institutions, ou la société, on risque fort de piétiner tant que n'auront pas été instituées et menées à bien les enquêtes indispensables. Or, ces enquêtes ne peuvent pas être confiées à des travailleurs isolés, si laborieux puissent-ils être. Conseillera-t-on à un jeune érudit de se consacrer à un sujet qui l'obligerait à aller quérir sa documentation à travers les archives de trente ou quarante départements? Même s'il en avait la volonté, où trouverait-il les moyens d'accomplir ce tour de France? Et, dans bien des cas, les aléas de la recherche n'entraîneraient-ils pas un énorme gaspillage et de temps et d'argent?

Les appels au travail collectif ne paraissent pas avoir été entendus jusqu'ici¹. Notre individualisme inné répugne à tout embrigadement, c'est entendu. Mais ne devrions-nous pas accuser aussi la carence de nos facultés d'organisation? Les sciences exactes, dans leurs laboratoires, savent, quand c'est nécessaire, grouper les efforts de recherche en vue d'un but commun. Pourquoi, nous, historiens, n'y réussirions-nous pas, nous aussi, si nous le voulions fortement? Et qui ne voit que c'est au sein des sociétés constituées que les groupements utiles pourraient le plus aisément être réalisés?

Certaines de ces sociétés, sans beaucoup se rapprocher du but, semblent du moins avoir conscience du rôle qu'il est en leur pouvoir de jouer. L'esprit d'entraide — rien de plus jusqu'à présent — les inspire. Il leur a suggéré d'heureuses initiatives. La *Société de l'histoire du protestantisme français*, presque centenaire, ne publie pas seulement une revue d'excellente tenue, où une place est faite aux questions et aux réponses que peuvent avoir à échanger les chercheurs. Elle met à leur disposition de riches sources

1. Ils ont été lancés surtout par M. Lucien FEBVRE, dans les deux périodiques plus haut cités. M. COORNAERT y faisait écho plus récemment dans son livre sur *Les corporations en France avant 1789*, 1941, p. 302-304.

de documentation, manuscrites et imprimées, dans sa bibliothèque de la rue des Saints-Pères. Plus jeune, plus active encore, la *Société d'histoire ecclésiastique de la France* montre le souci de diriger et d'unifier les efforts des travailleurs isolés. Dans sa revue, les meilleurs spécialistes indiquent à quelles conditions doit répondre une bonne monographie; ils en tracent le plan, ils en décrivent les sources; ils se font les éveilleurs et les guides de la recherche. Par ses tendances didactiques, par ses bibliographies critiques, par ses congrès, et — ajoutons-le sans vaine flatterie — par le dynamisme qu'a su lui imprimer son directeur-fondateur, la Société d'histoire ecclésiastique mérite, à l'heure actuelle, d'être proposée en exemple.

Combien peu nous donne, en regard, la Société de l'Histoire de France! On dirait que, très vieille dame, fidèle à ses atours Louis-Philippe, elle ne veuille rien tenter pour se dégager de son passé, et qu'elle mette une sorte de coquetterie à persister dans un mode d'existence notoirement désuet.

Entre travailleurs de nations et de langues différentes, le manque de coordination s'est aussi cruellement fait sentir. Du moins a-t-il trouvé quelques palliatifs. Le *Comité international des sciences historiques* a amorcé une œuvre qui, à la veille de la guerre, commençait à porter ses fruits. Si, pour tenter quelque chose d'analogue entre Français, il nous semble devoir faire appel à la Société de l'Histoire de France — une Société de l'Histoire de France entièrement rénovée, remise à neuf — c'est d'abord en raison du nom qu'elle porte; c'est aussi et surtout parce qu'elle disposerait, si elle le voulait, de la main-d'œuvre scientifique la plus apte à s'employer aux tâches qui s'imposent. Elle a ce privilège de compter dans ses rangs un grand nombre d'archivistes, formés aux strictes disciplines de l'École des chartes, travailleurs et chercheurs émérites, la fleur des érudits de France et de Navarre. Ils sont le plus souvent les animateurs des sociétés historiques locales. Que ne pourrait-on attendre d'eux si la possibilité leur était offerte de mettre leur activité et leur dévouement au service de l'histoire générale du pays! Il n'est pas difficile d'imaginer le type de questionnaires qui pourraient leur être soumis. Des rapporteurs, au centre, seraient chargés d'étudier les réponses, d'en coordonner les résultats, voire d'en extraire la substance. De quoi, semble-t-il, passionner des forces jeunes, des talents en quête d'emploi, à qui l'on continue à proposer des besognes anachroniques ou sans vraie utilité.

Les statuts de la Société ne prévoient rien de semblable? Ils sont périmés, il n'est que de les reviser. Son budget est trop étriqué? A qui fera-t-on croire qu'il ne puisse être congrument étoffé? Il n'y aurait de véritable obstacle que dans l'esprit d'incompréhension et de routine. Nous ne ferons pas aux dirigeants de la Société l'injure de les en croire prisonniers. Chacun d'eux pourrait alléguer plus d'un travail de qualité, qui l'en disculperait. Pourquoi faut-il que l'œuvre à laquelle ils président collectivement ne soit pas à la mesure de leur œuvre individuelle?

Déclarée « établissement d'utilité publique » par décret de 1851, la Société de l'Histoire de France, telle que nous la connaissons, serait-elle aujourd'hui encore jugée digne de la même faveur? On nous permettra d'en douter. Les hommes de la Quatrième République se font de l'utilité publique une autre idée que tel gouvernement du siècle dernier. Du moins sommes-nous enclin à nous le figurer.

Mais, au fait, demande-t-on à une association de ce genre de justifier périodiquement de son « utilité »? S'il n'en est rien, si ce brevet lui demeure acquis pour l'éternité, cessons de nous agiter. Il y a bien peu de chances pour que des suggestions du dehors, tendant à lui faire modifier les formes et les buts de son activité, soient par elle prises en considération. Rien de ce que nous pourrions dire ne la fera vraisemblablement dévier de la voie qu'elle a choisie une fois pour toutes. Indifférente au temps qui passe et aux besoins qui se renouvellent, elle restera longtemps encore, au milieu d'un monde où tout change, ce qu'elle est et qu'elle a toujours été.

Gaston ZELLER,
Professeur à la Sorbonne.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE D'ANGLETERRE

(MOYEN AGE)

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1940 A 1945

Pendant la longue nuit où l'occupation ennemie nous a privés de toute communication avec le monde extérieur, les historiens anglais ont vaillamment tenu le flambeau de la science et conservé le rythme presque normal de leurs publications. Le présent Bulletin fait état de cette riche moisson, devant laquelle nous ne pouvons nous empêcher de commettre des péchés d'envie.

Pourtant, cette belle activité ne doit pas nous faire illusion sur l'avenir immédiat des recherches désintéressées outre-Manche. Déjà d'impérieuses restrictions ont amenuisé le volume des revues savantes, ont limité à tel point le tirage des ouvrages d'érudition qu'il est pratiquement impossible de trouver en librairie des publications vieilles à peine de quelques mois¹. D'autre part, la fermeture et la dispersion des archives et collections de manuscrits, qui n'ont pas toutes encore regagné leurs dépôts à l'heure où nous écrivons ces lignes, ont interdit depuis six ans toute recherche nouvelle. L'absence des publications officielles, dans les célèbres séries du Record Office, est à elle seule un symptôme alarmant. Enfin, les membres de l'enseignement, presque tous employés dans les services de guerre, ont dû interrompre leurs travaux ; étudiants et étudiantes, touchés par la mobilisation, n'ont pu entreprendre d'études personnelles. Les ouvrages dont nous rendons compte représentent donc le résultat des recherches entreprises et menées à bien avant la guerre. Le rythme des publications va se ralentir au

1. Pour ces raisons, les éditeurs ont rarement pu répondre à nos demandes. Certains auteurs se sont ingeniés à faciliter notre tâche en nous communiquant eux-mêmes leurs ouvrages. Nous tenons à remercier tout particulièrement les professeurs Galbraith, Jacob et Postan, M. Richardson, Miss Cam, ainsi que les secrétaires de la Royal Historical Society, de la Pipe Roll Society, de la Selden Society, de la Dugdale Society et de la Lincoln Record Society, pour leur aide précieuse, sans laquelle ce Bulletin n'aurait pu être écrit. Grâce à eux, grâce à l'obligeance de certains éditeurs, nous avons pu consulter un peu plus de la moitié des ouvrages ayant paru pendant les six dernières années. Certains, et des plus importants, manquent malheureusement à l'appel. Nous les signalerons à leur place.

cours des prochaines années, et il est peu probable que le trouble économique favorise un nouveau départ des études médiévales.

I. INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — Peu avant la guerre, la Royal Historical Society, en plus de ses *Transactions* annuelles, de ses publications de textes dans les *Camden Series*, et de sa bibliographie, également annuelle, d'histoire britannique — arrêtée du fait des circonstances à l'année 1937 — a décidé la mise en chantier d'une nouvelle série de guides et manuels, de format commode, destinés à faciliter le travail des chercheurs et des érudits. L'un d'eux, paru en 1939, rassemblait les notions essentielles à la chronologie de l'histoire britannique¹. Il ne nous est pas parvenu. Mais une partie de cet ouvrage a été reprise par M. CHENEY dans son manuel de dates de l'histoire d'Angleterre². On n'y trouvera pas seulement, comme dans tous les guides de ce genre, et sous une forme exceptionnellement pratique, un calendrier romain, des tableaux des fêtes mobiles, des listes de fêtes de saints, spécialement établies pour l'étude des documents anglais, mais aussi les années du règne des souverains, si indispensables à connaître en un pays où, à partir du milieu du XII^e siècle, tous les actes officiels et quantité d'autres ne sont plus datés que du règne du roi, et surtout enfin un chapitre particulièrement neuf de « chronologie légale » ; on y définit, entre autres, la durée des sessions des tribunaux royaux, de l'Échiquier, de la procédure parlementaire, des cours ecclésiastiques. Tout cela est donné sous une forme volontairement condensée, sans s'étendre sur les difficultés non résolues ; une bibliographie choisie permettra, dans les cas douteux, de se reporter facilement aux ouvrages spécialisés, pour éclairer ou résoudre les problèmes.

Dans la même collection a paru un autre ouvrage, de caractère bibliographique, dont nous n'avons pu obtenir communication. M. N. R. KER³ y a dressé la liste de tous les manuscrits actuellement survivants et qui proviennent des grandes bibliothèques monastiques, épiscopales ou laïques, formées en Grande-Bretagne au cours du Moyen-Age. L'identification de ces reliques, d'après des catalogues anciens, d'après leurs cotes ou leurs vicissitudes ultérieures, est un travail de patience dont il est bon de faire profiter un public plus large que les bibliothécomanes. Il faut donc souhaiter que les exigences matérielles de l'heure n'amènent pas l'interruption de cette série de guides et manuels, où l'histoire médiévale est d'ores et déjà honorable-

1. *Handbook of British chronology*, publié par F. M. POWICKE, avec la collaboration de Charles JOHNSON et de W. J. HARTE. Londres, The Royal Historical Society, 1939, in-8° (Royal Historical Society Guides and Handbooks, n° 2). Prix : 7 s. 6 d.

2. C. R. CHENEY, *Handbook of dates for students of British history*. Londres, The Royal Historical Society, 1945, in-8°, xviii-164 p. (Royal Historical Society Guides and Handbooks, n° 4). Prix : 6 s.

3. N. R. KER, *Medieval Libraries of Great Britain. A list of surviving books*. Londres, The Royal Historical Society, 1941, in-8°, xxiii-169 p. (Royal Historical Society Guides and Handbooks, n° 3). Prix : 7 s. 6 d.

ment représentée, et où l'on annonce pour bientôt une bibliographie des cartulaires (quelque chose comme notre « Stein ») par M. Pantin, et les *Fasti ecclesiae anglicanae* pour la période 1066-1541, par M. Hamilton Thompson.

II. LES ANGLO-SAXONS. — La nouvelle « Oxford History of England », à part un volume de prolégomènes qui menait le récit jusqu'à l'invasion saxonne inclusivement, n'avait encore publié, lorsqu'éclata la guerre, que des volumes relatifs à l'époque moderne et contemporaine. L'apparition de la contribution de M. F. M. STENTON, à qui a été confié le tableau de l'Angleterre anglo-saxonne, est un événement auquel devrait être consacrée une place de choix dans le présent Bulletin¹. La personnalité de l'auteur, ses précédents travaux qui ont fait de lui le spécialiste le plus autorisé du haut Moyen-Age anglais, non moins que la difficulté du sujet qu'il est arrivé à condenser en moins de 750 pages, donnent à cet ouvrage une importance de premier ordre. On sait que l'histoire anglo-saxonne s'est trouvée singulièrement embrouillée, depuis une génération, par les travaux en profondeur et les querelles de détail, dont la haute technicité est rebutante aux non-initiés. Il était temps de faire le point, de tenter une synthèse, d'essayer d'y voir clair, non pas en écartant les difficultés, comme l'avait trop souvent fait l'ouvrage classique de M. HODGKIN (dont une deuxième édition a vu le jour en 1940²), mais en les intégrant dans un récit cohérent et synthétique. Le volume de M. Stenton est malheureusement épuisé depuis de longs mois, et par conséquent inaccessible. Nous espérons pouvoir en entretenir les lecteurs de la *Revue* lorsqu'il aura pu en être fait un nouveau tirage, éminemment souhaitable.

L'une des sources essentielles de l'histoire d'Angleterre, avant la conquête normande, est la fameuse *Chronique anglo-saxonne*, dont la composition, les éléments de datation et l'information elle-même soulèvent mille difficultés encore imparfaitement aplanies. Le meilleur et le plus ancien manuscrit, aujourd'hui conservé à Corpus Christi College, Cambridge, mais plus connu sous le nom d'un de ses anciens possesseurs, l'érudit Parker, méritait la magnifique reproduction en phototypie que, sous l'égide de l'« Early English Text Society », viennent d'offrir aux linguistes, aux paléographes et aux historiens MM. Robin FLOWER et Hugh SMITH³. Commencée sous la forme de brèves annales, dont les premières mentions remontent même, suivant une habitude si courante, au début de l'ère chrétienne, la chronique a été conti-

1. F. M. STENTON, *Anglo-Saxon England*. Oxford, Clarendon Press, 1943, in-8°, xi-748 p. (The Oxford History of England, publiée sous la direction de G. N. Clark, vol. II). Ce Bulletin était déjà imprimé lorsque nous avons reçu cet ouvrage, il sera l'objet d'un très prochain compte rendu.

2. H. R. HODGKIN, *History of the Anglo-Saxons*, 2^e édition corrigée. Londres, H. Milford, Oxford University Press, 1939, in-8°, 2 vol., xxvii-xii-748 p.

3. *The Parker Chronicle and Laws* (Corpus Christi College, Cambridge, MS. 173), publié par R. FLOWER et H. SMITH. Londres, H. Milord, Oxford University Press, 1941, in-fol., [x p.] et 112 planches en phototypie (Early English Text Society, Original Series, n° 208). Prix : 63 s.

nuée, par divers scribes saxons, jusqu'au lendemain de la conquête. Vient ensuite la collection des lois d'Aelfred et d'Ine. Un dernier scribe, écrivant celui-là en latin, a inséré, après la chronique, des actes de l'archevêque Lanfranc pour les années 1070-1076, et, après les lois, des listes épiscopales et des notes diverses. Cet ensemble compliqué, fait d'excroissances successives, méritait un long commentaire paléographique; bibliographique, chronologique et historique. Malheureusement, n'ayant pu en assembler tous les éléments avant la fermeture des bibliothèques consécutive à la guerre, les éditeurs se sont résignés à n'offrir au public que les planches, qui sont de toute beauté, espérant pouvoir compléter et publier leur préface en des temps meilleurs. Il faudra donc nous armer de patience avant que notre curiosité puisse se satisfaire pleinement. On aimera notamment connaître, pour les passages grattés ou obscurcis par des taches, le résultat des lectures obtenues grâce aux moyens scientifiques modernes.

MEMENTO. — F. M. STENTON, *The Historical bearing of Place-Name studies : Anglo-Saxon heathenism. The Danish settlement of Eastern England. The place of women in Anglo-Saxon society. The Scandinavian colonies in England and Normandy*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXIII (1941), p. 1-24 ; t. XXIV (1942), p. 1-24 ; t. XXV (1943), p. 1-13 ; t. XXVII (1945), p. 1-12. La toponymie n'étant plus, en Angleterre, l'apanage des philologues amateurs, on peut l'utiliser avec toute la prudence nécessaire à des fins historiques. La répartition des noms de lieux où se peut déceler un lieu de culte païen est signe d'occupation saxonne ancienne et prolongée ; ils sont denses surtout dans les Midlands du centre, dans l'ancien Wessex, dans les petits royaumes du sud-est ; les Scandinaves les ont oblitérés en Est-Anglie. La vitalité de ce paganisme explique les mécomptes de l'évangélisation d'Augustin dans le sud et le centre de l'île. — Non seulement les noms scandinaves sont denses en Est-Anglie, mais l'abondance des mots communs du vocabulaire agricole, imposé aux noms de champs et de terroirs (sans pouvoir faire disparaître entièrement la nomenclature saxonne), est preuve d'une véritable colonisation en profondeur, qui se circonscrit aux comtés d'York, de Northampton et d'Est-Anglie proprement dite. La plupart des envahisseurs venaient de la Scandinavie orientale. — Au contraire, en Normandie, on ne trouve qu'à peine les noms communs du paysage rural, les termes passe-partout de la formation toponymique. L'occupation fut individualiste, moins concentrée ; au lieu de former des colonies rurales conservatrices, les Normands restèrent isolés, avides d'aventure, et se fixèrent peu. — Ph. GRIERSON, *The relations between England and Flanders before the Norman Conquest*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXIII (1941), p. 71-112, examine à nouveau les rares indices qui nous soient restés sur les rapports entre la Flandre et l'Angleterre à l'époque carolingienne et jusqu'en 1066 : relations commerciales, qui, après la disparition de Quentovic (ruinée en 900 par le roi de Northumbrie Cnut?) et avant l'apparition de Bruges, auraient utilisé Wissant ; relations politiques à partir du mariage de Baudouin II avec la fille d'Aelfred le Grand ; relations spirituelles entre les monastères de Gand et les prélats saxons ; politique hésitante de la Flandre après 1035, dans la lutte qui mettait aux prises Danois, Anglais et Normands. — Margaret DEANESLEY, *Roman traditionalist*

influence among the Anglo-Saxons, dans l'*English Historical Review*, t. LVIII (1943), p. 129-147, essaie de prouver que le titre saxon « Bretwalda », signifiant « gouverneur de Bretagne », implique une survivance romaine ; que les bannières d'Edwin et de Deira, décrites par Bède, étaient copiées sur des étendards romains ; et que certains ornements des monnaies anglo-saxonnes dérivent aussi de la numismatique romaine : tous faits qui montreraient que, même après l'invasion saxonne, la tradition orale conservait de Rome un souvenir prestigieux. L'hypothèse est tentante, mais repose sur des bases bien fragiles. — Dans le domaine de l'historiographie, il faut citer Sir Ivor ATKINS, *The origin of the later part of the Saxon Chronicle known as D*, dans l'*English Historical Review*, t. LV (1940), p. 8-26, argumentant contre Plummer, qui croyait que cette compilation du XI^e siècle avait été perpétrée à Evesham, alors que Worcester lui paraît non seulement désigné par la tradition, mais prouvé par les faits. — De même, R. W. SOUTHERN, *The first Life of Edward the Confessor*, dans l'*English Historical Review*, t. LVIII (1943), p. 385-401, maintient, contre Marc Bloch, que le panégyrique de la maison de Godwin date bien de 1066 et non du début du XII^e siècle. L'auteur venait probablement des Pays-Bas et pourrait s'identifier à Goscelin de Saint-Bertin.

III. LES ANGLO-NORMANDS. — Il fallait tout le robuste optimisme de M. D. C. DOUGLAS pour mener à bien, en pleine guerre, la publication, préparée de longue date, d'un magnifique in-folio¹, dans une impeccable typographie, agrémenté de somptueuses phototypies, et possédant toutes les qualités de présentation que les grands érudits du XVIII^e siècle savaient donner à leurs œuvres monumentales. Le texte vénérable, objet de ces soins pieux, en valait la peine. Il s'agit d'un document composite, dont les divers éléments s'étagent de la fin du XI^e siècle à celle du XII^e, et auquel on donne traditionnellement le nom de *Domesday monachorum*. L'essentiel en est formé par l'inventaire des manoirs et possessions du monastère cathédral de Canterbury ; il présente de nombreuses analogies avec le *Domesday* royal pour le comté de Kent, et sa compilation lui est tout juste postérieure d'un an (1087).

De la savante introduction de M. Douglas, retenons les conclusions essentielles. S'élevant contre les vues récemment exprimées par M. GALBRAITH², lequel cherchait à placer, entre la grande enquête jurée de 1085 et la rédaction définitive du *Domesday Book*, une série d'étapes intermédiaires et tentait simultanément de restreindre considérablement l'objet même de l'enquête, M. Douglas affirme avec force la complexité de cette entreprise, unique dans l'histoire. Il concède à Maitland qu'elle eut un caractère fiscal, puisqu'elle voulait reconstituer la situation du temps du roi Édouard (T. R. E.), afin d'asseoir une nouvelle perception du danegeld sur des unités foncières plus ou

1. *The Domesday Monachorum of Christ Church, Canterbury*, publié par D. C. DOUGLAS. Londres, The Royal Historical Society, 1944, in-fol., iii-127 p. et 16 planches hors texte en phototypie.

2. V. H. GALBRAITH, *The making of Domesday Book*, dans l'*English Historical Review*, t. LVII (1942), p. 161-177.

moins fictives, telles que charruées, hides, sulungs. En même temps, elle répondait à un but féodal : connaître le nombre exact des actuels vassaux, leurs capacités militaires, l'étendue de leurs tenures, le nombre exact des chevaliers que les baronnies ecclésiastiques avaient casés sur leurs terres, tous faits qui expliquent que l'enquête ait été menée par sief et par manoir. Mais elle transcendait encore ces deux objets immédiats par la minutie de ses inventaires, l'énumération de toutes les ressources matérielles du pays. Enfin, elle fut préparée et profondément influencée par les nombreux procès qui s'étaient élevés, depuis 1066, entre les bénéficiaires de la conquête ; dans le Kent, les spoliations dont Eudes de Bayeux s'était rendu coupable envers Lanfranc et son église avaient été suivies du célèbre procès de Penneden Heath (1076-1077), puis d'efforts parfois infructueux pour en appliquer la sentence. Tout cela fournit aux enquêteurs du *Domesday Book* les premiers éléments de leur documentation et jusqu'au mécanisme de leur enquête jurée.

Le *Domesday monachorum* suggère encore à son éditeur d'autres enseignements dans le domaine de l'histoire sociale. La minutie avec laquelle le volume récapitule les fiefs de haubert dépendant de l'église de Canterbury, la liste des chevaliers fieffés qui s'y est ajoutée un peu plus tard (M. Douglas la situe entre 1093 et 1096) permettent de préciser les conditions dans lesquelles l'Angleterre se vit imposer une organisation féodale, et le personnel chevaleresque qui en fut le bénéficiaire. Beaucoup venaient de Haute-Normandie, des régions de Rouen ou d'Évreux ; mais un contingent important était originaire de la région de Caen, où Lanfranc avait été abbé, ou du Bessin, et c'est ici la clientèle laïque de l'évêque Eudes, qui fut, comme on le sait, créé comte de Kent par son royal demi-frère ; enfin, l'aristocratie saxonne, d'origine londonienne, y est aussi représentée, et s'intégra sans difficulté apparente dans le système militaire anglo-normand. Il n'est pas indifférent de rechercher les liens de famille et d'intérêts unissant toutes ces lignées, car, comme le dit en conclusion M. Douglas, la colonisation normande se fit par « des groupes alliés de grandes familles », cohésion qui leur permit de s'imposer et de survivre « en tant que minorité constructive dans un pays conquis ».

Spécialiste de l'histoire des origines urbaines, où il avait suivi rigide-ment les théories de Pirenne, M. Carl STEPHENSON a porté ses regards, depuis quelques années, sur le problème tout aussi épineux de la féodalité. De ses récentes publications en la matière, nous ne retiendrons que celles qui touchent exclusivement l'Angleterre¹. Son but est de fixer sa position dans un débat pourtant bien ancien et partiellement périmé : la féodalité a-t-elle été imposée du dehors par le conquérant normand, ou existait-elle déjà en

1. Carl STEPHENSON, *Feudalism and its antecedents in England*, dans l'*American Historical Review*, t. XLVIII (1943), p. 245-265 ; *Commendation and related problems in Domesday*, dans l'*English Historical Review*, t. LIX (1944), p. 289-310.

fait dans la société anglo-saxonne? Sa méthode d'investigation ne semble pas des plus heureuses. Il refait l'histoire de la querelle, confronte les opinions antérieures avant de prendre parti. C'est examiner le problème du dehors, en partant des théories passées et non des faits. Et l'on est tout de suite alarmé quand on voit que, dans un essai où, par la même méthode, il fixe ses idées sur l'origine de la féodalité continentale, il admet, avec certains juristes allemands de l'ancienne école, que la société carolingienne était essentiellement féodale depuis au moins Charles-Martel. Il y a beau temps pourtant que nos plus élémentaires manuels ont montré la différence entre la société vassalique des VIII^e et IX^e siècles et la féodalité, qui ne s'implante vraiment qu'au cours du X^e. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'enquête de M. Stephenson apporte peu de nouveautés. Ce n'est pas en deux pages que l'on peut définitivement décider si, avant 1066, dominait outre-Manche la grande ou la petite propriété, le paysan libre ou le servage. On lui saura gré, pourtant, d'avoir orienté son enquête, de-ci de-là, vers le problème social beaucoup plus que vers ses manifestations juridiques. En somme, il réduit la féodalité aux deux grands faits suivants : différenciation d'une aristocratie terrienne et d'une paysannerie placée économiquement dans une position dépendante, institution d'une hiérarchie des tenures indissolublement liée à l'organisation militaire, où la cavalerie lourde des fiefés joue le rôle primordial. La conclusion de ces laborieuses discussions est exactement celle que l'on attendait : la société anglo-saxonne, qui connaissait déjà l'aristocratie des *thegns*, un régime domanial ne laissant que peu de place au petit paysan libre, une certaine délégation des pouvoirs judiciaires analogue à l'immunité carolingienne, un système de commendation vassalique également d'inspiration carolingienne, et l'existence d'une lourde cavalerie, était mûre pour l'adoption d'une féodalité dont les marques distinctives lui ont été imposées du dehors. On ne peut nier ni la révolution sociale ni la révolution militaire accomplies par le Conquérant. Si nous avons bien résumé l'argumentation de M. Stephenson, nous le voyons en définitive plus acquiescer aux théories courantes qu'apporter sa contribution propre à la solution des problèmes dont il a retracé l'historique depuis un siècle. Sa mise au point, fort utile, eût gagné à se présenter sous une forme plus lucide et parfois plus courtoise.

MEMENTO. — F. M. STENTON, *English families and the Norman conquest*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXVI (1944), p. 1-12, explique la disparition des familles saxonnes non par une politique d'extermination, qui ne fut nullement celle du Conquérant, mais par les combats meurtriers de l'année 1066, contre les Normands et les Norvégiens, par l'exil volontaire d'un certain nombre de *thegns* en Danemark, en Écosse et jusqu'à la cour de Comnènes, par les sanglantes révoltes des deux décades suivantes, par l'animosité de l'aristocratie normande, enfin par la politique antisaxonne de Guillaume le Roux. La noblesse saxonne ne fut pas éliminée complètement : elle se fondit dans la race victorieuse et, dès le XII^e siècle, reprit sa marche ascendante. — Miss Naomi Hu-

NARD, *The jury of presentment and the Assize of Clarendon*, dans l'*English Historical Review*, t. LVI (1941), p. 374-410, démontre que l'introduction des grandes procédures criminelles par assises n'est pas une innovation brutale du premier souverain plantagenet : elle a eu des antécédents nombreux dans le siècle des rois anglo-normands avant de se cristalliser dans l'Assise de Clarendon.

IV. LE 1^{er} SIÈCLE PLANTAGENET. — Cette période n'a donné lieu, en Angleterre, à aucun ouvrage important depuis 1939, car c'est en France qu'a été publiée la grosse thèse de M^{lle} FOREVILLE, déjà connue des lecteurs de cette revue¹. On attend toujours de M. R. F. TREHARNE le second volume de son *Baronial Plan of Reform*, qui devrait conduire son récit du Dit d'Amiens au Statut de Marlborough. Pour nous faire patienter, l'auteur résume et réaffirme, parfois avec plus de vigueur que de force persuasive, les conclusions de son premier volume². En revanche, le rythme des publications de textes s'est à peine ralenti, et c'est souvent dans les savantes introductions de ces volumes documentaires qu'il faudra chercher les contributions les plus originales à la connaissance du XIII^e siècle anglais.

Malgré la fermeture du Public Record Office, la Pipe Roll Society a réalisé le tour de force de sortir quatre gros volumes. Ce sont d'abord, comme il convient, trois « Pipe Rolls » pour les années fiscales 1203-1206, transcrits et annotés par les soins diligents de Mrs Doris STENTON, passée maître en cet art, et d'un nouveau venu, M. Sidney SMITH. Ces comptes financiers se rapportent aux années décisives où s'achève l'écroulement de l'empire angevin et où le roi Jean, moins apathique qu'on ne l'a prétendu, cherche désespérément à réchauffer le zèle de ses barons pour des expéditions vengeresses sur le continent.

En 1204³, le roi parcourt en tous sens son royaume. La Normandie achève de se perdre, et déjà les barons normands qui ont opté pour le roi de France se voient passibles de lourdes amendes. On impose un nouvel écuage, pour une expédition qui ne part pas ; on taille à nouveau, et lourdement, certains comtés ; on lève avec zèle un quinzième préalablement décrété sur les habitants des ports du royaume (après Londres, les ports du Wash et de la côte orientale, riches d'un actif commerce avec la Norvège, en supportent le poids principal) ; pourtant, on ne voit guère trace des subsides sur les biens meubles que, suivant les chroniqueurs, les conseillers de Jean auraient extorqués du clergé et des laïcs. Les besoins accrus du roi l'incitent à multiplier les amendes et ventes de privilèges ; il fait argent de tout. Les plus intéressantes

1. Raymonde FOREVILLE, *L'Église et la royauté en Angleterre sous Henri II Plantagenet (1154-1189)*. Paris, Bloud et Gay, 1943, in-8°, xxxv-611 p. et une carte hors texte.

2. R. F. TREHARNE, *The significance of the Baronial Reform Movement, 1258-1267*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXV (1942), p. 35-72.

3. *The Great Roll of the Pipe for the sixth year of the reign of King John, Michaelmas 1204...*, publié par Doris M. STENTON. Londres, J. W. Ruddock, 1940, in-8°, XLIX-366 p. (Publications of the Pipe Roll Society, vol. LVI ; nouvelle série, vol. XVIII).

innovations sont celles qui consistent à vendre aux plaideurs des brefs leur permettant de transporter leurs procès à la cour du roi ; ils y gagnaient l'assurance d'une justice plus impartiale ; Jean soustrayait aux tribunaux baronniaux un nombre croissant d'affaires ; et, de ce fait, la procédure évoluait rapidement vers l'extension des jurys au détriment du duel judiciaire. Contrairement à ce qu'affirment les commentateurs de la Grande Charte, l'évolution, désagréable pour les barons, était fort populaire, et ne peut être attribuée à l'arbitraire royal. En face de ces ressources accrues s'enslent les dépenses inconsidérées, réparations et embellissements de manoirs et châteaux, achat de bijoux, dons et aumônes distribués à tort et à travers. Il fallait donc une administration plus rigoureuse, où grandit le rôle de la Chambre et d'où émerge un nouveau favori, le Poitevin Pierre des Roches.

Le rôle de 1205¹, comme d'ailleurs les précédents, ne doit-il pas amener une révision des idées reçues sur l'inefficacité, l'arbitraire et la fantaisie de l'administration royale au temps de ce souverain si universellement décrié que fut Jean sans Terre ? M. Sidney SMITH note les réformes administratives de cette année fertile en événements, et d'abord une grande refonte monétaire, rapidement poursuivie, malgré sa complexité, ayant pour objet de décrier les espèces affaiblies pour leur substituer une monnaie de bon aloi. Au lieu d'être affermé pour tout le royaume, le change fut réparti entre une dizaine de fermiers, et de nouveaux ateliers monétaires furent créés. Des fonctionnaires zélés et actifs faisaient sentir partout l'autorité de leur maître, et le commerce en recevait une impulsion accrue. Rien de tout cela ne laissait présager des troubles imminents. Pourtant la grande affaire de l'année fut la préparation d'une formidable expédition royale, destinée à reconquérir la Normandie, mais qui ne put quitter Portsmouth, les barons, au dernier moment, ayant refusé de s'embarquer ; d'autres corps de secours, concentrés à Dartmouth, et dirigés tant par Geoffroy le Bâtard que par Henri de Winchester, purent gagner le Poitou. Le rôle donne une idée de l'ampleur des préparatifs. Malgré toutes ses lacunes, il énumère plus de 2.200 livres sterling de dépenses pour la flotte royale, plus de 1.000 pour les corps secondaires, et 800 pour la levée d'archers ; en tout, plus du cinquième des revenus royaux qui, malgré la levée d'un nouvel écuage et l'imposition aux sheriffs d'un *proficuum* sur les bénéfices de leur ferme, montaient tout juste à 20.000 livres. Or, le roi ne diminuait en rien son train de vie — sa générosité semble grandir pour sa femme, Isabelle d'Angoulême — et il n'abandonnait pas ses projets militaires, malgré ce tragique et dispendieux fiasco. Par là, il courait à la ruine.

Les embarras financiers s'étaient au grand jour dans le rôle de 1206²,

1. *The Great Roll of the Pipe for the seventh year of the reign of King John*, Michaelmas 1205..., publié par Sidney SMITH. Londres, J. W. Ruddock, 1941, in-8°, xli-383 p. (Publications of the Pipe Roll Society, vol. LVII ; nouvelle série, vol. XIX).

2. *The Great Roll of the Pipe for the eighth year of the reign of King John*, Michaelmas

d'autant que, décidé à sauver au moins l'héritage maternel, Jean parvint, cette année-là, à conduire lui-même en Poitou une expédition qui obtint, sur le plan militaire, d'appréciables résultats. Cette fois les chevaliers vinrent nombreux, surtout du sud-ouest et, fait surprenant, de ce nord qui devait ultérieurement combattre si furieusement le roi. Cela démontre que l'opposition, l'année précédente, venait moins des rangs de la classe chevaleresque que de quelques barons puissants. A nouveau, la concentration de la flotte, l'amas d'approvisionnements, la solde des archers, engloutissent des sommes importantes. Pour faire face à ces dépenses, un nouvel écuage — le septième du règne — fut imposé aux tenures militaires. Mais, levé sur les seuls tenanciers qui n'avaient pas accompagné le roi, il rapporta peu. Pour atteindre les autres sources de richesse, cinq grandes tournées de juges itinérants, couvrant la presque totalité du royaume, levèrent de nouvelles tailles et firent pleuvoir les amerciements, surtout sur la classe marchande. Ces expériences fiscales, jointes aux premières escarmouches de la grande querelle avec la papauté, devaient être la source principale des difficultés à venir. Ces quelques traits suffisent à montrer tout ce que l'histoire politique du royaume angevin peut tirer d'une analyse minutieuse de ces rôles financiers, en apparence si monotones; ils justifient pleinement l'entreprise patiemment menée, avec des moyens limités, par la Pipe Roll Society.

A vrai dire, pour l'époque qu'elle atteint maintenant, les rôles de la Pipe n'ont plus l'importance qu'ils avaient pour les périodes antérieures de la monarchie angevine; car ils ne représentent plus l'unique collection subsistante d'enrôlements faits par les administrations publiques. Mais, auprès de ces rôles massifs, presque toujours conservés en bon état et parfois même en deux séries parallèles, ce sont de bien pauvres épaves que présente le dernier volume de la collection¹: le plus ancien des *Memoranda Rolls* (1199-1200), des fragments bien imparfaits d'un *Originalia Roll* (1195-1196) et d'un rôle de *Liberate* (1200-1201), et une membrane égarée d'un rôle normand (1203) n'occupent pas, en tout, plus de cent pages imprimées. A ces débris vénérables, M. H. G. RICHARDSON a ajouté une longue préface qui, malgré sa haute technicité et son raisonnement parfois un peu touffu, restera pour longtemps le meilleur exposé de l'origine et du développement des principales séries de rôles émanant soit de la Chancellerie, soit de l'Échiquier. On a déjà signalé combien l'avènement de Jean marquait une date importante pour l'archivistique anglaise. S'il a existé, avant lui, des séries de rôles de

1206..., publié par Doris M. STENTON. Londres, J. W. Ruddock, 1942, in-8°, xxvii-340 p. (Publications of the Pipe Roll Society, vol. LVIII; nouvelle série, vol. XXI).

1. *The Memoranda Roll for the Michaelmas term of the first year of the reign of King John (1199-1200), together with fragments of the Originalia Roll of the seventh year of King Richard I (1195-1196), the Liberate Roll of the second year of King John (1200-1201) and the Norman Roll of the fifth year of King John (1203)*, avec une introduction par H. G. RICHARDSON. Londres, J. W. Ruddock, 1943, in-8°, xcvi-136 p. (Publications of the Pipe Roll Society, vol. LIX; nouvelle série, vol. XX).

chancellerie aujourd'hui perdus, du moins est-ce de son règne que commence l'enrôlement systématique et ordonné de quantité d'actes. La complexité de l'administration angevine, son abondante paperasserie ont fait l'admiration des historiens modernes ; elles sont, en fait, la conséquence d'une nécessité impérieuse. Avec des souverains presque constamment absents de leur royaume, le gouvernement tombait aux mains de vice-rois ou justiciers, qui dirigeaient les services par le truchement de l'Échiquier, à la fois cour de justice et centre des finances. Entre les deux Échiquiers fixes de Westminster et de Rouen, et une cour toujours ambulante, il était nécessaire de mener une abondante correspondance ; la Chancellerie y pourvoyait, divisée en deux sections, dont l'une suivait le roi et l'autre le justicier.

Elle enregistrait d'abord pour elle-même les promesses de paiement faites au roi : ce sont les *Rotuli de oblatiis et finibus*, plus tard appelés *Fine Rolls*, qui ont sans doute existé depuis 1175. Des extraits en étaient périodiquement envoyés à l'Échiquier, lequel, par ces *Originalia Rolls*, pouvait connaître les recouvrements à effectuer. A partir de 1199, au lieu que chaque autorité (juges, justicier, chancellerie) transmettait séparément ses listes, elles furent toutes concentrées et enrôlées à la Chancellerie avant d'être expédiées à l'Échiquier. Inversement, il fallait aussi, dans un dessein d'administration financière, enrôler les lettres de dons de terres ou d'argent faits par le roi ; deux séries en étaient composées, l'une en Angleterre (rôles clos), l'autre en Normandie (rôles normands). Bientôt, on crut expédient d'y enregistrer quantité d'autres actes, utiles non aux comptes, mais à la bonne marche de l'administration intérieure ; ces derniers venus devinrent si abondants qu'en 1226 on dut séparer les rôles clos proprement dits des ordonnancements de paiement, qui formèrent la série parallèle des rôles de *Liberate*. Quand l'application de ces actes ne soulevait pas de difficulté, on retrouve trace des paiements effectués ou reçus dans les rôles de la Pipe. S'il y avait doute, l'Échiquier en prenait note dans les *Memoranda Rolls*, dont le plus ancien subsistant est l'objet principal de la présente publication.

Ce sont sans doute aussi des raisons d'ordre fiscal, mais particulières à la Chancellerie, qui sont à l'origine des *Charter Rolls*, enrôlements de privilèges et de diplômes concédés par le roi ; il s'agissait de pouvoir retrouver les actes pour lesquels le Chancelier et son personnel touchaient des indemnités importantes, rigoureusement fixées par ordonnance en juin 1199. Et, comme on ne pouvait, sous peine de les alourdir, y enregistrer aussi toutes les lettres de chancellerie dont les droits étaient moindres, on dut se résigner, en 1202, à ouvrir une nouvelle série de rôles patents. Il y manquait encore, et il y manquera toujours, bon nombre d'actes qu'on ne jugea jamais utile de conserver, notamment les innombrables brefs judiciaires, vendus aux impétrants à raison de six pence pièce ; leur caractère routinier, la modicité de leur prix firent qu'on négligea de les enrôler. Mais ainsi étaient apparues, par étapes, ces séries complexes de rôles de la Chancellerie ou de l'Échiquier,

où l'historien anglais a l'insigne bonheur de pouvoir suivre pas à pas, de l'un à l'autre, la marche d'une affaire, les étapes d'un paiement ou le sort d'une grâce. Encore convient-il de noter qu'aucune de ces séries n'avait primitivement la valeur probante d'un enregistrement, au sens moderne du mot ; elles formaient les archives royales utiles à la bonne marche de l'administration, non pas des archives publiques dont les textes pourraient être invoqués en cas de contestation judiciaire. C'est très tardivement, et toujours incomplètement, que se fit sentir ce nouveau besoin, d'où compilation de nouveaux rôles, entre autres ceux des *Cartae antiquae*, dont M. Landon a naguère publié les plus anciens. Ce n'est pas là l'œuvre de la Chancellerie, mais de l'Échiquier, qui resta pendant tout le Moyen-Age le gardien du Trésor des Chartres royales.

Complétant donc la série de rôles de la Pipe, la publication à laquelle a contribué M. Richardson apporte une masse de renseignements de première main sur l'administration royale à l'époque de Jean sans Terre et permettra de mieux comprendre l'évolution de l'organisme au cours du XIII^e siècle. D'ores et déjà, la personnalité du roi et surtout celle de ses officiers en sortent mieux connues.

Avec la Selden Society, nous passons des documents financiers aux archives judiciaires. M. C. T. FLOWER, qui, depuis plus de trente ans, a dirigé au Public Record Office la publication des rôles anciens de la *Curia Regis* — dont le huitième volume, paru récemment, aborde seulement le règne d'Henri III — a utilisé ses loisirs forcés à la rédaction d'un savant commentaire de ces admirables séries¹. La période choisie, qui va de l'avènement de Jean (1199) à la fin de la minorité d'Henri (1230), marque un tournant décisif dans l'organisation judiciaire de la cour du roi comme dans l'histoire du droit commun et de la procédure. On y suit, dans un détail souvent confus, la différenciation progressive des plaids du roi et de ceux du Banc (commun), ces derniers étant seuls en existence quand le souverain se trouvait absent du royaume ou mineur, les autres reprenant la vie pendant les séjours insulaires de Jean ou durant l'Interdit. Mais la *magna curia* ne sera vraiment bicéphale qu'après 1234, et encore convient-il de noter qu'il est difficile, pour le reste du règne d'Henri III, de séparer les rôles ou fragments de rôles qui viennent de l'un ou de l'autre banc. Ce qui est beaucoup plus net, entre les deux dates extrêmes choisies par M. Flower, c'est d'abord l'immixtion de plus en plus grande des cours royales dans les affaires pouvant relever des juridictions seigneuriales ou des tribunaux ecclésiastiques ; les premières étaient fort mal organisées et rendaient une justice boiteuse que les justiciables eux-mêmes étaient heureux de voir corrigée à un échelon supérieur ; les secondes eurent leur compétence fort diminuée, tant en matière de serment et de mariage, que dans les affaires de patronage. En second

1. C. T. FLOWER, *Introduction to the Curia Regis Rolls, 1199-1230*. Londres, Bernard Quaritch, 1944, in-4°, x-574 p. (Publications of the Selden Society, vol. LXII).

lieu, la procédure féodale du duel judiciaire et la preuve plus ancienne par conjureurs (*compurgatio*) cèdent rapidement le pas aux jurys : d'abord à ceux de la « grande assise », réclamés par les défenseurs, et de procédure lente et compliquée, puis surtout aux jurys locaux d'enquête, réunis par le sheriff et permettant des verdicts rapides et équitables. Simultanément, enfin, les différentes assises possessoires (mort d'ancestor, novel disseisin, darrein presentment) perdent de leur importance relative, au profit des actions de douaire ou de covenant — c'est-à-dire sur production de chartes ou d'accords. — Ainsi apparaît la technique judiciaire au moment où Bracton commence à méditer sur ses mérites et à en préparer la systématisation.

Dans l'ouvrage de M. Flower, les intentions valent mieux que l'exécution. Les volumes et les rôles, qu'il connaît à merveille, ont été mis en fiches, tous les procès étiquetés, traduits, puis répartis dans les divers chapitres de ses trois sections (la cour et les autres juridictions royales, locales et privées ; les procès portés devant la cour ; la procédure). Les traductions ou analyses, souvent pittoresques, sont mises bout à bout ; l'œuvre de synthèse ou de commentaire se borne à de brefs « chapeaux » en tête de chaque chapitre, à quelques phrases de transition çà et là, et à une conclusion de quinze lignes à la p. 498. Le lecteur perd vite pied dans cette collection d'exemples présentés avec science et non sans humour, mais où il eût désiré un guide moins timide. Une introduction et un chapitre final n'étaient pas de trop pour ramasser les enseignements éparpillés dans une masse d'anecdotes et de détails techniques. En s'effaçant continuellement devant ses textes, M. Flower n'a pas facilité la tâche de ceux qui voudront utiliser son travail.

Pour présenter la publication et la traduction d'un choix de cent cinquante procès portés, sans bref introductif, devant les tribunaux royaux (Cour du roi, juges itinérants et, à l'occasion, Banc commun) sous le règne d'Henri III, MM. RICHARDSON et SAYLES ont cru nécessaire d'écrire une bien longue introduction¹ dont la typographie serrée s'étale sur deux cent quinze pages de grand format. Le souci de tout dire, de ne laisser aucun détail dépourvu de commentaire et de reprendre à la base toutes les questions, nuit évidemment à la clarté des conclusions. De quoi s'agit-il, en effet ? En dépit des dires de Bracton, affirmant qu'aucun plaid ne peut être introduit devant les juges royaux sans un bref (*writ*) délivré par la Chancellerie et qui en définit par avance la substance juridique, il existait, au XIII^e siècle, d'autres méthodes pour obtenir justice, non seulement en matière criminelle, mais aussi dans les actions possessoires. C'est l'action par plainte (*querela*). Il y a trente ans, la publication des *Select Bills of Eyre*, par W. C. Bolland, fit supposer que la procédure avait pris forme sous le grand législateur que fut Édouard I^{er}. Depuis, les beaux travaux de MM. Jacob et Treharne ont mon-

1. *Select Cases of procedure without writ under Henry III*, publiés par H. G. RICHARDSON et G. O. SAYLES. Londres, Bernard Quaritch, 1941, in-4°, ccxv-177 p. (Publications of the Selden Society, vol. LX).

tré quel usage les barons réformateurs de 1258-1260 avaient fait de cette procédure moins rigide, afin de satisfaire les doléances populaires contre les officiers royaux ou seigneuriaux. Que la procédure ne fût pas entièrement nouvelle en 1258, c'est ce qu'on pouvait supposer en un pays et à une époque où rien ne se développe rapidement. Il est bon de savoir maintenant que les enquêtes menées en 1224 pour punir les exactions du célèbre Foulque de Breaute furent une préfiguration de celles de 1258, et que, depuis au moins l'an 1170 jusqu'aux majestueuses tournées d'Hugues Bigod, on retrouve, dans le cours normal de la justice, un nombre restreint, mais à peu près constant, de plaids par *querela*.

Pendant toute la période envisagée, la collection des brefs n'a pas encore atteint sa pleine rigidité, et de nouveaux brefs sont constamment inventés pour répondre à des besoins nouveaux. Comme les plaintes, dans l'esprit de leurs initiateurs, ont pour but de chercher remède de justice où les brefs apparaissent insuffisants, voire impuissants, il s'ensuit que les catégories d'affaires introduites par plainte sont encore très variées et se refusent à une classification logique. De celle que tentent les auteurs, nous retiendrons pourtant les plaintes fondées sur la non-exécution d'accords passés avec l'autorité de la cour ou de jugements rendus par elle, et surtout celles qui cherchent à redresser les abus de pouvoir des officiers locaux : ce sont les plus importantes, du point de vue de l'historien, puisqu'elles étaient appelées à se voir utilisées pour des fins politiques.

Parmi les hors-d'œuvre intéressants que contient cette dissertation touffue — mais qui n'en restent pas moins des hors-d'œuvre — notons un examen approfondi de l'origine de l'action de transgression ou *trespass* (p. cviii-cxxxiv). Elle est recherchée non dans l'appel de félonie, comme le veut la théorie classique, ni dans l'assise de nouvelle dessaisine (selon M. Woodbine) ou les enquêtes sur les méfaits des officiers royaux (selon M. Plucknett). On y verrait de préférence, d'une part, l'évolution naturelle de la procédure criminelle introduite par la conquête — l'extension progressive des offenses contre la paix du roi à de minimes délits imposant des peines moins sévères et rendant superflu le duel judiciaire — d'autre part l'influence exercée par l'*actio iniuriarum* du droit romain. Dans le même ordre d'idées, l'introduction de la plainte par *bill* écrit semble aux auteurs un emprunt au *libellus* du droit écrit ; cela nous vaut la publication, en appendice (p. cxci-ccxi), d'un traité anonyme de procédure devant les cours ecclésiastiques et séculières où se manifeste au grand jour cette influence, trop souvent sous-estimée, des faits, sinon de la nomenclature du droit romain sur la coutume anglo-normande. MM. Richardson et Sayles ont à merveille réalisé leur dessein de montrer la complexité et la fluidité de la jurisprudence et de la théorie juridique chez les contemporains de Bracton ; trop bien, peut-être, car le lecteur en demeure comme étourdi. Ils se proposent, dès que les circonstances le permettront, de faire suivre le présent volume par un second, où les rôles

du règne d'Édouard I^{er} seront mis à contribution pour illustrer l'évolution et, pourrait-on dire, la sclérose de la procédure par plainte.

La volumineuse publication, par Mrs Doris M. STENTON, des rôles de l'*eyre* pour l'année 1221-1222, et comprenant les plaids des trois comtés de Gloucester, Warwick et Shrop — une erreur d'impression, dans le titre¹, substituant indûment à ce dernier le comté de Stafford, pour lequel, ainsi que pour ceux de Hereford et de Leicester, aucun rôle n'a survécu — ne présente pas l'intérêt général de sa publication antérieure (1937) relative à l'*eyre* de 1218 en Yorkshire. Le précédent volume, relatant la tournée des juges dans le pays des turbulents Norrois quelques mois après la fin de la guerre civile, en disait long sur le trouble profond dans lequel la tragédie dynastique avait plongé la province. Dans l'ouest, resté presque entier fidèle à Jean, et malgré les désordres endémiques du *border* gallois, le souvenir des années difficiles s'estompait déjà en 1221. Les juges avaient eu le temps de se ressaisir, d'atténuer leur mansuétude, de redonner la parole à la loi : il est significatif que de grands seigneurs, comme Hugues Mortimer, fidèle à la dynastie, soient traités sans ménagements lorsque d'humbles tenanciers introduisent contre eux des actions possessoires, significatif aussi que les plaignants qui ont porté de fausses actions soient sévèrement punis. Ça et là, on est amené à juger des affaires compliquées, dues aux confiscations prononcées pendant la guerre civile, mais ce ne sont que mentions isolées. Rares sont aussi les cas où les juges, embarrassés, décident d'en référer au Conseil. L'histoire générale ne tirera donc de ces quinze cents procès qu'un secours limité, dont témoigne l'introduction, car Mrs Stenton y trouve le temps d'examiner longuement l'usage fait par Bracton, dans son *De legibus*, de quelques exemples de procédure, ou d'analyser les procès les plus curieux du point de vue de la jurisprudence. A l'historien local comme à l'historien du droit, la table des noms, qui occupe cent pages sur deux colonnes, et la table analytique et alphabétique des matières, qui en comprend une quarantaine, apporteront une aide inappréciable.

MEMENTO. — Bertie WILKINSON, *The Government of England during the absence of Richard on the Third Crusade*, dans le *Bulletin of the John Rylands Library*, t. XXVIII (1944), p. 485-509, croit pouvoir établir une distinction assez nette, dès 1190, entre les affaires du roi et celles du royaume. Pour les premières, Guillaume de Longchamps aurait reçu pleins pouvoirs ; pour les autres, il aurait dû agir conjointement avec le second justicier et ses collègues. L'échec de l'expérience amena Richard, de Messine, à proposer une autre solution : pour les affaires du roi, les deux justiciers s'entendraient avec l'évêque de Rouen ; pour celles du royaume, l'action conjointe de cet embryon de « conseil » devait s'appuyer sur la « communauté » du baronnage. C'est donc de la troisième croisade qu'il faudrait

1. *Rolls of the Justices in Eyre, being the Roll of Pleas and Assizes for Gloucestershire, Warwickshire and Staffordshire [sic, pour Shropshire], 1221-1222*, publiés par Doris M. STENTON. Londres, Bernard Quaritch, 1940, in-4°, Lxi-830 p. (Publications of the Selden Society, vol. LIX).

dater la naissance et d'un conseil de régence et d'un gouvernement par le commun conseil des barons. Cette reconstruction, présentée d'une façon à la fois systématique et confuse, semble bien fragile. — H. G. RICHARDSON, *The morrow of the Great Charter*, dans le *Bulletin of the John Rylands Library*, t. XXVIII (1944), p. 422-441, et t. XXIX (1945), p. 184-200, reprend non sans longueurs l'étude détaillée des événements qui suivirent, en juin 1214, l'octroi de la Grande Charte. Il établit que le gouvernement conjoint du roi et du comité des vingt-cinq barons a bien fonctionné pendant deux mois (une session du conseil s'est réellement tenue à Oxford du 19 au 24 juillet). La rupture n'intervint qu'au moment où devait se tenir un second conseil (20 août) ; c'est que les barons, apprenant que le roi allait faire publier l'excommunication papale, s'estimèrent joués ; la sentence d'Innocent III, ayant été sollicitée avant l'accord de la Charte, s'appliquait à une situation dépassée et n'avait plus de justification. D'autre part, c'est vers le 20 juillet que Jean avait dû demander l'annulation de la Charte, au moment où il comprit que le contrôle baronnial devenait effectif. Sa duplicité et celle de son entourage sont responsables de la guerre civile ; s'il n'avait pas trouvé tant de complaisance chez Innocent III, le conflit eût été évité. — Bertie WILKINSON, *The Council and the crisis of 1233-1234*, dans le *Bulletin of the John Rylands Library*, t. XXVII (1943), p. 384-393, soutient contre Tout que l'opposition des barons à Pierre de Rivaux et aux Poitevins n'est pas due à une rivalité entre les « ministères d'État » et le gouvernement de l'Hôtel, mais au conflit entre la doctrine royale et la théorie baronniale du conseil. Il est certainement dans le vrai, bien qu'il ne parvienne pas à interpréter de façon satisfaisante les récits embrouillés des chroniqueurs. — N. DENHOLM-YOUNG, *The « Paper Constitution » attributed to 1244*, dans l'*English Historical Review*, t. LVIII (1943), p. 401-423, sans mettre en doute l'authenticité du plan de réforme baronniale décrit par le seul Mathieu Paris pour l'année 1244 (nomination de quatre conseillers baronniaux permanents qui, à leur tour, choisiront cinq des juges des cours souveraines, et nomination du chancelier et du justicier par le Conseil), soutient que le texte a été mal daté par le compilateur de la chronique, qu'aucun des événements de 1244 ne le justifie, et qu'au contraire il correspond à la situation de 1236-1238 : prédominance du Poitevin Guillaume de Valence au Conseil, réformes bureaucratiques à l'Échiquier et surtout méfiance des barons à l'égard des juges professionnels. C'est le plan qu'aurait présenté, en février 1238, le propre frère du roi, Richard de Cornouailles, révolté contre la faveur montrée à Simon de Montfort, et qui, naturellement, ne fut pas appliqué. La théorie est séduisante et l'argumentation bien menée ; un doute reste pourtant possible.

V. MONARCHIE ET BARONNAGE (1272-1327). — C'est autour des crises constitutionnelles de 1297 et de 1322 que s'ordonnent presque tous les travaux récents sur les règnes des deux premiers Édouards. Néanmoins, la publication de textes procurée par Miss Margaret MIDGLEY¹ ramène d'abord notre attention sur un personnage bien falot, Edmond Plantagenet, né en 1245, fils cadet de Richard de Cornouailles, et donc cousin germain du

1. *Ministers Accounts of the Earldom of Cornwall, 1296-1297*, publiés par L. Margaret MIDGLEY. Londres, The Royal Historical Society, 1942-1945, 2 vol. in-8°, xxix vi-342 p. (Camden Third Series, vol. LXVI et LXVIII).

brillant Édouard I^{er}. La mort tragique de son aîné, Henri d'Allemagne, assassiné à Viterbe par les fils exilés de Simon de Montfort, celle ensuite de son père, en 1272, firent de lui un comte de Cornouailles et l'un des plus riches barons d'Angleterre. Comme il mourut sans héritier direct en 1300, ses biens firent retour à la couronne, et l'Échiquier recueillit ses archives administratives, notamment le rôle complet des comptes de ses agents domaniaux pour l'année fiscale 1296-1297.

Comme ceux des autres barons anglais, les biens d'Edmond Plantagenet étaient fort dispersés ; sur le plan géographique, ils se divisent en cinq groupes : le comté de Cornouailles et ses annexes en Devon ; une chaîne d'honneurs et de manoirs dans la vallée de la Tamise ; l'honneur d'Eye en Est-Anglie ; des domaines éparpillés dans les Midlands ; enfin, un domaine dans le Yorkshire (une carte n'eût pas été inutile pour en apprécier l'importance). A cela s'ajoutaient les produits des mines d'étain de Cornouailles et de Devon, et l'office de sheriff dans les comtés de Cornouailles et de Rutland. Le tout était administré par neuf sénéchaux, avec des services centraux — échiquier et garde-robe — installés à Berkhamsted, au nord de Londres. L'étude détaillée de ce document, jointe à celle des autres comptes partiels dont Miss Midgley donne la liste dans son introduction, permettra de faire revivre la composition, l'administration et les revenus d'un grand apanage anglais à la fin du XIII^e siècle. On sait que les comptes manoriaux, si précieux pour l'histoire de l'économie domaniale, et conservés en grand nombre outre-Manche, concernent surtout les seigneuries ecclésiastiques ; ceux du comte de Cornouailles permettront de fructueux rapprochements. Mais ils sont présentés, en quelque sorte, à l'état brut : la publication reproduit l'aspect même du rôle original, ses paragraphes massifs, ses abréviations non résolues, se bornant à substituer des chiffres arabes aux romains ; l'annotation reste insuffisante pour satisfaire notre curiosité sur les personnages cités ; enfin, il manque un *index rerum* sans lequel il sera bien difficile d'apprécier l'importance du document en matière juridique, institutionnelle, économique ou financière¹. Mais les rigoureuses restrictions imposées à l'édition anglaise par les nécessités de la guerre sont sans doute seules responsables de ces omissions. Pour le reste, la présentation de l'ouvrage, qui est demeuré longtemps en chantier, demeure en tout digne des belles publications de la « Royal Historical Society ».

La Confirmation des Chartes de 1297 a déjà fait couler beaucoup d'encre. L'histoire de cette crise politique s'est trouvée obscurcie, et sa signification déformée par l'existence de textes apparemment officiels, mais ne correspondant pas exactement à ce que nous apprennent d'autres sources. La nou-

1. Le premier paragraphe, à lui seul, signale l'assise des hommes libres, la ferme de la réserve seigneuriale, des manumissions de vilains, le paiement du denier de saint Pierre, des chevages serviles, des cens fonciers, des inféodations, etc., toutes mentions qu'on aurait aimé retrouver dans une table.

veauté de M. EDWARDS¹ est d'avoir montré que la pétition des barons, rédigée avant la campagne de Flandre, entre le 7 juillet et le 12 août, présentée officiellement au roi vers le 20 août, et dont le texte avait été jusqu'ici négligé, mérite une créance absolue : les opposants refusent, sous prétexte d'appauvrissement, de suivre le roi en France, se plaignent des impôts arbitraires et de l'abus du droit de prise, de l'institution de la maltôte comme, d'une façon générale, de toutes les entorses faites à la Grande Charte et à la Charte de la Forêt. La Confirmation, en octobre-novembre, apaisa ces doléances en y répondant parfois textuellement. Quant au fameux *De talliagio non concedendo*, qu'avec Ch. Bémont on considérerait comme une « pétition des barons » au Parlement d'octobre, M. Edwards tend à l'écarter, car ce ne serait qu'un résumé fantaisiste, que recopierent ensuite les chroniques, des documents officiels de la crise. Très forte sur le premier point (valeur des « Monstraunces »), l'argumentation semble faible sur le second.

C'est pourquoi M. ROTHWELL reprend toute la question². Son mérite est d'avoir bien distingué les deux phases de la crise, avant et après le 30 juillet. Dans la première, inconscient de la force de l'opposition, Édouard cherche à manœuvrer ses ennemis en les écrasant tour à tour ; le clergé se soumet d'autant plus facilement que celui de France lui a montré le moyen de tourner la bulle *Clerici laicos* en excipant de la « nécessité » de contribuer. L'opposition baronniale a été circonscrite et, ses chefs n'ayant pas voulu se rendre, Édouard croit pouvoir, le 30 juillet, ordonner la levée d'un huitième, comme promesse que les Chartes seront confirmées. Malgré des symptômes menaçants, il s'embarque le 22 août. C'est bien à cette situation que répondent les « Monstraunces ». Mais, dans les semaines qui suivent, la situation n'est plus la même. Il ne s'agit plus de refuser le départ en Flandre, puisque l'expédition est partie, ni de contester la nécessité d'un subside. Le huitième a été décrété de façon irrégulière, par un « conseil » où l'opposition n'était pas représentée ; les nouvelles « prises » aggravent la situation. A ces griefs nouveaux, le *De talliagio* donne forme, au moins en partie. Sans être la pétition officielle des barons, il pourrait représenter leur programme de revendications. Le gouvernement de régence, après avoir essayé de négocier, dut capituler quand un échec militaire vers l'Écosse lui enleva tout pouvoir ; les barons se contentèrent d'une confirmation des Chartes à laquelle s'ajoutaient des apaisements très voisins de ceux qu'ils demandaient en juillet. Il reste pourtant possible que le *De talliagio*, dans la forme où il nous est parvenu, ait été frauduleusement remanié en 1300 ou 1301, et si habilement que, dès les premières années du siècle nouveau, on le prit pour un texte législatif de valeur probante.

1. J. G. EDWARDS, *Confirmatio Cartarum and baronial grievances in 1297*, dans l'*English Historical Review*, t. LVIII (1943), p. 147-171 et 273-300.

2. H. ROTHWELL, *The Confirmation of the Charters, 1297*, dans l'*English Historical Review*, t. LX (1945), p. 16-35, 177-191 et 300-315.

Peu après la confirmation des Chartes, pour se concilier un baronnage dont l'aide était nécessaire à la continuation de la guerre d'Écosse, Édouard I^{er} ordonna, en avril 1298, l'ouverture d'une vaste enquête sur les excès des officiers royaux depuis les débuts de la guerre française, quatre ans en ça. Les comptes rendus de ces tournées judiciaires ne nous sont conservés, en tout ou en partie, que pour une demi-douzaine de comtés. Le rôle de l'assise du Lincolnshire, le plus complet de tous, vient d'être publié par un jeune érudit, trop tôt disparu, Walter S. THOMSON¹. Le texte est accompagné d'une longue introduction, de copieux appendices, d'une table soignée. C'est plus et mieux qu'une simple contribution à l'histoire locale : un tableau saisissant des charges supportées par un pays encore pauvre, du fait de la mégalomanie du souverain plantagenet, un exposé fort précis du mécanisme de l'administration à ses échelons les plus humbles, enfin l'examen des problèmes les plus épineux du gouvernement médiéval anglais.

La rupture avec la France, en 1294, les complications militaires dans le Pays de Galles et l'Écosse avaient imposé au pays des charges écrasantes. Le roi vivait d'expédients : réglementation sévère du commerce de la laine, sur laquelle s'appesantit une lourde maltôte ; demandes réitérées de subsides au clergé, aux barons, aux villes ; levées fréquentes de contingents armés, à pied ou à cheval ; enquête sur la chevalerie pour forcer les riches à se faire adouber chevaliers et à s'équiper à leurs frais ; confiscation des biens de tous les étrangers ; perception implacable de toutes les créances de la couronne. Mais ce sont surtout les réquisitions massives, l'extension presque illimitée, par les officiers royaux, du droit de prise qui provoquèrent l'opposition des masses, dont un peu plus tard les *Articuli super cartas* se devaient faire l'écho. Le mal n'était pas nouveau ; depuis 1215, les barons n'avaient cessé de protester contre les abus du droit de prise (réquisitions au delà des besoins du roi, paiement différé ou refusé), et le statut de Westminster (1275) avait sévèrement réglementé et limité l'activité des fonctionnaires en ce domaine. Mais les nécessités de la guerre forcèrent le souverain à procéder, d'une façon quasi générale, à des prises réitérées (novembre 1296, juin et novembre 1297, avril 1298) qui vidèrent le pays de ses moissons, de son cheptel et de sa laine, sous prétexte de fournir le ravitaillement des armées en campagne ou de satisfaire les créanciers étrangers de la couronne.

Toutes ces mesures furent sans doute impopulaires. On ne trouvera pas la trace de ces mécontentements dans le rôle aujourd'hui publié. C'est, d'une part, que les plaignants étaient presque tous de petites gens — les autres avaient des moyens plus rapides d'obtenir justice ; — c'est aussi (et cela, M. Thomson ne le dit pas assez clairement) que l'enquête avait pour but de

1. *A Lincolnshire Assize Roll for 1298* (P. R. O. Assize Roll no. 505), publié avec une introduction sur le gouvernement royal local en Lincolnshire pendant la guerre de 1294-1298, par W. S. THOMSON. Hereford, The Hereford Times Ltd, 1944, gr. in-8°, cxxvii-305 p. (Publications of the Lincoln Record Society, vol. XXVIII). Prix : 42 s.

châtier les excès des officiers royaux, non de contester la légitimité des décisions gouvernementales. C'est donc sur le dos des fonctionnaires subalternes que les contribuables assouvirent leurs rancunes : actes arbitraires, concussions, brutalités, irrégularités et malhonnêtetés de toutes sortes, les accusations pleuvent ; et elles sont presque toutes fondées, puisque de lourds amerciments, sans compter les dommages aux victimes, viennent sanctionner presque automatiquement les plaintes. On savait déjà qu'à ses plus bas échelons l'administration médiévale fonctionnait mal. Cela tenait d'abord au pullulement des officiers permanents et des commissaires temporaires : pour la seule assiette et levée d'un subside sur les biens meubles, il fallait, dans un comté comme celui de Lincoln, faire appel à plusieurs milliers d'assesseurs et de collecteurs. Ensuite, le système d'affermage des offices incitait les preneurs à se rattraper sur les administrés ; or, il était en vigueur, malgré les clauses de la Grande Charte ou les vœux des barons de 1258, pour tous les fonctionnaires, du sheriff au plus humble « bailli » ; plus on descendait dans les rangs de l'administration, et plus la nécessité de se payer soi-même, par toutes sortes de fraudes, devenait impérieuse. Avec l'augmentation progressive des fermes, avec des officiers sans moyens d'existence, le mal ne faisait qu'empirer.

Contre ces excès, le peuple était sans défense. Sans doute, l'évolution récente de la jurisprudence permettait-elle de considérer la plupart des maux allégués comme des transgressions (*trespass*) contre la paix du roi, et donc punissables automatiquement. Sans doute aussi, la révolution baronniale de 1258 avait-elle popularisé les *placita de querelis*, mettant une procédure plus rapide et moins coûteuse à la portée des humbles. Mais, pour les causes de *trespass*, il fallait aller à l'Échiquier ou devant les Bancs ; et, pour les *querelae*, attendre la venue, de plus en plus espacée, des juges itinérants, ou encore des enquêtes comme celle de 1298, dont l'initiative ne pouvait venir que du roi. Le mécontentement permanent que soulevait cette situation sans issue devait être puissamment utilisé par l'agitation baronniale, qui, réveillée depuis 1297, allait atteindre son paroxysme sous le règne d'Édouard II¹.

En 1322, Édouard II, vainqueur de l'opposition baronniale, fit annuler, au Parlement d'York, la législation réformatrice des « ordonnateurs ». Pour assurer la pérennité de cette mesure, il fit proclamer que toute législation importante, touchant le bien de la couronne et du royaume, ne pourrait être prise qu'avec l'avis des barons, prélats et communauté, et que toute mesure

1. Du point de vue de la lecture et de la compréhension du texte, il faut regretter de le voir truffé, après chaque article, d'une annotation mêlant confusément la traduction des passages les plus importants, les commentaires de l'éditeur, les notes textuelles et les références. Tout cela aurait dû se voir rejeté au bas des pages et commodément classé. La mise en page en serait-elle devenue plus coûteuse et plus difficile ? De même, la multiplicité des indices y rend les recherches assez pénibles. Mais ces réclamations d'usager n'enlèvent rien à la valeur du travail.

ainsi décidée ne pourrait être révoquée sans l'avis des mêmes personnes. Cette clause de quelques lignes a fait, depuis Stubbs, couler des flots d'encre. On se souvient peut-être que M. Haskins lui avait, en 1935, consacré un petit livre tendant à prouver que, loin de donner à la communauté un pouvoir législatif étendu, elle se bornait à lui reconnaître, une fois de plus, le droit au consentement de l'impôt. En 1937, Miss Clarke y vit, au contraire, la reconnaissance éclatante de la notion de « représentation » qui, selon elle, prit forme et trouva expression au cours même du règne d'Édouard II. La querelle continue. Voici que M. LAPSLEY¹, critiquant tous les commentateurs antérieurs, soutient que le statut d'York ne donne aux communes un droit de regard et n'admet une législation « parlementaire » que sur les seuls problèmes touchant la prérogative royale. L'argumentation est ingénieuse, mais non convaincante. M. STRAYER² se range à une opinion plus modérée et plus sage. Il sait replacer l'événement dans son contexte historique : pour éviter un retour en faveur de l'opposition, le roi s'est abrité derrière l'autorité du Parlement ; mais il ne lui a concédé aucun pouvoir nouveau, se bornant à reconnaître une pratique de plus en plus coutumière. Le terme « communauté » ne désigne pas spécifiquement chevaliers et bourgeois, c'est une redondance de style ; car le baronnage, en 1322, est encore censé représenter légalement toute la communauté. Si on lui adjoint le plus souvent les « communes », c'est surtout pour assurer la publicité nécessaire aux décisions les plus solennelles. Ce n'est pas tout : M. WILKINSON³, attiré par une similitude de vocabulaire, s'efforce de trouver une analogie et de déterminer des liens de filiation entre ce malheureux Statut d'York et les clauses nouvelles insérées en 1308 dans le serment du couronnement. L'effort n'apparaît pas très heureux. Mais il permet de mieux apprécier le solide bon sens de M. RICHARDSON⁴, reprenant de son côté toute l'histoire du serment de couronnement. Ce serait bien en 1274 qu'aurait été imposé à Édouard I^{er} un article additionnel au serment coutumier, jurant de préserver les droits de la couronne, ce qui permit au roi de retourner cette clause contre le pape et même les barons. En 1308, nouveaux changements ; les barons n'avaient pas encore lieu de s'alarmer du nouveau roi, qui suivait leur politique ; seuls les mauvais souvenirs des dernières années d'Édouard I^{er} les incitèrent à prendre des garanties supplémentaires. Ils supprimèrent l'article relatif aux droits de la couronne, le remplaçant par l'engagement de maintenir les lois édictées en commun par le roi et la communauté, c'est-à-dire les barons. Il

1. Gaillard LAPSLEY, *The interpretation of the Statute of York*, dans l'*English Historical Review*, t. LVI (1941), p. 22-55 et 411-446.

2. J. R. STRAYER, *The Statute of York and the community of the realm*, dans l'*American Historical Review*, t. XLVII (1941), p. 1-22.

3. Bertie WILKINSON, *The coronation oath of Edward II and the Statute of York*, dans *Speculum*, t. XIV (1944), p. 137-160.

4. H. G. RICHARDSON, *The English coronation oath*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXIII (1941), p. 129-158.

ne s'agissait pas de lier à l'avance les mains du roi à toute décision parlementaire, mais de l'empêcher d'obtenir de Rome, comme l'avaient fait ses prédécesseurs, l'annulation des plus solennelles promesses. Ces vues semblent raisonnables. Mais la querelle valait-elle que quatre érudits y consacrent près de cent cinquante pages?

La publication de ces annuaires médiévaux de jurisprudence que sont les *Year Books* avance régulièrement. Au siècle dernier, les *Rolls Series* en avaient réédité les plus anciens, ceux du règne d'Édouard I^{er}. Plus récemment, des savants américains ont entrepris la publication des annuaires contemporains de Richard II, dont deux, à notre connaissance, ont vu le jour. Enfin, la Selden Society a presque terminé l'édition de ceux d'Édouard II, et, sautant plus d'un siècle, se propose d'attaquer le règne d'Henri VI. Le gros volume consacré à l'année 1317-1318¹ est conçu avec un grand luxe de précision scientifique : établissement rigoureux du texte anglo-normand des quelque cent vingt procès de la collection, et collation des nombreux manuscrits ; traduction anglaise en regard ; publication, après chaque procès, du texte latin et de la traduction des rôles judiciaires s'y rapportant ; tables de concordance avec les vieilles éditions du xviii^e siècle et leurs abrégés ; tables des statuts législatifs évoqués, des procès rappelés, des matières juridiques, des personnes et des lieux. Tout cela est l'œuvre de M. J. P. COLLAS. L'illustre historien du droit anglais, Sir W. S. HOLDSWORTH, y a ajouté en introduction un commentaire juridique des procès les plus intéressants. Ce fut là son chant du cygne, car il s'est éteint le 2 janvier 1944, avant que ce volume ait vu le jour, avant aussi d'avoir terminé sa monumentale histoire du droit anglais, commencée en 1903, et dont le treizième volume, paru en 1938, aurait dû être suivi de trois autres.

La haute technicité des *Year Books* ne les rend pas directement accessibles à d'autres qu'à des juristes. Ils devront être consultés, néanmoins, par quiconque étudie les institutions monarchiques dans les derniers siècles du Moyen-Age anglais. Parallèlement aux rôles judiciaires, dont nous avons déjà signalé les nombreuses publications, ils mettent à notre disposition une documentation presque surabondante sur la marche de la justice royale, l'évolution de la mentalité juridique, la vie sociale, l'économie. Ils nous donnent aussi une leçon, puisque presque rien n'a été fait, chez nous, pour mettre à la disposition des chercheurs les archives, pourtant beaucoup moins abondantes, de nos Parlements.

MEMENTO. — V. H. GALBRAITH, *The St. Edmundsbury Chronicle, 1296-1301*, dans l'*English Historical Review*, t. LVIII (1943), p. 51-78, publie et commente la dernière continuation de la chronique rédigée au monastère de Bury St. Edmund, mais dont les recensions antérieures ont été fâcheusement éditées, au siècle der-

1. *Year Books of Edward II*. Vol. XXII : *II Edward II, A. D. 1317-1318*, publiés par J. P. COLLAS et Sir William S. HOLDSWORTH. Londres, Bernard Quaritch, 1942 [1944], in-4°, xxxviii-369 p. (Publications of the Selden Society, vol. LXI).

nier, en appendice à l'œuvre de Florent de Worcester. Rédigé à peu de distance des événements, et parfois au jour le jour, le récit du dernier scribe reflète les sentiments des milieux monastiques à l'égard des hommes et des faits : admiration pour les victoires royales en Écosse, sympathie pour les victimes des revers ultérieurs. Mais surtout le récit des tribulations de l'Église, à l'occasion de la grande lutte entre Édouard I^{er} et son clergé, est présenté sur un ton visiblement ému, quoique contenu. Ces quelques pages serviront à éclairer les années troubles dont elles entreprennent le récit succinct. — Kathleen EDWARDS, *The political importance of the English bishops during the reign of Edward II*, dans l'*English Historical Review*, t. LIX (1944), p. 311-348, est un essai un peu long, s'il s'agit simplement d'une mise au point, un peu bref, s'il amorce des recherches nouvelles. Par « importance politique », l'auteur entend les rapports avec le roi et l'attitude observée pendant les luttes baronniales. Sa conclusion est judicieusement modérée. Contrairement aux accusations portées par les chroniqueurs, l'épiscopat ne fut ni *ineptus* ni servile. Il comprenait des lettrés, dont l'élévation avait été rarement imposée par le roi. Mais, après la mort de l'archevêque Winchelsey en 1313, il n'eut plus de chef. Reynolds était un pusillanime, qui laissa chacun agir à sa guise. Deux ou trois évêques, plus inquiétants, se vendirent au roi ; deux autres, dont Stapelton, furent de bons fonctionnaires ; le reste, privé de guide, demeura vacillant.

VI. LES INSTITUTIONS MONARCHIQUES AU XIV^e SIÈCLE. — Du long règne d'Édouard III, les historiens anglais retiennent de préférence l'aspect institutionnel, plus important de beaucoup que l'histoire politique. En intitulant sa monographie *L'administration diplomatique anglaise de 1259 à 1339*, M. G. P. CUTTINO¹ étend à la fois dans le temps et dans l'espace le champ réel de son enquête. En fait, il a surtout étudié les rouages administratifs dont l'application, si difficile et si tardive, du traité de Paris (1259) imposa la création, pour régler toutes les questions pendantes entre les cours de France et d'Angleterre ; et ces rouages n'apparaissent qu'à partir de 1300, après la courte guerre de 1294-1297. Mais, même restreinte aux seuls rapports franco-anglais pendant les quarante premières années du XIV^e siècle, l'enquête apporte une moisson intéressante de faits nouveaux. On sait combien était complexe le problème à résoudre : questions territoriales relatives à l'Aquitaine, empiétements des officiers français, appels au Parlement de Paris, plaintes commerciales, toutes questions irritantes dont la permanence et l'accumulation successive sont à l'origine de la guerre de Cent ans. La longueur du conflit provoqua la permanence des institutions. Comme les archives diplomatiques anglaises étaient réparties entre trois dépôts (Échiquier, Chancellerie, Garde-robe), une coordination était nécessaire. Déjà, à la fin du règne d'Henri III, avait fonctionné un office éphémère de « garde des bulles papales ». Édouard I^{er}, vers 1304, institua un « garde des procès touchant le duché d'Aquitaine », qui devint, jusqu'à la rupture définitive

1. G. P. CUTTINO, *English Diplomatic Administration, 1259-1339*. Londres, H. Milford, Oxford University Press, 1940, in-8°, [vi]-195 p. (Oxford Historical Series, publ. sous la direction de G. N. Clark, C. R. Crutwell et F. M. Powicke, vol. XI).

(1339), un rouage essentiel de la diplomatie anglaise. Tenant copie ou inventaire de la documentation sans cesse accumulée, préparant les dossiers des négociations à venir, exposant au roi et au conseil ses vues sur la tactique à adopter, rédigeant parfois lui-même les instructions diplomatiques, il accompagnait souvent en personne les ambassadeurs sur le continent. Son rôle et son activité se trouvent illustrés par une étude détaillée du procès de Montreuil (1306), la première des trois grandes enquêtes destinées, dans l'esprit de leurs auteurs, à liquider les affaires pendantes : Jean Martel, alors garde des procès, y joua un rôle actif et en rédigea de vivants comptes-rendus.

Poursuivant un plan assez peu rigide, M. Cuttino examine ensuite les collections de registres et d'inventaires dont les gardes des procès ont été directement ou indirectement responsables. Ses recherches complètent celles qui ont été faites antérieurement par Ch. Bémont, par M. Déprez et par M. Gouyon (dont l'article, publié en 1933 dans la *Revue historique de Bordeaux*, lui a échappé). Le plus important de tous est le « Gascon Calendar », compilé au moment du procès de Périgueux (1311), pour obvier à la perte des archives de Gascogne saisies par les Français à Oléron. Un premier recueil, rédigé par le garde des procès, ne subsiste plus qu'en fragments ; un second, compilé sur l'ordre du trésorier Stapelton en 1321-1322, sera bientôt publié par M. Cuttino lui-même dans les « Camden Series » de la Royal Historical Society.

Le reste de la monographie est moins ferme, parce qu'abordant des sujets moins bien délimités. Le mécanisme et le personnel des ambassades anglaises dans les premières années du règne d'Édouard III, la part prise par les grands rouages de l'État aux différentes phases du travail diplomatique sont tour à tour évoqués ou étudiés. L'attention se disperse sur des points secondaires, trop rapidement traités : courtes biographies de quelques grands personnages envoyés en missions diplomatiques, examen superficiel des discussions du Conseil ou des Parlements sur des points de politique étrangère, étude de la diplomatie des traités, des lettres de commission et de créance émises par la Chancellerie, financement des ambassades par l'Échiquier et la Garde-robe, etc. On eût aimé un récit mieux ordonné, une documentation utilisée avec plus de soin¹. Cette œuvre de début d'un jeune savant américain n'en est pas moins pleine de promesses.

L'impulsion donnée par l'école de Manchester, depuis les travaux, maintenant classiques, de Tout, à l'histoire administrative, avait poussé le regretté J. F. WILLARD à concevoir une publication collective de la plus grande nouveauté, entreprise qui ne peut d'ailleurs se concevoir qu'avec le

1. Comme la plupart des érudits d'outre-Manche, M. Cuttino ne connaît Froissart que par la médiocre édition de Kervyn de Lettenhove. Est-ce parce que celle, bien meilleure, qu'a procurée la Société de l'Histoire de France, restée inachevée, se trouve encore dépourvue de tables?

soutien de l'énorme masse documentaire représentée par les archives anglaises. Choissant une période de dix ans à peine — en l'espèce la décade qui sépare la déposition d'Édouard II des débuts de la guerre de Cent ans — il s'agissait d'étudier parallèlement non point l'armature et le mécanisme, mais l'action réelle de tous les services administratifs et judiciaires du royaume d'Angleterre. La période choisie, comprenant la remise en ordre des institutions après les guerres civiles et avant que la guerre étrangère ne devint trop lourde pour leur permettre un harmonieux développement, constitue donc une période de stabilisation où pareille entreprise pouvait se faire avec fruit. Mais, conçue dès 1930, cette œuvre collective n'aura pu être menée à bien par son promoteur, grand spécialiste d'histoire financière. C'est M. William A. Morris, auteur d'un livre également classique sur les sheriffs, qui a continué l'entreprise et en présente les débuts au public¹. L'ouvrage complet ne comprendra pas moins de trois volumes : le second sera tout entier consacré aux finances, le troisième aux cours de justice et aux institutions locales. Le premier, seul paru, traite en somme de tout le gouvernement central. Huit savants britanniques ou américains, chacun désigné par ses travaux antérieurs, s'y sont partagés l'étude du Parlement (M. Plucknett), du Conseil (M. Baldwin), de la Chancellerie (M. Wilkinson), de la Garde-robe et de l'Hôtel royal (M. Johnson), de l'Hôtel du public (Miss Johnstone), de la diplomatie (M. Lucas), de l'armée et de la marine (M. Prince), enfin de l'administration forestière (Miss Neilson).

Cette œuvre collective n'a pu éviter complètement certains défauts du genre : contradictions ou répétitions, d'un auteur à l'autre ; lacunes même, dont une est assez grave : au moment où elle est en train de devenir un troisième ministère d'État, et si minime que soit son personnel ou imparfait son détachement de la Garde-robe, l'administration du Sceau Privé devait être l'objet d'une étude autonome : on n'y fait, çà et là, que de rapides et indirectes allusions, si bien qu'au dernier moment M. Willard a senti la nécessité de rattraper le sujet et de lui consacrer huit pages dans son introduction générale (p. 63-70). La juxtaposition d'études indépendantes est aussi cause de quelques erreurs de perspective. Un développement plus long est donné aux Hôtels des reines Isabelle et Philippa, organismes évidemment secondaires, qu'à l'Hôtel et à la Garde-robe du roi, qui joignaient à leur caractère de maison privée celui d'une administration publique. De même, l'étude très neuve et très détaillée de l'administration forestière, alors en pleine décadence, occupe soixante-quatorze pages, alors qu'il a suffi de quarante-sept pour traiter le sujet autrement important du Parlement.

Malgré la diversité des auteurs, une impression d'ensemble se dégage

1. *The English Government at work, 1327-1336*, publié par J. F. WILLARD et W. A. MORRIS. T. I : *Central and Prerogative Administration*. Cambridge, Mass., Mediaeval Academy of America, 1940, in-8°, xx-467 p. et 5 cartes hors texte (Publications of the Mediaeval Academy of America, vol. XXXVII). Prix : 5 dollars.

aisément de tant de pages fouillées, parfois jusqu'à l'extrême minutie. C'est d'abord l'unité foncière de toute l'administration médiévale, groupée autour du roi et symbolisée par ce qu'on appellera plus tard la prérogative. Tous les officiers, grands ou petits, n'ont que des pouvoirs délégués ; c'est la volonté du roi qu'ils traduisent dans leurs actes, même lorsque, pour la sauvegarde passionnée des droits de la couronne, ils semblent s'opposer à l'arbitraire ou aux velléités changeantes du souverain. La prolifération des administrations, qui s'est lentement étendue au fur et à mesure des besoins, peut sembler désordonnée aux esprits modernes. Pourtant, si les pouvoirs s'enchevêtrent, ils ne se combattent point ; rares sont les conflits d'attribution ; les divers organes se contrôlent l'un l'autre et s'épaulent mutuellement. Cette impression d'harmonieuse unité s'atténuera peut-être quand on abordera les institutions locales. Mais elle ressort des faits exposés par chaque auteur avec un sens remarquable du concret, sans qu'interviennent jamais — sauf peut-être dans certaines pages consacrées à la Chancellerie — cet esprit de système et ce besoin d'échafauder des théories nouvelles et parfois paradoxales, qui ont tant fait, depuis un demi-siècle, pour obscurcir l'histoire institutionnelle de l'Angleterre médiévale. Les pages sur le Parlement et sur le Conseil montrent avec un rare bonheur l'extrême fluidité de ces institutions aux contours incertains, que les événements ne cessent de modifier, sans qu'on puisse à aucun moment délimiter exactement leur composition, leurs attributions, leur rôle dans l'ensemble du gouvernement. Inversement, l'évolution des institutions permet de mieux apprécier le sens profond des événements politiques. La révolution de 1326-1327 consacrait la victoire du baronnage sur un monarque incompetent et des favoris indignes. Elle aurait donc dû appliquer sans tarder le programme de contrôle baronnial lentement élaboré depuis le début du siècle. Mais la « dictature » d'Isabelle et de Mortimer en empêcha la mise en œuvre pendant près de trois ans. Quand Édouard III, impatient de régner, provoqua la chute du favori, il proclama bien haut son désir de gouverner avec les barons, donc d'appliquer le programme baronnial. Parlements et grands conseils devinrent si fréquents que les barons se fatiguèrent d'y venir ; les innombrables commissions où fonctionnaires collaboraient avec les membres de l'aristocratie manifestèrent une activité brouillonne. Par la force des choses, sans que nul s'en aperçût, sans qu'il y eût volonté consciente d'un jeune roi « féodal », l'administration monarchique, indispensable organe de coordination, reprit en main le contrôle de tout le gouvernement et épargna à la royauté les frais d'un nouveau coup de force.

Chacun de ces huit essais mériterait ici un long commentaire. Insistons sur ceux qui, sans s'attacher à un organe administratif bien défini, traitent d'un aspect du travail gouvernemental qui relevait à la fois de plusieurs administrations : la diplomatie, par exemple, où M. Lucas, dans cet ouvrage, et M. Cuttino, dans la thèse mentionnée plus haut, défrichaient simultanément le même terrain, et surtout l'organisation militaire, sur

laquelle M. Prince apporte beaucoup de nouveautés. Ses pages devraient être méditées par les historiens français de la guerre de Cent ans, trop enclins, d'habitude, à surestimer les mérites intrinsèques des armées anglaises. Comme en France, la levée de l'ost féodal soulevait de grandes difficultés (nécessité de continuer la campagne au delà des quarante jours coutumiers, répugnance des vassaux à servir hors des frontières) ; on s'en tirait, comme en France, en offrant à tous une solde, dès le début de la campagne, en forçant les riches à se faire adouber, en recrutant des mercenaires par un contrat écrit ou *indenture*, appelé à un grand avenir, car les capitaines de compagnies en imposaient mieux à leurs hommes. Quant à la levée en masse prévue par le statut de Winchester (1285) et réduite, pour les besoins de la piétaille, à un choix de recrues levées par les commissions d'*array*, elle semble avoir donné bien des mécomptes, tant par la médiocrité des enrôlements que par la mauvaise volonté des populations à payer l'armement, ou les désertions abondantes dans les campagnes d'Écosse ; enfin, certaines villes levaient elles-mêmes leurs contingents : c'étaient des milices communales, guère plus belliqueuses que les françaises. Il est inutile d'insister sur la supériorité d'équipement de ces troupes auxiliaires : armement, uniformes, archers montés présentent, dès avant 1336, toutes les qualités qui étonneront et dérouteront les ennemis sur le continent¹.

On se rappelle sans doute l'événement que fut, en 1921, l'apparition du petit livre de M. A. F. POLLARD sur l'évolution du Parlement. Parti d'une connaissance approfondie des institutions du xvi^e siècle, il était remonté dans le temps et, à la lumière des nouveautés introduites par les Tudor, avait essayé de remettre à sa vraie place le Parlement médiéval. Après les dissertations de Riess et de Pasquet, c'était la première tentative par un historien anglais pour sortir de l'ornière où Stubbs avait placé l'histoire parlementaire. Depuis lors, d'innombrables travaux ont repris la question sous toutes ses faces. MM. Richardson et Sayles, notamment, au prix d'efforts considérables et de discussions difficiles à suivre, ont lentement dégagé une nouvelle « théorie » du Parlement médiéval, qui, si l'on voulait la résumer très grossièrement, insiste d'une part sur l'importance de cette institution comme organe judiciaire (forme particulièrement solennelle de la *Curia regis*), d'autre part sur le rôle joué dans le travail même du Parlement par les fonctionnaires royaux, aux dépens de celui traditionnellement attribué aux représentants de la communauté. En présence des polémiques que ces

1. N'est-ce pas perpétuer une confusion, déjà courante à l'époque, que d'affirmer que Roger Mortimer fut créé comte de la Marche de Galles (p. 136)? Et peut-on, sans anticipation, parler de lettres du signet avant 1336 (p. 157)? Si le Parlement anglais n'est pas devenu, comme le français, une cour de justice, est-ce bien parce que « le Conseil était assez fort pour dominer la situation » et ne pas abandonner ses prérogatives judiciaires (p. 113)? En France, également, le Conseil exerçait des prérogatives analogues, mieux même, puisque les maîtres des requêtes de l'Hôtel drainaient vers eux le flot des suppliques. En réalité, c'est l'existence des deux Bancs, émanations déjà individualisées de la *Curia regis* judiciaire, qui rendit inutile l'exercice permanent, par le Parlement, d'une nouvelle juridiction d'appel.

études ont suscitées, il était naturel que M. Pollard désirât faire le point, après un quart de siècle de travaux dispersés. Mais les trois articles¹ qu'il consacre à la question ne l'abordent encore que par la bande et ne traitent que des points de détail : l'organisation proprement administrative du Parlement et de ce que nous pourrions appeler son secrétariat, le mécanisme de l'examen des suppliques ou pétitions par des comités de receveurs et de « trieurs » ; enfin, le rôle joué dans tout ce travail par les clercs de la couronne, toutes questions sur lesquelles MM. Richardson et Sayles avaient fondé leur construction, et à propos desquelles M. Pollard note ses points d'accord et ceux, assez importants, où il se sépare d'eux. Il serait à souhaiter qu'une synthèse provisoire vint bientôt condenser tous ces travaux discursifs et parfois, il faut bien le dire, confus.

MEMENTO. — G. P. CUTTINO, *The process of Agen*, dans *Speculum*, t. XIV (1944), p. 161-178, publie le dossier de l'enquête contradictoire entreprise en 1331 et qui marque l'ultime effort, avant la guerre de Cent ans, pour régler à l'amiable l'irritante querelle de Guyenne. Après des débuts prometteurs et la liquidation de menues questions territoriales, le « procès » n'avança plus après 1333, témoin du refroidissement progressif des relations franco-anglaises. — Sur les institutions militaires, A. W. PRINCE, *The payment of army wages in Edward III's reign*, dans *Speculum*, t. XIV (1944), p. 137-160, reprend en détail la question, déjà examinée par Tout, de savoir dans quelle mesure le financement de la solde incombait à la Garde-robe ou à l'Échiquier. L'importance de la Garde-robe croît depuis le début du règne jusqu'à la crise de 1340-1341. Ensuite, l'Échiquier reprend de plus en plus la haute main sur le financement des campagnes. — N. B. LEWIS, *The organization of indentured retinues in fourteenth-century England*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXVII (1945), p. 29-39, montre que la retenue par contrat écrit ou endenture atteint son apogée sous Édouard III, favorisée par les autorités, qui y voyaient un moyen de faciliter le recrutement des armées. Mais il prétend que cette nouvelle forme de clientèle, par la fixité et la stabilité des contrats établis, renforçait alors l'armature sociale ; il est permis d'en douter. — Trois brèves études sur l'institution parlementaire : Miss H. M. CAM, *From witness of the shire to full Parliament*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXVI (1944), p. 13-35, insiste sur le fait que, si l'expression « plein parlement » finit par désigner une séance particulièrement solennelle des trois États du royaume, il n'en a pas toujours été ainsi. Elle tire son origine d'une assimilation à « plein comté » ou « pleine cour » pour les assemblées judiciaires. On ne voit pas par quel biais l'auteur, reprenant une idée qui lui est familière, et l'était déjà à Stubbs, cherche dans les cours de comté une sorte d'anticipation à la Chambre des Communes. — T. F. T. PLUCKNETT, *The origin of impeachment*, dans les *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, t. XXIV (1942), p. 47-71, conteste l'ingénieuse hypothèse de Miss Clarke, qui prétendait que la procédure parlementaire de 1376 contre les ministres lancastriens s'identifiait à un *indictment*, par voie de pétition des communes, devant les lords. En réalité, il

1. A. F. POLLARD, *The clerical organization of Parliament. Receivers of Petitions and clerks of Parliament. The clerks of the Crown*, dans l'*English Historical Review*, t. LVII (1942), p. 31-58, 202-226 et 312-333.

faut rejeter cette analogie et faire appel à d'autres procédures criminelles tour à tour employées dans les procès politiques de cet âge troublé, la condamnation par record et par notoriété. Dès 1341 s'ajoutent à la notoriété les « bills » des plaignants individuels ou des communautés. C'est ce précédent d'une accusation anonyme qui devait porter les fruits amers que l'on sait. — Miss D. RAYNER, *The form and machinery of the « Common Petition » in the fourteenth century*, dans l'*English Historical Review*, t. LVI (1941), p. 198-233 et 549-570, examine en détail ce qu'on peut savoir de la rédaction des pétitions communes ; problème important, et qui avait déjà été touché tant par MM. Richardson et Sayles que par M. Gray, puisque c'est de ces pétitions que sont tirées presque toutes les mesures législatives promulguées en Parlement.

VII. RICHARD II. — Tant de monographies et d'études de détail, depuis une vingtaine d'années, ont modifié les jugements portés sur le règne et la personnalité de Richard II, qu'il était temps de faire le point. M. Anthony STEEL s'est courageusement attaqué à ce difficile sujet. C'est dire à la fois l'importance de son livre¹ et la vigueur des réactions qu'il ne manquera pas de susciter.

Sa méthode d'exposition n'est pas sans danger. Arrive-t-on jamais à « faire un tout cohérent d'un ensemble de minuties » ? A mesure que se déroulent les péripéties du règne, il reprend patiemment les discussions de détail, se perd trop souvent dans d'infimes querelles, relate toutes les opinions, hésite parfois à s'en faire une lui-même et donne l'impression, fâcheuse pour le lecteur, qu'il ne domine pas son sujet. On se fatigue à ces joutes où s'opposent Stubbs et Tout, Miss Clarke et M. Richardson, sans oublier le signataire de ces lignes, tout cela sans autre dessein, semble-t-il, que de compter les coups. Un seul exemple suffira. Il est fort possible que la consultation des juges, en 1387, n'ait pas été un acte inconstitutionnel, puisqu'il n'y avait pas de constitution ; qu'elle n'ait présenté aucune nouveauté quant au fond, les mêmes idées ayant été exprimées dix ans plus tôt dans l'entourage de Jean de Gand ; qu'elle ait été dictée par les circonstances, pour faire pièce aux empiétements récents des barons ; qu'elle ait, enfin, constitué une suprême maladresse, car, en voulant étendre la notion de trahison aux délits d'opinion, elle cabra une opposition légitimement alarmée. Si M. Steel avait ajouté que cette première définition écrite et juridiquement motivée de la prérogative royale n'en reste pas moins une date dans l'histoire de l'Angleterre, on aurait compris pourquoi il venait, pendant cinq grandes pages, de discuter sur des pointes d'épingle (p. 129-134).

Ce n'est pas pour dire que M. Steel ne soit point capable de vigueur dans le jugement. Parfois, comme à propos du Parlement sans Merci, son récit prend un ton direct et ferme, au grand soulagement du lecteur. Mais il lui restait à définir le rôle du roi, à expliquer ses actes, à interpréter son carac-

1. Anthony STEEL, *Richard II*. Cambridge University Press, 1941, in-8°, x-230 p. et 1 planche hors texte.

rière. Or, ce mélange d'insouciance et d'activité, de fantaisie et d'entêtement, de mûres réflexions et d'impulsions soudaines, a toujours intrigué les historiens. En fin de compte, M. Steel le renvoie aux aliénistes. Enfant débile et nerveux, élevé dans l'admiration d'un père dont il ne pouvait physiquement égaler les prouesses, Richard en aurait retiré un complexe d'infériorité sans cesse aggravé par l'isolement où on le maintenait. La révolte des paysans ne lui procura qu'une évasion passagère. Après des débuts maladroits et inexpérimentés dans la politique active, la crise de 1386-1388 fit éclore une névrose caractérisée; son esprit « schizoïde » perdit contact avec la réalité; seule compta désormais l'exaltation effrénée de la dignité royale. La mort de la reine, l'expédition d'Irlande, le mariage français ouvrirent la voie au déséquilibre final. Ce ne sont plus que « soupçons pathologiques de complots..., interprétation extrême et presque insensée de la prérogative » et, dans les derniers mois, « sentiment également déséquilibré et déraisonnable d'une fausse sécurité » (p. 204). Que vient faire alors l'habileté dont il fit preuve en maintenant, pendant six ans et plus, une politique d'apaisement? N'y a-t-il pas contradiction flagrante entre ce diagnostic d'aliéniste et la prudence avec laquelle s'installa par paliers la seconde « tyrannie »? Comment, enfin, expliquer qu'en même temps on nous apporte une justification plausible des deux actes de folie jusqu'alors reprochés à Richard, à savoir l'exil d'Hereford et la seconde expédition d'Irlande?

Quand tout est dit sur son instabilité nerveuse, il reste que Richard a eu des idées, a suivi une politique, brutale parfois, vacillante en d'autres cas, mais presque toujours obstinée. Ça et là, on en glanera les éléments dans le récit de M. Steel. L'exaltation de la prérogative royale en est le trait dominant à partir de 1387, avec, comme corollaire négatif, la crainte de retomber en tutelle. Les moyens employés ne sont pas moins remarquables. Pour faire pièce aux grandes maisons apanagées qu'il ne pouvait songer à déshériter — le cas de Lancastre, en 1399, était désespéré — il les combattit avec leurs propres armes : constitution éphémère d'un apanage gallo-irlandais pour Robert de Vere, autorité jalouse exercée sur le Cheshire, extension de ses droits palatins sur le Pays de Galles; les deux campagnes d'Irlande, la marche finale en Galles s'insèrent dans cette politique. Non moins important lui apparaît le problème du maintien de l'ordre, sous ses deux aspects : extension des « livrées » baronniales, impuissance des sheriffs et des tribunaux réguliers. Il pare au premier péril en se créant une livrée personnelle, en recrutant « réservistes » et archers, qui deviendront les hommes du cerf d'argent. En attendant de pouvoir reprendre en mains les sheriffs, il multiplie, comme ses devanciers, les commissaires royaux, donne la préférence aux tribunaux d'exception (connétable, maréchal, amiral), plus expéditifs et moins encombrés. A l'extérieur, il a voulu se concilier la papauté par la rigueur de son orthodoxie — il n'a jamais favorisé les Lollards — comme par ses tentatives de concordat. Il a cru indispensable l'accord avec la France, qui est son œuvre obstinée, quoiqu'en pense M. Steel; cela lui a

dicté une conduite finalement contradictoire, puisque, tout en promettant aux Valois son soutien pour terminer le schisme contre le gré des pontifes, il se rapprochait, en matière ecclésiastique, de la cour de Rome. Tout cela nous mène loin du problème constitutionnel et parlementaire où se cantonnait Stubbs, bien loin aussi du demi-fou en quoi M. Steel a travesti son héros¹.

Le manuscrit 182 d'All Souls College, Oxford, déjà bien connu des linguistes, est un mélange de *dictamen* et de formulaire. Dans sa partie française — ou plutôt anglo-normande — il comprend des traités de grammaire, des collections de proverbes et de phrases, un vocabulaire, des dialogues, mais surtout des suppliques et des lettres du plus haut intérêt. Le compilateur, dont le travail semble avoir pris fin peu après 1412, était un certain John Stevenes, notaire public alors employé dans l'administration de l'archevêché de Canterbury. Il a recueilli sa documentation dans les archives, aujourd'hui perdues, des bureaux du signet, a eu entre les mains la correspondance d'Henri V alors que celui-ci n'était que prince de Galles, celles encore de Thomas Arundel, archevêque de Canterbury, et d'Henri Despenser, évêque de Norwich. Cet ensemble si varié monte à quarante et une pétitions et quatre cent douze lettres, dont bien peu se retrouvent ailleurs. Dans le temps, il est presque entièrement compris entre 1390 et 1412, c'est-à-dire qu'il date des dix dernières années du règne de Richard II et de celui, presque entier, d'Henri IV. La regrettée Miss Maud V. Clarke en avait projeté la publication intégrale, accompagnée de l'indispensable commentaire historique, car, comme dans presque tous les formulaires, les dates sont omises et les noms propres réduits à de simples initiales. Sa mort prématurée ne mit pas fin au projet. Miss Dominica LEGGE, qui avait déjà accompli la transcription du manuscrit, en a courageusement assuré seule la publication². Il eût fallu un spécialiste averti de la période pour en mener à bien l'annotation détaillée. Elle a dû se contenter de notes sommaires et de dépouillements incomplets. Si le texte est reproduit avec une exactitude

1. L'auteur s'embrouille parfois dans le réseau complexe de la diplomatie européenne. Il fait de Louis de Male, entre 1346 et 1381, un prince francophile, docile instrument des Valois, puis un Clémentin de la première heure (p. 10, 11, 98, 99). Il date incorrectement le traité de Calais (p. 11), la Jacquerie (p. 63), la soustraction d'obédience (p. 214). Il confond Charles le Mauvais et son fils Charles III le Noble (p. 191), semble croire que Pierre le Cruel vivait encore en 1371 (p. 107), qu'Henri de Trastamare avait rallié la cause de Clément VII avant de mourir (p. 107), que la cour d'Aragon tenait en 1395-1396 pour un plan de concile général, alors qu'elle soutenait ardemment Benoît XIII (p. 214). Plus surprenantes sont ses affirmations que William Wykeham était un architecte (p. 14-15), et que Richard était l'aîné (au lieu de l'unique) des fils survivants du Prince Noir (p. 28). Quelques lapsus enfin : Robert Hales devient John Hales (p. 41), Leulinghem est travesti en Lelighem (p. 104) ; Cadzand est près des bouches du Rhin, et non pas au large de Margate (p. 19 et 25).

2. M. Dominica LEGGE, *Anglo-Norman Letters and Petitions from All Souls MS. 182*. Oxford, Basil Blackwell, 1941, in-8°, xxiii-495 p. (Anglo-Norman Text Society, vol. III). Prix : 65 s.

presque parfaite, son utilisation reste soumise à des recherches complémentaires, qui s'avéreront ardues : la datation des documents, où l'on peut à première vue déceler quelques inexactitudes¹, reste presque toujours imprécise ; trop peu de noms ont pu être identifiés ; la concision extrême des notes les rend parfois peu intelligibles.

Il serait donc vain d'apprécier dès à présent la moisson si riche que ces lettres nous apportent sur l'histoire politique, diplomatique ou militaire de la période. On s'attardera, par exemple, sur une lettre d'un agent anglais, racontant avec force lamentations les progrès du duc d'Anjou en Périgord, Rouergue et Quercy, dans les premiers mois de 1369 (n° 138), sur toutes celles qui concernent, sous Richard II, les négociations avec la France, apportant de piquants détails sur les projets matrimoniaux des deux cours ou vantant l'anglophilie de Philippe le Hardy ; on glanera çà et là des aperçus nouveaux sur les remous des luttes civiles ; on précisera les phases de la campagne d'Irlande de 1394. Pour les dix premières années du siècle nouveau, ce sont évidemment les affaires galloises et les révoltes baronniales qui occupent la première place dans les préoccupations des correspondants.

Plus encore que des hautes sphères de la politique, c'est de la vie quotidienne de toutes les classes sociales en une période troublée que cette correspondance vivante et variée porte témoignage. Sollicitations et démarches auprès des grands, querelles de familles, intrigues et petits intérêts, procès civils et criminels, demandes de dons et de pensions, plaintes d'une grande dame dont le mari vient d'être exécuté pour rébellion, ou d'un marchand qui ne peut recouvrer ses créances, toute une société défile sous nos yeux. Voici, à titre d'exemple, un hobereau officieux, voulant à toute force s'attacher à la clientèle d'un Grand, même si, pour toute pension, il ne touche que le vivre et le couvert (n° 186). Bien que moins abondante, moins cohérente aussi, cette collection est appelée à donner, sur la société anglaise aux alentours de 1400, le même tableau pittoresque et vrai que, deux générations plus tard, les fameuses *Paston Letters*.

Une dernière remarque s'impose. On va répétant que, dès la fin du xiv^e siècle, l'anglo-normand n'était plus guère parlé que par le cercle restreint de la haute aristocratie, écrit que par les scribes des administrations royales, princières ou épiscopales. Or, toutes les lettres de ce formulaire, même celles émanant de hobereaux, de bourgeois et de petites gens, sont rédigées en une langue aisée, naturelle et spontanée qui ne sent guère la traduction. C'est à peine si tel impétrant se laisse aller, par mégarde, à inter-

1. Le n° 21 est de septembre 1394 (date du départ de Lancastre pour l'Aquitaine), non de 1397 ; le n° 29 est d'août 1394 et non de 1397, car à cette dernière date Gloucester était en prison ; le n° 98 est de 1393, non de 1398 (date à laquelle Charles VI n'était plus le cousin, mais le beau-père de Richard II) ; le n° 412 est de février 1400, nouveau style, et non 1399, puisqu'il parle des négociations avec Henri IV, etc. Parmi les très rares fautes de lecture, signalons : n° 141, 66, *pernirs* pour *perjurs* (parjure) ; n° 150, 51, *unihéz* pour *vinhez* (vignes) ; n° 171, 3, *Saluis* pour *Salins*.

caler quelques mots d'anglais (n° 71). Il faut bien en conclure que ces gens étaient encore bilingues ; le français ne s'oubliera que plus tard, mais assez rapidement, au point de disparaître en moins d'un demi-siècle.

MEMENTO. — Bertie WILKINSON, *The Peasants Revolt of 1381*, dans *Speculum*, t. XV (1940), p. 12-35, explique le soutien presque unanime apporté par la population londonienne aux révoltés, grâce à une communauté de vues et d'intérêts, à la haine partagée pour les mauvais conseillers d'un jeune roi fort populaire, et surtout pour Jean de Gand. Il en résulterait que la politique de négociations avec les rebelles ne serait pas venue d'une impulsion de Richard, mais d'un calcul délibéré de ses ministres, qui allaient en être les premières victimes. Dans ces conditions, le meurtre de Wat Tyler ne peut avoir été prémédité. — Evan J. JONES, *An examination of the authorship of « The Deposition and Death of Richard II » attributed to Creton*, dans *Speculum*, t. XV (1940), p. 460-477, s'efforce à démontrer que la chronique rimée, dont l'auteur dit être français, et dont un manuscrit attribue la paternité à Jean Creton, personnage bien connu par ailleurs, est en réalité l'œuvre de John Trevor, évêque de Saint-Davids, familier et partisan du roi déchu. Cette nouvelle attribution est tout à fait invraisemblable.

Édouard PERROY,

Professeur à l'Université de Lille.

(Sera continué.)

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Georges MÉAUTIS. *Mythes inconnus de la Grèce antique*. Paris, Éditions Albin Michel, 1944 ; 1 vol. in-12, 255 pages. Prix : 54 francs.

L'auteur de cet ouvrage riche en vues neuves et pénétrantes s'est proposé d'interpréter un certain nombre de mythes grecs, dont la plupart ne sont connus que des spécialistes. Examinant d'abord les « mythes d'ivins », il montre dans celui d'Ixion le mythe de l'ingratitude humaine et, aussi, l'éveil de la basse sensualité que le contact avec le divin provoque chez les âmes vulgaires. Il voit en Dionysos le dieu des enchantements, issus de l'ivresse, dont le mystérieux pouvoir de fascination tantôt suscite des visions charmantes, tantôt sème l'épouvante ou la folie meurtrière. Les Hellènes n'ont pas fait preuve d'une psychologie moins profonde dans leurs « mythes d'amour ». Le dénouement de celui d'Hippodamie, maudite avec son amant Pélops par le rival qu'elle a éconduit, signifie l'influence redoutable des malédictions sur la destinée humaine. Le mythe de Penthésilée oppose la noblesse d'âme du héros à la bassesse envieuse de son insulteur, incapable de comprendre la grandeur de celui qu'il accable de ses sarcasmes. Dans le mythe d'Amymone règne une atmosphère de soumission aux lois de la nature et de réconciliation ; et c'est également sur une note de douceur et d'apaisement que s'achève la dramatique et sanglante histoire de Térée, de Philomèle et de Procné.

Enfin, M. Méautis étudie longuement les « mythes de mélancolie ». S'élevant contre l'opinion de divers historiens, notamment de Renan, il pense que les Hellènes, loin d'être animés d'une divine allégresse et de n'éprouver aucun souci de la mort et du surnaturel, furent hantés par le problème de la souffrance et du mal. Après avoir souligné dans l'*Hécabé* d'Euripide l'éclatant contraste entre l'héroïsme de Polyxène et le lent avilissement qui mène Hécabé vers l'animalité, l'auteur nous montre Homère lui-même chantant « l'hymne de la douleur humaine ». Comme la tragédie d'Euripide, l'*Iliade* dépeint des individus fort différents les uns des autres par la moralité et le caractère : aux personnages sans volonté ni courage, esclaves des passions sensuelles et lâches « serviteurs d'Aphrodite » (Pâris, Hélène, Ménélas) s'opposent d'une manière saisissante ceux en qui s'incarne le plus brillamment l'énergique civilisation guerrière dont l'épopée homérique est le reflet : Hector et Achille, tous deux épris du plus généreux idéal. Mais Hector n'est qu'un homme, d'ailleurs admirable, tandis qu'Achille est un demi-dieu, enveloppé d'une atmosphère merveilleuse et surnaturelle : mettant la gloire au-dessus de tout, le fils de Thétis et de Pélée estime que le prix de l'existence ne réside point dans sa durée, mais dans sa beauté, et l'idée poignante et obsédante d'une mort prochaine stimule vigoureusement son ardeur, au lieu de l'abattre. Bref, c'est un tableau assez sombre de la vie humaine qui nous est présenté dans l'*Iliade* : ce poème nous offre le spectacle d'atroces conflits, déchainés par la passion de trois êtres « sans beauté profonde » et en proie à la volupté ; mais les fautes et les vices de ces personnages

ont pour effet de donner plus de relief encore aux nobles et émouvants sentiments d'un Hector, d'un Achille et d'un Priam¹.

Paul CLOCHÉ.

V. H. H. GREEN. Bishop Reginald Pecock, a study in ecclesiastical History and Thought. Cambridge, University Press, 1945 ; in-16, 261 pages.

Voici un livre judicieux et utile sur la vie et les œuvres de Pecock. M. Green n'a pas découvert de documents nouveaux, mais son étude est solide, munie de notes et d'appendices qui prouvent la minutie de son labeur. Cette mise au point était nécessaire. Le public lettré qui s'intéresse à la tumultueuse Angleterre du x^v^e siècle ne connaît guère de Pecock que son procès et sa rétractation. Ses tendances et son rôle ont été longtemps présentés avec d'absurdes déformations. John Foxe a fait de lui un des martyrs de la Réforme, et encore en 1820 son biographe John Lewis l'a classé parmi les « boulevards du Protestantisme ». Stubbs et W. W. Capes (*The English Church in the fourteenth and fifteenth centuries*, 1900), que M. Green devrait citer, et d'autres qu'il cite, ont parlé de lui avec exactitude, mais sans étudier sa pensée théologique et sa méthode, que M. Green expose abondamment. Non plus autrefois que de nos jours, l'œuvre de Pecock n'avait obtenu, jusqu'ici, la juste et attentive appréciation qu'elle mérite. Il a eu le mauvais destin du sage qui se tient à mi-côte et demande aux hommes d'être raisonnables. Ajoutez qu'il se mêla de politique et, en s'attachant au parti lancastrien, joua sur la mauvaise carte.

Né vers 1390, il étudia à Oxford et y prit connaissance du lollardisme. Après un long séjour à Londres, il obtint le siège épiscopal de Saint-Asaph, puis celui de Chichester. Il estimait que les évêques devaient laisser aux curés le soin de prêcher, quitte à les éclairer sur les matières difficiles de la foi, et que pour leur part ils avaient mieux à faire. Il trouvait qu'on exagérait la corruption du clergé de son temps et était indulgent à la non-résidence, à la fiscalité romaine, admettait les provisions, les annates. Il résolut d'éclairer, par des livres écrits en langue vulgaire, le public laïc et ecclésiastique. D'autre part, il entreprit de convertir les Lollards, par la seule force de son argumentation. Il voulut leur démontrer que leur respect des Écritures prises au sens littéral était aveugle, que leur prétention de les comprendre sans l'aide des théologiens était vaine. Son orgueil et sa maladresse lui firent beaucoup d'ennemis, et dès 1447 le sermon fameux qu'il prononça à Saint-Paul's Cross le mit en danger. Le déclin de la maison lancastrienne et la guerre des Deux-Roses lui enlevèrent ses protecteurs et causèrent sa perte. A l'assemblée du Conseil du roi tenue en octobre 1457, les lords yorkistes voulurent, en le frappant, atteindre le parti lancastrien et refusèrent de siéger à côté de lui. Les membres spirituels du Conseil requirèrent l'archevêque de Cantorbéry de soumettre ses œuvres à une commission. Traduit devant vingt-quatre docteurs, Pecock, qui n'était pas

1. Certains passages de cet excellent ouvrage appellent des réserves. C'est ainsi que le rapprochement institué entre la mésaventure du « démagogue » Thersite et le rôle attribué par Thucydide à Cléon dans l'affaire de Sphactérie (p. 74-75) n'est pas aussi nuancé qu'il conviendrait. — Si l'on doit admettre que Renan s'est trompé en déniaut aux Grecs la profondeur du sentiment religieux (p. 96-97), il n'est nullement assuré ni même probable que cette idée ait pour origine une « haine violente, sournoise et mielleuse contre le christianisme » : l'erreur de cet historien peut s'expliquer tout simplement par l'insuffisance de son information sur la religion hellénique.

un héros, prit peur. Il avoua avoir dit que la descente du Christ aux enfers et la communion des saints n'étaient pas des croyances nécessaires pour le salut, que l'Eglise universelle et les conciles généraux pouvaient errer ; il accepta même, nous dit M. Green, des charges qu'on fit peser injustement sur lui (il est vrai que nous n'avons plus qu'un petit nombre de ses écrits). Il déclara piteusement avoir peur d'une condamnation à mort et de l'enfer, et se rétracta. Ses ennemis l'appelèrent « le paon déplumé ». Il finit ses jours vers 1460 dans l'abbaye où on l'avait confiné.

C'était un théologien, non pas très savant, mais d'esprit vigoureux et clair. Il pensait que Dieu nous a accordé la raison pour nous en servir et que la foi doit s'appuyer sur elle. Réserve faite des régions si hautes que notre intelligence ne peut s'élever jusqu'à elles, la raison humaine a le droit d'interpréter, le droit de soumettre à son examen les traités des Pères de l'Eglise et même les Ecritures. Pecoock a été un des ancêtres de la critique religieuse ; il a curieusement appliqué ses facultés de discernement et son sens historique à des légendes telles que la descente du Christ aux enfers ou la Donation de Constantin, à des questions telles que les origines du livre de la Genèse. Et c'est un des premiers grands prosateurs anglais. A tous ces titres, et bien que par sa méthode de démonstration, par son culte du syllogisme, il soit encore un homme du Moyen-Age, c'est tout de même un des précurseurs de la Renaissance intellectuelle anglaise, un penseur original et sincère, un esprit libre, avide de lumière et de progrès, en une époque de décrépitude et d'agitations stériles.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

J. C. GEMPERLE. *Belgische und Schweizerische Städteverfassungsgeschichte im Mittelalter. Eine vergleichende Studie.* Wetteren, Verlag De Meester, 1943 ; 387 pages. (Thèse de l'Université de Louvain, publiée dans le *Recueil des travaux de l'Université de Louvain*, 3 série, Heft 10, 1942.)

Ce livre nous expose parallèlement la formation des villes et des libertés urbaines en Suisse et en Belgique : l'origine des villes, le marché, la seigneurie et le dualisme des autorités, l'échevinage, l'union entre commerçants et l'union communale, le droit, les institutions, le patriciat, etc. C'est un ouvrage sérieux et M. Gemperlé fait une entrée honorable dans la carrière historique. Un tel amas de faits, d'idées, de théories, de controverses, ne prête pas à un compte-rendu critique ; on n'en finirait plus. Je voudrais seulement faire part de l'inquiétude qu'on éprouve à cette lecture. On ne trouve pas ici l'aspect habituel d'une thèse. On dirait d'un cours à l'usage des étudiants, fruit d'un patient dépouillement des travaux d'autrui, et non pas de recherches originales. L'auteur ne cite presque pas de documents, et il ne cite que de seconde main. Ses références nous reportent aux innombrables livres et articles qui ont paru sur la question, surtout en Belgique, car elle n'a été encore qu'insuffisamment examinée en Suisse. Est-ce bien ainsi qu'on peut préparer avec sûreté un livre d'histoire comparée ? Il s'agit là d'un genre historique particulièrement délicat et fallacieux, et de minutieuses vérifications me paraissent pour ma part indispensables. L'histoire des villes belges a été approfondie par des savants de premier ordre, dans des livres justement célèbres ; de ce côté-là, M. Gemperlé a marché dans des sentiers battus ; mais, pour la Suisse, les chemins sont à peine frayés. L'histoire comparée suppose que les deux termes de comparaison sont également bien connus ; sinon, les analogies risqueront d'être trompeuses. Des son-

dages dans les sources et des recherches d'archives en Suisse n'auraient-ils pas modifié les conclusions de l'auteur?

D'autre part, pour éclairer la formation des villes suisses, pourquoi avoir choisi les Pays-Bas, plutôt que la Picardie et l'Île-de-France, ou les républiques lombardes? Ce choix ne s'imposait pas, et il y avait même des raisons de ne pas s'y arrêter. Suisse et Pays-Bas étaient fort différents, non pas seulement par la structure géographique et la position en Europe, mais par l'histoire. M. Gemperlé nous a montré lui-même que les villes n'avaient pas la même origine ici et là : en Belgique, la conquête romaine n'avait guère laissé que des forteresses, et l'essor prodigieux des villes belges est un fait du Moyen-Age, dû essentiellement à des facteurs économiques ; au contraire, les villes suisses avaient été des *civitates* romaines et avaient gardé une empreinte de centres de droit public ; si elles ont pu prospérer économiquement, c'est parce qu'elles gardaient les passages des Alpes. En ces conditions, une comparaison peut être assez dangereuse et factice.

Nous sommes loin de nier les bienfaits de l'histoire comparée. Maniée avec précaution, elle est fort suggestive. Elle attire l'attention sur des faits négligés ou qu'on ne comprenait pas. Elle vous amène à des points de vue nouveaux. Elle élargit les méthodes. Et, surtout, elle dénonce des rapports qu'on ne soupçonnait pas, des influences importantes. A cet égard, le livre de M. Gemperlé rendra quelques services. Il se propose, nous dit-il, de pousser ses études dans cette direction ; il nous montrera qu'on n'avait pas jusqu'ici apprécié à sa valeur l'activité déployée en Suisse par les marchands venus du Nord pour descendre dans la plaine lombarde. Certains se sont arrêtés en route, se sont fixés dans des villes suisses, ont hâté leur développement économique. Ces questions de peuplement par des apports étrangers sont à l'ordre du jour ; elles exigent des dépouillements de textes très étendus et patients, mais elles récompensent par des découvertes inattendues. Le livre que nous promet M. Gemperlé sera le bienvenu.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

F. L. GANSHOF. Over stadsontwikkeling tussehen Loire en Rijn gedurende de middeleeuwen. Verhandelingen van de k. vl. academie voor wetenschappen, letteren en schoone kunsten van België. Bruxelles, N. V. Standaard, 1941 ; in-8°, 90 pages, 43 cartes et plans.

Dans ce beau travail, M. Ganshof a voulu grouper une masse de faits et constituer une collection de plans qui permettent de reprendre sur une base positive et surtout d'orienter les études si discutées de l'origine et du développement des villes au Moyen Age.

Il distingue d'abord les noyaux préurbains. Il rappelle d'abord la distinction classique des *civitates* et des *castra*, ceux-ci d'origine diverse : outre que, des unes et des autres, il y en eut qui ne donnèrent pas naissance à des villes médiévales, il faut noter que celles-ci ont pu naître d'une *civitas* et d'un *castrum* accolés (ce qui explique, soit dit en passant, la coexistence et les conflits de diverses autorités au Moyen Age), mais aussi que le noyau préurbain a pu être simplement un palais impérial ou royal, une résidence d'évêque, une abbaye, une basilique.

Les établissements commerciaux ont été, à partir du *ix*^e siècle, un élément de vie nouvelle et un point de départ décisif du développement urbain. A l'intérieur ou en dehors des enceintes de *civitates* ou de *castra*, les marchands se sont établis en

des emplacements divers, qui peuvent se grouper sous plusieurs rubriques. *Portus*, *suburbium*, *bourg* sont devenus très vite la partie la plus vivante des villes.

La construction des remparts commence dès le x^e siècle et au xi^e, d'abord dans les régions qu'anime le plus le commerce, les vallées du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut. Au xii^e sont fortifiées des villes qui sont parfois parmi les plus anciennes, et surtout en France. Enfin, celles qui ne s'entourent de murailles qu'aux xiii^e et xiv^e siècles sont des villes dont le rôle économique est resté de second plan. Sans grande peine, M. Ganshof distingue dans chacun de ces groupes deux ou trois sous-groupes. — Quant aux remparts, où ils enferment à l'origine le seul *suburbium* ou le *suburbium* et la *civitas* ou même, avec ceux-ci, d'autres éléments, la succession des enceintes partielles ou générales présente, dans bien des cas, des problèmes de solution difficile.

Le développement ultérieur des villes suit des phases diverses : annexion des faubourgs, parfois extérieurs aux remparts, exercice de l'autorité municipale sur la banlieue.

Il est intéressant de noter que maintes fois, surtout au xiv^e siècle, les remparts ont enclos des espaces qui n'ont jamais été bâtis. Peu de villes ont continué à se développer même après le Moyen Âge : Paris constitue la seule exception qui atteste une croissance ininterrompue jusqu'à nos jours.

Ce livre est bourré de faits et de dates, auxquels je joins la riche série de plans, documents essentiels, que M. Ganshof a présentés excellemment. Il ne prétend pas approfondir le sujet et se donne comme une reconnaissance du sujet, comme une esquisse provisoire. On devine bien déjà, derrière une présentation volontairement sèche, la largeur des perspectives sur lesquelles il ouvre des aperçus : l'histoire des villes sera renouvelée par un effort qui donnera leur place et leur rôle à un passé qui n'était pas entièrement mort au x^e et au xi^e siècle, aux faits politiques, aux faits économiques aussi, évidemment, qui ont une importance décisive, non pourtant exclusive. Dès maintenant, la confirmation de l'activité précoce des pays du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut, du retard de certaines formes de la vie urbaine dans telle région comme notre Ouest se dégagent avec netteté : mais ce sont là des traits accessoires, parmi bien d'autres. Il y aura lieu surtout de préciser, d'approfondir les classements qui nous sont ici proposés, de les rattacher à des vues générales sur la vie du passé. Mais ce travail d'approche, fait de main d'ouvrier, est une précieuse introduction à des études qui, sous une telle impulsion, doivent nous donner de belles moissons.

Mais pourquoi la Loire a-t-elle été choisie, en France, comme limite en ce qui concerne le développement des villes?

E. COORNAERT.

Gerhard RITTER. *Die Weltwirkung der Reformation*. Leipzig, Koehler et Amelang ; in-8°, 225 pages.

M. Ritter, auteur de travaux connus sur le protestantisme allemand (sans parler de ceux qu'il a consacrés à Frédéric II, à Stein, à Bismarck), a réuni, et parfois remanié, des essais publiés de 1928 à 1941, tous orientés autour de cette idée : faire comprendre, par une étude du passé germanique et une confrontation de ce passé avec le présent, l'action de Luther et de la pensée luthérienne (cela n'est pas tout un) sur l'Allemagne et, par ou contre l'Allemagne, sur le monde ; mesurer « la signification

historique de Luther pour l'esprit allemand et la destinée de l'Allemagne ». Essais conçus et écrits, malgré une volonté d'objectivité confessionnelle, dans une pensée nettement protestante, par un patriote allemand qui voit dans le protestantisme luthérien une des composantes essentielle de l'Allemagne moderne. Origines spirituelles de la Réformation et du réformateur lui-même, caractères spécifiques de l'Eglise protestante allemande, rôle joué dans la conjonction entre la cause de la Réformation et celle de l'Allemagne par un aventurier héroïque, Ulrich de Hutten, lumières que projette après coup sur cette union le héros du luthéranisme allemand transféré en terre scandinave, le grand Gustave, tels sont les thèmes développés, non sans un réel talent.

Sur la question des origines, M. Ritter estime que l'on a poussé trop loin le parallélisme primitif de la Renaissance et de la Réforme, exagéré l'action de celle-ci sur celle-là. Pour lui, la dissolution du monde médiéval (p. 43) et « la sécularisation complète de la vie moderne » seraient devenues des faits accomplis si la Réformation n'était intervenue comme un obstacle et n'avait entraîné une rechute dans les conditions du Moyen-Age. Thèse inverse, on le voit, de celle de Janssen, qui dénonce dans la Réformation la cause de la dissolution de l'Allemagne au temps des Habsbourg. Cette dissolution du Saint-Empire n'est-elle pas, tout au contraire, la cause de l'insuccès partiel de la Réformation luthérienne?

Bien qu'il ait écrit, en 1934, un livre intitulé *Luther der Deutsche*, M. Ritter est très préoccupé de nous montrer un Luther exclusivement religieux (un peu comme l'a fait, chez nous, Lucien Febvre), un réformateur, c'est-à-dire un conservateur et restaurateur du passé chrétien plus qu'un révolutionnaire. Il n'obéit pas à des motifs politiques, car il n'est pas, comme Calvin, un constructeur radical de la société et de l'État théocratiques. Il se trouve malgré lui en accord avec le sentiment national allemand, qui se manifeste sous la forme antiromaine. Il est entraîné et même dépassé par ce mouvement, parce qu'il est spécifiquement allemand, patriote allemand : « Je suis né, dit-il, pour mes Allemands. » De là provient tout ce que l'Allemagne doit à Luther (p. 87), notamment la langue allemande. Voilà, en opposition avec l'universalisme calvinien, l'explication de ce que nous appelons le césaro-papisme luthérien de l'Allemagne du Nord, voire l'influence du luthéranisme même sur l'Allemagne catholique, où M. Ritter verrait volontiers, en vertu d'une sorte d'*Anschluss* sentimental, une annexe — Autriche comprise — de l'Allemagne luthérienne. Seul Gustave-Adolphe présente un cas à part, profondément suédois, parce que le temps lui a manqué pour refondre l'Allemagne, empêcher la formation d'un parti français parmi les princes allemands des deux confessions.

En somme, M. Ritter établit une antinomie entre la tendance à considérer la Réforme, *a posteriori*, comme libérale et progressive et le rôle du prédicateur de cette Réforme. « Luther n'a pas brisé le joug romain pour délivrer le monde de ses chaînes ; il n'a pas voulu créer un « État protestant-allemand », mais il est venu annoncer la Parole de Dieu comme il la comprenait, et il a voulu pousser et convertir le monde à l'obéissance à cette Parole¹. »

Le reste est arrivé par surcroît et les circonstances ont imprimé à la Réforme, dans les divers pays, ses caractères nationaux. C'est au protestantisme anglais et à sa profonde originalité que l'auteur consacre ses pages les plus remarquables et,

1. On discutera (p. 64) sa revendication du caractère spécifiquement allemand du thème, qui nous paraît universellement chrétien, de la *Mater dolorosa*.

tout compte fait, les plus sympathiques, même si l'on y inclut le puritanisme cromwellien. « Aucune forme du christianisme protestant (p. 211) n'a trouvé une si extraordinaire expansion dans le monde. Mais en aucune aussi n'existe une pareille richesse des formes culturelles les plus variées ; depuis le cérémonial poussé jusqu'au plus haut point artistiquement complet, de la *High Church* jusqu'à la prédication dans la rue des sectes populaires, prédication étrangère à toute règle et se perdant dans la plus banale morale de tous les jours, et jusqu'à l'activité, dirigée purement dans le sens social, de l'Armée du Salut. » Si Allemand qu'il soit, et malgré son opposition aux tendances politiques de la Grande-Bretagne, malgré ses réserves contre l'« hypocrisie » de la « coloration moraliste et religieuse de l'impérialisme anglais », il est frappé de la parenté intime qui subsiste entre le luthéranisme allemand et ce protestantisme anglais, qui a fait « jusqu'au seuil du présent » la force d'une société qui, « sans rupture fatale de son évolution politique intérieure (comme, par opposition, en France), a vu coopérer pacifiquement les uns à côté des autres les vieux éléments aristocratiques et les éléments démocratiques modernes ». La France est moins bien traitée parce que, restée catholique, elle est passée sans transition à l'incroyance. Pas un mot sur les formes extra-européennes du protestantisme anglo-saxon.

Quant à l'Allemagne, elle est, pour l'auteur, ce que le luthéranisme (ne disons pas Luther) l'a faite : « De la solution du problème ici posé : l'union de l'intériorité de la foi allemande avec la puissance d'action sur le monde, dépend l'avenir de l'existence allemande — mais en même temps l'avenir de la civilisation occidentale¹. »

† Henri HAUSER.

Pierre GENEVRAY. L'administration et la vie ecclésiastique dans le grand diocèse de Toulouse pendant les dernières années de l'Empire et sous la Restauration (Bibliothèque méridionale, 2^e série, t. XXX). Toulouse-Paris, Éd. Privat-H. Didier, 1941 ; in-8°, 723 pages. Prix : non indiqué.

Depuis plusieurs années, M. Pierre Genevray travaillait, dans les divers dépôts d'archives (Nationales, départementales, diocésaines, privées), à réunir la documentation nécessaire pour l'ouvrage qu'il s'était proposé d'écrire sur ce sujet. Cet ouvrage est maintenant paru, et l'on doit en admirer les vastes proportions et la vaste information. A cet égard, en effet, on n'a à regretter que l'absence d'investigation dans quelques archives de petites communes et de petites paroisses étudiées à titre d'échantillons et pour y opérer des sondages complémentaires. La bibliographie, d'où M. Genevray a exclu les livres d'histoire générale, offre, en raison même de sa spécialité, un réel intérêt. Quant au contenu du livre, il est d'une extraordinaire variété, et il ne faudrait pas croire, par la seule inspection de la table des matières, que tout y est organisé autour des seules grandes personnalités des archevêques toulousains, Messigneurs Primat, de Bovez et de Clermont-Tonnerre. En réalité, M. Genevray a su ménager aux individus la place qui leur était due dans une évolution complexe et faire la ventilation nécessaire entre les causes circonstancielles et les grandes tendances. A cet égard, il faut bien noter

¹. Deux lapsus. P. 34 : les Bourbons quand il faut dire les Valois. P. 38 : Bodin placé au temps de Henri IV.

que M. Genevray n'a pas cherché à analyser en profondeur les phénomènes religieux dans le cadre administratif qui a déterminé ses recherches : il ne nous renseigne qu'exceptionnellement et sans effort de systématisation sur la foi, sur les pratiques, sur les strates sociaux des populations enfermées dans les limites du diocèse de Toulouse, à une époque si intensément curieuse au point de vue politique et moral. Mais la sociologie religieuse saura recueillir des faits innombrables et typiques dans le riche répertoire établi par M. Genevray : application du Concordat par l'ancien évêque constitutionnel Primat dans un diocèse qui comprit jusqu'en 1823 la Haute-Garonne, l'Ariège et l'arrondissement de Castelsarrasin, c'est-à-dire les anciens diocèses de Toulouse, Rieux, Comminges, Couserans, Mirepoix, Pamiers et partie des anciens diocèses de Lombez, Alet, Saint-Papoul et Montauban ; reprise de la vie religieuse, avec les séminaires, les maisons religieuses, les confréries, les associations mystiques, les missions et les prédications ; opposition de la Petite-Eglise gouvernée par l'abbé Lucrès et des « puristes », « piétistes » ou illuminés, et détachement progressif du clergé officiel, y compris l'archevêque Primat, à l'égard du régime impérial, coupable de sévices contre la papauté et progressivement desservi par la fortune des combats ; hésitations de la Première Restauration, avec quelques brutalités de la part des autorités civiles, la prudence des prêtres concordataires, les inquiétudes de l'opinion au sujet des biens nationaux, le réveil de la Petite-Eglise ; crise des Cent-Jours, marquée surtout par le refus des curés et desservants de prier pour l'empereur et l'attitude circonspecte de l'archevêché. Après cette crise, le midi languedocien est emporté dans un mouvement de réaction aventurée, et M. Genevray apporte un contingent important à l'histoire de la Terreur blanche. Le clergé est épuré de ses éléments bonapartistes et constitutionnels les plus croyants, et la mort épargne sans doute à l'archevêque Primat, attaqué de divers côtés, en particulier par les ultras et les puristes, de graves ennuis. Primat disparu (10 octobre 1816), le diocèse fut dirigé par l'abbé de Cambon, vicaire capitulaire, jusqu'à la nomination, en 1817, de Mgr de Bovet, l'ancien évêque de Sisteron, anticoncordatiste, non démissionnaire jusqu'en 1812 ; mais, âgé, malade, sans doute inquiet des difficultés de toute espèce qui l'attendaient à Toulouse, Bovet ne prit pas possession de son diocèse et démissionna en 1820. C'est aux vicaires généraux que revint l'administration du diocèse, où le clergé était en majorité imprégné des idées ultra-royalistes les plus vives, et l'un des plus intéressants chapitres du livre de M. Genevray est consacré aux tendances de l'esprit public à cet instant de la vie politique française et aux vicissitudes de la liberté de conscience : rapports avec les protestants, situation des détenteurs de biens nationaux, problèmes de l'enseignement, formes variées de propagande religieuse et, particulièrement, missions ; l'auteur nous apporte sur tous les aspects de la vie religieuse des faits nombreux et précis.

Enfin, un archevêque allait être donné à Toulouse, en septembre 1820, en la personne de l'évêque démissionnaire de Châlons-sur-Marne, Anne-Antoine-Jules de Clermont-Tonnerre, et cet homme âgé devait déployer dans ses difficiles fonctions une remarquable activité ; et, d'abord, dans le dessein d'assurer l'unité morale de son clergé, il révisa avec vigueur la situation de tous les prêtres constitutionnels, examina les actes sacerdotaux accomplis par les intrus, chercha à réconcilier les derniers intransigeants de la Petite-Eglise, et ses efforts pour défendre l'orthodoxie lui valurent d'être promu cardinal le 2 décembre 1822. L'activité de Mgr de Clermont-Tonnerre ne se borna pas à liquider le passé, il voulut préparer et assurer l'avenir en restau-

rant la discipline parmi les ecclésiastiques, en organisant sérieusement le recrutement des prêtres, en imposant plus ou moins aux établissements universitaires et à l'enseignement public le contrôle de l'Eglise, en surveillant de près les prêtres étrangers, principalement espagnols, qui s'installaient un peu partout, mais naturellement surtout dans les paroisses vacantes. Les résultats obtenus par l'archevêque de Toulouse empêchent de comprendre comment furent écoutés si favorablement les vœux de ceux qui sollicitaient le démembrement de son diocèse : c'est ainsi qu'en 1823 fut créé l'évêché de Pamiers, que les paroisses de l'arrondissement de Castelsarrasin furent rattachées au siège de Montauban, créé en 1817, occupé seulement depuis 1823. A cette date, le diocèse de Toulouse est sensiblement réduit et, au lieu de cinq suffragants (Agen, Bayonne, Cahors, Carcassonne, MontPELLIER), n'en compte plus que trois (Carcassonne, Pamiers, Montauban). Dans ce diocèse réduit, Mgr de Clermont-Tonnerre avait projeté d'appliquer un vaste programme de restauration cléricale, et la lettre pastorale datée de Rome, où il exposa ce programme, paraissant à un moment assez critique — dissolution de la Chambre, expédition d'Espagne, élection du pape Léon XII — déclencha une assez vive polémique et embarrassa le gouvernement, qui finit par déferer le document en Conseil d'Etat (janvier 1824). Cette médiocre sanction ne devait pas ralentir le zèle du cardinal-pair de France, et M. Genevray emploie les 125 dernières pages de son livre à exposer les efforts de Mgr de Clermont-Tonnerre pour ramener l'Eglise à l'état où elle se trouvait sous l'Ancien Régime : dans la publication d'un nouveau rituel, important surtout en matière matrimoniale, l'institution ou la rénovation de fêtes et de processions, la protection accordée aux confréries renaissantes, se décelait toute une politique religieuse qui cherche aussi à obtenir des améliorations matérielles en faveur d'un clergé très mal payé. Mais l'énergique archevêque ne limite pas à son diocèse une activité que l'âge ne paraît pas réduire : il intervient dans la polémique touchant le gallicanisme en conflit avec l'ultramontanisme, au sujet de la condamnation de Lamennais en 1826, en faveur des Jésuites ; il soutient toutes les modalités de la propagande catholique, Société des Bons Livres, œuvre de la propagation de la foi, missions, particulièrement difficiles dans les régions à forte minorité protestante, et aboutissant souvent à des conversions plus ou moins retentissantes ; il renforce par tous les moyens les influences cléricales aux dépens des libéraux — négociants, acquéreurs de biens nationaux, anciens militaires, fonctionnaires de l'Empire non réintégrés, journalistes sans vergogne — et le chef du diocèse sait parfaitement à qui doivent aller ses censures et ses encouragements, où il peut trouver des appuis administratifs ou des opposants. Jusqu'à la veille de la révolution de 1830, Mgr de Clermont-Tonnerre s'affirme comme l'un des coryphées du cléricalisme militant : rien d'étonnant que, Charles X tombé du trône et l'archevêque de Toulouse disparu de Toulouse, une poussée d'anticléricalisme ait surgi dans les pays qui ont le plus senti la fêrule archiépiscopale.

A raconter cette longue histoire, et compliquée, M. Genevray n'emploie pas de grands mots, n'utilise pas de formules sonores. Tout est souplement, calmement dit, tout apparaît exposé avec probité et simplicité, et nous ne parlons pas des portraits si nombreux, distribués au cours de l'ouvrage, sympathiques par leurs traits précis, ainsi que des scènes, pathétiques ou burlesques, des démarches, compliquées ou soudainement passionnées, par quoi se révèle l'intimité des intérêts en conflit, des passions en lutte.

Lorsque, sur diverses régions de la France, on possédera plusieurs monographies

analogues à celle dont nous rendons compte, on pourra avoir de la vie religieuse sous la Restauration une idée singulièrement plus juste, parce que plus complète, en même temps que plus nuancée.

Georges BOURGIN.

Reginald COUPLAND. The Indian Problem 1833-1935, Report on the Constitutional Problem in India, Part I. — Indian Politics 1936-1942, Report, etc., Part II. — The Future of India, Report, etc., Part III. Londres, Oxford University Press, 1942, 1943, 1944. Prix : 6 s., 7 s. 6 d., 6 s. 6 d.

Le professeur Sir Reginald Coupland, qui fut conseiller officieux de la mission Cripps et qui passa un hiver dans l'Inde pendant la guerre, apporte dans ces trois volumes une étude que lui avait confiée Nuffield College à Oxford.

Le problème constitutionnel que son étude a pour but de poser, plutôt que de résoudre, est celui-ci : l'Inde est-elle assez une pour rassembler ses enfants divers et divisés dans le cadre, souple ou rigide, d'une société politique libre et cohérente ? D'où l'objet des trois parties du travail. La première décrit l'évolution du pays vers l'autonomie et son corollaire de décentralisation qui l'ont amené jusqu'à sa constitution actuelle. La seconde traite en détail du fonctionnement de cette constitution pendant les dernières années. Dans la troisième sont analysées les données de la question dans l'avenir et suggérées quelques manières possibles de s'y adapter de façon que s'équilibrent et se combinent, dans le gouvernement futur, le principe de la liberté et celui de l'unité. L'enquête ne perd pas de vue un instant le jeu réciproque de ces deux principes. Elle conclut que, depuis une génération, l'accent a été mis sur le premier, mais qu'à l'heure actuelle, où la liberté complète est en vue, l'unité est redevenue, comme dans les débuts de la domination britannique, le problème capital de l'Inde.

Il n'est pas nécessaire ici de retracer par le menu les étapes d'une histoire récente qui est dans toutes les mémoires, au moins dans ses grands traits, et dont l'ouvrage de Sir Reginald constitue un répertoire. Les commentaires de l'auteur aident à comprendre le sens de cette histoire et à en tirer les leçons.

Le point de départ en est, en 1917 (compte tenu de l'évolution antérieure), la définition par le gouvernement britannique de sa politique comme « la réalisation progressive du gouvernement responsable dans l'Inde partie intégrante de l'Empire britannique ». D'où le rapport Montagu-Chelmsford et la loi de 1919 établissant une autonomie provinciale partielle et la « dyarchie » qui devait entraîner le pays à l'exercice du gouvernement parlementaire. Au total, le système n'a pas donné les résultats qu'on en attendait, surtout, dit l'auteur, parce que le Congrès a refusé sa coopération et que l'opposition entre Hindous et Musulmans s'est accrue. D'où le rapport de la Commission Simon en 1930, substituant une conception fédéraliste à la conception unitaire, et marqué de scepticisme quant à la viabilité d'un gouvernement parlementaire du type britannique aux Indes ; les conférences de la Table-Ronde en 1930, 1931 et 1932, où s'accusa notamment l'opposition entre le point de vue des Hindous, partisans d'une forte autorité centrale, et celui des Musulmans et des autres minorités qui réclamaient un système strictement fédéral ; la loi de 1935 dont les traits principaux étaient les suivants : développement de l'autonomie provinciale et institution dans les provinces d'un gouvernement pleinement responsable, limité par des clauses de « sauvegarde » ; éta-

blissement d'une « Fédération de l'Inde » comprenant les provinces et les États, avec, au centre, un gouvernement et une assemblée chargés de traiter les sujets d'intérêt commun ; reconstitution, au centre, de la dyarchie abolie dans les provinces ; caractère provisoire des clauses limitant l'autonomie et intention avouée de faire accéder rapidement l'Inde au statut de Dominion.

L'intérêt du second volume est qu'il examine en détail les difficultés concrètes rencontrées dans son fonctionnement par le nouveau régime entré en vigueur en 1937. Car il ne s'agit pas simplement d'un problème de droit, mais d'un ensemble de principes en lutte et de nécessités pratiques inhérentes à l'état du pays. Il y aurait injustice à reprocher à la Grande-Bretagne de prendre plus ou moins prétexte de ces luttes et de ces nécessités pour prolonger indûment l'exercice de son autorité dans l'Inde. Si l'on comprend le caractère absolu des revendications du Congrès en ce qui concerne l'indépendance, quelle justice y aurait-il à les satisfaire en ce qui concerne l'autorité centrale au mépris des vœux des Musulmans et des partisans du « Pakistan » ? Si, du jour au lendemain, les Britanniques avaient abandonné l'Inde à son sort, aurait-elle eu la force de résister à tant de convoitises circonvoisines, et quel profit y aurait-il eu pour quiconque à la voir balkanisée ? Ce sont là lieux communs, et l'on comprend que Sir Stafford Cripps, envoyé d'urgence dans l'Inde au printemps de 1942, ait échoué dans sa mission de conciliation en refusant d'accorder à la majorité hindoue la dictature qu'elle réclamait. Il avait une autre raison : c'est qu'il ne voulait rien faire qui entraînât un changement de fond à la constitution pendant la guerre : cette raison relève d'une compréhensible nécessité, non de la justice. Les chapitres de la deuxième partie qui traitent des répercussions de la guerre dans l'Inde, surtout lors des deux crises principales — la guerre-éclair de 1940 en Europe et l'avance japonaise en 1941 — offrent un intérêt dramatique. Au total, estime Sir Reginald, la question qui divisait le gouvernement britannique et Gandhi (lequel avait fini par faire prévoir un accord entre le Congrès et les minorités dès que le Congrès aurait accédé sans réserves au gouvernement) n'était pas l'avènement de l'Inde à l'indépendance, mais l'époque et la méthode choisies pour le réaliser. Cela rappelle un peu la manière dont Burke parlait à la France en 1790 : des réformes, mais sans rien brusquer.

Jetant, dans la troisième partie, un coup d'œil sur l'histoire développée dans les deux premières, l'auteur constate (en 1943) que les choses en sont toujours au point mort, et sans espoir apparent d'en sortir. Il ne s'ensuit pas, pour lui, que le problème soit insoluble. Plusieurs exemples l'assurent qu'assez souvent, dans les affaires des peuples, c'est au moment où les situations étaient le plus mauvaises que le remède s'est imposé. « Le désir qu'a tout Indien instruit de voir son pays établi sur un pied d'égalité avec les autres pays du monde n'est-il pas un aussi puissant ressort que celui qui a poussé les Anglais, les Écossais et les Américains à faire le nécessaire » [pour s'unir, respectivement en 1707 et en 1787] ?

Les principales conditions d'une constitution viable sont à son avis les suivantes. Sauvegarde des minorités par une loi souveraine et efficace, et leur participation à l'exercice du pouvoir. Organisation fédérative, à moins que le nationalisme musulman puisse être satisfait en quelque façon dans une Inde unifiée. Afin d'éviter l'affaiblissement politique dont la division ethnique et religieuse menacerait le pays, caractère économique et non politique des démarcations régionales (par exemple par bassins fluviaux, à l'imitation de ce qui s'est fait pour la vallée du Tennessee) : ce qui donnerait quatre régions que la prédominance des Hindous et

celle des Musulmans se partageraient deux à deux. Une autorité centrale faible, à cause du nationalisme musulman. Possibilité de maintenir la suzeraineté de la Couronne sur les États des princes qui le désireraient et qui ne voudraient pas s'incorporer au Dominion hypothétique (cela dit objectivement et sans esprit de tendance insidieuse). Nécessité pour la Grande-Bretagne d'assurer ses obligations de protection tant que l'Inde ne serait pas en état de se défendre seule. On laisse de côté nombre de dispositions techniques relatives non aux conditions d'une constitution viable, mais à leur mise en pratique. Tout ce qui précède, encore une fois, n'est que suggestions et hypothèses d'un observateur sympathique. Il prévoit la possibilité pour l'Inde libérée de prendre place dans le Commonwealth à l'essai. Mais, il tient à le bien marquer, « la solution du problème est entièrement entre les mains des Indiens ».

Jacques VALLETTE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — M. Adolphe LANDRY, qui a enseigné longtemps la démographie à l'École des Hautes-Études de la Sorbonne, a utilisé les années de la retraite, qui coïncidaient avec celles du repliement national, pour mettre au point un important *Traité de démographie*, avec la collaboration de statisticiens et démographes éminents, comme MM. H. Bunle, P. Depoid, M. Huber et A. Sauvy (Paris, Payot, 1945, in-8°, 651 p., 48 graphiques et cartogrammes ; prix : 350 francs). La richesse de cet ouvrage est immense et les historiens auront à y puiser des idées et des faits nombreux. Les neuf chapitres entre lesquels se trouve distribuée cette riche matière renferment, en effet, des notions utiles soit à l'enseignement, soit à l'explication des faits historiques. On notera particulièrement tout ce qui est dit sur l'histoire de la démographie et de la statistique (p. 16 et suiv., p. 549 et suiv., p. 487, 517 et suiv.), sur « la population à travers l'histoire » (chap. II, p. 31-75), sur la politique démographique depuis l'antiquité (p. 592 et suiv.). Mais, dans les chapitres consacrés à la distribution géographique et à la structure des populations (avec une étude particulière de la population urbaine), à la mortalité, à la natalité, aux migrations, considérées depuis l'antiquité (p. 400 et suiv.), à la démographie pure et aux facteurs politiques et économiques de la population, il y a des observations, des remarques, des faits, des raisonnements, des hypothèses qui ont pour les historiens le plus grand intérêt, et l'on ne peut être que reconnaissant à M. Landry et à ses collaborateurs d'avoir mis à leur disposition un livre si maniable et si intéressant. Un seul défaut : pourquoi pas de bibliographie, car les notes de bas de pages, après tout peu nombreuses, ne peuvent pas suppléer à une liste organique des sources et des traités démographiques? Georges BOURGIN.

— A coup sûr, je n'ai pas compris toute la pensée de M. Eric DARDEL, traitant de l'*Histoire science du concret*. Nouvelle Encyclopédie philosophique (Paris, Presses universitaires, 1946, in-16, 141 p. ; prix : 52 francs). La théorie du temps, qu'il y développe, les rapports du mythe et de l'histoire, qu'il y institue, ses réflexions sur la causalité et la motivation appartiennent au domaine de la métaphysique. Mais quand il fait le procès de l'histoire « scientifique », réduite à la collecte de « faits », quand il montre ce qu'a été l'histoire pour Michelet et pour Quinet, quand il veut introduire dans l'étude du passé les vues de Nietzsche, de Simmel, de Kierkegaard, je le saisis mieux et je suis d'accord avec lui, avec A. Mathiez, avec G. Salvemini pour penser que « l'objectivation exclusive » tend à appauvrir et à falsifier la réalité historique, que l'attitude de neutralité totale est nocive, que « laisser parler les faits, c'est assurer une méprise ». « L'impartialité est un songe, a écrit Salvemini, la probité un devoir. » Pourquoi M. Dardel, qui connaît tant d'auteurs, ne semble-t-il pas connaître Benedetto Croce, dont les idées sur l'histoire ne sont pas négligeables? Et pourquoi, en parlant de l'histoire à la façon de Goethe,

qui disait : « On n'apprend à connaître que ce qu'on aime », n'a-t-il pas donné en exemple l'œuvre historique de Jean Jaurès, sur laquelle, au demeurant, il nous manque l'étude critique qui s'impose? M. Dardel écrit dans une langue très personnelle, très riche — et dont il accroît la richesse par des trouvailles propres — souvent poétique, trop souvent abstruse.

G. BN.

— Au cours de son nécessaire séjour aux États-Unis, M. Gurvitch, professeur de sociologie à la Faculté de Strasbourg, a accompli une tâche considérable : je ne parle pas de son activité patriotique, qui a été immense, s'accordant avec celle de tant d'autres Français qui avaient dû quitter la France, ni de son professorat à cette École libre des Hautes-Études, que ses collègues et lui fondèrent là-bas, ni des traductions en langue anglaise d'ouvrages par lui naguère publiés en France, mais de livres conçus ou publiés là-bas.

Parmi les livres publiés aux États-Unis, il convient de souligner, tout d'abord, le recueil publié sous le titre de *Twentieth century sociology* par MM. Georges GURVITCH et Wilbert E. MOORE (New-York, The philosophical Library, 1945, in-8°, 754 p.). Les responsables de cette publication ont groupé ici, en deux parties, près d'une trentaine d'études, de longueur diverse, d'une part sur les différents problèmes d'ordre sociologique, tels qu'ils ont été conçus et traités aux États-Unis — et cela va de la méthodologie générale de la sociologie à l'écologie humaine, en passant par la psychologie sociale et la sociologie religieuse — de l'autre, sur la contribution apportée par les différents pays du monde à la sociologie. Ainsi ce « symposium » constitue une mise au point précieuse tant au point de vue méthodologique que bibliographique.

C'est de sociologie appliquée à la politique et au droit qu'il est question dans le petit livre de M. Georges GURVITCH sur *La déclaration des droits sociaux* (Paris, Vrin, 1946, in-16, 174 p.). M. Gurvitch montre, dans la très riche introduction de cette étude, comment l'esprit constitutionnel s'est progressivement orienté vers les questions sociales, et de quelle façon, depuis la fin du XVIII^e siècle, les constitutions ont intégré des éléments de plus en plus nombreux de droit social. Mais l'auteur souligne, au nom de sa propre théorie de l'organisation pluraliste des sociétés, la nécessité qu'un droit social soit élaboré par les éléments constitutifs des sociétés plutôt qu'imposé par les pouvoirs supérieurs de l'État, dispensateur paternaliste ou autoritaire des règles de vie commune. Et, en tenant compte des données de l'évolution économique et sociale, de l'idéologie propre aux éléments différenciés de la société, M. Gurvitch dresse cette déclaration des droits sociaux qui, selon lui, devrait être intégrée dans une véritable constitution moderne — dans la prochaine Constitution française. Il ne m'appartient pas de faire la critique des articles de cette déclaration, qu'au surplus l'auteur éclaire d'un abondant commentaire. Sur le seul plan historique, nous n'avons qu'à indiquer le très grand intérêt de l'introduction.

G. BN.

— Michael OAKESHOTT. *The social and political doctrines of contemporary Europe*. Préface d'Ernest BARKER (Cambridge, University Press, 1939, in-8°, xxiii-224 p. ; prix : 10 s. 6 d.). — Ce livre est vraiment un *text book* : un livre de textes. Au lieu d'un exposé de doctrines, c'est, à l'usage des étudiants et des hommes d'étude, un choix de textes sur les principales de ces doctrines : démocratie, politique chrétienne (c'est-à-dire catholique), fascisme, communisme, national-socialisme. La

démocratie est représentée uniquement par des théoriciens anglais, à l'exception d'un morceau de Tocqueville. Quelle que soit la valeur des extraits de Stuart Mill, ce parti pris, qui laisse de côté les Français de l'époque romantique et les Italiens du *Risorgimento*, fait disparaître l'élément sentimental et émotif de ce que l'on peut appeler le mythe démocratique. Le catholicisme social est représenté par les encycliques de Léon XIII et de Pie XI, sans référence au *Partito popolare*. Le communisme est exposé par Marx, Engels, Lenin. Pour le fascisme, il n'y avait qu'à puiser dans les déclarations de son chef. Il aurait cependant valu la peine d'indiquer comment la doctrine a évolué, par une sorte de contamination avec le national-socialisme : c'est ainsi (p. 167 et n. 4) que *La Dottrina del Fascismo* de 1932 n'était pas raciste. Même le national-socialisme a eu ses variations. Gottfried Feder, en 1920, vantait « le caractère fédéral du Reich », la nécessité pour chaque État allemand de jouir « de la plus grande indépendance dans ses affaires intérieures ». On n'en était pas encore à la phase de la farouche unité.

Il était difficile à l'auteur de choisir dans le fatras de *Mein Kampf*. Il s'est donc, pour ce chapitre, résigné à donner un exposé des idées de Hitler, éclairé par quelques citations de Rosenberg. Il n'a fait, d'ailleurs, aucun emprunt aux deux pères spirituels du racisme, Gobineau et Houston Chamberlain, ni ses théoriciens récents tels que H. F. K. Guenther.

† Henri HAUSER.

— Il est rare qu'un diplôme d'études supérieures ait les honneurs de l'impression. C'est précisément le cas pour le *Proudhon et l'Europe* de M^{lle} Madeleine AMOUDRUZ (Paris, Éditions Domat-Montchrestien, 1945, in-8°, 159 p. ; prix : 120 francs) : et c'est justice. M. G. Lefebvre dit tout le bien que le livre mérite dans une courte préface. De fait, ce livre est solide et intelligent. Solide, parce que M^{lle} Amoudruz a lu de très près l'œuvre complexe de Proudhon et les ouvrages de ses exégètes : les contradictions que l'œuvre révèle, elle en a raison, en suivant toutes les démarches intellectuelles et les circonstances d'existence du grand polémiste, de l'autodidacte que n'effrayaient pas les scandales ; les sédiments dont les commentateurs ont failli l'étouffer, elle les élimine en recherchant avant tout la pensée exacte de l'auteur. Et ce n'est pas un livre de philosophie politique ou d'historiographie statique ; M^{lle} Amoudruz, en effet, dans une première partie, explique comment s'était formée la pensée de Proudhon, avec les coefficients variés du tempérament, bisontin et artisanal, des influences, de la manière de travailler, des événements français et européens qui ont agi sur le penseur. Celui-ci s'affirme déjà à partir de 1848, mais c'est en 1859, avec la guerre d'Italie, que sa réflexion va se porter avec force sur la politique internationale. Réflexion totalement personnelle, et telle qu'elle heurte les démocrates romantiques issus de la Révolution, comme les internationaux de 1864 — à un moment où Proudhon n'est déjà plus présent. Sur le problème de la guerre, sur le principe des nationalités — particulièrement dans ses affirmations contemporaines en Italie et en Pologne — sur les traités de 1815, sur l'équilibre européen qu'ont tenté de réaliser ces traités et que seul pourrait établir un fédéralisme intégral, ayant comme cellule initiale la province, Proudhon a apporté des vues originales dont M^{lle} Amoudruz explique la naissance et le développement. Elle essaie aussi d'en déterminer l'influence : celle-ci fut extrêmement médiocre sur les contemporains immédiats, se retrouve dans quelques-uns aux jeunes de la fin du Second Empire — de ceux qui adhéreront à cette Commune où l'idée fédéraliste se retrouve — et chez quelques anarchistes comme Pierre Kro-

potkine et Jean Grave. Ne peut-on ajouter à ces noms — ce n'est qu'une hypothèse que je propose — celui de Guglielmo Ferrero, qui a formulé des condamnations analogues à celles de Proudhon contre les guerres idéologiques et regretté les temps de cet équilibre européen que, peut-être, ont essayé d'instituer les traités de 1815, mais qu'à coup sûr avait bouleversé la Révolution française et ses suites. Par ailleurs, il faut noter, avec M^{lle} Amoudruz, comment Proudhon, qui, par tant de traits, diffère de Karl Marx et s'oppose à lui, a parfaitement compris toute l'importance des bases — de l'infrastructure — économiques pour l'évolution politique, particulièrement sur le plan des rapports internationaux. G. BN.

— Edward Hallett Carr. *Nationalism and After* (Londres, Macmillan, 1945, vi-74 p. ; prix : 3 s. 6 d.). — Petit livre dense et qu'on lit avec plaisir parce qu'il est bien articulé en deductions bien enchaînées. Deux parties : l'une où l'histoire moderne des relations internationales, divisée *grosso modo* en trois périodes marquées par des vues très différentes de la nation en tant qu'entité politique (la première se terminant au Congrès de Vienne, la seconde en 1914, la troisième peut-être en 1939, et chacune prenant naissance au sein de la précédente), est conduite jusqu'à l'apogée du nationalisme et à l'analyse des indices qui pourraient annoncer, par l'affaiblissement de ce dernier, le début d'une quatrième période. Dans la seconde partie où sont examinées les conditions d'équilibre entre les droits et le pouvoir de l'individu et de la nation, des nations et de la collectivité mondiale, qui pourraient donner lieu à quelque ordre international stable. Presque à chaque pas, on aimera l'ingéniosité du diagnostic, même si l'on n'est pas toujours d'accord avec l'auteur ; surtout, peut-être, les pages où il dénonce les deux illusions (dont il reconnaît l'utilité, comme celle d'autres plus proches de nous) qu'on a prises pour les causes de la paix relative du XIX^e siècle : d'abord que le système économique du monde était international, alors qu'il reposait sur un marché national prépondérant, celui de la Grande-Bretagne ; ensuite, que les systèmes économique et politique du monde étaient indépendants, alors que le contraire était vrai. Dans la seconde partie, on appréciera sans doute la définition de la justice sociale, notion qui a remplacé de nos jours « les concepts également vagues, mais également puissants, de liberté politique et de droits politiques », et qui pourrait servir d'idée-force au nouvel internationalisme ; les dosages et équivalences établis entre l'avènement de cette justice et les inévitables sacrifices de souveraineté, ainsi que la concentration de la puissance du monde en quelques groupes ; la conception diverse, souple, de ce à quoi pourrait, dans l'esprit de l'auteur, ressembler le nouvel ordre. Son livre est nourri de textes et de références féconds, souvent à l'appui de définitions de termes tels que nation, socialisme, etc., pris en eux-mêmes ou dans leurs rapports mutuels ; une curieuse analyse, entre autres, par Ortega y Gasset de l'idée de nation rappelle celle de Renan, à cela près que Renan est orienté vers le passé et l'Espagnol (qui a bien pu le prendre pour point de départ) vers l'avenir. La partie la moins intéressante du travail n'est pas les trois pages et demie intitulées « Post-scriptum » où le professeur Carr énonce les conditions auxquelles il croit son pays capable de conserver sa place dans la direction des affaires du monde. J. VALLETTE.

Grèce ancienne. — G. MÉAUTIS. *Les chefs-d'œuvre de la peinture grecque* (Paris, A. Michel, 1939, 1 vol. in-8°, 220 p., 2 pl. en couleur, 72 pl. en héliogravure). —

Parmi les analyses dont ce très intéressant ouvrage est rempli, signalons d'abord celle des principales œuvres de Polygnote : l'art de cet « Eschyle de la peinture », tout préoccupé de problèmes religieux et moraux, exprime à merveille les sentiments qui animèrent la génération virile des combattants de Marathon. Plus individualiste est l'art de Zeuxis, qui appartient à une autre époque, et dont l'œuvre est surtout « une fraîche et gracieuse idylle ». Parrhasius rendit admirablement les passions, en particulier celles de Dèmos, dont il dépeignit si bien les sentiments multiples et changeants (colère, pitié, fierté, lâcheté, etc.). Apelle possède les mêmes qualités « ioniennes » que Parrhasius, sans en avoir les défauts ; le caractère essentiel de son art, c'est une grâce peut-être inégalée, tandis qu'Aristide et son école se distinguent par la recherche de l'effet, même un peu gros. L'auteur examine aussi des œuvres d'inconnus, notamment un « Achille renvoyant Briséis », véritable modèle de composition et de mouvement, et un « Penthée déchiré par les Bacchantes », œuvre singulièrement puissante et tragique. La mosaïque d'Alexandre (bataille d'Issus), due à Philoxène d'Érétrie, peut être qualifiée de « géniale » ; les attitudes respectives du jeune roi, de Darius et de son fidèle serviteur sont fort émouvantes. Quant à la peinture hellénistique, elle est, pour ainsi dire, obsédée par la « féminité ». Méautis étudie surtout l'école alexandrine, qui sut exprimer la poésie des humbles et tendit à abaisser plus d'une haute figure de la religion traditionnelle (Dionysos, Artémis, Héraclès, etc.) ; l'obsession amoureuse des Alexandrins est tantôt charmante, tantôt irritante ; elle a du moins inspiré un chef-d'œuvre, relatif au mythe d'Ariane endormie, qu'Hypnos abrite de son aile. L'auteur examine enfin l'art de Timomaque de Byzance (époque de César), dont la peinture souleva tant d'enthousiasme. Cet artiste a subi l'influence d'Euripide, grand favori des lettrés à l'époque hellénistique ; il convient de signaler, en particulier, sa « Médée », où la lutte entre l'amour maternel et la soif de vengeance est admirablement décrite, et le groupe d'Oreste et Pylade (dans une scène empruntée à l'*Iphigénie en Tauride*) ; l'expression pathétique de la peinture de Timomaque cadre exactement avec son époque, remplie de cruels et sanglants conflits. Après cet artiste vient le déclin, marqué par un « luxe criard » et la tendance à peindre des monstres ; en revanche, une animation intense et un saisissant réalisme distinguent les nombreux portraits du Fayum, où revivent toutes les occupations de l'Égypte romaine. Dans la conclusion, Méautis insiste sur un procédé dont certaines œuvres de la peinture antique ont fait usage : c'est celui qui consiste à saisir et à rendre le moment précis et très bref où l'équilibre de deux forces va se rompre au profit de l'une d'elles. Voici deux exemples de l'emploi de ce procédé : 1° le tableau figurant l'enlèvement d'Hippodamie par Pélops : l'artiste y a parfaitement indiqué le très court moment d'équilibre où le char quitte le rivage pour se lancer sur les flots, qu'il dominera grâce à sa légèreté ; 2° la mosaïque représentant la bataille d'Issus (cf. *supra*) : l'intervention du Perse qui se jette en avant pour sauver Darius marque fort bien cet état d'équilibre instable qui permet de prévoir en quel sens vont pencher les destins.

P. CLOCHÉ.

* **Belgique.** — J. A. VAN HOUTTE. *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique* (Louvain, Universitas, 1943, in-8°, 260 p.). — Il s'agit évidemment dans ce petit livre d'un résumé d'une histoire pourvue d'une littérature extrêmement abondante. Mais cette littérature a été mise très largement à contribution et c'est, en vérité, un comprimé d'une remarquable densité que M. Van Houtte offre à ses étudiants et au public.

L'originalité en est dans un plan inédit, qui présente même pour les chercheurs un avantage certain de commodité. Une grande coupure aux environs de 1800 sépare le passé et la période inaugurée par la *révolution économique*. Et dans ces deux grands cadres, l'auteur suit d'affilée, depuis les origines, successivement l'*économie agricole*, avec des parties distinctes pour l'élevage, la pêche, les forêts, — l'*économie industrielle*, divisée en catégories de production, terminée par le régime corporatif et l'industrie capitaliste, — l'*économie commerciale* (échanges des grands produits), *commerce actif ou commerce passif?*, l'*État et le commerce*, — et l'*économie financière*, à laquelle c'est évidemment un grand mérite d'accorder une place à part et qui comprend : les moyens de paiement, le commerce de l'argent au moyen âge, — aux temps modernes, la spéculation à l'époque moderne, le financement de l'économie, chapitres pratiquement neufs sous cette forme résumée et qui donnent une valeur particulière à tout l'ouvrage. Ces quatre grandes divisions sont reprises pour l'époque contemporaine.

Je sais bien que M. Van Houtte n'est pas responsable de la division « draperie urbaine » — « draperie rurale » toujours alléguée dans l'histoire de l'industrie flamande au moyen âge et au xvi^e siècle. Elle est classique, mais malheureusement erronée. Il y a eu trois étapes dans l'histoire drapière des xiii^e-xvi^e siècles : une belle draperie au xiii^e et xiv^e, une « nouvelle draperie » du xiv^e au xvi^e, représentée surtout par les villes, bourgs et villages de la région de la Lys, dont les derniers foyers, et les plus brillants, ont été Armentières et Neuve-Église (apogée entre 1530 et 1550, en décadence ensuite), puis une « draperie légère » (à laquelle les contemporains refusaient le nom de draperie) — sayette, ostades, bayes, etc. — qui était urbaine autant que rurale (Lille, Arras, Douai, Mons, Valenciennes, Tournai, etc.), qui était aussi réglementée que celle des villes anciennes, dont l'essor a été brisé par les guerres religieuses dans les provinces méridionales, mais a continué une admirable ascension à Leyde et en Hollande, mais aussi à Lille au xvii^e siècle.

Ceci est presque un détail dans un livre comme celui de M. Van Houtte... Après l'avoir relevé, je ne suis que plus à l'aise pour dire ma certitude que cette *Esquisse* rendra de grands services à ceux qu'il initiera à l'histoire économique et à ceux qui y trouveront facilement des renseignements ailleurs dispersés ou, spécialement pour l'histoire financière, des indications difficiles à trouver.

E. COORNAERT.

— Paul ROLLAND. *Tournai « noble cité »*. Coll. Notre Passé (Bruxelles, La Renaissance du livre, 1944, in-12, 129 p. ; prix : Fb. 15). — Personne n'était mieux qualifié que M. P. Rolland, auteur de travaux excellents sur le passé politique et artistique de sa ville, pour retracer l'histoire de Tournai. Dans le cadre que lui imposait la collection *Notre Passé*, il a préféré, à l'exposé d'« un chevauchement aussi fastidieux qu'inextricable de sièges, d'entrée solennelles, de luttes intestines, de magistratures, de personnalités plus ou moins marquantes, de productions littéraires ou artistiques », substituer « un portrait schématisé de ce qui fut une des plus intéressantes cités du moyen âge, ainsi qu'un foyer encore digne d'attention aux temps modernes ». Ce portrait, le sous-titre le définit bien, qui, « délaissant la valeur seconde et figurée du mot « noble », [couvre] adéquatement une propriété juridique effective ».

Sous les quatre têtes de chapitre, *noblesse d'origine*, — *d'attitude*, — *de régime*, — *de vie*, il a groupé d'une façon suivie, vivante, tous les aspects de cette cité hors série.

C'est une ville exceptionnelle, en effet, que ce berceau de la monarchie franque, le point de départ de la conquête de Clovis. Dès la fin du ix^e siècle, Tournai est lié étroitement au gouvernement central. Dans la suite, elle témoignera aux rois de France un dévouement qui les porte à dépasser les prestations militaires à quoi ils sont obligés. C'était son « registre des bannières » qui contenait la lettre de Jeanne d'Arc, de juin 1629, annonçant aux « gentils loiaux franchois de la ville de Tournay » ses succès sur la Loire et les invitant au sacre de Reims.

Aux origines de la commune, il n'y eut pas à Tournai de dualisme entre les pouvoirs exercés au nom du seigneur-évêque et au nom de la bourgeoisie ; il y eut dès l'abord une compénétration dont la commune profita. Dans la suite, les rois, intéressés à assurer la fidélité des Tournaisiens, consacrèrent, mis à part des incidents éphémères, cette situation de choix. « Tournai seul, dans le nord de la France et les anciens Pays-Bas, a joué *régulièrement* un rôle que l'on ne reconnaît qu'aux « villes « libres », soit aux cités lombardes, soit aux *Freistädte* de l'Empire germanique... On se trouve devant une personne morale sans tuteur local, un fief impartagé, un vassal collectif parfait. »

Le régime intérieur de la ville est exceptionnel aussi. Jusqu'au début du xiv^e siècle, un régime aristocratique a pu se maintenir à Tournai, quoique la ville ait connu aussi des agitations, des mouvements sociaux. A l'encontre de ce qui s'est passé dans les villes environnantes — à la ressemblance de ce qui s'est passé dans presque toutes les villes françaises — les corporations n'ont pu se hausser à un rôle politique décisif. Au reste, à l'époque de Jeanne d'Arc, contre l'ennemi du roi, les gens du peuple sont aussi zélés que la haute bourgeoisie.

Ce sont là simplement des glanes parmi la richesse de faits et de vues — sur l'histoire de l'art et de l'économie au cours de huit siècles d'histoire — que nous offre ce petit livre. La « noble cité » rejoint, à nos yeux, la « cité ardente » qui monte la garde à l'autre angle nord de la Wallonie. Et c'est avec une émotion plus profonde encore que nous regrettons le désastre où ont péri, les 16 et 17 juin, avec les archives communales « d'une richesse sans égale », tant de traits qui auraient permis de nous donner, avec des trésors d'histoire générale, une physionomie plus complète de cette ville qui fut pendant des siècles héroïquement française.

E. C.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Lucien Febvre. De l'histoire au martyre : Marc Bloch, 1886-1944. [*An. d'hist. soc.*, 1945.] — *Georges Altman*. Notre « Narbonne » de la Résistance (Marc Bloch). [*Ibid.*] — *Marc Bloch*. Testament spirituel. [*Ibid.*]

H. A. Cronne. Historical Revision, n° CIII. Edward Augustus Freeman, 1823-1892. [*History*, t. XXVIII, 1943.]

Admiral Sir *H. W. Richmond*. The objects and elements of sea power in History. [*Ibid.*] — *W. L. Burn*. The historian and the lawyer. [*Ibid.*] — *John Le Patourel*. Channel Islands institutions, past and future. [*Ibid.*]

Admiral Sir *H. W. Richmond*. Naval history in public Education. [*Ibid.*, t. XXVII, 1942.] — *S. S. et D. H. S. Frere*. Archaeology and Education. [*Ibid.*]

Gavin B. Henderson. A plea for the study of contemporary history. [*Ibid.*, t. XXVI, 1941.] — *Alfred Cobban*. The Nation State [sur l'histoire de l'idée de nationalité]. [*Ibid.*, t. XXIX, 1944.] — *John E. Wadsworth*. The Bank of England, 1694-1944. [*Ibid.*, t. XXX, 1945.] — *Leo Loewenson*. Historical revision. Some recent books on Russian history. [*Ibid.*, t. XXVIII, 1943.] — *D. G. E. Hall*. English relations with Burma 1587-1886. [*Ibid.*] — *G. Turville-Petre*. Notes in the intellectual history of the Icelanders. [*Ibid.*, t. XXVII, 1942.]

Belgian writings on belgian history (1940-1944). [*Bull. of the Inst. of hist. research*, nov. 1943, paru en 1945.] — *Charles Samaran*. Les principales destructions d'archives en France causées par faits de guerre. [*Ibid.*] — *A. Dauzat*. Chronique de toponymie. XL : Travaux de l'année 1944. [*R. É. A.*, juillet-déc. 1944.]

R. Lefort des Ylouses. Le galop volant. [*R. A.*, juillet-déc. 1944.]

Paul Moreau. Les chemins autour du village. Le cas d'un village de plaine marécageuse (1604). [*A. de Bourg.*, déc. 1945.] — *Lucien Febvre*. Champs, chemins, orientation en Bretagne (à propos d'une étude d'A. Meynier). [*An. d'hist. soc.*, 1945.]

Gabriel Le Bras. Un programme : la géographie religieuse. [*Ibid.*] — *Abel Chataelain*. Initiative individuelle et migration. [*Ibid.*]

II. ORIENT ANCIEN ET ANTIQUITÉ CLASSIQUE

P. Collart. La religion égyptienne (à propos du livre de *J. Vandier*). [*J. des S.*, janv.-mars 1945.] — *J. Sainte-Fare Garnot*. Bibliographie analytique des religions de l'Égypte (1939-1943). [*R. d'hist. des rel.*, juillet-déc. 1944.] — *J. Doresse*. A propos d'un apophtegme copte : Diogène et les moines égyptiens. [*Ibid.*]

A. Dupont-Sommer. « Bêl et Nabû, Šamas et Nergal » sur un ostracon araméen inédit d'Éléphantine. [*Ibid.*] — *E. Dhorme*. La religion primitive des Sémites. A

propos d'un ouvrage récent (de *Ditlef Nielsen*, *Der dreieinige Gott in religionshistorischer Beleuchtung*). [*Ibid.*]

J. Audiat. L'Introduction à l'*Illiade* de Paul Mazon. [*R. É. A.*, juillet-déc. 1944.] — *Fernand Robert*. Les Phéaciens, Corfou et la chronologie de l'*Odyssée*. [*R. A.*, juillet-déc. 1944.] — *Jacques Roger*. Inscriptions de la région du Strymon. [*Ibid.*] — *F. Chapouthier*. A propos d'un éventail ou de l'exotisme dans Euripide. [*Ibid.*] — *M. Launey*. Études d'histoire hellénistique. I : L'invasion galate en Asie Mineure. [*Ibid.*] — *A. Merlin*. Hermès Trismégiste et l'occultisme. [*J. des S.*, janv.-mars 1945.]

Alfred Merlin. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine (1945). [*R. A.*, juillet-déc. 1944.] — *Pierre Grimal*. La colline de Janus. [*Ibid.*] — *A. Aymard*. Liviana. A propos des Servili Gemini (fin). [*R. É. A.*, juillet-déc. 1944.] — *J. Schwartz*. « Dies augustus. » [*Ibid.*] — *Hélène Wuilleumier*. L'« ascia ». [*R. d'hist. des rel.*, juillet-déc. 1944.] — *A. Piganiol*. La propagande païenne à Rome sous le Bas-Empire. [*J. des S.*, janv.-mars 1945.] — Le problème de l'or au IV^e siècle. [*An. d'hist. soc.*, 1945.] — *J.-R. Palanque*. Collégialité et partages dans l'Empire romain aux IV^e et V^e siècles (fin). [*R. É. A.*, juillet-déc. 1944.] — *J. Vannérus*. « Portus Aepatian » lez Boulogne. [*Ibid.*]

III. LE MOYEN AGE

Medieval studies in the U. S. S. R. [*Bull. of the Inst. of hist. research*, nov. 1943, paru en 1945.] — *H. G. Richardson*. Historical Revision n° C. The medieval plough-team. [*History*, t. XXVI, 1942.]

Paul Lebel. Vestiges archéologiques découverts à Anrosay (Haute-Marne). [*R. A.*, juillet-déc. 1944.] — *Louis Bréhier*. Objets liturgiques en métal découverts en Syrie. [*Ibid.*]

Marc Bloch. Reliquiae : Les invasions : deux structures économiques. [*An. d'hist. soc.*, 1945.] — *Ernest Tonnelat*. L'ordre teutonique dans la littérature allemande. [*Ibid.*]

Margaret Deanesley. Canterbury and Paris in the reign of Æthelberht. [*History*, t. XXVI, 1941.] — *M. Dominica Legge*. Anglo-Norman and the historian. [*Ibid.*] — *R. M. Wilson*. English and French in England 1100-1300. [*Ibid.*, t. XXVIII, 1943.] — *David C. Douglas*. Companions of the Conqueror (on ne connaît qu'une trentaine de noms des compagnons de Guillaume le Conquérant en 1066). [*Ibid.*]

N. Denholm-Young. Feudal Society in the Thirteenth Century (combien y avait-il de chevaliers en Angleterre au XIII^e siècle?). [*Ibid.*, t. XXIX, 1944.] — *Alwyn A. Ruddock*. Historical revisions, n° CVI. Italian trading fleets in medieval England. [*Ibid.*] — *Levi Fox*. The early history of Coventry. [*Ibid.*, t. XXX, 1945.] — *F. M. Powicke*. The murder of Henry Clement and the pirates of Lundy Island (clerc du justicier d'Irlande, assassiné à Westminster en 1235 ; cause célèbre du XIII^e siècle anglais). [*Ibid.*, t. XXV, 1941.]

A. Fliche. La prééminence de la papauté au temps des premières croisades. [*J. des S.*, janv.-mars 1945.] — *Anne Terroine*. Études sur la bourgeoisie parisienne : Gandoufle d'Arcelles et les compagnies placentines. [*An. d'hist. soc.*, 1945.]

Marjorie M. Morgan. Historical Revision n° XCIX. The suppression of the Alien Priorities (en 1414). [*History*, t. XXVI, 1941.] — *V. H. Galbraith*. A new life of Richard II (à propos de l'ouvrage d'A. Steel). [*Ibid.*, t. XXVI, 1942.] — *A. L.*

Rowse. The turbulent career of Sir Henry de Bodrigan (routier et bandit du x^v^e siècle en Cornouailles). [*Ibid.*, t. XXIX, 1944.]

J. H. Whitfield. Historical revision, n° CV. New views upon the Borgias. [*Ibid.*]

G. Chevrier. Autorité communale et vie familiale à Dijon aux xiv^e et xv^e siècles. [*A. de Bourg.*, déc. 1945.] — *André Leguai*. Dijon et Louis XI (1461-1483), IV. [*Ibid.*]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

W. M. Southgate. Historical Revision, n° CII. The Marian exiles and the influence of John Calvin. [*History*, t. XXVII, 1942.]

Gladys Jenkins. Ways and means in Elizabethan propaganda. [*Ibid.*, t. XXVI, 1941.] — *Lawrence Stone*. The Armada campaign of 1588. [*Ibid.*, t. XXIX, 1944.] — *H. C. Foxcroft*. New light on George Saville, first Marquis of Halifax, « The Trimmer ». [*Ibid.*, t. XXVI, 1941.]

Ch. Croix. Établissement d'un poids public (1594) (à Châtillon). [*A. de Bourg.*, déc. 1945.] — *André Béra*. En Angleterre : ce qu'Aldous Huxley fait du Père Joseph. [*An. d'hist. soc.*, 1945.]

Dorothy Ross. Class privilege in seventeenth-century England. [*History*, t. XXVIII, 1943.] — *E. S. de Beer*. The early history of London street-lighting (l'éclairage des rues de Londres aux xvii^e et xviii^e siècles). [*Ibid.*, t. XXV, 1941.] — *S. T. Bindoff*. A bogus envoy from James I (Thomas Douglas, agent de Robert Cecil). [*Ibid.*, t. XXVII, 1942.] — *R. C. Latham*. English revolutionary thought, 1640-1660. [*Ibid.*, t. XXX, 1945.] — *Margaret James*. The political importance of the tithes controversy in the English Revolution, 1640-1660. [*Ibid.*, t. XXVI, 1941.] — *R. C. Latham*. Roger Lowe, shopkeeper and nonconformist (d'après son journal pour les années 1663-1669). [*Ibid.*] — *E. S. de Beer*. The House of Lords in the Parliament of 1680. [*Bull. of the Inst. of hist. research.*, nov. 1943, paru en 1945.] — *Margaret R. Toynbee*. A royal wedding journey through Savoy in 1684. [*History*, t. XXVI, 1941.] — *W. R. Halliday*. A Turkish traveller of the seventeenth century (Evlîya Effendi). [*Ibid.*, t. XXXIX, 1944.]

Max Beloff. A London apprentice's notebook 1703-1705. [*Ibid.*, t. XXVII, 1942.]

Henri Forestier. Les villageois et les milices paroissiales (1692-1771). [*A. de Bourg.*, déc. 1945.] — *Albert Colombet*. Le curé homme de confiance du seigneur (1770). [*Ibid.*] — *J. Bouchary*. Les compagnies financières à Paris à la fin du xviii^e siècle. [*An. hist. de la Rév. fr.*, mai-juin 1940.]

V. LA RÉVOLUTION ET LE XIX^e SIÈCLE

Alfred Cobban. Historical Revision, n° CVII. The beginning of the French Revolution. [*History*, t. XXX, 1945.] — *J.-François Primo*. La succession d'Augustine Brissot. [*An. hist. de la Rév. fr.*, juin-déc. 1940.] — *G. Laurent*. L'entourage de Danton : le médecin Louis Sentex. [*Ibid.*] — *G. Duthuron*. Un éloge de Vauban par Carnot. [*Ibid.*, mai-juin 1940.] — *H.-C. Rice*. Documents sur le commerce avec les neutres en l'an II et III (1794-1795). [*Ibid.*] — *G.-B. Schifalacqua*. La Révolution française dans les chants de Giosuè Carducci. [*Ibid.*, juin-déc. 1940.] — *Georges Lefebvre*. Où il est question de Babeuf. [*An. d'hist. soc.*, 1945.]

G. Bourgin. La presse totalitaire. Un précédent : la presse de Napoléon I^{er}.

[*Études de presse*, I, févr. 1946.] — Sir Ch. G. Robertson. Great Britain and Napoleon 1814-1815. [*History*, t. XXIX, 1944.] — Max Beloff. The study of contemporary history Some further reflections. [*Ibid.*, t. XXX, 1945.]

E. J. Knapton. Historical revision, n° XCVIII. The origins of the treaty, of the Holy Alliance. [*Ibid.*, t. XXVI, 1941.] — W. P. Morrell. The Second British Empire, 1783-1870 (à propos du t. II de la *Cambridge History of the British Empire*). [*Ibid.*] — A. S. Tuberville. Aristocracy and Revolution. The British Peerage, 1789-1832. [*Ibid.*, t. XXVI, 1942.] — Edward Hughes. Historical Revision, n° CI. Civil Service reform, 1853-1855. [*Ibid.*] — A. S. Tuberville. The House of Lords and the advent of democracy, 1837-1867. [*Ibid.*, t. XXIX, 1944.]

J.-L. Morisson. Canadian diplomacy in American affairs. [*Ibid.*, t. XXVIII, 1943.]

Lucien Febvre. Ce grand personnage historique : l'école primaire. [*An. d'hist. soc.*, 1945.]

VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

C. Howard. Historical revision, n° XCVI. The treaty of London, 1915. [*History*, t. XXV, 1941.] — W. O. Henderson. The conquest of the German colonies, 1914-1918. [*Ibid.*, t. XXVII, 1942.]

W. O. Henderson. The Pan-German movement. [*Ibid.*, t. XXVI, 1941.] — Ch. G. Robertson. The German enigma. [*Ibid.*] — N. H. Baynes. National Socialism before 1933. [*Ibid.*, t. XXVI, 1942.]

Marc Bloch. Témoignages sur la période 1939-1944. [*An. d'hist. soc.*, 1945.] — Lieutenant-colonel Combaut. L'action militaire de la résistance française. [*R. de Déf. nat.*, déc. 1945.] — Général Mougin. La résistance dans l'armée. [*Ibid.*, janv. 1946.] — Raymond Las Vergnas. De Roosevelt à Truman. [*Ibid.*, déc. 1945.] — René Dumesnil. D'Hamilcar à Rommel. [*Ibid.*] — Amiral King. Les leçons de la guerre (extraits de ses rapports sur les opérations navales). [*Ibid.*, janv. 1946.] — Commandant J.-M. Accart. L'aviation de chasse sur le front de l'ouest. [*Ibid.*] — G. La Roërie. Marine marchande et guerre mondiale. [*Ibid.*, déc. 1945.]

Maurice de Gandillac. La politique religieuse en Allemagne. [*Ibid.*]

André Duboscq. La Grande Asie orientale et la Chine. [*Ibid.*, janv. 1946.] — Martin Wright. The Tanaka Memorial (discute l'authenticité de ce document qui, en 1927, établit le plan de conquête mondiale du Japon). [*History*, t. XXVIII, 1943.]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

ALFRED COVILLE¹

Né à Versailles le 11 août 1860, M. A. Coville était d'origine normande. Admis à l'École des chartes en 1880, il suivit en même temps les cours de la Faculté des lettres de Paris, ce qui l'amena à ne soutenir qu'en 1885 sa thèse pour le diplôme d'archiviste-paléographe. Mais, à cette date, agrégé d'histoire et de géographie au concours de 1883, il avait déjà enseigné une année au lycée de Caen et était chargé, depuis 1884, de l'enseignement de l'histoire du moyen-âge à la Faculté des lettres de Dijon. En 1886, il fut chargé d'assurer le même enseignement à Caen où il demeura jusqu'en 1891. C'est durant ces années normandes, en 1888, qu'il soutint avec succès ses thèses pour le doctorat ès lettres en Sorbonne. En 1891, il était transféré à Lyon, qu'il abandonnait en 1904 pour accepter, sur les instances de Liard, le rectorat de l'Université de Clermont. A partir de cette date et jusqu'à sa retraite volontaire en 1927, M. Coville n'occupa plus que des situations administratives : inspecteur général d'histoire en 1912, directeur de l'Enseignement secondaire en 1914, directeur de l'Enseignement supérieur en 1917. La retraite n'interrompit pas l'activité de M. Coville. Sans compter les fonctions administratives que lui confia l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et l'Institut de France, après son élection en 1928, il demeura le conseiller averti et écouté de la Commission supérieure des Archives, de celle de la Bibliothèque nationale, et surtout du Centre national de la Recherche scientifique. On lui rappela, lorsqu'en 1940, à l'occasion de ses quatre-vingts ans, ses amis lui offrirent une médaille commémorative de cet anniversaire², qu'il avait participé à quelque quatre-vingts commissions.

Mais ce n'était point pour la vaine gloriole d'assister ou de présider à ces commissions que M. Coville acceptait d'en faire partie ou d'en organiser de nouvelles. Était-ce une influence inconsciente de ses études sur notre xiv^e siècle? Toujours est-il que M. Coville était pénétré de la nécessité du « gouvernement par le conseil », cher aux fonctionnaires royaux de Charles V. Il aimait se renseigner avant de décider, n'estimant pas que sa nomination à une direction lui eût, *ipso facto*, conféré l'infaillibilité et la science infuse. On était, au contraire, frappé, en conversant avec lui, de

1. La rédaction de cette notice avait été confiée à l'auteur dès la mort de M. Coville. En partie rédigée, elle fit partie des papiers — peu nombreux — dont se saisit la Gestapo quand elle lui fit l'honneur de l'arrêter, le 29 avril 1942, pour lui faire connaître jusqu'en 1945 les douceurs des bagnes allemands.

2. A cette occasion, la Société de l'École des chartes a publié une *Bibliographie des travaux scientifiques de M. Alfred Coville*. Paris, H. Didier, 1940, in-8°, p. 41, qui ne comporte pas moins de 148 numéros.

l'extrême modestie de son attitude intellectuelle. Dans son amour passionné pour le service du pays, il tenait à s'assurer toutes les garanties contre l'erreur. En revanche, une fois son enquête faite, une fois rassemblés tous les éléments d'information nécessaires à la décision, il agissait.

Une conséquence logique de cette attitude intellectuelle a été un constant renouvellement de l'individu, ce qui est la définition même de la jeunesse. M. Coville, en un âge fort avancé, demeura jeune. J'entends capable de sentir et de comprendre des manières de penser nouvelles. C'est ce qui, joint à sa très grande bienveillance naturelle, permettait à ceux qui l'approchaient de ne point sentir de difficulté à lui exprimer leurs idées personnelles, leurs projets de travaux, en dépit d'une différence de plus en plus grande entre les âges des interlocuteurs. Restant ainsi en contact avec les jeunes, M. Coville ne pouvait pas rester insensible à leurs difficultés, à leurs rêves, à leurs ambitions. Et ce devint pour lui l'objet même de sa mission dans la vie. C'est ainsi que, durant les années qui suivirent sa retraite, il s'attacha, à la Recherche scientifique, à encourager les vocations, à en susciter, à faciliter les premiers efforts souvent si difficiles de ceux qu'attire la recherche désintéressée de la vérité.

Il serait trop long de rappeler dans le détail l'œuvre de M. Coville dans le domaine administratif de l'organisation du travail scientifique en France. Un de ses amis l'a fort justement qualifiée, en disant qu'elle « a, par sa fécondité, dépassé la mesure commune ».

En dépit de toute cette activité, M. Coville a trouvé moyen de construire une œuvre historique considérable. Il l'a appréciée lui-même en ces termes : « Comme éru it, j'ai fait ce que j'ai pu, en dépit des lourdes fonctions dont j'ai été plusieurs fois chargé... Absorbé aussi par d'autres devoirs, ce que j'ai donné à l'Histoire n'a pas, certes, la qualité que j'aurais voulue, et je me suis efforcé dans mes derniers travaux... moins d'apporter des résultats définitifs que de montrer la voie aux jeunes pour approfondir certaines questions. » Appréciation d'une modestie excessive, car certains ouvrages de M. Coville sont incontestablement définitifs, dans la mesure où l'histoire peut être définitivement écrite.

Normand, l'histoire de sa province originelle l'attira tout d'abord. Sa thèse d'École des chartes est consacrée aux États de Normandie au ^{xiv}^e siècle. Remaniée, elle parut en 1894 sous le titre : *Les États de Normandie, leurs origines et leur développement au ^{xiv}^e siècle*. Elle est considérée à juste titre comme le travail classique sur ces assemblées et sur les assemblées d'États en général. Elle a servi de modèle à toute une série d'études du même genre pour les diverses régions de la France ayant connu des institutions analogues. Elle est l'origine de ce mouvement d'études internationales sur les assemblées et les États dits généraux qui, à la veille de la dernière guerre, paraissait destiné à un si brillant avenir.

Cette étude avait amené M. Coville à s'occuper particulièrement du ^{xiv}^e siècle et des débuts de la grande crise politique et sociale qui caractérise en France l'époque des Valois. C'est à un moment particulier de cette crise qu'il consacra sa thèse principale pour le doctorat ès lettres, dont le titre : *Les Cabochiens et l'ordonnance de 1413* couvre une étude infiniment plus générale que l'événement et le texte mentionnés dans son titre. En réalité, M. Coville y étudiait l'action et le fonctionnement d'un gouvernement médiéval en un temps que l'on ne saurait qualifier autrement que de révolutionnaire. Il était amené à y examiner les théories politiques de l'époque et à les montrer aux prises avec les difficultés nées des circonstances

dans lesquelles elles doivent s'appliquer. Cela l'entraînait à décrire avec une précision remarquable le fonctionnement du gouvernement royal, créé pour un pays qui n'avait pas prévu la guerre étrangère, en un temps où celle-ci semblait devoir s'installer à demeure. Son étude renouvelait complètement les données courantes de l'histoire de notre pays à cette époque, où l'on ne voyait volontiers qu'un temps d'émeutes et de massacre. Elle confirmait une des intuitions de Michelet sur le travail de réforme tenté, et jusqu'à un certain point accompli, dans l'organisation administrative du royaume, réforme infiniment plus conservatrice que révolutionnaire.

Ces travaux désignaient naturellement M. Coville pour traiter, en un large tableau, la période qu'il connaissait si bien, lorsque son maître Lavissee entreprit de donner à la France l'histoire scientifique qui lui manquait. Déjà, dans l'*Histoire Générale* que Lavissee, avec l'aide de Rambaud, avait mise sur pied, M. Coville avait, en quelques chapitres, ébauché le travail. Cette fois, les conditions n'étaient plus les mêmes. Pour générale qu'elle fût, la nouvelle *Histoire de France* laissait à ses collaborateurs l'espace nécessaire pour traiter de manière précise et dans un détail suffisant le moment qui leur était attribué. On ne leur demandait pas seulement une mise au point résumant l'état de nos connaissances par la lecture des divers travaux consacrés à la période envisagée ; il y entrait également un travail de recherche personnelle sur les textes, les monuments, les œuvres littéraires qui nous fournissent cette connaissance. L'éloge de l'œuvre dirigée par Lavissee n'est plus à faire. Elle est devenue classique. Si, sur certains points, elle peut ne pas satisfaire des curiosités nouvelles que le présent nous a données du passé, elle nous fournit toujours l'armature d'ensemble où nos connaissances nouvelles devront venir s'insérer. De cela le mérite revient en grande partie à Lavissee, qui sut être un directeur à la fois ferme et courtois ; mais le mérite de ses collaborateurs n'est pas moindre. A ces hommes auxquels on demandait de faire œuvre originale, on demandait aussi d'accepter une discipline, une direction qui, sur certains points, pouvait s'opposer à leurs tendances personnelles. On demandait à des maîtres de redevenir, pour ce que certains considéraient à juste titre comme l'œuvre maîtresse de leur vie, les disciples de l'homme qui les avait formés. Et, parce qu'ils étaient des maîtres au vrai sens du mot, ils acceptèrent. Dans la série de ces beaux volumes, celui que M. Coville a consacré à la période qui s'étend de 1328 à 1422 reste l'un des plus solides et des plus lumineux. On a, à sa lecture, l'impression que la collaboration du directeur de l'entreprise et de l'auteur du volume a été parfaite. Au temps où M. Coville me fit l'honneur de m'appeler à collaborer avec lui à l'*Histoire générale* de Glotz, j'ai eu souvent l'occasion de le faire parler de sa collaboration à l'*Histoire de France* de Lavissee. J'ai compris alors, sans probablement les acquiescer, les vertus de cette équipe d'historiens qui inaugurèrent en France le « team-work » et firent, pour près d'un demi-siècle, des médiévistes français les maîtres incontestés de leur discipline.

Le volume de l'*Histoire de France* est de 1902. Durant les vingt-cinq années qui suivent, la production de M. Coville est à peu près arrêtée. En 1927, il prend, volontairement, une retraite bien gagnée. Va-t-il maintenant se reposer ? Nous avons dit plus haut que son activité administrative ne cessa pas, si la forme en fut différente. Mais, moins accablé par la routine ministérielle, M. Coville put se consacrer de nouveau à la recherche historique. Cette recherche fut orientée dans un sens différent par suite des circonstances.

En 1928, M. Coville était élu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; élection parfaitement justifiée en raison de ses travaux antérieurs, élection intéressée de la part de l'Académie. Charles-Victor Langlois, frappé par un deuil irréparable, présentant une fin prochaine, voulait assurer à l'*Histoire littéraire de la France*, l'une des plus belles publications de l'Académie, un collaborateur dans lequel il voulait voir un remplaçant pour lui-même. Dès la mort de Langlois, M. Coville, en 1929, lui succéda à la Commission de l'Histoire littéraire et, comme Langlois, toute son activité scientifique fut consacrée désormais à l'entreprise léguée par les Bénédictins à l'Académie. Celle-ci, qui se poursuit dans l'ordre chronologique, en arrivait justement à la période, objet des recherches antérieures de M. Coville. Celui-ci avait déjà donné des preuves de son intérêt pour l'histoire littéraire. Sans compter le chapitre consacré aux écrivains de la période 1328-1422 qu'il avait eu à rédiger pour son volume de l'*Histoire de France*, sa thèse latine avait eu pour sujet la vie et l'œuvre de Jacques Le Grant, un moine augustin contemporain de Charles VI, plus connu des historiens pour ses attaques contre Isabeau de Bavière que pour ce qui lui donne son véritable intérêt : avoir été l'un des premiers pionniers de l'humanisme en France.

Ce fut précisément cette question des débuts de l'humanisme dans notre pays qui absorba désormais l'activité de M. Coville. Études préparatoires aux notices plus condensées qu'il voulait ultérieurement donner à l'*Histoire littéraire de la France*, il publiait en 1932 un premier volume sur *Jean Petit. La question du tyrannicide au commencement du XV^e siècle*. En 1933, *Evrari de Tremaugon et le Songe du Verger* faisait l'objet d'un autre ouvrage. En 1934, il étudiait *Gontier et Pierre Col et l'humanisme en France au XV^e siècle*. En 1935, un volume intitulé *Recherches sur quelques écrivains du XIV^e et du XV^e siècle* contenait des notices consacrées à deux canonistes, Simon de Brossano et Gilles Bellemère, à l'auteur des *XV joies du mariage* et à diverses œuvres de Nicolas de Clamange, que complétait, en 1936, une édition critique du *Traité de la ruine de l'Église* de ce dernier écrivain et la traduction française de 1564. En 1937, *Le petit Jehan de Saintre* et son auteur, Antoine de la Sale, faisait l'objet d'un nouveau volume. Enfin, au moment où la mort vint le frapper, M. Coville achevait de corriger les épreuves d'une étude d'ensemble sur *La vie intellectuelle dans les domaines de la maison d'Anjou-Provence de 1380 à 1435*.

Toutes ces études apportent du nouveau, suggèrent des recherches nouvelles. Elles témoignent chez leur auteur d'une extraordinaire familiarité avec la littérature de cette période et, en même temps, d'une connaissance de l'histoire politique et sociale de cette époque, qui permet une compréhension des œuvres étudiées, en les remplaçant sans effort dans le milieu où elles furent conçues.

Leur lecture laisse un regret. Celui que son retour tardif aux études historiques n'ait pas laissé à M. Coville le temps de condenser en une synthèse générale toutes ces études particulières, qu'il n'ait pu écrire cette histoire des idées et des œuvres littéraires et politiques en France à la fin du Moyen-Age qui nous manque et qu'il était le seul en état de nous donner. Il n'en a pas moins établi les fondations solides et il ne sera pas possible de reprendre la tâche sans tenir compte des résultats déjà obtenus, même si, comme cela est normal, certains d'entre eux devront être critiqués.

Une activité si diverse, si fructueuse, s'étendant sur une si longue existence, laisse une impression d'étonnement et d'admiration. Son arrêt apparaît comme une

surprise. D'avoir vu si longtemps le maître continuer son action en des domaines si variés fait ressentir plus profondément la disparition de l'homme.

Ceux qui ont eu le privilège de l'approcher conserveront le souvenir d'un être profondément humain, qui s'est toujours efforcé d'être juste, qui, dans les honneurs, a su garder une modestie souriante comme s'il voulait faire entendre, en connaissance de cause, combien la tâche accomplie restait faible eu égard à celle qui restait à accomplir. Jusqu'à la fin, il a travaillé au progrès de nos études. Il a ainsi laissé une œuvre et un exemple à suivre.

R. FAWTIER.

ANDREW GEORGE LITTLE

Les amis français de l'éminent historien anglais ont appris avec une grande tristesse sa mort dans les derniers mois de l'année 1945. Créateur de la *British Society of Franciscan Studies*, il l'a animée et soutenue durant les trente-cinq années de son existence (1902-1937). Et toute son œuvre est consacrée au grand saint d'Assise et à ses disciples. On en trouvera le détail dans une plaquette qui lui fut offerte en 1938 par ses amis et ses élèves. Il convient d'y relever en particulier ses travaux — désormais classiques — relatifs aux Franciscains d'Oxford, *The Grey Friars in Oxford* (*Oxford Historical Society*, t. XXI, 1892), *Franciscan School at Oxford in the 13th century* (dans *Archivium Franciscanum Historicum*, t. XIX, 1926, p. 803-874), *Oxford Theology and Theologians* (en collaboration avec F. Pelster, *Oxford Historical Society*, t. XCVI, 1934). On lui doit également l'édition d'un traité de John Peckham sur la pauvreté (1910), celle de la fin de l'*Opus tertium* de Roger Bacon (1912) et, en collaboration avec E. Withington, celle du *De retardatione accidentium senectutis* du même auteur. Les historiens de la littérature latine du Moyen-Age ont tous utilisé son répertoire *Initia Operum Latinorum quae saeculis XIII. XIV. XV attribuuntur* (1904). Enfin, c'est à son amitié que l'on doit la publication posthume du *Speculum Perfectionis* entreprise par notre compatriote le regretté Paul Sabatier. On doit déplorer que A. G. Little n'ait pas cédé aux instances de ses amis qui l'incitaient à écrire l'histoire de l'ordre de Saint-François en Angleterre. Il a toutefois, soit par lui-même dans ses articles, soit par les publications qu'il a suscitées et accueillies dans la *British Society of Franciscan Studies*, posé des jalons nombreux qui seront utilisés quelque jour. Ce serait le meilleur hommage à rendre à la mémoire de cet excellent savant et de ce parfait gentleman,

R. F.

R. E. W. FLOWER

Au mois de janvier de cette année, après deux ans de souffrances, est mort l'ancien conservateur du département des manuscrits du *British Museum*, le Dr R. E. W. Flower. En lui disparaît tout à la fois un écrivain de talent, un délicat poète, un spécialiste averti de tout ce qui touchait aux manuscrits du Moyen-Age et de la Renaissance, et l'un des maîtres des études celtiques. La *Revue historique* lui doit un souvenir, ne fût-ce que pour l'accueil qu'il a fait à nos compatriotes venus travailler, durant les années d'entre-guerres, dans le grand établissement de Great Russell Street. Il a, d'ailleurs, apporté sa contribution à nos études. Sans parler de ses nombreuses traductions ou adaptations de l'ancienne et de la moderne littéra-

ture irlandaise, le tome II du *Catalogue des manuscrits irlandais du B. M.* est un instrument de travail indispensable à l'historien de l'Irlande. Il a été l'éditeur, avec R. W. Chambers et M. Forster, de l'*Exeter Book*; un des monuments les plus précieux de l'ancienne littérature anglaise. Il a, enfin, donné à la British Academy, dont il était membre, une étude sur les relations de l'Irlande avec l'Europe du Moyen-Age, qui est riche d'idées et de faits. Mais R. E. W. Flower était de ces hommes dont la production imprimée n'est qu'une faible partie de l'activité scientifique. Sa science, aussi diverse que profonde, l'a fait consulter un peu tous les coins du monde et le temps qu'il a dépensé à faciliter le travail d'autrui n'a pas été perdu pour la science.

R. F.

France. — Les historiens se sont toujours inquiétés lors des campagnes « de récupération de vieux papiers ». La note suivante, que veut bien nous communiquer notre collaborateur M. J. Gandilhon, archiviste en chef du département de la Haute-Marne, montre combien ces inquiétudes étaient justifiées et la nécessité de la vigilance pour tous ceux qui ont pour mission la conservation de notre patrimoine historique.

La campagne de récupération des « vieux papiers » a provoqué des négligences que l'archiviste n'a pas toujours eu les moyens d'empêcher. Outre les pertes antérieures à 1945, encore mal connues, signalons ici la disparition des archives militaires (109° R. I.), par malheur conservées aux casernes, et dont beaucoup remontaient au xvii^e siècle.

Par contre, notons que l'archiviste, au cours d'un raid effectué en août 1945 à travers tous les cantons de son département, a pu contrôler la plus grande partie des sacs et tas en vrac de « vieux papiers » destinés directement au pilon. Ce contrôle a pu montrer tout le danger pour l'Histoire, et même pour l'Administration souvent, d'une telle « mobilisation » des vieux papiers. Citons, en effet, parmi les documents sauvés de la destruction, outre des plans, matrices et baux des archives communales, les documents historiques suivants : rôle de taille (1716) pour la communauté de Germainvillers (sénéchaussée de Bourmont), toutes les archives antérieures à 1790 de la commune d'Arbot-sur-l'Aube (aveux du xvii^e siècle, acte d'émancipation de franc-fief, rôles des droits des habitants, procédures pour défrichements indus de bois et pâtis communaux, etc.), enfin un livre de comptes manuscrit donnant le détail des dépenses engagées par une famille de propriétaires fonciers du Perthois, de 1726 à 1794, pour le compte de ses valets, bergers, servantes, etc. Ce manuscrit, qui fait actuellement l'objet d'une étude détaillée, nous dévoile ce que fut la vie économique et sociale en Perthois et Vallage durant tout le xviii^e siècle. De tels sauvetages nous font bien davantage encore regretter la foule des pertes inconnues.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

un
ar,
us
y,
du
ces
en-
les
as

cu-
ner
la
de
ri-

ces
té-
ili-
on-

5 à
tie
on-
ion
les
ves
la
ves
cte
fri-
na-
res
er-
ous
out
la